Supplément « Initiatives »

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14494 – 6 F

MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

THE UNIVERSITY OF JORDAN SERIALS DIVISION

L'effondrement du régime communiste en URSS et ses répercussions en France

Le « centre » dépossédé

LE document n'est pas encore voté, il malmène sérieusement une Constitution elle-même très imparfaite et de plus en plus inadaptée à l'évolution révolutionnaire que connaît le pays depuis quelques semaines. Enfin, son application va encore se heurter à bien des résistances. Pourtant, il est clair *que la déclaration des dix Républiques,* présentée lundi 2 septembre au Parlement soviétique, est bien le texte de base autour duquel va *s'organiser* la nouvelle *Union soviétique.*

D'abord parce que – ses signataires l'ont à peine caché, – le document est à prendre ou à laisser : ce sont désormais les *Républiques qui disent le droit,* leur pouvoir incontournable s'impose à un « centre » discrédité. Ensuite, parce qu'il va dans « le sens de l'Histoire », comme on *aurait dit naguère.* Les putschistes du 18 août voulaient arrêter cette histoire en empêchant la signature du « traité de l'Union » deux jours *plus tard. Leurs amis conservateurs* se retrouvent aujourd'hui dans une situation infiniment moins bonne que celle que leur promettait cet accord.

CAR l'accord des dix consacre l'effondrement du « centre », de son gouvernement – même pas mentionné – et même de son Parlement, un organisme quelque peu monstrueux, avec sa division en Congrès et en Soviet suprême, et surtout mal élu puisque tout avait été fait en 1989 pour sauver les positions de l'appareil. La seule institution qui survit est la présidence de M. Gorbatchev. Le père de la perestroïka a réussi encore à sauver les meubles, *mais cette fois le sien seulement.* Son fauteuil est d'autant plus diminué qu'il sera flanqué, là encore, des représentants des Républiques.

Cet arrangement était de toutes manières le seul possible, mais il devrait être bénéfique à terme, malgré ses nombreuses ambiguïtés. Tout redevient possible dès lors que l'adhésion à l'« Union » est véritablement volontaire – et l'acceptation de l'indépendance des Républiques baltes devra confirmer cette *nouvelle donnée, – que chacun* choisira ce qui lui conviendra dans cette Union « à la carte » ; *bref, que le contexte est amical* et coopératif. Le président letton, *M. Gorbunovs, n'a-t-il pas* laissé entendre que sa République pourrait participer à certaines des nouvelles structures sans renoncer à son indépendance ?

DÈS lors, aussi, la nouvelle association pourrait retrouver un rôle utile dans certaines circonstances. En dehors de la nécessaire coordination des relations économiques, on peut imaginer la voir intervenir comme arbitre dans les litiges frontaliers ou sur les problèmes de minorités, *qu'il s'agisse du Karabakh arménien ou des russophones de* Moldavie.

Enfin et surtout, la fédération se voit reconnaître un rôle-clef *en matière de défense. Si jamais* certains dirigeants de Républiques avaient envisagé de fractionner la force nucléaire soviétique, *ce qui n'est pas prouvé,* ils y ont *vite renoncé face à l'inquiétude* de George Bush et des autres dirigeants occidentaux. M. Gorbatchev a perdu beaucoup, mais il conservera sa boîte *noire et son téléphone rouge. Ce* n'est déjà pas si mal.

M 0147 - 0904 0 - 6,00 F

L'Union soviétique se transformerait en une alliance d'Etats souverains

Le Congrès des députés du peuple a repris ses travaux, mardi 3 septembre au matin, à Moscou. La veille, il avait entériné le plan en sept points élaboré par M. Gorbatchev et les présidents de dix des quinze Républiques de l'Union. Ce plan de transition prévoit la transformation de l'URSS actuelle en une alliance d'Etats souverains. L'Azerbaïdjan, qui vient de se déclarer indépendant, a jugé « anticonstitutionnelle » la proclamation d'une République du Haut-Karabakh par les autorités arméniennes régionales. En Géorgie, des incidents ont opposé des manifestants hostiles au président Gamsakhourdia aux forces de l'ordre. Lundi, les Etats-Unis ont reconnu officiellement l'indépendance des pays baltes.

MOSCOU

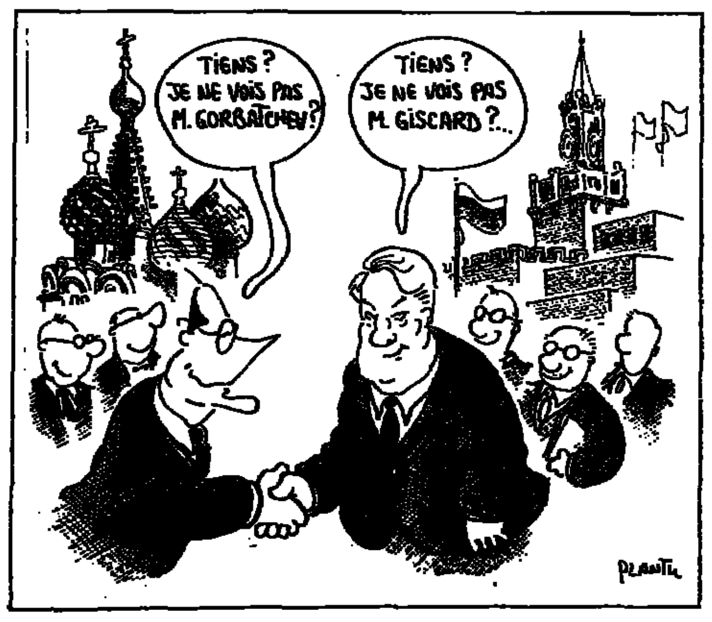
de notre correspondant

Comment mettre un peu d'ordre, fût-il provisoire, comment donner une forme légale à ce que les faits ont déjà imposé – la dissolution du pouvoir soviétique au profit de celui des Républiques de l'ex-URSS ? Les dirigeants de dix de ces Républiques, *plus M. Gorbatchev* dans son nouveau rôle de président-maître de cérémonie, ont apporté lundi 2 septembre une première réponse, devant un Congrès de députés médusés par tant d'audace.

L'affaire a été menée rondement : à l'ouverture de la session, alors qu'on s'attend à une intervention de M. Gorbatchev, c'est le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaev, qui monte à la tribune.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3



Lire aussi

- « Nous ne serons jamais roumains » par JEAN-BAPTISTE NAUDET
- Les putschistes encourent la peine de mort par SYLVIE KAUFFMANN
- Les Etats-Unis craignent toujours le vide à Moscou par ALAIN FRACHON
- M. Landsbergis acclamé par le Parlement hongrois par YVES-MICHEL RIOLS
- Le régime de Kaboul et la question de l'aide soviétique par GAD SUTHERLAND
- Diagonales : Vide par BERTRAND POIROT-DELPECH *de l'Académie française*
- Un point de vue de M. Max Gallo

pages 2 à 5 et page 26

La direction du PCF refuse toute contestation

M. André Lajoinie a rejeté en bloc, mardi matin 3 septembre, devant le comité central du PCF, les critiques formulées par M. Fiterman et les autres dirigeants contestataires contre la direction du parti. Les dirigeants communistes affirment que les « forces du capital » cherchent à « profiter des événements d'Union soviétique » pour « porter de nouveaux coups » au Parti communiste et que « rien n'est plus urgent » que de s'opposer à cette « agression ».

Les religions ne meurent pas

par Corine Lesnes

Au même titre qu'il reste des croyants dans les églises alors que Dieu est réputé mort depuis longtemps, il reste en France des gens qui croient au communisme. Une expérience de soixante-dix ans sur un échantillon planétaire ne les a pas convaincus de ce qui semble relever pour d'autres de l'évidence. L'enterrement, il est vrai, a peut-être été un peu rapide. Comme si tout allait bien partout, le communisme a subitement été proclamé mort. Il a plu des épitaphes, des oraisons funèbres. Des regrets, presque déjà des réhabilitations. Il a beaucoup été question du dogme, rarement des fidèles. Pourtant les communistes français sont toujours là. *Les religions ne meurent pas.* Il reste des croyants. Car une telle obstination n'est autre que le signe de la foi. On croirait les irriter en inscrivant leur cosmogonie dans un registre religieux. Il n'en est rien. Spontanément, les militants de base revendiquent la comparaison. Ils balaient l'économie – pff ! un simple outil – pour ne plus mettre en avant que l'idéal, la philosophie sociale. Ils se décrivent « *à l'image des chrétiens* ».

Lire la suite page 10

Un entretien avec M[me] Jeannette Thorez-Vermeersch

Lire page 8

Le retour des privatisations

Le gouvernement envisage de vendre en partie certaines de ses entreprises. Lesquelles ? A qui ? Pour quoi faire ?

par Erik Izraelewicz

Une nouvelle victoire pour M. Michel Rocard : comme l'ancien premier ministre l'avait soutenu en 1982, les socialistes découvrent aujourd'hui qu'il est *inutile de posséder 100 %* du capital d'une entreprise pour y détenir le pouvoir, que la majorité (51 %) y suffit. Pragmatique, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'*économie et des finances*, a donc proposé des privatisations partielles. M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, lui a apporté son soutien lundi lors du « Club de la presse » d'Europe 1. Prudent, le premier ministre, M[me] Edith Cresson, avait accepté dimanche 1[er] septembre à Ramatuelle d'en débattre. Il reste à connaître la position de M. François Mitterrand. Pour s'y opposer, il pourrait invoquer, une fois de plus, la bible, *la Lettre à tous les Français*, et le principe du « ni-ni » (ni nationalisation ni privatisation). Mais les obstacles ne relèvent pas que du dogme : ils résident aussi dans la situation économique de nombreuses entreprises publiques et dans l'état actuel du marché financier.

Depuis 1988, le principe du « ni-ni » a déjà été écorné à de très nombreuses reprises, l'imagination des financiers ayant facilité la tâche du gouvernement. Il y a eu ainsi des privatisations partielles (avec l'entrée de Volvo dans Renault, celle de NEC dans Bull...) *et des nationalisations* « rampantes » (UTA et Framatome notamment). Pour augmenter les moyens financiers des groupes publics sans modifier la géographie de leur capital, le ministère des finances a favorisé le développement de nouveaux titres de propriété.

Lire la suite page 20

Dissidences soudanaises

Face au régime islamique de Khartoum, les rebelles du Sud hésitent entre la laïcité et l'indépendance

KAPOETA (Sud Soudan)

de notre envoyé spécial

En cette matinée ensoleillée, la grande place de Kapoeta, une bourgade délabrée, pompeusement baptisée *« capitale du nouveau Soudan libéré »,* est en fête. Dans ce terrain vague, entouré de toukouls – les huttes en paille – et qui sert à l'occasion d'aéroport, une foule bariolée attend, dans une atmosphère de kermesse, l'arrivée du « *ministre français Bernard Kouchner, le grand ami du peuple soudanais* ». Une compagnie de l'Armée de libération du peuple du Soudan (APLS) est déjà là pour rendre les honneurs, avec son orchestre, où le son d'un accordéon se mêle à celui des flûtes en roseaux traditionnelles. Soudain, les applaudissements crépitent. Le colonel Garang, à bord d'une LandRover, fait son apparition. Il est d'humeur joviale et n'a pas l'air affecté par la nouvelle diffusée la veille par la BBC – religieusement écoutée ici – et annonçant sa destitution. Il donne quelques ordres, serre la main des journalistes français présents, avant qu'on distribue de nouvelles chaussures aux soldats. Rien ne semble indiquer que le mouvement de rébellion vit une grave crise. Seuls quelques pancartes en anglais – *« Nous sommes pour un seul Soudan », « Unis nous vaincrons, divisés nous serons battus », « Nous appuyons John Garang, le chef de l'APLS pour toujours »* – indiquent qu'une lutte pour le pouvoir semble en cours au sein de la rébellion.

JEAN GUEYRAS

Lire la suite page 6

— Ces deux jeunes gens nous doivent de l'argent, continua Flower, affectant d'ignorer la présence de Nashe et de Pozzi. Si nous les laissons partir, ils ne nous rembourseront jamais.

Paul Auster

LA MUSIQUE DU HASARD

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR CHRISTINE LE BŒUF

UN ROMAN OÙ LE HASARD MÈNE, TAMBOUR BATTANT, LA DANSE DU DESTIN

ACTES SUD HUBERT NYSSEN ÉDITEUR

Contre-offensive socialiste

A l'université d'été du PS, MM. Roland Dumas, Jacques Delors et Lionel Jospin ont défendu la politique internationale de la France en attaquant vivement l'opposition. page 10

Un entretien avec M. Marc Blondel

Le secrétaire général de FO veut engager une action avec les autres syndicats. page 21

L'Amérique à Deauville

Films à grand spectacle, films d'auteurs. page 18

Des chevaux de course dopés

Inculpations en série de pharmaciens et d'entraîneurs. page 11

INITIATIVES

Nouvelle formule

Notre supplément hebdomadaire « Initiatives », consacré à l'emploi, reparaît aujourd'hui, dans une nouvelle présentation des rubriques. Ainsi, cette semaine : « fonction publique », « formation », « carrière », « avenirs »... Le dossier principal de ce numéro, distribué en pile séparée, est consacré aux difficultés que rencontrent les cabinets de recrutement.

SCIENCES & MÉDECINE

■ La très grande bibliothèque des gènes humains. ■ Un grand pas vers l'infiniment petit. ■ La magie des carrés. ■ Naissances multirisques. pages 13 à 15

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

هكذا في الأصل

Le putsch raté de Moscou et la fin du communisme

TRAIT LIBRE

Derrière la porte

par Max Gallo

ET si le défi principal lancé par la chute du communisme l'était d'abord aux sociaux-démocrates ?

Certes ce défi est masqué, en France d'abord, par les dérisoires querelles politiciennes ou l'aimable plaisanterie qui consiste à demander à ce qui reste de communistes de se réformer. Comme si, depuis soixante-quatorze ans, ils n'avaient pas eu le temps de méditer ce que Rosa Luxemburg écrivait durant l'été 1918 : « *Lénine se trompe intégralement.* » Comme si à chaque génération on n'avait pas vu pointer le groin de la terreur – Cronstadt, les purges, le goulag, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, et pour finir le putsch de 1991 –, comme si on avait oublié que Lénine avait dissous l'Assemblée constituante – en 1918 – parce que les bolcheviks y étaient minoritaires, comme si on n'avait pas lu ce que Rosa Luxemburg, encore elle, écrivait du système léniniste : « *Un tel état de choses engendre nécessairement une recrudescence de sauvagerie dans la vie publique.* »

Mais bavarder sur les communistes français permet d'esquiver les questions fondamentales que pose aux sociaux-démocrates le cours sinistre du vingtième siècle.

Car la fin du « pays du grand mensonge » redonne toute sa force à l'interrogation : comment faire progresser une société ? Est-ce même possible ? Croates et Serbes s'entretuent. Après la victoire démocratique en Russie qu'en sera-t-il dans l'Union soviétique démantelée ? Alors que la pénurie, l'absence, en profondeur, de culture citoyenne créent les conditions pour qu'éclatent, ici et là, des affrontements dramatiques.

Comment éviter, dans ces conditions, une réflexion sur l'origine des succès du léninisme ? Sur ce point majeur, le silence des commentateurs est pesant. Ignorance ou mauvaise foi ? En pratique un tour de passe-passe chronologique. Le siècle commencerait en 1917. Commode. Mais faux. Ce siècle commence en 1914. Lénine n'est alors qu'un exilé qui ne pèse pas face aux puissants partis sociaux-démocrates. Mais voilà, républicains et sociaux-démocrates ne peuvent rien contre l'engrenage d'un système européen qui conduit au grand massacre. Tensions économiques, rivalités nationales, exacerbation des passions chauvines, cécité ou machiavélisme des responsables politiques, absence de contrôle démocratique, déclenchent le conflit.

A vous, sociaux-démocrates...

Les sociaux-démocrates n'ont rien pu empêcher. Partout ils se rallient aux unions sacrées. Et la « guerre du droit » – contre les Russes barbares pour les Allemands – contre les Allemands barbares pour les Français – crée les conditions de la victoire de Lénine, puis de celle de Hitler. Le vingtième siècle est sorti de ce sabbat des sorcières. Et bien entendu la deuxième guerre mondiale et donc le triomphe du stalinisme prennent racine dans ces années 14-18.

Quand François Furet écrit : « *Le communisme aura été une catastrophe inutile* », il a raison. Mais une visite à l'ossuaire de Verdun donne la mesure de « la catastrophe inutile » originelle dont personne ne parle.

Or elle sanctionne l'échec, ici d'un Caillaux et d'un Jaurès, ailleurs d'un Ebert ou d'un Kautsky, de ceux qui voulaient « réformer » le système, le maîtriser.

Est-ce possible aujourd'hui, et comment ? L'examen de l'état du monde laisse sceptique.

Mais c'est de cette faillite politique des sociaux-démocrates, des républicains réformateurs que surgissent ces monstres rouges et noirs qui vont broyer les hommes du vingtième siècle. Les obliger à choisir. C'est l'armée rouge qui a libéré Auschwitz. Et c'est elle qui avait exécuté des milliers d'officiers polonais à Katyn. Hitler se brise les dents à Stalingrad, ville qui porte le nom d'un tyran, qui vaut le premier. « *Vie et destin* », dirait Grossman.

Question cruciale pour les sociaux-démocrates : s'ils ne réussissent pas à orienter le développement impétueux du capitalisme qui tolère ou creuse les inégalités entre le Nord et le Sud, s'ils ne parviennent pas à mettre en place des structures qui canalisent les revendications nationalistes, qui font, à l'échelle de la grande Europe – puis du monde – de chaque individu un citoyen, que sera demain ?

Et quels moyens prendre ? Sur quelles forces sociales s'appuyer ? Quels instruments d'analyse ? Faut-il se soumettre à toutes les contraintes économiques – comme en 1914 aux « contraintes » du sentiment national – et à celles impérieuses de l'unique superpuissance mondiale ?

Si l'inégalité, le chômage s'aggravent – en France, en Europe de l'Est, en Russie, dans le monde entier, si le monde reste cet « asile d'aliénés », comment éviter l'apparition de nouvelles déraisons ? Nous sommes au moment où tout commence. Et où tout peut recommencer. L'histoire a l'horreur inventive. Le communisme agonise partout. Tant mieux. Mais si les sociaux-démocrates échouent à humaniser, démocratiquement, le fonctionnement du système national, européen, mondial. S'ils ne s'arcboutent pas sur cette nécessité de faire avancer la conscience démocratique, qui ne progresse qu'avec l'égalité et la justice, alors, reparaîtront les tueurs.

Ils changent de nom et de masque. Mais ils attendent derrière la porte.

COURRIER

Boris Eltsine, héros démocratique ?

Boris Eltsine était hier un ancien apparatchik, fâchement transformé en démagogue brutal. Le récent coup d'Etat en a fait « *l'homme qui monte sur le char* » (Jean Lecanuet), un héros porteur des espoirs de la démocratie

Mais qu'est-ce qu'un héros ? Une figure tragique épinglé par les dieux. La tragédie (voir l'*Œdipe-roi* de Sophocle) considère l'homme comme un lieu traversé par une action, le destin, dont il n'a pas conscience et qu'il ne peut empêcher.

Boris Eltsine est maintenant le héros que désigne l'oracle, mais, nous sommes dans l'ordre de la tragédie, sous le règne des dieux ; leurs actes sont stupéfiants, et leurs paroles obscures ne s'éclairent qu'après, quand tout est consommé.

A l'inverse, la démocratie est cette humaine société des paroles données, claires dans les debuts, mais que nos actes suivent comme ils peuvent. Elle se développe dans la vie et l'action communes, pas dans la mort de quelques-uns.

Puisque le héros est cette figure limite de l'homme écrasé par les dieux, l'héroïsme borne la démocratie sans pouvoir la fonder. D'ailleurs, la démocratie est une pratique douce et décentralisée. De fondements, elle n'a que faire. Elle se développe entre individus autonomes qui se nourrissent d'usages et de communication : la démocratie, c'est la *politesse*.

Ne nous trompons pas sur le sens des gestes que l'on peut avoir en face des chars. Le militaire et le résistant combattent. Le héros se laisse écraser (Budapest), se tient debout (Tiennanmen), ou grimpe dessus (Moscou). Et le démocrate serre la main du conducteur.

Boris Eltsine, figure démocratique ? Peut-être, mais seulement si les dieux lui accordent la paix. Et puisqu'on ne saurait compter sur eux, à chacun de la faire dans ce jeu des paroles données et tenues qu'on nomme *démocratie*.

PIERRE NICOLAS
Boulogne

Eden ou enfer

« Eden » ou « enfer », l'URSS semblait depuis sa création, se situer largement, dans les opinions tout au moins, vers un ailleurs mythique, sorte de point aveugle de l'histoire contemporaine et de la géographie politique.

Comme si des scellés idéologiques avaient été apposés par des thuriféraires ou d'abominables huissiers sur les frontières de ce monde dont seules l'hagiographie ou la démonologie pouvaient esquisser les formes mystérieuses.

Les événements récents, et ceux à venir, iconoclastes en diable, nous font alors réaliser que la pensée dialectique, par exemple, s'appliquera aussi aux phénomènes sociaux en URSS ; celle-ci refera alors son entrée dans l'Histoire ; la géographie chassera l'hagiographie. Et peut-être même que le point aveugle deviendra tache jaune...

MICHEL CHARLETY
Nice

Dans l'ordre des choses

Que le discours (controversé) au président de la République ait manqué de fermeté envers les événements d'URSS est assez logique. C'est la logique des Etats centralisateurs qui ne reconnaissent comme viables que les Etats « souverains ».

Dès le lendemain du putsch tout le monde devinait que M. Eltsine allait être le vainqueur, tout au moins moral, de la confrontation. Mais qui est M. Eltsine ? C'est le président de la Russie, Etat non souverain, donc non existant.

Voilà pourquoi aussi M. Eltsine avait été traité de « démagogue » et « irresponsable » au Parlement de Strasbourg par le socialiste Jean-Pierre Cot. C'est dans l'ordre des choses. Il en serait de même vis-à-vis du président de la Catalogne, de la Bavière. Ce jacobinisme centralisateur rend nos gouvernants bien « constipés ». Et puis, si Eltsine donnait des idées à nos Basques et Bretons ?

J.-M. ROBIN
Saint-Leu-d'Esserent (Oise)

Le géant et le nain

Quel géant que M. Boris Eltsine et quel nain que M. Jean-Pierre Cot. M. Cot - la porte est là !

WOLFGANG ZIMMERMANN
Brême (Allemagne)

Vive le capitalisme ?

Ainsi, le « communisme » est mort, d'aucuns ne se sont-ils pas déjà exclamés avec un déchaînement d'enthousiasme prometteur : « Vive le capitalisme ! » Mais on ne doit toujours pas oublier que c'est de celui-ci et de ses méthodes d'exploitation, au temps de l'abolition de l'esclavage, que naquit, grandit et se répandit l'idée communiste (...)

Il convient donc maintenant que le capitalisme ne se borne plus, après une hypocrite indignation, à clamer cyniquement par la voie de ses supporters que « notre argent – (issu du travail, bien sûr) – l'intéresse » et que seront désormais réservées aux nouveaux venus les « joies » de son propre système.

Il lui appartient d'évaluer les risques qui surviennent de ce tournant historique et de veiller à ce que à court et moyen terme, le monde en évolution ne sombre pas dans des abîmes encore plus profonds si, aux abus du temps passé, d'autres bien enrobés, savamment camouflés scientifiquement peut-être, sous prétexte de progrès, viennent à se substituer.

La question mériterait d'être immédiatement approfondie en même temps que les peuples jusqu'ici victimes se libèrent du joug communiste. On a bien vu ici et là que l'endettement à corps perdu ne saurait à lui seul résoudre tous les problèmes. Pour nos enfants et petits-enfants, que les erreurs et les manquements du passé proche ou lointain soient évités !

GEORGES DEMAY
Yerres

Mollesse et précipitation

Le président de la République, dépositaire de la politique extérieure de la France, aura péché soit par mollesse, soit par précipitation, et voilà bien deux péchés capitaux de la politique en général.

La mollesse, d'abord. La chute du mur de Berlin, puis la réunification allemande ont pris de court nos dirigeants et ont plus éveillé chez eux le spectre d'une Allemagne trop puissante que la joie de voir libérés et ancrés dans le camp occidental les habitants de l'ancienne RDA.

La précipitation, ensuite. Alors que la révolution roumaine de décembre 1989 exigeait dans l'analyse de son déroulement et de ses conséquences la plus élémentaire prudence – pour ne pas dire méfiance, – on s'est empressé de prendre pour argent comptant les déclarations lénifiantes de M. Ion Iliescu et de son missionnaire en France, M. Petre Roman : au moins, avec eux, le changement allait être... très progressif !

La mollesse et la précipitation réunies, enfin. Quoi qu'en puissent dire le président ou ses interprètes par lui chargés de traduire sa vraie pensée, en d'autres termes, de faire oublier sa bévue, le lundi 19 de ce mois, l'« ami » Gorbatchev aura bel et bien été évacué dans la trappe de l'Histoire : regrettable et cynique mollesse puisqu'on connaît et la suite des événements et la fidélité en amitié de François Mitterrand...

PASCAL RAJABALLY
La Mailleraye-sur-Seine (Seine-Maritime)

Contre la gorbyphobie

Je trouve qu'on se dépêche un peu trop d'enterrer M. Gorbatchev. A la « gorbymania » va-t-on voir succéder la « gorbyphobie » ?

Je ne suis pas dans le secret des pensées de M. Gorbatchev et de son cœur. Mais, jusqu'à preuve du contraire, il me paraît indubitable qu'il a voulu et créé le grand déblocage qui s'opère. Qu'il n'en ait pas prévu le rythme et toutes les dimensions, c'est évident. Qu'il ait commis de graves erreurs, c'est certain. Mais on fait trop souvent abstraction d'un facteur essentiel. Depuis 1985, Gorbatchev n'a pas été un expérimentateur en laboratoire de sciences politiques, mais le plus haut responsable des destinées d'un pays bloqué, ruiné, qui ne pouvait éviter une débâcle s'il voulait s'en sortir. Tout le problème était dans la gestion de cette catastrophe inévitable. Si bien que reprocher à Gorbatchev le principe même de louvoiements incessants, de compromis intarissables, c'est reprocher à un homme d'Etat l'art de gouverner en temps de crise (...).

Ma conclusion est que Gorbatchev n'a pas dit son dernier mot (...). Il fallait naguère soutenir autant Eltsine que Gorbatchev. Il faut aujourd'hui soutenir autant Gorbatchev qu'Eltsine.

JEAN BASTAIRE
Meylan (Isère)

Un monde moins inhumain

POUVONS-NOUS encore parler de ce qui n'est plus, sans tomber dans l'adoration, soumission à un système... et à une « victoire ». Questions : s'agit-il bien de la fin du communisme ? Cette fin est-elle à considérer seulement comme un progrès sans partage de l'humanité. Qu'était en réalité le communisme de Karl Marx ? N'exigeait-il pas de singulières vertus des hommes dont un renoncement au pouvoir de l'homme sur l'homme... Le totalitarisme, qu'il a plutôt singulièrement favorisé, était-il inévitable ?

L'espoir immense qu'il a soulevé auprès des classes ouvrières mais aussi auprès des intellectuels, et non des moindres était-il surfait, non fondé ? Il faut se rappeler ce qu'était la condition ouvrière au début de ce siècle, et depuis longtemps, car rien dans notre monde n'arrive par hasard, la pensée des hommes se nourrit de ce qui est... et de ce que nous rêvons.

La révolution de 1917 en Russie souleva d'immenses espoirs qui ne sont pas encore tous disparus en nos temps qui voient revenir une dramatique régression de la condition ouvrière : licenciements abusifs, chômage, petits boulots, petits salaires, insécurité, mépris à nouveau. Hier on espérait, non plus le « grand soir » chimérique mais la lutte encore possible, le respect de l'homme, la possibilité d'« élever » (porter plus haut) les enfants, connaître un peu de joie, vivre, en un mot, être moins soumis. Faudra-t-il abandonner cet espoir ?

Je vois partout grandir le nombre des exclus, des humiliés, des « vaincus », comme nous les appelons, s'étendre la misère, le désespoir des hommes, l'usage des drogues, la violence, la délinquance, les suicides, toutes formes du désordre duquel naissent tous les désordres du monde, dont toutes les formes du totalitarisme et du nationalisme mal compris qui n'est que « rejet de l'autre », l'éternel « ennemi » parce que les choses vont mal. Et finalement du grand désordre : la guerre qui menace la survie de l'humanité et, en attendant, lui coûte cher.

La question, la seule, ne serait-elle pas de savoir si nous sommes encore capables d'inventer, de créer une société qui soit aussi loin du stalinisme, qui a tant fait de mal, que du « libéralisme » sans frein ni morale qui « fabrique » tant d'exclus.

Bâtir un monde moins inhumain, moins partagé, moins idolâtre du fric et du pouvoir. Restaurer partout l'homme et sa dignité. Restaurer les véritables raisons du travail des hommes. Restaurer la véritable raison d'être de l'argent formidable création des hommes, sang qui irrigue les travaux et les échanges entre les hommes et non pas moyen de leur domination. Lacet passé autour du cou des jeunes nations qui n'en finissent plus de travailler et de produire pour payer les intérêts des capitaux qu'ils ont été contraints d'emprunter... Et les pays « riches » vivent du travail des peuples pauvres comme hier de la « traite des nègres », comme aujourd'hui encore des salaires de misère donnés aux immigrés... et à nos ouvriers.

GEORGES BRISELET
Eybens (Isère)

PHRASES

Les idées exagérées...

Les idées exagérées de compassion, d'humanité, conduisent à la cruauté. Chercher comment.

JOSEPH JOUBERT

Une Russie de rêve

par Guy Konopnicki

La fin du communisme n'est que la répétition du commencement. La tentative de coup d'Etat sonne le glas des modérés. Face à la menace, les soviets de Moscou et de Petrograd siègent sans désemparer. Des soldats se sont rangés du côté du peuple, rejouant une scène fameuse, l'une des plus grandes de l'histoire du cinéma... « *Frères, sur qui allez-vous tirer ?* » *Le Cuirassé Potemkine !*

Le communisme meurt dans une mise en scène d'Eisenstein. L'Ukraine retrouvera-t-elle un Petlioura ?

Le temps est étrange : c'est Wall Street, désormais, qui croit apercevoir la grande lueur venue de l'Est ! Les commentaires se font parfois lyriques, évoquant l'immensité des steppes et le grand peuple russe : on croirait lire Barbusse et Cachin.

La dernière utopie est la mort de l'utopie.

Rien n'a changé, au fond, puisque nous vivons toujours l'Histoire au travers d'une Russie de rêve.

هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

La session extraordinaire du Congrès des députés et l'appel des Onze

«Chaque République pourra choisir la forme de sa participation à l'Union»

La «déclaration conjointe du président de l'URSS et des dirigeants de dix républiques fédérées» telle qu'elle a été lue lundi 2 septembre au congrès des députés par M. Nazarbaev, président du Kazakhstan, est ainsi rédigée, selon l'agence TASS :

«A la suite du coup d'état perpétré les 19-21 août dernier, le processus de formation de nouvelles relations dans l'union entre Etats souverains a été mis en échec, ce qui a mené le pays au bord de la catastrophe.

La situation qui s'est créée après le putsch, si elle échappe au contrôle, peut avoir des conséquences imprévisibles à l'intérieur du pays et dans nos rapports avec les Etats étrangers.

Nous constatons que l'échec du complot et la victoire des forces démocratiques ont porté un coup sérieux aux forces réactionnaires et à tout ce qui a freiné le processus de transformations démocratiques et ont fait naître, en même temps, une chance historique pour l'accélération des transformations radicales en vue de rénover le pays.

Dans ces conditions, et pour ne pas permettre une désintégration ultérieure des structures du pouvoir dans cette période de transition et jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution et l'organisation, sur cette base, d'élections aux nouveaux organes de pouvoir, les dirigeants légalement désignés du pays, en la personne du président de l'URSS et des présidents des soviets suprêmes des républiques sont convenus de la necessité de :

1. Préparer et conclure avec toutes les républiques qui le désirent un accord sur une Union d'Etats souverains, où chaque république pourra choisir les formes de sa participation à l'Union.

2. S'adresser à toutes les républiques, indépendamment du statut qu'elles ont déclaré, pour leur proposer de conclure le plus rapidement possible une union économique afin de coopérer dans le cadre d'un espace économique libre commun, pour assurer le fonctionnement normal de l'économie et l'accélération de la réalisation de réformes économiques radicales.

Trois organismes

3. Pendant la période transitoire, créer :

-un conseil des représentants des députés du peuple, sur la base d'une représentation paritaire des républiques (20 députés par république, recrutés parmi les députés fédéraux et les députés purement républicains, délégués par les parlements des Républiques), pour exercer les fonctions législatives et élaborer une nouvelle constitution de l'Union des Etats souverains;

-un Conseil d'Etat, composé du président soviétique et des hauts responsables des Républiques fédérées, pour élaborer des solutions concordantes aux questions de politique intérieure et extérieure touchant aux intérêts communs des républiques;

-un Comité économique inter-républicain provisoire, avec des représentants de toutes les Républiques sur une base paritaire, pour la coordination de la gestion de l'économie et la conduite des réformes économiques.

Le projet de constitution doit être préparé, examiné et adopté par les parlements des républiques, et ensuite adopté définitivement par un congrès des représentants plénipotentiaires des républiques.

Confirmer le maintien du statut des députés du peuple soviétique pour la durée de leur mandat et s'adresser au congrès pour lui demander de suspendre temporairement l'application des articles correspondants de la constitution de l'URSS.

4. Conclure un accord sur les principes de sécurité collective dans le domaine de la défense, dans le but de conserver des forces armées et un espace militaire stratégique unis, de mener des réformes radicales dans les forces armées, le KGB, le ministère de l'intérieur et le parquet de l'URSS, en tenant compte de la souveraineté des républiques.

5. Confirmer le strict respect des accords et engagements internationaux pris par l'URSS, y compris les questions de contrôle et de réduction des armements, ainsi que les engagements économiques internationaux.

6. Adopter une déclaration garantissant les droits et libertés des citoyens, et ce indépendamment de leur nationalité, de leur résidence, de leur appartenance à un parti ou de leurs opinions politiques, ainsi que les droits des minorités nationales.

7. Demander au congrès des députés du peuple de l'URSS de soutenir les appels à l'ONU des républiques de l'Union qui demandent leur reconnaissance en tant que sujets du droit international et l'examen de la question de leur adhésion à cette organisation.

Etant donné qu'il est nécessaire d'appliquer sans délai les mesures susmentionnées dictées par la situation, nous invitons le Congrès à adopter d'urgence une résolution sur les questions proposées.

La déclaration a été signée par le président de l'URSS et par les dirigeants supérieurs de la RSFSR (Russie), de l'Ukraine, de la RSS de Biélorussie, de la République d'Ouzbekistan, de la RSS du Kazakhstan, de la république d'Azerbaidjan, de la République du Kirguizie, de la République du Tadjikistan, de la République d'Arménie et de la République de Turkménie. La Géorgie a été représentée aux travaux».

Une alliance d'Etats souverains ?

Suite de la première page

Il énonce le plan en sept points concocté la veille par les dirigeants des Républiques et M. Gorbatchev. Plus question de l'ordre du jour laborieusement préparé pour ce Congrès par le Soviet suprême réuni toute la semaine précédente.

On *«propose»* de limiter les débats à trois jours (les députés *tablaient sur dix ou quinze...) juste* le temps de se prononcer sur le plan des dirigeants. Et ce plan revient à rien moins qu'une liquidation complète des organes du pouvoir central, y compris de ce Congrès de députés qui en est théoriquement la clé de voûte. La *Pravda* devenue une maigrichonne feuille d'opposition n'a pas tort de crier à l'ultimatum et tel député peut bien dénoncer ce nouveau *«coup d'Etat»* ... On craignait, ou on disait craindre, une contre-offensive des conservateurs et l'on a donc eu recours à une stratégie éprouvée : la meilleure défense, c'est l'attaque.

Le plan prévoit, pour une période transitoire dont la durée n'est pas déterminée, la création de trois nouveaux organes :

– Un *«Conseil d'Etat»* qui est en fait un conseil des Républiques puisqu'il comprend, outre M. Gorbatchev, les *«principaux responsables»* de ces Républiques. A lui d'exercer une sorte de pouvoir exécutif, de décider des questions de *«politique intérieure et étrangère représentant les intérêts communs aux Républiques»*;

– Un *«Comité économique interrépublicain»* qui regroupe sur une base paritaire des représentants de toutes les Républiques pour coordonner la gestion et la réforme de l'économie;

– Enfin, même si pour la forme il est cité en premier, un *«Conseil des représentants des députés du peuple»*. C'est un ersatz de Parlement étrangement constitué puisque les assemblées de chacune des Républiques devront y désigner vingt représentants chacune : excellent moyen pour se débarrasser des conservateurs et autres gêneurs qui encombrent l'actuel Soviet suprême. Etant donné l'humeur du moment, ils n'ont guère de chance d'être choisis.

Plus de questions que de réponses

Tout cela pour quoi faire? L'essence du projet, c'est que toutes les Républiques *«qui le souhaiteront»* doivent s'atteler d'urgence à la préparation d'un *«Traité de l'Union d'Etats souverains»*, chacune d'entre elles *«déterminant de manière indépendante sa forme de participation»*. Il s'agirait donc d'une union très particulière, à géométrie variable, faite d'un mélange de membres et d'associés à titre divers, ce qui promet une redoutable complexité quand il faudra passer aux décisions concrètes.

Mais la préoccupation immédiate, l'urgence absolue si l'on *comprend* bien les *auteurs du projet*, c'est d'instituer immédiatement une *«Union économique»*, un *«espace économique libre»* qui permette d'assurer l'approvisionnement de la population et des réformes à la fois *«radicales»* et *«accélérées»*... On retrouve là l'écho des cris d'alarme lancés par les dirigeants de plusieurs grandes Républiques, l'Ukraine et le Kazakhstan, qui annoncent une catastrophe majeure si le processus de paralysie de l'économie soviétique n'est pas rapidement enrayé et si la liberté des échanges n'est pas préservée.

Le plan pose bien entendu beaucoup plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Comment un organe exécutif agissant – *apparemment – selon le principe du* consensus et où se côtoieront des géants comme la Russie et des nains comme l'Arménie ou le Kirghizstan, pourra-t-il fonctionner? Le vice-président russe, le général Routskoï, a peut-être vendu la mèche en déclarant lundi que le projet des dix *«exposait la politique officielle de la Russie qui sera réalisée de toute manière»*.

Mais ce genre de langage est fort peu apprécié des dirigeants des autres Républiques et le président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, a d'ailleurs expliqué à la tribune que le temps des diktats était terminé. Autre interrogation majeure, la défense. Le plan y consacre un paragraphe qui s'apparente à la quadrature du cercle. Il est question de signer un accord fondé sur les *«principes de sécurité collective»* pour *«préserver l'unité des forces armées et l'espace militaire stratégique»* mais aussi de *«procéder à des réformes radicales»* dans les forces armées en respectant *«la souveraineté des Républiques»*. Tout cela concernera-t-il toutes les Républiques, qu'elles soient membres de la future Union ou seulement associées?

Autre écueil, si l'on veut garder un semblant de légalité, il faudrait réviser l'actuelle Constitution soviétique, ce que prévoit d'ailleurs le projet présenté lundi, mais nombre de représentants des Républiques signataires, l'Ukraine en tête, ne veulent pas entendre parler d'une Constitution centrale, symbole d'un Etat soviétique désormais refusé.

M. Gorbatchev entre ombre et soleil

Plusieurs intervenants se sont aussi étonnés que le projet ne mentionne pas la reconnaissance de l'indépendance des Républiques. Le président ukrainien estime que cela va de soi et qu'il n'y a pas à reconnaître ce qui constitue un droit inaliénable. Mais certains, y compris parmi les députés ukrainiens, voudraient bien qu'on mette les points sur les «i». Et la Géorgie et la Moldavie en font même une condition à leur adhésion à l'accord des dix. Si leur exigence était satisfaite, toutes les Républiques de l'ex-Union, à l'exception des trois pays baltes, monteraient dans le même bateau.

Confronté à cette exigence, M. Gorbatchev a louvoyé, arguant de la nécessité de procéder à des consultations avec les dirigeants des Républiques, mais une solution devra bien être trouvée avant *la fin du Congrès. D'ici là*, c'est-à-dire en principe d'ici deux jours seulement, les conservateurs et ultra-conservateurs auront-ils le temps de se remettre du coup de massue qui leur a été asséné et de relever la tête? Pour l'instant on ne les a guère entendus, pour l'excellente raison qu'on ne leur a pas donné la parole et leurs espoirs semblent d'ailleurs modestes. Un représentant de *Soyouz* a proposé la formation d'un gouvernement d'entente nationale sur le modèle de ce qui se fait en Europe de l'Est : ce serait un moyen pour les survivants de l'ancien régime de garder aussi longtemps que possible une place au soleil.

Et M. Gorbatchev, combien de temps pourra-t-il conserver sa propre place, *à la limite entre le soleil et l'ombre*? Pour le maire de Leningrad, Anatoli Sobtchak, qui estime à deux ou trois mois la période de transition nécessaire pour *«mettre un point final à l'histoire de l'URSS»*, cela dépendra du comportement de l'intéressé. Un officier, député au Congrès, semble, lui, considérer que la question n'a plus guère d'importance : *«Pour Gorbatchev, le temps des chansons est terminé. A présent, il lui reste à danser au rythme de Eltsine et de Nazarbaev.»*

JAN KRAUZE

□ **Pas de sommet européen sur l'URSS avant octobre.** – Le sommet extraordinaire de la CEE, consacré à la situation en Union soviétique, ne pourra pas avoir lieu courant septembre. Le porte-parole de la présidence néerlandaise du Conseil des ministres de la Communauté européenne a précisé que la date du 13 septembre n'avait pu être retenue du fait de problèmes d'agenda. La présidence de la CEE examine à présent la possibilité d'organiser le sommet en octobre. – *(AFP.)*

□ **ERRATUM.** – Sur la carte de l'URSS publiée dans nos éditions du 3 septembre, une erreur, dont nous prions nos lecteurs de nous excuser, nous a fait intervertir l'Estonie et la Lettonie.

Dans *le Monde diplomatique* de septembre

Comment reconstruire l'URSS ?

Le putsch avorté en Union soviétique a accéléré la fin du pouvoir communiste. Alors que le mouvement démocratique se cherche, la ruée vers l'économie de marché oppose capitalistes d'Etat et nouveaux entrepreneurs, et brouille les contours de la future société russe. Les bouleversements à Moscou sont suivis avec intérêt par toutes les chancelleries occidentales qui, tout en *saluant l'indépendance des* Etats baltes, s'inquiètent d'un éclatement chaotique de l'Union. Dans *le Monde diplomatique* du mois de septembre, *Ignacio Ramonet, Jean-Marie Chauvier, Amnon Kapeliouk, Moshe Lewin, Marc Ferro, Paul-Marie de La Gorce* et *Jean-Yves Potel* analysent la nouvelle donne en URSS et la portée internationale de cet énorme chambardement.

On lira, également, plusieurs articles sur d'autres implosions de diverses régions de la planète : aux Balkans, note *Catherine Samary*, les pays voisins de la Yougoslavie risquent d'être happés par la guerre civile ; *Philippe Leymarie* et *Gérard Prunier* décrivent la dislocation de l'Ethiopie et de la Corne de l'Afrique ; tandis que *Kendal Nezan* examine les effets du nationalisme kurde face à la volonté assimilatrice de la Turquie.

La mondialisation de la pauvreté est une des tragiques caractéristiques des années 80, remarque *Michel Chossudovsky*, au même titre que les dangereuses colères nées de la dominance au Proche-Orient *(Jacques Berque)*, ou que les formidables inégalités en Afrique du Sud *(Pierre Beaudet)*, elle menace la stabilité des Etats et discrédite le projet de «nouvel ordre mondial».

Dans ce même numéro : *Riccardo Petrella* s'interroge sur le moderne «évangile de la compétitivité» ; *Frédéric F. Clairmonte* explique pourquoi la BCCI est devenue «la banque à abattre» ; *Jean-Michel Caroit* évoque l'inquiétude des Latino-Américains devant l'«initiative pour les Amériques», de M. George Bush ; et *Philippe Videlier* rappelle que, dans les années 20 et 30, les immigrés européens étaient «indésirables» et considérés comme «inassimilables» en France et aux Etats-Unis.

Les putschistes encourent la peine de mort

Six des huit membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence qui avait tenté de s'emparer du pouvoir en URSS le 19 août, ont été formellement inculpés de «trahison de la patrie» lundi 2 septembre, en vertu de l'article 64 du code pénal russe, a annoncé l'agence Tass. Ils encourent la peine de mort.

Les six inculpés sont l'ex-premier ministre, Valentin Pavlov; l'ex-ministre de la défense, Dimitri Iazov; l'ex-chef du KGB, Vladimir Krioutchkov; l'ex-vice-président Guennadi Ianaev, et deux autres membres de la junte, Olek Baklanov et Alexandre Tiziakov. La même procédure est en cours contre Vassili Starodoubtsev, ex-président de l'Union paysanne. Le huitième putschiste, le ministre de l'intérieur Boris Pugo, s'est suicidé.

Les quatorze responsables soviétiques placés en détention pour leur participation présumée au putsch ont été transférés récemment des datchas gouvernementales où on les avait placés dans un premier temps vers une prison de Moscou, dont le nom est tenu secret. Les détails de leur arrestation et de leur détention font les délices des journaux soviétiques, que l'on s'arrache à Moscou dès le petit matin.

Selon le procureur de Russie qui a fait procéder aux arrestations, M. Valentin Stepankov, homme d'expérience puisque cela fait seize ans qu'il travaille au parquet, ces prisonniers d'un genre un peu spécial partagent le même sort que les autres détenus de la prison avec, pour tout privilège, celui d'une surveillance renforcée. Seuls MM. Pavlov et Valéri Boldine, l'ex-chef du secrétariat de M. Gorbatchev au parti, ont droit à une cellule individuelle; l'ancien chef du KGB partage la sienne avec deux détenus, et le maréchal Iazov avec un autre détenu.

L'eczéma de M. Ianaev l'arthrite de M. Iazov...

Les prisonniers se lèvent à 6 heures et se couchent à 22 heures. Dans la journée, ils ont droit à une heure de promenade à l'air libre. MM. Pavlov et Baklanov ont demandé, pour leur promenade, des vêtements chauds supplémentaires, requête qui a été satisfaite. Plusieurs d'entre eux se plaignent de petits ennuis de santé : M. Ianaev souffre d'eczéma chronique – une maladie souvent d'origine nerveuse – M. Iazov d'arthrite, M. Tiziakov d'hypertension et de douleurs cardiaques. Valentin Pavlov, hospitalisé pendant la tentative de coup d'Etat qu'il avait beaucoup arrosée, si l'on en croit plusieurs témoignages, ne semble plus malade, et tue le temps en lisant de la littérature judiciaire. L'un de ses amis, le président de la Banque centrale d'URSS, M. Guerachtchenko, a affirmé que M. Pavlov avait bu à dessein, car, sachant qu'il souffrait d'hypertension et que l'alcool en aggravait les symptômes, il espérait ainsi être emmené à l'hôpital et ne plus être mêlé au putsch.

L'un des conseillers de M. Gorbatchev, M. Iarine, a longuement décrit aux journalistes les circonstances peu glorieuses, et également alcoolisées, dans lesquelles il avait participé à l'arrestation de M. Ianaev (*le Monde* du 30 août). Le procureur Stepankov s'est en revanche déclaré impressionné par la dignité avec laquelle le maréchal Iazov a réagi à sa propre arrestation, *«en vrai soldat»* : *«Il a salué et a simplement demandé : «Où dois-je aller?»*. Le récit du putsch fait à la *Komsomolskaïa Pravda* par le général Chapochnikov, le nouveau ministre de la défense, plaiderait d'ailleurs plutôt en faveur du maréchal Iazov : lorsque le général Chapochnikov, le matin du 19 août, a fait part de ses réticences au maréchal Iazov, celui-ci lui a répondu, au moment où les autres putschistes entraient dans son bureau, interrompant leur conversation : *«Sois vigilant. Tu es libre.»*

Une autre chose a, plus encore, impressionné le procureur : l'ordre qui régnait dans le bureau de M. Krioutchkov au KGB. *«C'était super-ordonné»*, a raconté M. Stepankov, qui y a notamment trouvé un fichier représentant vingt années de labeur et comportant toutes les données politiques, économiques et militaires des pays étrangers. L'état du bureau de M. Ianaev était en revanche franchement *«déprimant»* : tous les *dossiers s'étaient accumulés* sur la table sans qu'apparemment le président de l'URSS par intérim eut jugé utile d'y jeter le moindre coup d'œil. *«Pas de traces de décisions ou de notes personnelles. Et dire qu'un tel paresseux allait être dictateur...»*, s'est lamenté le procureur.

Pendant ce temps, les téléphones sonnent bon train à la commission d'enquête sur les «actes anticonstitutionnels» tout juste créée à la municipalité de Moscou pour rassembler les informations sur le déroulement de la tentative du coup d'Etat : un certain nombre de Moscovites retrouvent apparemment les joies de la dénonciation, parfois gratuite. Même en *période révolutionnaire, les traditions* ont la vie dure...

S. K.

ALAIN BONFAND

LE MALHEUR

Roman, 168 p., 79 F.

LA DIFFÉRENCE

هكذا من الأصل

Le Haut-Karabakh a proclamé son indépendance

Les députés arméniens du Haut-Karabakh et du district de Chaoumian ont proclamé, lundi 2 septembre, l'indépendance de cette région de l'Azerbaïdjan, peuplée majoritairement d'Arméniens chrétiens.

Au cours de ces trois dernières années, les affrontements interethniques entre Arméniens chrétiens et Azéris musulmans ont fait des centaines de morts. Cette déclaration d'indépendance est le pendant de celle concernant l'Azerbaïdjan. *« Nous avons perdu tout espoir de recevoir un soutien venant d'Arménie ou d'Azerbaïdjan et dans le contexte actuel où d'autres Républiques proclament leur indépendance nous avons décidé de ne pas attendre plus longtemps »*, a déclaré un responsable du Conseil exécutif du Haut-Karabakh, cité par l'agence de presse arménienne Snark.

Le président du soviet régional, M. Léonard Petrossian, a précisé, quant à lui, dans une déclaration à l'agence Tass, que le Haut-Karabakh était tout disposé, après avoir proclamé la République, *« à poser la question de l'attribution à notre région autonome du statut de membre de l'Union soviétique »*. Les députés arméniens ont adressé des messages demandant au Parlement et au président russes ainsi qu'au Congrès des députés de l'Union soviétique de reconnaître leur nouvelle République.

Incidents en Géorgie

D'autre part, plusieurs personnes ont été blessées (de trois à sept selon les témoignages), lundi 2 septembre, à Tbilissi (Géorgie). Un certain nombre d'entre elles auraient été atteintes par des balles tirées par les commandos spéciaux du ministère de l'intérieur géorgien au cours d'une manifestation de protestation contre le president géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia. Les émissions de la télévision ont été suspendues pendant toute la soirée, les manifestants ayant tenté de pénétrer à l'intérieur du bâtiment qui contrôle la diffusion des émissions de la télévision géorgienne.

La manifestation avait commencé dans le centre de Tbilissi, à quelques centaines de mètres du siège du gouvernement géorgien. Le Parti national démocratique de M. Guia Tchantouria, un parti d'opposition, avait lancé un appel à descendre dans la rue pour réclamer la démission du président nationaliste géorgien. Dès le début du rassemblement, des commandos spéciaux du ministère géorgien de l'intérieur sont intervenus pour disperser la manifestation, et selon certains témoins, ils auraient fait usage de leurs armes pour disperser les manifestants. Selon un journaliste local, de nombreuses personnes ont été battues à coups de matraques.

Enfin, des mouvements de foule ont toujours lieu dans la République autonome, dépendante de la fédération de Russie, des Tchétchènes-Ingouches. Depuis onze jours, la population occupe les rues et les places de la ville de Grozny pour exiger la démission de tous les dirigeants de la République, conformément aux vœux du Congrès du peuple tchétchène qui vient de s'achever. Le ministère public a exigé que les organisateurs de ce meeting permanent y mettent un terme sans délai. – *(AFP, Reuter, Tass.)*

Le président lituanien en visite à Budapest à la tête d'une délégation balte

M. Landsbergis acclamé par le Parlement hongrois

BUDAPEST

de notre correspondant

Les députés hongrois ont unanimement approuvé, lundi 2 septembre, le rétablissement des relations diplomatiques avec les trois Etats baltes, après avoir chaleureusement accueilli le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, qui conduisait une délégation des ministres des affaires étrangères des trois pays baltes dans la capitale hongroise.

Une visite que les Hongrois ont volontairement soignée pour réserver à leurs hôtes tous les honneurs dus à de « vrais » dirigeants. La délégation balte a tout d'abord été accueillie par un tonnerre d'applaudissements par une centaine de députés debout. Elle a ensuite été reçue par le président de la République, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères. Mais, malgré le sérieux du protocole, cette visite s'est déroulée dans une atmosphère exceptionnellement détendue. Et les représentants baltes paraissaient encore tout surpris d'être là, ensemble.

« Retour vers l'Europe »

Visiblement ému, le ministre estonien, M. Lennart Meri, élégant écrivain de soixante et un ans, a mis ce déplacement sous le signe des retrouvailles historiques : *« Nous sommes en train de refermer un chapitre tragique de notre Histoire commune. Après cinquante ans d'occupation, les Etats baltes amorcent maintenant leur retour vers l'Europe. »* Tous ont mis l'accent sur cette vision européenne pour souligner leur séparation définitive d'avec leur ancienne puissance de tutelle. Même en ce qui concerne les relations économiques avec l'URSS : *« Il n'y aura pas d'union économique immédiate avec les Soviétiques*, a insisté le ministre lituanien, M. Algirdas Saudargas. *La seule association dont nous voulons entendre parler se fera avec les pays de la CEE. »*

La reconnaissance de l'indépendance balte par les Etats-Unis, lundi, a apporté un autre motif de réjouissance à la délégation. *« Cela ne peut que renforcer notre position internationale*, a souligné le ministre letton, M. Janis Jurkans. *C'est aussi un avertissement clair et net aux quelques communistes conservateurs de Moscou qui espèrent toujours freiner la roue de l'Histoire. »*

Mais l'heure n'était plus aux spéculations pessimistes. Pour ce conseiller de la délégation balte, une page a bel et bien été tournée; il exhibait fièrement son passeport dûment tamponné par un visa de la *« Eesti Vabariik »*, la République d'Estonie.

Y.-M. R.

Manifestations de russophones dans l'est de la Moldavie

« Nous ne serons jamais roumains »

Dans l'est de la Moldavie, la minorité russophone se mobilise, refusant de sortir de l'Union soviétique et de suivre la Moldavie sur la voie de la réunification avec la Roumanie voisine. Les autorités de cette zone ont annoncé des sanctions économiques contre la Moldavie indépendantiste à partir du 3 septembre.

TIRASPOL

de notre envoyé spécial

Les bancs de la gare de Tiraspol sont en travers de la voie ferrée. Solidement assise sur l'un d'eux, Maïa Smirnova compte rester là en compagnie de ses amies toute la nuit et *« continuer jusqu'à ce qu'on nous reconnaisse »*. *« Depuis trente-neuf ans, j'habite ici à Tiraspol et aujourd'hui, nous devrions partir ? »*, s'indigne-t-elle. *« Où ? En Roumanie avec les Moldaves ? Nous ne parlons pas la langue. Nous ne voulons pas être roumains. Nous ne serons jamais roumains. Nous voulons rester ici »*, explique la grand-mère russe.

Séance de congrès à l'ancienne

Depuis que la Moldavie a proclamé le 27 août dernier son indépendance et affirmé son intention de se réunifier avec la Roumanie voisine dont elle a été séparée pendant la guerre, les russophones (Ukrainiens et Russes) qui peuplent majoritairement l'est de la République moldave, au-delà des eaux du Dniestr, manifestent presque quotidiennement. D'abord démoralisés et désorganisés par l'arrestation de certains de leurs leaders communistes, accusés par les autorités moldaves de complicité avec les putschistes de Moscou, les *« camarades de la République « socialiste soviétique moldave du Dniestr »* ont été fouettés par la déclaration d'indépendance de la Moldavie, électrisés par l'établissement de relations diplomatiques entre Bucarest et Kichinev et outrés par l'arrestation, le 29 août dernier à Kiev, de leur président, M. Igor Smirnov.

Des manifestations plus ou moins orchestrées se succèdent, réunissant quelques milliers de personnes à Tiraspol (200 000 habitants), capitale de la « République » (700 000 habitants). Dimanche 1er et lundi 2 septembre, les voies ferrées ont été bloquées pendant plusieurs heures.

Le congrès des députés de cette « République » qui n'en finit pas de proclamer son indépendance de la Moldavie, a lancé lundi soir un ultimatum aux autorités de Kichinev. Lors d'une séance à l'ancienne où l'on applaudissait debout et en rythme les discours, les députés du Dniestr ont décidé d'appliquer à partir de mardi des *« sanctions économiques »* contre la Moldavie si leurs cinq députés arrêtés par les Moldaves n'étaient pas immédiatement libérés. Outre la principale voie ferrée, le Dniestr contrôle près de 80 % de l'approvisionnement en gaz et en électricité de la Moldavie.

Une « fédération moldave »

« Vous allez assister à une petite guerre », prévenait M. Valeri Listkay, conseiller de la présidence. Les députés du Dniestr ont aussi adopté lundi un drapeau national (l'ancien drapeau de la Moldavie socialiste soviétique qui, elle, a opté pour les couleurs roumaines) ainsi qu'une Constitution qui prévoit le droit de veto pour les minorités (le Dniestr compte près de 40 % de Moldaves).

« C'est ce droit que nous voulons obtenir de Kichinev », expliquait un député. Rejetant les accusations de complicité avec les putschistes de Moscou sur *« l'organisation des travailleurs »* de Tiraspol (OSTK), le président en exercice M. Guéorgui Marakoutza déclarait, martial, devant le congrès : *« Nous devons former notre armée nationale. »* Avant de laisser, devant une manifestation de plus de 2 000 personnes, la porte ouverte à une solution de compromis avec Kichinev, par la formation d'une « fédération moldave » qui comprendrait la Moldavie, le Dniestr et la Gagaouzie, une zone au sud de Kichinev peuplée de Turcs orthodoxes russifiés.

Selon de bonnes sources, des pourparlers *« dans un endroit secret et neutre »* ont commencé dès dimanche entre les Moldaves et les représentants du Dniestr qui espèrent faire pression sur les négociations en dosant leurs *« sanctions »*. En cas d'échec, certains espèrent ici faire traîner les choses, demandant alors leur rattachement à l'Ukraine voisine après le référendum sur l'indépendance dans cette République le 1er décembre prochain. Depuis les affrontements de novembre 1990 entre les volontaires moldaves et les russophones (trois morts) les autorités moldaves promettent de ne plus employer la force, ni de tenter de convaincre la population du Dniestr de limoger ses leaders. D'autant plus que Kichinev ne disposerait que de quelques milliers d'hommes pour intervenir, que les Dniestriens sont discrètement soutenus par l'armée soviétique, qui fournit ses camions de transmission, et dont les jeeps stationnent sur la route entre Kichinev et Tiraspol.

Selon des sources proches des services de sécurité de Kichinev, la « milice populaire » de Tiraspol, qui garde en treillis et matraque à la main les bâtiments officiels de la « République » aurait en réserve des armes de l'armée soviétique.

« Si on nous y force je prendrai les armes »

Mais lundi, dans les rues de Tiraspol l'ambiance était plutôt à la fête pour le premier anniversaire de l'indépendance de la « République » proclamée l'an dernier, en réaction à la déclaration de souveraineté de la Moldavie. Les pionniers, foulard rouge proprement noué sous leur longue natte, s'égayaient en ce jour de rentrée des classes. On mangeait des glaces et des gâteaux en famille en écoutant d'une oreille distraite les discours du congrès des députés retransmis par de puissants haut-parleurs dans toute la ville encore couverte de propagande communiste.

Assis à la terrasse d'un café, Sergueï Albou, un ouvrier ukrainien *« né ici et qui compte y rester »* avertissait : *« Qu'ils nous laissent tranquilles et il n'arrivera rien. Si mes enfants souffrent, si on nous force à aller avec la Roumanie, je prendrai les armes. Je n'ai jamais été roumain. Je ne le serai jamais. »*

JEAN-BAPTISTE NAUDET

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Vide

CHAQUE fois que l'histoire s'accélère, la France-qui-cause perd la boule. La fin brusquée de l'empire communiste met un comble à ce travers national.

Il faut relire d'une traite nos tribuns et experts, depuis quelques semaines : tous font assaut de synonymes ronflants – dislocation, effondrement, etc. – dans l'espoir de hisser leur langue de bois habituelle à la hauteur de l'événement, tandis que prophéties et conseils tentent de masquer les bévues et les complaisances passées. Le sentiment de délivrance tourne à l'hystérie. Danser sur les tombes, que voulez-vous, nous adorons. En fait de commentateurs, on dirait les convulsionnaires du cimetière Saint-Médard piétinant la sépulture du diacre Pâris !

A droite, c'est-à-dire presque partout, le soulagement légitime de voir imploser un pouvoir usurpé, tricheur et assassin entraîne en clair le vœu que sombrent, avec leur caricature, toutes les idées et aspirations qu'ont défigurées les despotes déchus. Quelle aubaine si disparaissaient du même coup, au sein des peuples, les rêves malsains de partage qui ont forgé 1789, 1848, 1871, 1917, 1936, 1944, 1981 ! L'écrasement idéologique que n'ont pas obtenu soixante-dix ans de batailles truquées et de fonds secrets, se pourrait-il que l'histoire l'offre ainsi, sans contrepartie autre qu'un peu de flottement diplomatique, à un libéralisme désormais seul sur le marché des espérances humaines ? Et si la social-démocratie, bien que née de la rupture avec le communisme léniniste, succombait à son tour ? Le monde enfin aux mains de Wall Street, du FMI et... du CDS : vous parlez d'un paradis !

A gauche, ce qu'il en reste, les réactions ne sont pas moins délirantes. Les ex-cocos ironisent sur leur ingénuité ancienne, comparent les dates de leur dessillement, et y trouvent inépuisablement matière à prêche. Les socialistes indemnes de léninisme ne se laissent pas distraire de leur course à la candidature suprême, de leurs motions, de leur pêche au centre...

LA tendance de cette fin de siècle est aux guerres finies avant d'avoir commencé. C'est un progrès. On verra moins de cimetières militaires, ces insultes à la raison. Les batailles idéologiques, quant à elles, ne laissent aucune tombe visible, quand elles s'achèvent. Cela n'empêche pas les hécatombes intérieures. Des dizaines, des centaines de millions d'humains, depuis trois générations, ont voulu croire, de toutes leurs forces, à ce qui s'écroule aujourd'hui. Qui visitera jamais le champ d'honneur des illusions perdues ?

Soit, personne ne détient le monopole du cœur, et la foi dans la fin des injustices ne dispense pas de lucidité ; mais cette armée de l'espérance n'était-elle pas le sel de la terre ? J'ai vu un vieux militant lire en manchette de son quotidien préféré : *« Notre différence avec le PCUS est totale »*, et l'acheter quand même, car enfin qui ne s'est jamais renié ? Et à qui se fier d'autre ?

Le maréchal Akhromeev s'est suicidé parce que s'effondrait *« tout ce à quoi il avait consacré sa vie »*. Aucun des putchistes d'Alger, qui parlaient pourtant d'honneur, n'a eu cette affreuse cohérence à quoi se mesure une foi. L'armée rouge n'a pas perdu la dignité, si elle a perdu la main. Derrière la corde où pend Akhromeev se profile une foule sans fin d'espérants exempts de bigoterie comme de carriérisme, dont la vie entière s'est vidée de sens et qui ne se convertiront pas, pour autant, au dieu Dow Jones. Respect à eux ! Le sanglot que Baudelaire entendait rouler depuis la nuit des temps, forcément les offensés continueront d'y puiser la rage de croire, et de croire ensemble. Morte en août 1991, la lutte des classes ? Fatal, le chômage ? Allons donc !

Qui fera peur aux riches, désormais ? Qui effraiera le bourgeois ? Ne cherchons pas : le Sud, avec, entre les dents, plus terrifiante que le couteau bolchevique, la faim.

POUR la première fois de son histoire, l'humanité ne dispose plus que d'une foi : la marchande. Tous à vos SICAV ! Couillonnez le voisin ! Concurrencez Toyota ou crevez ! Vive la reprise éventuelle ! Vive l'expansion indéfinie, fin dernière de l'homme ! Tel est l'évangile de l'agressivité économique et du chacun pour soi, déclaré vainqueur par jet de l'éponge chez les rouges.

Faute de démon à l'Est, chacun va diaboliser son voisin de palier ; c'est commencé en politique. Faute d'un système adverse à dénigrer, la « pensée » dominante va se dispenser de penser. La liberté et l'égalité passaient pour le prix à payer l'une de l'autre. La liberté a gagné ; que périsse l'égalité ! Après tout, cette billevesée, la nature n'en donne aucun exemple, au contraire. Imitons sa jungle, même s'il est prouvé que tout progrès s'est forgé contre elle !

Une certaine crainte du vide, tout de même, pointe, devant la béance à l'Est. Crainte du vide de pouvoir, chez les fervents de l'ordre, d'où qu'il procède. Crainte, chez les plus sérieux, du manque de contrepoids idéologique. Qui dit civilisation suppose dialogue. Pour qu'il y ait l'une et l'autre, il faut être au moins deux. Une pensée ventriloque – si la logique aveugle du « marché » mérite ce nom, – cela s'appelle tôt ou tard la barbarie, high tech ou pas. La nature a horreur du vide ; les progrès de l'esprit aussi.

Déjà, des vendeurs d'espérances s'offrent à remplacer la religion déboulonnée. Le pape s'est porté candidat, invoquant l'antériorité de l'Eglise en matière de partage, et fort de ce que les déviations staliniennes comme l'Inquisition ont laissé Rome, par miracle, debout. Trop tard, semble-t-il. Les disciples du Christ ont partie liée depuis trop longtemps avec Mammon et l'usure.

D'autres – ce sont souvent les mêmes – reprennent en chœur le cri d'oie dont se moquait si drôlement de Gaulle : *« L'Europe ! L'Europe ! »* Mais celle-là, aussi, elle est trop soudée au grand frère américain pour imaginer et imposer un compromis entre capitalisme et socialisme, compromis dont notre droite, en tout cas, ne veut pas entendre parler, oubliant que le général, allié aux communistes en des temps autrement salissants, faisait, de cette « troisième voie », un de ses dadas...

LA planète inaugure du jamais vu : un monde débarrassé de toute UTOPIE, le rêve de devenir Rockefeller, François Michelin ou Bernard Tapie ne méritant pas, décemment, ce nom.

Parce que l'utopie engendre la contrainte comme la nuée donne la pluie, le danger des bonheurs imposés ou sans cesse remis s'éloigne. Mais celui du découragement se lève, mauvais conseiller. On ne bâtit pas son existence sur les fluctuations du CAC-40 et l'ignorance de famines toujours plus proches ; ou alors, quelle existence, morne et inhumaine comme une calculette et un flingue voisinant dans une boîte à gants !

« Comme si tout grand progrès de l'humanité n'était pas dû à de l'utopie réalisée ! », s'exclame Gide dans *les Nouvelles Nourritures*. Tout n'était pas faux, dans la lueur à l'Est, même si certains l'ont mortellement pervertie. Togliatti aimait citer Pascal : *« Il faut tenir serrés les deux bouts de la vérité, et n'en lâcher aucun. »*

Le régime de Kaboul ne voit toujours « aucun signe » d'un « ralentissement » de l'aide soviétique

Dans une interview au *Times* de Londres, le président afghan Najibullah s'est déclaré convaincu que *« la coopération entre l'Afghanistan et l'URSS se poursuivra dans le cadre des accords conclus »* entre les deux pays. Il a ajouté qu'à ce jour *« aucun signe »* ne lui permettait de croire à un éventuel *« ralentissement »* de l'approvisionnement de Kaboul, en dépit des récents événements de Moscou. Les prix des denrées alimentaires sont en nette augmentation, et il est déjà difficile de se procurer du carburant. L'armée affirme pour sa part disposer de munitions *« suffisantes pour un an »*.

PESHAWAR

Correspondance

La résistance afghane ne pouvait pas espérer mieux, elle qui ne cesse de répéter que, sans Moscou, M. Najibullah est fini et que, sans le cordon ombilical avec l'URSS, Kaboul ne tient plus. La révolution en URSS, déjà pleine d'incertitudes pour les Républiques musulmanes d'Asie centrale, aura vraisemblablement des répercussions sur l'Afghanistan, où la situation est restée pratiquement figée depuis le départ de l'armée rouge, il y a trente mois.

Certes, plusieurs chefs moudjahidins, comme le Tadjik Ahmad Shah Massoud, ont étendu leur territoire. Mais la résistance a perdu son crédit en s'entredéchirant sur fond d'islamisme, face à un Najibullah qui s'est montré habile en procédant lui-même à une sorte de perestroika appelé *« réconciliation nationale »*. Mais, si l'hiver risque d'être difficile dans cette URSS en voie d'éclatement, il le sera encore plus à Kaboul, où le gouvernement, l'armée, les milices et la population dépendent en grande partie des fournitures quotidiennes venues du Nord par voie aérienne ou terrestre.

Les moudjahidins prêts à négocier avec Moscou

Dans son interview au *Times*, M. Najibullah a rappelé qu'en dépit des *« hauts et des bas »* l'URSS avait maintenu d'importants liens commerciaux avec Kaboul depuis le premier traité d'amitié signé en 1921 avec *« la Russie soviétique »*. Serait-ce un appel du pied à M. Eltsine ? Seul M. Najibullah le sait, lui, l'ancien chef des services secrets du Khad, qui a réussi, pendant cinq ans, à garder les faveurs de M. Gorbatchev, mais aussi *« des gens qui comptaient »* au sein du KGB et de l'armée soviétique.

Les moudjahidins apparaissent, une nouvelle fois, tiraillés entre le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, où certains groupes de pression s'intéressent de près à l'économie des Républiques musulmanes soviétiques. Cependant, l'heure est à la négociation, et la résistance, tout en maintenant la *« pression militaire »* sur Kaboul, se déclare prête à envoyer une mission à Moscou, en vue d'un *« règlement négocié »* et, pourquoi pas, d'une rencontre avec M. Eltsine.

Une chose est sûre : Moscou a besoin, plus que jamais, de stabilité en Afghanistan. C'est en tout cas ainsi qu'a été interprétée l'annonce, en août, par le commandant Massoud, d'un accord direct de *« non-ingérence »* avec les gardes-frontières du Tadjikistan. Cet accord n'a pas plu au président Najibullah, qui a fait donner son aviation contre le chef rebelle du nord, accusé d'avoir ignoré *« le système politique existant de la République d'Afghanistan »*.

GAD SUTHERLAND

هكذا من الأصل

VERSEMENTS

... mais roumains »

« Si on nous y force je prendrai les armes »

Le régime de Kaboul ... toujours « aucun signe » ... « de l'aide soviétique

EN UNION SOVIÉTIQUE

Après avoir reconnu tardivement l'indépendance des Etats baltes

Washington souhaite ardemment le maintien d'un « centre » à Moscou

Avec plusieurs jours de retard sur la plupart des pays européens, le président George Bush a annoncé, lundi 2 septembre, la reconnaissance par les Etats-Unis de l'indépendance des Etats-baltes, en prenant bien soin de souligner que ces derniers constituaient des cas *« bien différents »* de ceux des autres Républiques soviétiques ayant déclaré leur indépendance. A Washington, le même souci demeure : le maintien d'un *« centre »* à Moscou qui puisse constituer pour les Etats-Unis un *« partenaire fort et crédible »*.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est entendu, les Etats-Unis se réjouissent du démantèlement de l'empire communiste et se félicitent que le droit à l'autodétermination soit reconnu à toutes les populations jusque-là soumises à la dictature du Kremlin. Mais les Etats-Unis n'en souhaitent pas moins avoir toujours un interlocuteur fort à Moscou, qui soit responsable de ce qu'il adviendra de l'Union soviétique.

Tel était en filigrane le message que le président George Bush et les principaux responsables de l'administration ont voulu discrètement faire passer, tout en annonçant, lundi 2 septembre, la pleine reconnaissance de l'indépendance des trois pays baltes par les Etats-Unis. Ce souci de préserver l'existence d'un « centre », au besoin dans une organisation confédérale, est plus manifeste que jamais dans les propos des dirigeants américains.

Il explique le temps de retard observé par les Etats-Unis par rapport à leurs alliés européens avant d'annoncer la reprise des relations diplomatiques avec les nations baltes. Il s'agissait de ménager le président soviétique M. Mikhaïl Gorbatchev, de lui laisser le temps de se prononcer sur cette question, autrement dit de respecter le « centre » avant de se mettre à l'unisson de tous les pays européens.

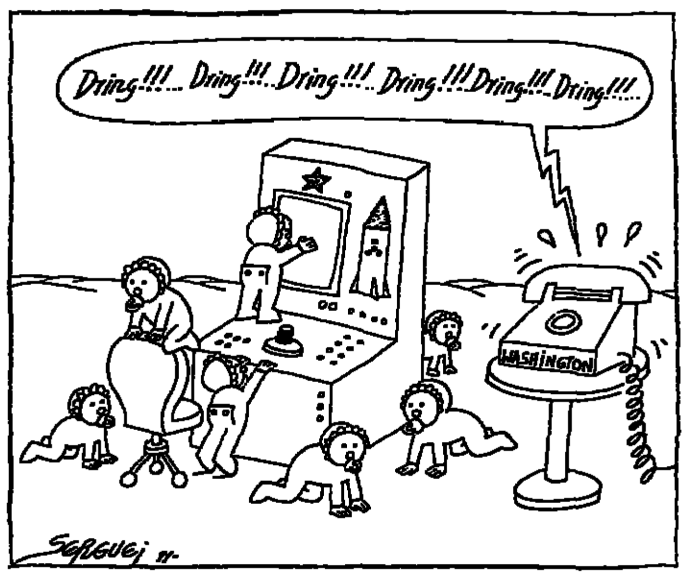
Ce refus de toute *« précipitation »*, comme dit M. Bush, était une manière de signifier que les Etats-Unis verraient le maintien d'une forme d'union comme un gage de stabilité, aussi bien pour les intéressés eux-mêmes que pour l'avenir de leurs relations avec Washington.

Traiter avec un seul interlocuteur

« Ce dont nous avons besoin c'est d'un gouvernement (...) avec lequel nous puissions traiter », a déclaré le président. Sous-entendu : il sera difficile d'imaginer la poursuite des négociations sur le désarmement nucléaire ou la gestion commune de certains conflits régionaux avec un pouvoir soviétique éclaté en une myriade de centres de décision distincts. Le propos est à peu près le même que celui que M. Gorbatchev martèle depuis deux jours à la tribune du Soviet suprême, dans l'espoir de préserver une forme d'union entre les Républiques ex-soviétiques.

Le général Brent Scowcroft, conseiller du président Bush pour les questions de sécurité, observait ce week-end : *« A l'évidence, nous verrions beaucoup d'avantages au maintien d'un centre et il y aurait beaucoup de complications si l'ensemble* [que formait l'URSS] *devait se séparer complètement. »* Les raisons en sont d'abord politiques. Quand il s'agit du dialogue avec l'autre super-puissance nucléaire (ce qu'est encore l'URSS), M. Bush a l'habitude de traiter avec un seul interlocuteur.

C'est un contact simple, et il sied parfaitement au président américain qui affectionne les relations directes avec ses pairs. Dans le cas de l'URSS, le système a d'autant mieux marché que le courant est bien passé entre M. Bush et M. Gorbatchev. Le président américain n'a pas manqué lundi de redire tout le *« respect »* qu'il avait pour son homologue soviétique et de rappeler que ce dernier *restait, jusqu'à une nouvelle organisation des pouvoirs en URSS*, l'interlocuteur légal des Etats-Unis.



Dans le même temps, les milieux proches de la Maison Blanche laissaient filtrer quelque inquiétude sur le comportement de M. Boris Eltsine. On ne revient pas sur le courage et la détermination manifestés par le président *russe au moment du coup d'Etat*, mais on s'interroge sur ses objectifs, sa stragégie à l'égard de M. Gorbatchev, sa volonté éventuelle de dominer ce qui restera du *« centre soviétique »*. *« C'est l'un de ces hommes politiques disposant d'un charisme hors du commun, d'un pouvoir et d'une capacité d'entraînement extraordinaires »*, disait M. Scowcroft, qui ajoutait : *« Ce qui n'est pas tout à fait clair, c'est l'objectif au service duquel il entend mettre tant de qualités... »*

Des considérations d'ordre économique expliquent aussi la position de Washington. On redoute une catastrophe si les différentes Républiques devaient chacune *poursuivre une politique économique* distincte. Plus importantes encore sont les raisons militaires. A l'évidence, les Etats-Unis souhaitent continuer à traiter dans ce domaine avec un seul pouvoir, responsable de l'ensemble des armes nucléaires se trouvant sur le territoire de l'URSS. Préoccupation partagée par l'opinion : selon un sondage publié par le *Wall Street Journal*, près de 60 % des Américains craignent que les armes nucléaires de l'URSS ne soient plus sous le contrôle d'un seul gouvernement central.

Les responsables américains estiment que l'écrasante majorité des 27 000 têtes nucléaires de l'URSS se trouvent en Russie, le reste, quelques milliers, étant déployé en Biélorussie, Ukraine et au Kazakhstan. Ils n'excluent pas que ces trois dernières Républiques veuillent s'assurer le contrôle de ces armes nucléaires, afin de s'en servir comme moyen de chantage dans leurs négociations à venir avec la Russie. Les dirigeants du Pentagone n'excluraient pas non plus que ces « Républiques nucléaires » se mettent à vendre la technologie ou le savoir-faire atomiques en leur possession, participant ainsi à une dangereuse dissémination. Bref, on ne verrait que des inconvénients graves à devoir traiter avec quatre puissances nucléaires au lieu d'une.

Si M. Bush n'a pas fait la moindre réserve sur la reconnaissance de l'indépendance des pays baltes, il a été plus hésitant quand on l'a interrogé sur les relations que les Etats-Unis entendent développer avec les autres Républiques : il faudra voir *« au cas par cas »*, *« c'est beaucoup trop tôt »* pour se prononcer, a dit le président. La situation de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie était différente. Les Etats-Unis n'ont jamais reconnu leur annexion à l'URSS tout en n'entretenant point de relations diplomatiques avec elles. Aujourd'hui, a déclaré M. Bush, les Etats-Unis *« sont prêts à établir immédiatement des relations diplomatiques avec chacun des gouvernements des pays baltes »*.

Ne pas céder « à un climat d'euphorie »

Le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes, M. Curtis Kamman, va se rendre incessamment dans ces pays. Le président américain a justifié le délai de réflexion qu'il s'est accordé dans cette affaire en invoquant son souci de laisser le temps aux autorités soviétiques de procéder conformément à leur réglementation, ce qu'elles n'ont d'ailleurs pas fait. A l'intention de ceux qui ont vu là une certaine tiédeur américaine, M. Bush a ajouté : *« Quand on écrira l'histoire, personne ne se souviendra qu'il nous a fallu quarante-huit heures de plus que l'Islande »*, pour reconnaître l'indépendance des pays baltes.

M. Bush s'est refusé à promettre une aide économique massive aux pays baltes. Il a fait valoir que les Etats-Unis avaient déjà des engagements à l'égard de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Il a annoncé la visite cette semaine en URSS du sous-secrétaire à l'agriculture, M. Richard Crowder, puis d'une autre mission en octobre dirigée par le secrétaire à l'agriculture, M. Edward Madigan, et comportant des représentants du secteur privé agro-alimentaire américain. Il s'agira pour ces deux missions – en coordination avec les autres membres du G-7 – d'évaluer d'éventuels besoins d'urgence et d'étudier le cadre d'une coopération à plus long terme avec – la formule est soigneusement pesée – *« les responsables soviétiques et ceux des Républiques »*.

Le président américain veut bien reconnaître que l'on assiste à des changements *« phénoménaux »* en URSS, que ce sont là des temps historiques qui voient *« la démocratie en marche »*. Mais, pour autant, il n'entend pas céder *« à un climat d'euphorie »* et baisser la garde des Etats-Unis en procédant dès maintenant à des coupes dans le budget de la défense.

Cela fut dit en termes aussi fermes que précis : *« Ce que j'espère*, a expliqué le président américain, *c'est que tous ces bouleversements chez les Soviétiques déboucheront sur la reconnaissance du fait que nous ne sommes pas leur ennemi et qu'il faut cesser de pointer des missiles sur nous, cesser de déployer de nouveaux engins, cesser de dépenser des milliards de roubles dans la modernisation de leur système de défense. »*

Cela ne sera encore pas suffisant pour célébrer la fin d'un vieil antagonisme et envisager des réductions des dépenses militaires : il faudra aussi que *« nos amis européens nous disent qu'il n'y a plus de menaces d'aucune sorte à leurs frontières »*, a conclu M. Bush. Le message ressemblait fort à une consigne de patience à l'intention de ceux qui entendent que l'administration remanie dès maintenant, et de fond en comble, les priorités d'une diplomatie et d'une politique de défense façonnées par des années de lutte contre le communisme soviétique.

ALAIN FRACHON

EUROPE

YOUGOSLAVIE

Les Serbes de Croatie veulent participer aux négociations de paix proposées par les Douze

Les ministres des affaires étrangères des Douze étaient réunis, mardi après-midi 3 septembre à La Haye, pour examiner les modalités d'envoi en Croatie des quelque 300 observateurs qui doivent surveiller l'application du cessez-le-feu. Ils devaient également étudier la seconde étape du processus de paix qu'ils ont proposé mardi dernier : la convocation d'une conférence de paix, chargée de définir de nouvelles relations entre les Républiques yougoslaves, la reprise de l'aide économique de la CEE à la Yougoslavie (gelée depuis début juillet) et la mise sur pied d'une commission d'arbitrage composée de cinq juristes européens de haut rang. Celle-ci aurait pour première mission – extrêmement délicate – de formuler un avis sur la définition des frontières entre la Croatie et la Serbie.

Quelques heures après la signature à Belgrade de l'accord sur le cessez-le-feu en Croatie et son contrôle par des observateurs européens, l'une des parties impliquées dans les conflits – les Serbes de Krajina et de Slavonie – a rejeté lundi le plan de paix de la CEE, dont le succès semble déjà compromis, estime-t-on dans la capitale yougoslave. *« Toute conversation ou négociation concernant le sort des Serbes de Croatie menée sans la participation de leurs gouvernements ne sera pas considérée comme légitime »*, ont déclaré dans une lettre au Conseil de l'Europe citée par l'agence Tanjug les autorités de la région autonome serbe de Krajina (sud de la Croatie) et de la région autonome de Slavonie, Baranja et Zapadni Srem (est de la Croatie), deux territoires peuplés majoritairement de Serbes qui échappent au contrôle des autorités croates. Le leader de la Krajina, M. Milan Babic, maire de Knin, son chef-lieu, a accepté l'accord de cessez-le-feu signé, mais a insisté sur la reconnaissance de l'autono*mie de cette région croate*, qui n'est actuellement reconnue ni par la Croatie ni par les autorités fédérales yougoslaves. M. Babic, qui s'est donné le titre de « chef du gouvernement de la région autonome de la Krajina », après la proclamation unilatérale de son autonomie en mars dernier, a déclaré que *« tout ce qui existe* (en Yougoslavie) *doit être reconnu »*. Il a réclamé pour sa région un statut égal à celui des autres Républiques de la fédération.

N'ayant pas été appelés à signer les accords de Belgrade, les Serbes de Krajina et de Slavonie ne devraient pas être représentés à la conférence de paix. L'accord de Belgrade prévoit en revanche leur participation, aux côtés de représentants de l'armée et des autorités croates, à des commissions tripartites chargés de contrôler le cessez-le-feu en liaison avec les observateurs étrangers.

Le rejet du plan de paix européen par les Serbes de Krajina et de Slavonie, ainsi que la poursuite des combats en plusieurs points de Croatie, notamment à Petrinja (60 kilomètres au sud de Zagreb), a fait naître un certain scepticisme en Yougoslavie. *« La bataille pour la paix reste à gagner »*, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse à Zagreb, le président croate, M. Franjo Tudjman, en soulignant que *« faire respecter le cessez-le-feu par les terroristes, les tchetniks* (nationalistes serbes) *et l'armée yougoslave »* sera la partie la plus difficile à réaliser de l'accord.

De son côté, le commandant des forces serbes en Slavonie, Ilija Kojic, a déclaré *« ne pas croire que le cessez-le-feu puisse durer »*. La trêve ne durera que tant que les forces croates *« ne se seront pas remises de leurs échecs sur le front »*, a-t-il affirmé à l'agence Tanjug.

Le représentant serbe à la présidence fédérale, M. Borisav Jovic, a affirmé lundi à la télévision de Belgrade que l'armée ne se retirerait dans ses casernes qu'après le désarmement et la démobilisation des forces paramilitaires en Croatie. Une interprétation très personnelle *des termes de l'accord qui*, selon les observateurs, est assez flou et imprécis concernant des points fondamentaux comme la définition des « forces paramilitaires » sur lesquelles Serbes, Croates et militaires ont des opinions totalement opposées. Signé par le président yougoslave Stipe Mesic, le premier ministre Ante Markovic, les présidents des six Républiques et le représentant de la CEE, le chef de la diplomatie néerlandaise Hans Van den Broek, l'accord prévoit un cessez-le-feu immédiat, contrôlé prochainement par quelque 300 observateurs européens sur le terrain, et le désarmement des *« formations paramilitaires et forces irrégulières »* en Croatie.

Alors que Serbes et Croates s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu – mais l'intensité des combats semble avoir diminué, – quelque 1 500 mères, femmes ou sœurs de soldats croates servant dans l'armée fédérale yougoslave ont manifesté, lundi 2 septembre, à Bruxelles devant le siège de la Commission européenne pour réclamer la démobilisation des conscrits et l'arrêt des hostilités. Une délégation a été reçue par un haut fonctionnaire de la Commission européenne. – *(AFP, Reuter.)*

□ **TURQUIE : un mort dans l'attaque d'un train par des rebelles kurdes.** – Des séparatistes kurdes ont fait dérailler un train, lundi 2 septembre, dans l'est de la Turquie et tué un policier dans la fusillade qui a suivi, rapporte l'agence anatolienne de presse. Les rebelles ont fait exploser une portion de la voie, entre les villes de Mus et Bingol. Puis, dissimulés sur les pentes voisines, ils ont ouvert le feu, blessant trois policiers à bord du train ainsi que le conducteur. Des renforts de police sont alors arrivés. Un membre des forces de l'ordre a été tué. – *(Reuter.)*

ALLEMAGNE

Quatre gardes-frontières de l'ex-RDA sont jugés à Berlin

Le procès de quatre anciens gardes-frontières est-allemands, accusés d'avoir tué un jeune homme qui tentait de franchir le mur de Berlin, s'est ouvert lundi 2 septembre dans la capitale de l'Allemagne. Son issue pourrait faire jurisprudence dans les affaires de violences commises par l'ex-régime communiste. La question est, entre autres, de savoir si d'anciens gardes peuvent être *poursuivis rétroactivement* en vertu du code pénal ouest-allemand étendu à l'Allemagne de l'Est lors de la réunification.

BERLIN

de notre correspondant

Ils avaient entre vingt-trois et vingt-cinq ans. Ils étaient gardes-frontières de la République démocratique allemande et veillaient cette nuit-là, deux par deux, comme il était d'usage, sur une portion du mur de Berlin, non loin du centre-ville. C'était en février 1989, neuf mois exactement avant la chute du mur. Les quatre prévenus sont accusés d'avoir *tué Chris Geoffroy*, vingt ans, qui tentait de passer à l'Ouest. C'est la dernière victime connue de l'ancienne frontière interallemande.

Le procès qui s'est ouvert, lundi 2 septembre, à Berlin suscite une certaine gêne. En effet, on ignore toujours si ceux qui ont édicté l'ordre de tir – à commencer par l'ancien chef de l'Etat, M. Erich Honecker, réfugié pour le moment en URSS – vont être jugés et comment. A ce jour, deux procès seulement contre des dirigeants de l'ancien régime communiste ont été menés à leur fin. Ils ont abouti à des comdamnations dérisoires. L'ancien président des syndicats, Harry Tisch, a été condamné à dix-huit mois de prison mais fut aussitôt relâché et l'ancien chef du Parti chrétien-démocrate de RDA, Gerald Götting, à dix-huit mois également, avec sursis, pour *« abus de biens sociaux »*

La justice allemande louvoie depuis des mois entre des exigences contradictoires. Le désir d'une part – surtout dans l'ancienne RDA – de faire payer tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont servi la dictature communiste, et, d'autre part, l'incapacité d'instruire le procès d'un Etat, la RDA, qui jusqu'à la réunification, était membre à part entière de la communauté internationale et comptable de son propre système juridique. Sans oublier la *« raison d'Etat »* qui a empêché longtemps toutes poursuites sérieuses contre l'ancien pourvoyeur de devises de la RDA, M. Schalk-Golodkowski, dont les multiples relations en Allemagne de l'Ouest menacent aujourd'hui de provoquer un énorme scandale.

Les lois ne justifient pas tout

Il est difficile de comdamner une personne pour avoir agi dans le cadre des lois en vigueur. On peut en revanche essayer de prouver qu'elles ont été outrepassées. Le procès qui se déroule à Stuttgart de l'ancien commandant du camp de Rozwadow, Josef Schwammberger, accusé d'avoir assassiné pendant la guerre des dizaines de détenus de sa propre main, en est l'illustration. On peut aussi accuser les responsables politiques d'avoir promulgué des lois contraires aux principes universels ou aux conventions internationales.

L'ordre de tir à la frontière entre-t-il dans cette catégorie ? La question soulève un débat en Allemagne. Inculpés de meurtre et d'incitation au meurtre, trois responsables du régime communiste (l'ancien premier ministre, Willi Stoph ; l'ancien ministre de la défense, Heinz Kessler, et l'ancien chef de la Stasi, Erich Mielke) attendent en prison la suite de la procédure engagée contre eux. Mais il n'est pas vraiment sûr qu'Erich Honecker lui-même, s'il était rendu par les Soviétiques, puisse être condamné pour ce motif. Dans une interview diffusée en juin, depuis Moscou, l'ancien numéro un affirmait que la RDA était en droit, comme tout Etat, de faire respecter sa frontière comme elle l'entendait. Il avait fait valoir que cette frontière était d'autant plus sensible qu'elle était celle du pacte de Varsovie.

Le procès des quatre gardes-frontières est le premier d'une série de procédures engagées par la justice berlinoise. Environ deux cents personnes ont été tuées sur le rideau de fer entre les deux Allemagnes. Les défenseurs des quatre vopos estiment qu'il s'agit d'un procès alibi. Quatre officiers généraux de l'ancienne armée est-allemande, dont l'ex-commandant des troupes de frontières, le général Leonhardt, ont adressé une pétition au Bundestag dans laquelle ils endossent la pleine responsabilité des consignes données : les quatre vopos n'ont fait qu'obéir aux ordres.

Toutefois, selon un document des instances supérieures de la justice berlinoise, publié avant le procès, les lois ne justifient pas tout et les gardes-frontières auraient dû avoir conscience de l'illégitimité de leur acte. L'écrivain est-allemand, Lutz Rathenow, qui avait lui-même accompli son service militaire comme garde-frontière le long du mur au début des années 70, estime que c'est faire injure aux soldats *que de leur nier une responsabilité*. Il a plaidé en faveur d'une *« condamnation légère »*.

Chris Geoffroy, dont la mère s'est portée partie civile, avait été tué alors qu'il tentait avec un ami, Christian Gaudian, de franchir les installations frontalières. Seulement blessé, ce dernier avait été par la suite condamné à trois ans de prison. Les quatre inculpés, qui risquent quinze ans de prison, ont été identifiés le plus simplement du monde par le tableau de service. En revanche, les rapports sur le déroulement du drame ont disparu, ce qui rend difficile d'établir avec précision comment celui-ci s'est passé et qui a tiré les coups mortels. Le tribunal devra notamment établir si le jeune homme aurait pu être sauvé après les premiers coups de feu ou si l'on a voulu délibérément le tuer.

HENRI DE BRESSON

هكذا من الأصل

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : congrès « historique » à Bloemfontein

Le président De Klerk entend faire accepter par le Parti national son projet de partage du pouvoir

Le président Frederik De Klerk s'apprête à demander beaucoup aux siens. Il doit en effet, mercredi 4 septembre, solliciter l'approbation du Parti national, le plus influent de la minorité blanche, pour la création, dans un délai de deux à trois ans, d'une Afrique du Sud non raciale, avec un processus accéléré de négociations politiques en vue d'une accession probable de la majorité noire au pouvoir.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Lors d'un congrès fédéral dans la « capitale » ultraconservatrice de l'Etat libre d'Orange, Bloemfontein, le parti qui a conçu l'apartheid depuis 1948 est en quelque sorte appelé à ratifier le démantèlement progressif de ce système et toutes les décisions prises dans ce sens depuis un an par M. De Klerk.

Au cours de ce congrès – le cinquième depuis que cette organisation essentiellement afrikaner (de langue afrikaans) domine la vie politique sud-africaine et contrôle le gouvernement de Pretoria –, les 1200 délégués devront dire s'ils sont prêts à un partage du pouvoir avec les représentants des 28 millions de Noirs (75,2 % de la population). Le National Party, pour lequel votent majoritairement les quelque cinq millions de Blancs sud-africains (13,2 % de la population) – et voteraient, en cas d'élections générales ouvertes à toutes les races, une fraction non négligeable des Indiens (940 000, 2,6 %) et des métis (3 millions, 8,6 %) – doit dévoiler ses projets à court et moyen terme pour le pays, lors de ce congrès qualifié d'« *historique* » par la presse. Ces propositions constitutionnelles, en partie révélées les semaines passées par les journaux, doivent également être soumises à une conférence multipartite en octobre et éventuellement présentées, entre-temps, lors d'une « conférence de la paix » devant mettre un terme à la violence endémique dans les ghettos noirs, le 14 septembre à Johannesburg.

Le dispositif prévu doit couvrir la période, dite de « transition », entre la situation actuelle de monopole de la minorité blanche sur le pouvoir politique, l'appareil d'Etat et les forces de sécurité et celle ouverte par des élections générales multi-raciales, prévues, selon les confidences d'un ministre, « *au plus tard en 1994* ». Il doit permettre aux organisations de la majorité noire d'être, d'ici là, associées à la conduite des affaires de l'Etat.

Critiqué par l'ANC rejeté par l'extrême droite

Une fois organisés un référendum constitutionnel et des élections générales, le projet imaginé par M. De Klerk et son équipe où dominent les libéraux, prévoit l'existence de deux chambres, une élue à la proportionnelle nationalement sur la base du principe « *un homme, une voix* » et une deuxième, désignée par les représentants de neuf régions autonomes à créer, ayant droit de veto sur la première. Outre ce système, qui remplacerait l'actuel système tri-caméral existant depuis 1982 (une chambre « blanche », une « indienne » et une « métisse »), les constitutionnalistes de M. De Klerk envisagent le remplacement de l'actuel chef de l'Etat par un Conseil d'Etat de trois à cinq personnes, la rédaction d'une Charte des droits, la participation des minorités à tous les niveaux de l'Etat et la mise sur pied d'un pouvoir judiciaire indépendant.

Ces propositions, qui ressemblent étrangement à celles faites naguère par le Parti démocrate, le parti de l'opposition blanche anti-partheid, ont été rejetées dès leur publication par l'extrême droite, qui accuse régulièrement M. De Klerk et son entourage de « *brader* » les intérêts de la minorité blanche. L'ANC a réagi de façon relativement négative à ces propositions. Le responsable des services d'information du mouvement nationaliste noir, M. Pallo Jordan, a accusé le Parti national de vouloir « *donner aussi peu de pouvoir que possible au gouvernement central* ».

Il est clair que M. De Klerk, outre sa « base », de plus en plus sensible – notamment dans les zones rurales – aux sirènes extrémistes des mouvements situés à la droite du Parti national, devra convaincre de la crédibilité de ses projets et de sa bonne foi les représentants de la majorité noire d'ici la réunion de la conférence multipartite d'octobre. Réunion qui s'annonce d'ores et déjà comme le début du grand marchandage avant tout partage du pouvoir en Afrique du Sud. – *(Intérim.)*

□ **LIBERIA : un adjoint de M. Charles Taylor aurait été exécuté.** – Le dirigeant du Front national patriotique du Liberia (NPFL), M. Charles Taylor, aurait fait exécuter un dirigeant de son mouvement, le commandant Sowah, pour avoir tué cinq de ses officiers, a annoncé, lundi 2 septembre, la radio du NPFL. M. Taylor a par ailleurs déclaré que le président intérimaire, M. Amos Sawyer, avait mobilisé entre 2 000 et 3 000 hommes pour attaquer les positions du NPFL depuis la Sierra-Leone. – *(AFP.)*

□ **SIERRA-LEONE : adoption du multipartisme par référendum.** – Les électeurs ont approuvé massivement par référendum une nouvelle Constitution instituant le multipartisme. Le président du Parlement a signé, lundi 2 septembre, le rapport final de la commission électorale après le scrutin commencé le 23 août. Près de 60 % des votants se sont prononcés en faveur de ce texte qui met fin à treize ans de parti unique. – *(AFP, Reuter.)*

ZAÏRE

Des manifestations contre la vie chère auraient fait plusieurs morts à Kinshasa

De « *violentes* » manifestations ont eu lieu, lundi 2 septembre, à Kinshasa contre la « *hausse vertigineuse des prix* », a annoncé l'agence zaïroise de presse AZAP.

La radio zaïroise et AZAP n'ont publié aucun bilan de ces manifestations qui, selon certains témoignages, auraient fait au moins trois morts, une femme et deux hommes, tués par la police. Des jeunes militants de certains partis de l'opposition, qui ont organisé ces manifestations de protestation, ont érigé des barricades, mais se sont heurtés à plusieurs reprises aux forces de l'ordre qui « *ont tiré des coups de feu et lancé des grenades lacrymogènes* », selon des sources concordantes. Les accrochages auraient provoqué des dégâts matériels importants; plusieurs véhicules ont été incendiés a Limete, proche banlieue résidentielle de la capitale.

Pour leur part, les agents et fonctionnaires de l'Etat ont décidé d'entamer une grève générale pour « *exiger une augmentation de leurs salaires* ». La situation sociale est très tendue dans la capitale zaïroise, en particulier depuis l'annonce, le 17 août, de mesures alignant le cours officiel du dollar sur celui du marché noir avec pour conséquence le doublement du prix de l'essence et, par suite, une hausse généralisée des prix.

Un porte-parole du principal parti d'opposition zaïrois, M. Omer N'Kamba, de l'Union pour la démocratie et le progrès social, a déclaré à Bruxelles que l'intervention de la police au cours de la manifestation de lundi avait fait « *des dizaines de morts* ». Les manifestants, selon lui, ont surtout réagi au récent refus du président Mobutu Sese Seko de convoquer à nouveau la Conférence nationale sur l'avenir du pays. – *(AFP, Reuter.)*

ALGÉRIE

Le gouvernement veut relancer la concertation avec ses voisins sur la question des Touaregs

L'Algérie va relancer les contacts diplomatiques avec ses voisins sur la question touareg, a annoncé lundi 2 septembre le ministre algérien de l'intérieur, à l'issue d'une réunion à huis clos des représentants du ministère de la défense, de la police et de la gendarmerie sur les problèmes de sécurité dans l'extrême-Sud algérien. M. Abdelatif Rahal a annoncé d'autre part qu'Alger « *ne comptait pas renforcer le dispositif de sécurité* » à ses frontières avec le Mali, le Niger et la Libye, zone de déplacement habituelle des Touaregs.

Le ministre a indiqué qu'il fallait « *parvenir à des solutions durables aux problèmes qui sont à l'origine de cette situation* » et que l'Algérie souhaitait savoir si le Mali se sentait « *toujours lié par les accords de Tamanrasset* » conclus en janvier 1991, sous son égide, avec les Touaregs. Ces accords prévoyaient notamment l'arrêt des hostilités entre Touaregs et Bamako, en échange du retrait partiel des troupes maliennes et de la reconnaissance de l'autonomie des « hommes bleus ».

M. Rahal a par ailleurs affirmé que le changement de régime au Mali en mars dernier « *semble avoir introduit une sorte de ralentissement dans la mise en application de ces accords* », et il lui a imputé la récente reprise des hostilités entre l'armée malienne et les Touaregs. Il a indiqué que 2 000 Touaregs étaient récemment venus s'ajouter, dans l'extrême-Sud algérien, aux 13 700 réfugiés qui se trouvaient déjà à Tamanrasset et Adrar, mais que la situation restait « *gérable* » au plan de la sécurité.

Il a affirmé que vingt incidents « *tout au plus* » avaient été recensés et leurs auteurs arrêtés. Il répondait ainsi aux informations, dont celles de la radio algérienne, faisant état d'agressions contre des Algériens et des étrangers, notamment des touristes, à Djanet, de « *trafic d'armes* » et d'un « *climat d'insécurité* » en raison de la présence d'immigrants « *originaires de pays africains voisins* ». – *(AFP.)*

□ **Téhéran souhaite que le gouvernement algérien « fasse des efforts » pour régler le problème islamiste.** – Commentant la visite officielle à Alger du ministre des affaires étrangères iranien, M. Ali Akbar Velayati, qui a été reçu par le chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, lundi 2 septembre, Radio-Téhéran a souhaité que « *le gouvernement algérien fasse des efforts pour régler dans la compréhension le problème des fondamentalistes musulmans dans ce pays* ». Durant l'agitation islamiste en Algérie, en juin dernier, M. Velayati avait déclaré que l'Iran, « *en tant que pays islamique* », souhaitait « *que l'islam règne en Algérie* ». – *(AFP.)*

Dissidences soudanaises

Suite de la première page

Le chef de l'APLS accueille, au bas de son avion, Bernard Kouchner, à qui il donne l'accolade. Tout est fait pour donner à cette réception le maximum d'éclat. Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire est conduit par son hôte à la tribune d'honneur, représentée symboliquement par un rectangle tracé à la chaux blanche, et devant laquelle défilent les soldats. Les deux hommes passent ensuite en revue la garde d'honneur au son d'une musique qui n'a rien de martiale.

Rien ne manque à cette cérémonie, ni le bouquet de fleurs offert par une fillette intimidée, ni l'inévitable bain de foule et les cadeaux traditionnels : une lance dinka et un bouclier en peau de buffle. Le colonel Garang a voulu profiter de la mission humanitaire de M. Kouchner dans le sud du Soudan pour montrer qu'il reste seul maître à bord.

Lors des entretiens officiels, dans la cour d'un *compound* autour de quelques tables branlantes, et en présence de neufs commandants de l'APLS – sur un total de treize – M. Kouchner souligne avec insistance qu'il est là uniquement pour poursuivre la mission humanitaire commencée en mars dernier et qu'il compte prolonger prochainement dans le nord du pays. « *Nous sommes*, dit-il, *pour une ingérence humanitaire, à condition que les intéressés nous le demandent.* »

Crainte d'une guerre fratricide

Avant de se réunir à huis clos avec ses hôtes pour une séance de travail, le colonel Garang s'entretient des problèmes de son mouvement avec les trois journalistes français qui accompagnent M. Kouchner. Les yeux pétillant de malice, détendu, souriant, il ponctue ses propos de plaisanteries. Il affirme, candide, avoir été surpris « *en écoutant comme vous la BBC* » par le communiqué des trois commandants de la région de Nassir le destituant.

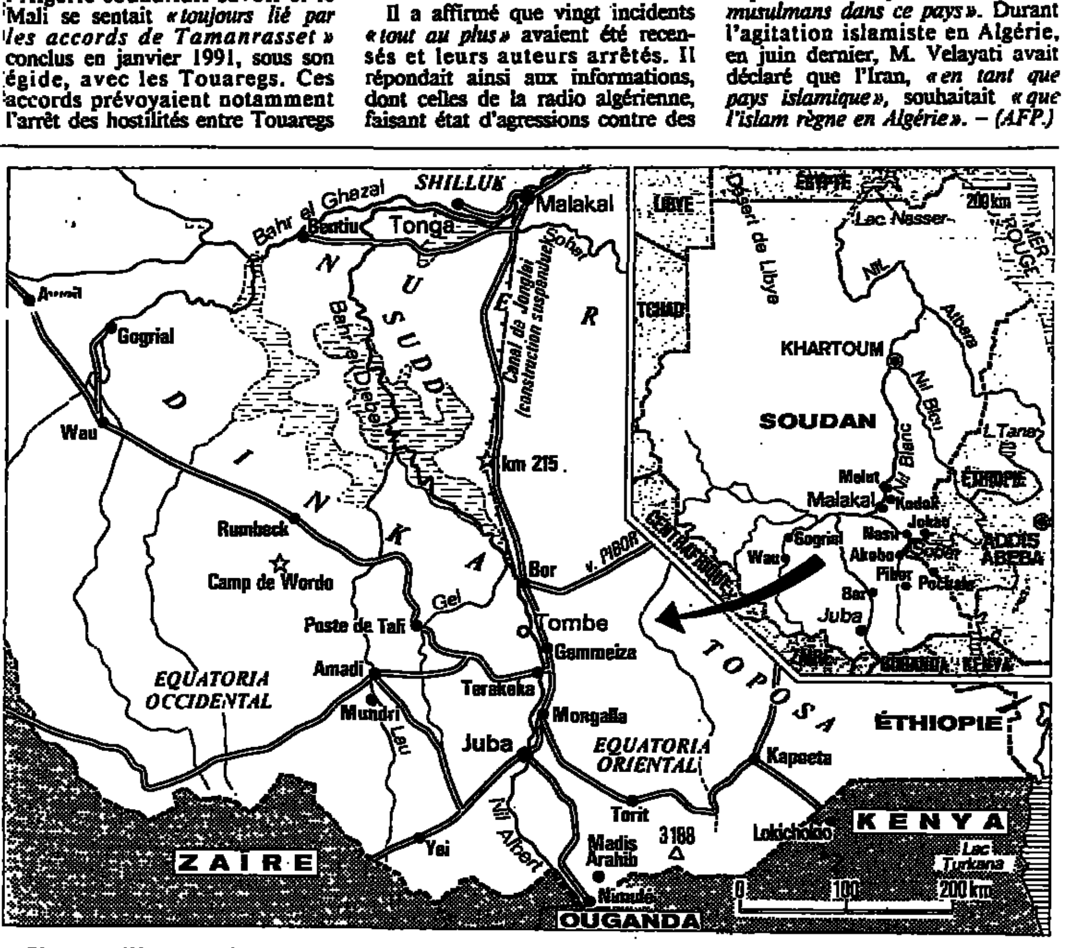
« *Pour nous*, explique-t-il, *il n'y a rien de changé. Nous ne comprenons pas les motifs de cette décision qui n'a aucune valeur, puisque neuf des membres de notre direction sont ici, et qu'un dixième, qui se trouve au nord dans le Kordofan, nous a fait savoir qu'il approuvera tout ce qui nous déciderons au cours de notre réunion.* » Les trois dissidents, ajoute-t-il, ont refusé de venir à Kapoeta pour discuter de la stratégie du mouvement, sous prétexte qu'ils craignaient pour leur vie. Mais il assure ne vouloir rien entreprendre contre eux et se dit soucieux d'éviter à tout prix une guerre fratricide au Sud, au moment où Khartoum s'apprête, à l'approche de la saison sèche, à lancer une nouvelle offensive militaire.

Interrogé sur le point de savoir si les trois dissidents préconisaient l'indépendance du Sud, alors que lui-même combat depuis près de huit ans pour un Soudan laïc et uni, il affirme que ses adversaires ne lui ont jamais fait part dans le passé d'un tel désaccord. « *Si cela est bien leur position, la logique voudrait qu'ils s'emparent de Wau et de Malakal* (deux des villes toujours occupées par les troupes gouvernementales dans le Sud, en dehors de Juba et de Yéi) *pour pouvoir proclamer l'indépendance du sud. Je le répète, il ne peut y avoir en même temps de paix et de séparation du Sud du Nord* ». Le colonel Garang réaffirme une fois de plus sa position. « *Bien que je sois né dans le Sud, je suis Soudanais à part entière et j'exige des droits égaux pour tous les Soudanais.* »

En ce qui concerne les négociations menées avec Khartoum par l'intermédiaire du Nigéria, le chef de l'APLS laisse « *toutes les options ouvertes* » et ne pose « *aucune précondition* ». « *Nous avons déjà constitué une délégation et avons suggéré un ordre du jour et nous attendons la réponse du médiateur, le président nigérian Babangida.* » Ne craint-il pas de heurter ses alliés de l'Alliance nationale démocratique qui regroupe toutes les formations politiques de l'opposition au régime de Khartoum, en engageant des négociations bilatérales avec le gouvernement ?

Un objectif populaire

« *Nous restons fidèles à la charte de l'alliance, qui dans aucune de ses clauses ne nous interdit de négocier directement avec Khartoum. Evidemment, si nous concluons une paix boiteuse, cela ne pourra que renforcer le gouvernement islamique. Nous avons déjà dans le passé négocié à plusieurs reprises avec le gouvernement à Addis-Abéba et Nairobi, mais nous n'avons jamais accepté de conditions qui puissent inquiéter nos alliés.* »



Si, pour l'instant, le colonel Garang reste à la tête des rebelles, il n'en demeure pas moins que la nouvelle dissidence au sein de l'APLS – il y en a eu bien d'autres – est particulièrement sérieuse. D'abord, du fait de la personnalité de deux de ses chefs, Ryak Maccar et Lam Akol, des universitaires respectés. Le troisième dissident Walter Kuon a un passé plus complexe. Il était membre, jusqu'à il y a deux ans, de l'Anyanya II, un mouvement de guérilla qui a toujours préconisé la séparation entre le sud et le nord du pays et était devenu l'un des plus sanglants adversaires de l'APLS.

Ainsi n'hésita-t-il pas à engager aux côtés des forces gouvernementales sa propre ethnie, les Nouers, traditionnellement opposés aux Dinkas qui constituent, eux, l'ossature de l'APLS de la région du Haut-Nil. Ce n'est qu'après la défaite militaire de l'Anyanya II que Walter Kuong avait adhéré au mouvement de Garang, tout en semblant conserver son point de vue.

Deuxième atout des dissidents : l'indépendance par rapport au Nord a toujours été populaire au sein de la population sudiste. Elle fut l'objectif de la guerre menée pendant dix sept ans par le mouvement Anyanya I contre le régime de l'ancien président Nemeiry. Depuis 1983 cependant, le colonel Garang avait réussi, grâce à son charisme, à faire taire les voix séparatistes, en provoquant dans le sud un véritable raz de marée en faveur d'un Soudan uni et laïc. Mais chez tout sudiste sommeille un indépendantiste qui n'ose se l'avouer.

L'arrivée au pouvoir en juin 1989 des Frères Musulmans à Khartoum et leur maintien à la tête de l'Etat contre vents et marées, semblent avoir renforcé les sentiments séparatistes chez bon nombre de sudistes. A tout celà s'ajoutent l'usure du pouvoir au sein de l'APLS et les divergences récemment apparues entre militaires et civils, ces derniers réclamant une plus grosse part dans la direction du mouvement ainsi que sa démilitarisation progressive.

Enfin, il n'est pas exclu que les dissidents – dont la force militaire est singulièrement réduite – aient été encouragés dans leur entreprise par des forces extérieures qui leur auraient fait miroiter une indépendance rapide à l'instar de ce qui se passe ailleurs, non seulement en Europe orientale, mais également en Afrique (Erythrée et Somalie du nord notamment).

Ainsi, le communiqué des trois commandants de la région de Nassir a été publié après un entretien entre ces derniers et une délégation de *congressistes américains* en la présence du numéro deux de l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi qui les accompagnait. Washington serait exaspéré par l'intransigeance du colonel Garang – qui a effectué récemment une visite aux Etats-Unis – et souhaiterait, faute de pouvoir infléchir la position de Khartoum, voire remplacer le chef de l'APLS par un partisan de deux Soudans, lesquels pourraient ensuite constituer une sorte de fédération.

Pareille solution ne serait pas pour déplaire au pouvoir islamique qui a récemment préconisé la création d'un Etat fédéré englobant un nord musulman et un sud chrétien et animiste.

JEAN GUEYRAS

□ **Protestation de Khartoum.** – Le gouvernement soudanais a officiellement protesté lundi 2 septembre contre la « *visite inamicale* » du secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, en territoire contrôlé par les rebelles du Sud-Soudan. Le chargé d'affaires français à Khartoum a été convoqué au ministère soudanais des affaires étrangères, où cette protestation lui a été transmise. Le gouvernement s'élève contre la visite « *non autorisée* » de M. Kouchner en territoire soudanais, alors que ce dernier aurait à deux reprises, refusé des invitations officielles à se rendre à Khartoum. D'autre part, un avion de la Croix-Rouge venu apporter de l'aide à la ville sud-soudanaise de Wau, assiégée par les rebelles sudistes, a heurté lundi une mine, faisant quatre blessés parmi les membres de l'équipage.

La « République des enfants » de Gurku

Au cours de son voyage au sud du Soudan, M. Bernard Kouchner et sa suite, accompagnés par le délégué du CICR à Lockichokio, ont visité le village de Gurku, situé à deux heures de marche de Pochala, à la frontière éthiopienne, où vivent près de 10 000 garçons de huit à quatorze ans dans un système communautaire que le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire à qualifié de « *République des enfants* ».

Ces enfants, dont certains sont des orphelins de guerre, vivaient auparavant dans des camps de réfugiés en Ethiopie et seraient revenus au Soudan lorsque le nouveau gouvernement d'Addis-Abeba a décidé d'expulser les rebelles soudanais de leurs bases situées en Ethiopie. Ils vivent totalement isolés du monde extérieur, s'occupant de leurs propres affaires, pilant le sorgho, construisant leurs huttes, lavant leur linge.

Le secrétaire d'Etat français ne s'explique pas pourquoi on ne rencontre jamais de filles dans ce village et affirme ignorer depuis quand ces enfants vivent loin des adultes, bien que plusieurs d'entre eux lui ont dit qu'ils n'avaient pas vu leurs parents depuis six ans. Il admet que ces enfants sont bien nourris, grâce à l'aide alimentaire fournie par le CICR aux réfugiés de la région de Pochala, et qu'ils disposent de professeurs et d'écoles, mais souligne qu' « *ils sont privés de tendresse et d'amour* » et que « *beaucoup d'entre eux ne se souviennent même pas de leur mère* ».

M. Kouchner se propose, dans le cadre de son action humanitaire au sud du Soudan, d'obtenir leur déplacement vers une région plus accessible et moins déshéritée avant d'essayer de les réintégrer dans leurs villages d'origine.

Le gouvernement de Khartoum accuse l'APLS de leur faire subir un « *lavage de cerveau* » afin d'en faire les futurs soldats de la rébellion. Les dissidents de Nassir – qui viennent de se révolter contre M. Garang – ont accusé ce dernier d'enrôler de force dans son armée des jeunes enfants.

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

ARGENTINE

Les auteurs de la rébellion militaire de décembre 1990 condamnés à de lourdes peines

La cour d'appel fédérale de Buenos-Aires a condamné, lundi 2 septembre, à des peines de prison allant de deux ans à la perpétuité les quinze principaux officiers ultra-nationalistes qui avaient dirigé, le 3 décembre dernier, une des plus sanglantes rébellions militaires qu'ait connues l'Argentine. Le chef du soulèvement, le colonel en retraite Mohamed Ali Seineldin, a été condamné à la réclusion à perpétuité. Tous les accusés ont été *destitués de leur grade*.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Après quatre mois et demi d'un procès public parfois mouvementé, la justice civile s'est finalement montrée plus clémente que le tribunal militaire qui, en janvier dernier, avait condamné sept des officiers rebelles à la prison à perpétuité (*le Monde* du 10 janvier 1991).

Comme leurs pairs militaires, les juges civils ont retenu l'accusation de *« mutinerie avec effusion de sang »* mais ont écarté celle de tentative de coup d'Etat réclamée par le procureur. Au lendemain du soulèvement, le président Carlos Menem avait affirmé que les rebelles avaient voulu l'assassiner.

Le colonel Seineldin, qui n'a pas participé directement aux combats contre les forces loyales au gouvernement – il se trouvait, le jour de la mutinerie, aux arrêts dans une garnison éloignée de la capitale, – a revendiqué *« l'entière responsabilité »* de la rébellion, qui a fait quatorze morts et des centaines de blessés. Officier austère et catholique mystique, le colonel Seineldin est considéré comme l'idéologue des militaires ultra-nationalistes, surnommés *carapintadas* (« visages peints », en raison de la peinture utilisée pour leur camouflage), qui se sont soulevés à quatre reprises en moins de quatre ans contre les gouvernements de MM. Raoul Alfonsin et Carlos Menem. Ancien conseiller du général Manuel Noriega, l'ex-homme fort du Panama, le colonel Seineldin accuse le gouvernement démocratique et les officiers « libéraux » d'être responsables de la *« désintégration »* des forces armées et critique aussi la dépendance grandissante de l'Argentine par rapport aux Etats-Unis. Il avait été gracié en 1989 par le président Menem pour la rébellion de Villa-Martelli, menée en décembre 1988 contre l'administration Alfonsin.

Prochaines batailles devant les urnes

Des centaines de témoins ont comparu pendant le procès et, parmi eux, des hauts fonctionnaires du gouvernement, qui ont reconnu avoir eu des contacts avec les mutins. Le colonel Seineldin, qui avait soutenu la campagne électorale de M. Menem pour la présidence de la République en 1989, a accusé le chef de l'Etat d'avoir *« trahi »* les *carapintadas*. Dans un plaidoyer de plus d'une heure et demie, il a également prédit que des événements *« encore plus sanglants »* pourraient se produire en Argentine si les problèmes institutionnels des forces armées n'étaient pas résolus.

Le gouvernement argentin espère, avec ce procès, avoir « maté » les officiers rebelles dans les rangs de l'armée, mais un autre leader *carapintada*, qui fut le compagnon de route du colonel Seineldin, a quitté l'uniforme pour se lancer dans l'arène politique. Il s'agit de l'ancien lieutenant-colonel Aldo Rico, qui avait dirigé les rébellions de Semana-Santa en 1987 et de Monte-Caseros en 1988, mais a critiqué celle du 3 décembre dernier. M. Aldo Rico a créé, il y a neuf mois, son propre parti, le Mouvement pour la dignité et l'indépendance (MODIN), et est candidat, le 8 septembre prochain, au poste de gouverneur de la province de Buenos-Aires. Certains sondages lui accordent la troisième place, avec 9 % des voix, loin derrière les deux principaux candidats – péroniste et radical, – qui arrivent presque à égalité dans les intentions de vote.

CHRISTINE LEGRAND

CHILI

Le sens de l'« économie » du général Pinochet

Le général Augusto Pinochet *n'a jamais émis le moindre* remords devant les exactions commises durant les dix-sept années de sa dictature et dont la population découvre chaque jour un peu plus l'étendue : depuis l'arrivée au pouvoir, en mars 1990, du président Patricio Aylwin, démocratiquement *élu, le voile se lève lentement* sur ces années noires.

L'actuel commandant en chef de l'armée chilienne – très soucieux de le rester le plus longtemps possible – n'a cependant pas hésité à franchir un nouveau pas dans le cynisme à l'égard des familles des quelque 2 000 personnes torturées et massacrées après 1973 et des 957 disparus dont les corps n'ont jamais été retrouvés. Informé de la présence de deux cadavres par tombe dans une partie du cimetière général de Santiago, où les corps d'une centaine de *disparus ont été découverts* lundi 2 septembre, le général Pinochet a eu cette réflexion : *« Mais quelle économie ! »*

Parmi les corps exhumés conformément à une décision de justice prononcée à la demande de l'Eglise, le cadavre du fondateur du MIR (*Mouvement de la gauche révolutionnaire*), Bautista Van Schouwen, a été formellement identifié. Il avait été arrêté peu après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, à l'issue duquel la junte du général Pinochet avait renversé le gouvernement de Salvador Allende.

L'exhumation des corps prendra plusieurs jours, pendant lesquels le vieux général sera, à n'en pas douter, invité à faire l'économie de paroles déplacées.

M. J.

BRÉSIL

La femme du président et l'argent

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Triste hiver austral pour la première dame brésilienne. Rosane Collor de Mello doit en effet affronter depuis plusieurs semaines le notoire et public dédain de son mari, une série de graves accusations et, en conséquence, une avalanche de critiques de la presse. Lors d'une messe donnée à l'occasion du 49e anniversaire de l'organisation charitable qu'elle préside, la *Légion brésilienne d'assistance* (LBA), elle a laissé paraître son désespoir par des sanglots interminables, bien évidemment abondamment photographiés.

Principale raison de cette déchéance, son action à la tête de cette LBA, il y a peu encore vitrine sociale du pouvoir. Ce titre lui permettait d'être à l'honneur lors des visites officielles et de recevoir, comme en décembre dernier, la fille de George Bush.

A l'époque, on louait plus souvent qu'on ne critiquait les efforts et la volonté de la jeune femme, même si quelques députés d'opposition mettaient en cause cette organisation, accusée de se livrer à des trafics d'influence. Rosane Collor, âgée de vingt-huit ans et héritière d'une grande famille de l'Etat d'Alagoas dans le nord-est du pays, se dépensait alors pour favoriser certains projets sociaux du gouvernement.

Depuis le mois de juillet, la LBA, bien que dépendante du ministère de l'action sociale, n'apparaît plus aux yeux des autorités brésiliennes comme une organisation recommandable. Au point que le chef de l'Etat demande presque publi*quement à son épouse d'en* quitter la présidence. L'apparent refus d'obtempérer de Rosane Collor provoque même une crise vaudevillesque : le président brésilien laisse ostensiblement photographier sa main dépourvue d'alliance, refuse de serrer la main de son épouse lors de son anniversaire et évite de paraître à ses côtés.

Accablantes précisions

La presse brésilienne et principalement le *Jornal do Brasil* ont apporté tout au long de cette semaine d'accablantes précisions sur le fonctionnement de la LBA, un organisme qui emploie près de dix mille personnes, occupe trois étages de son ministère de tutelle et gère 1 milliard de dollars par an : En 1990, par exemple, l'association a dépensé 8 % de son budget pour l'Etat d'Alagoas jusqu'au *mois d'octobre et 92 % pendant* les deux mois suivants. A savoir très exactement entre les deux tours des élections pour la désignation des gouverneurs et des parlementaires.

Avec une conséquence imaginable : le candidat soutenu par Rosane Collor et par le pouvoir, *Geraldo Bulhoes*, remportait le siège de gouverneur en quadruplant – lors du deuxième tour – l'écart qui le séparait de son rival Renan Calheiros. D'autres faits, tous précis et appuyés par des documents, prouvent des marchés remportés sans concurrence par des membres proches de la famille ou encore des achats à des prix supérieurs à ceux couramment observés, voire fixés par le gouvernement. Rosane Collor a annoncé pour sa part qu'elle répondrait à ces accusations et qu'elle démissionnait de la présidence de la *LBA à la fin de la semaine pour* ne garder que des fonctions honorifiques.

Pourquoi un tel déballage ? Les *affaires de corruption*, les « scandales » en général – et ils sont nombreux – se diluent généralement dans un dédale de commissions et sous-commissions en tous genres et sombrent le plus souvent dans l'oubli. La LBA existe depuis près d'un demi-siècle et a déjà fait *parler* d'elle. Aujourd'hui pourtant, la commission d'enquête parlementaire et la Cour des comptes font diligence.

Le porte-parole de la présidence, Claudio Humberto, a beau qualifier ces accusations de *« campagne sordide »*, même le journal pro-gouvernemental *Globo* publie de méchantes caricatures et, lors de la messe anniversaire de la LBA, aucun membre de l'entourage présidentiel ne s'est déplacé.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : tension toujours aussi vive depuis trois mois

M. Didier Ratsiraka et les opposants campent sur leurs positions

Rarement dans un pays du tiers-monde, soumis à un régime autoritaire, un mouvement de contestation aura duré aussi longtemps en réunissant autant de monde dans les rues, sans trop d'effusions de sang. Mais le régime continue de résister. Et la tension restait forte à Tananarive, lundi 2 septembre.

TANANARIVE

de notre envoyée spéciale

En apparence, rien n'a changé, c'est le même film qui se répète. Depuis trois mois, chaque matin ou presque, une foule immense et débonnaire envahit lentement l'avenue de l'Indépendance pour se masser sur la place du 13-Mai. Sous les parasols blancs, des gamins aux pieds nus vendent des morceaux de pain frais, des cacahuètes, et des « glaces Minou ». Pas un soldat à l'horizon : malgré l'état d'urgence qui interdit théoriquement toute réunion publique, la grand-messe des rebelles tranquilles de « Tana » n'a jamais été réprimée par les forces de l'ordre.

« Nous, on est des non-violents », sourit une jeune gréviste du ministère de l'agriculture, qui vient là *« tous les jours »*, avec ses collègues de bureau, écouter le discours des dirigeants du Comité des forces vives (coalition des principaux mouvement d'opposition). A l'idée de reprendre le travail, mercredi 4 septembre, sous peine de licenciement, comme l'a exigé le premier ministre, M. Guy Willy Razanamasy, le petit groupe s'esclaffe. *« Que le président Ratsiraka s'en aille d'abord, après on verra ! »* Un jeune homme, pourtant, hésite : *« Si on ne reprend pas le travail, le gouvernement comprendra que toutes ses gesticulations ne valent rien. Et peut-être qu'alors, il tentera un sale coup et fera dégager la place du 13-Mai par la force. Ou bien, ils commenceront à dresser la liste des absents et menaceront de les licencier... »*

Jusqu'à présent, la question ne s'était pas posée. Les fonctionnaires jouissaient du « privilège » d'être toujours payés – chichement puisque le salaire minimum n'excède pas 40 000 à 50 000 francs malgaches (120 à 130 francs français) – qu'ils soient grévistes ou non. L'appel à la reprise, lancé par le premier ministre, pourrait être sans suite. C'est, en tout cas, ce dont rêvent à voix haute la plupart des grévistes. *Il indique néanmoins un* durcissement de ton de la part du chef du gouvernement.

« Le 4 septembre, représente un risque pour tout le monde... », estiment les dirigeants de l'intersyndicale. *« Pour les grévistes, bien sûr. Mais pour M. Razanamasy aussi : si le travail ne reprend pas, ce sera un camouflet terrible pour lui ! »* Les syndicats ont donc pris les paris, sans trop d'hésitation : la grève, lancée le 17 juin, devait se poursuivre mercredi.

Tout en affichant leur confiance dans la neutralité de l'armée, les syndicalistes n'en redoutent pas moins de possibles incidents. Installer ou non des piquets de grève aux portes des ministères : la question n'a pas encore été tranchée.

Compromis impossible ?

Au sein du Comité des forces vives, qui prévoyait pour mardi la « prise » de ministères par leur « gouvernement *bis* », une même inquiétude existe. C'est que chacun, dans la Grande Ile, garde en mémoire la tuerie survenue il y a moins de vingt jours, devant le palais présidentiel. *« Le cœur des Malgaches s'est fermé le 10 août »*, résume un manifestant. Pour lui, comme pour la majorité des opposants, le destin du chef de l'Etat s'est définitivement scellé ce jour-là. *« Même comme président potiche, on n'en veut pas ! Il faut qu'il parte »*, répète-t-on place du 13-Mai.

Pourtant, dans son palais-bunker d'Iavoloha, le président Ratsiraka ne semble pas l'entendre de cette oreille. Là aussi, en apparence, les choses n'ont pas bougé. Celui dont on prédit la chute, semaine après semaine, depuis plus de deux mois, est toujours à son poste. Et décidé à *y rester le plus longtemps possible*.

Les négociations, discrètement entamées il y a une semaine entre la présidence et les forces de l'opposition, n'ont pas donné, jusqu'à ce jour, de résultats tangibles – hormis celui de fournir un précieux sursis au chef de l'Etat. Ce dernier, qui jurait, il y a peu, avoir fait *« toutes les concessions possibles »* (*le Monde* du 1er août), a pourtant dû lâcher une nouvelle fois du lest.

Le président aurait, dans un premier temps, donné son accord de principe pour remettre ses pouvoirs à un « Comité de salut public » (CSP) regroupant des représentants du Comité des forces vives, du MMSM (coalition pro-gouvernementale), du FFKM (Conseil des Eglises chrétiennes) et, *peut-être aussi de* l'armée. Ce comité, symbole de la *« réconciliation nationale »*, aurait pour tâche de désigner un premier ministre (chargé de gouver*ner le pays jusqu'aux élections*) et de veiller au bon déroulement du *« processus de transition vers la troisième République »*.

Malheureusement, ce scénario semble très difficile à réaliser. En effet, selon diverses sources informées, le président Ratsiraka serait d'accord pour céder le gros de ses prérogatives, mais pas toutes. Il refuserait notamment d'abandonner ses fonctions à la tête de l'armée. Il entendrait, également, voir ses partisans du *MMSM disposer d'un « droit de* blocage » au sein du CSP.

Autant d'exigences que le Comité des forces vives estime ne pas pouvoir accepter. En se lançant ainsi dans cette étonnante surenchère, le chef de l'Etat pourrait bien, à la longue, rendre plus délicate encore la position du gouvernement français.

Celui-ci, qui joue les bons offices pour tenter de résoudre ce casse-tête malgache, est déjà sur*nommé par les mauvaises langues* de « Tana » le *« petit facteur du palais »*.

CATHERINE SIMON

□ **Rectificatif.** – A la fin de l'article sur le « grand fleuve artificiel » de Libye publié dans *le Monde* daté 1er-2 septembre, il était écrit : *« Les deux tiers environ de l'eau utilisée* [2 120 millions de mètres cubes en 1985] *venaient donc pour une faible part du dessalement de l'eau de mer et de réserves non renouvelables »*. Il aurait fallu préciser : *« ... pour une faible part de l'eau de mer et donc, pour l'essentiel, de réserves non renouvelables »*.

DIPLOMATIE

Réuni à Accra (Ghana)

Le mouvement des non-alignés s'interroge sur son rôle

Réunis depuis lundi 2 septembre à Accra (Ghana), les représentants du mouvement des non-alignés tentent de redéfinir son rôle.

Les experts des 102 membres du mouvement, puis, à partir de mercredi, les ministres des affaires étrangères, examineront les derniers développements en URSS, les conflits qui continuent d'ensanglanter le tiers-monde et la crise économique qui frappe la plupart d'entre eux.

Un projet de déclaration, examiné à la conférence, affirme que le mouvement est plus nécessaire que jamais face à ce qui se passe en Europe et à l'émergence d'un nouvel ordre *« dominé par des idéaux occidentaux »*.

Le vice-ministre ghanéen des affaires étrangères, M. Mohammed Ibn Chambas, a pour sa part estimé que la démocratisation du système des Nations unies, à travers notamment la remise en cause du droit de veto exclusif des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, était aussi à l'ordre du jour de la conférence.

De nombreux délégués ont été surpris par le niveau de participation à la conférence d'Accra au moment où tout le monde s'interroge sur l'avenir du mouvement.

Selon les Ghanéens, seules les Bahamas ont fait savoir qu'elles ne pourraient y participer alors que Haïti se déclare prête à poser sa candidature.

Devenus 103 avec l'admission du Vénézuéla au sommet de Belgrade, en 1989, les non-alignés sont retombés à 102 après l'unification des deux Yémens. – *(AFP.)*

Le Liechtenstein devient membre de l'AELE

BERNE

de notre correspondant

La Principauté du Liechtenstein est devenue, le 1er septembre, membre à part entière de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Des sept Etats fondateurs de l'AELE en 1960 (Autriche, Norvège, Suède, Suisse, Danemark, Grande-Bretagne et Portugal), les trois derniers l'ont quittée au profit de la Communauté européenne. Le Liechtenstein, avec ses trente mille habitants, est le troisième à rejoindre l'AELE après l'Islande en 1970 et la Finlande en 1986. Depuis que l'Autriche et la Suède ont fait acte de candidature à la Communauté, les jours de l'Association européenne de libre échange semblent comptés, mais le Liechtenstein sait qu'il ne pourra pas faire cavalier seul.

Pas plus que la Suisse, qui a déjà été amenée à aménager son secret bancaire, la Principauté n'échappera à une harmonisation de son régime fiscal avec celui de la Communauté. Actuellement, le Liechtenstein abrite quelque soixante mille sociétés « boites à lettres » qui servent de façades légales à des activités financières pas toujours transparentes.

Dernièrement, la commission fédérale helvétique des banques a relevé certaines lacunes par rapport aux dispositions prises en Suisse pour connaître les noms des titulaires de comptes, *« ce qui rend le Liechtenstein particulièrement attrayant pour qui veut se soustraire à l'impôt »*. La commission notait également que les représentants de sociétés domiciliées à Vaduz *« sont parfois inconnus de leurs administrateurs liechtensteinois »*.

JEAN-CLAUDE BUHRER

□ **Le président de l'Etat des Emirats arabes unis attendu en France le 9 septembre.** – Cheikh Zayed Ben Sultan El Nahayan, président de l'Etat des Emirats arabes unis (EEAU), est attendu en France pour une visite d'Etat du 9 au 12 septembre, a annoncé l'Elysée, lundi 2 septembre. Cheikh Zayed *répond à une invitation du président* Mitterrand.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Devant le comité central

M. Lajoinie accuse ceux qui critiquent le PCF de « falsifier » ses positions

La direction du PCF rejette en bloc les critiques qui ont été émises à son encontre, notamment par les communistes contestataires, après son refus de condamner d'emblée la tentative de coup d'Etat contre M. Mikhaïl Gorbatchev. Réfutant les mises en cause exprimées par M. Charles Fiterman et les autres porte-parole des « refondateurs », elle campe sur ses analyses et accuse ses censeurs de *« falsifier »* ses positions et de faire ainsi le jeu des *« forces du capital »* dont elle dénonce l'emprise croissante, y compris sur la politique conduite par le gouvernement de Mme Edith Cresson qu'elle condamne.

Dans le rapport qu'il a présenté, mardi matin 3 septembre, à la demande du bureau politique, devant le comité central du PCF, réuni pour examiner les conséquences de l'effondrement du système soviétique, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a notamment déclaré : *« Le putsch et ses conséquences ont placé en position de force les partisans du retour au capitalisme. Une dynamique s'est mise en route, accordant à ces forces un avantage de plus en plus décisif.* [...] *Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à une victoire politique de forces que leurs choix idéologiques et leurs objectifs proclamés – libéralisme économique sans rivage, avec comme conséquences la restauration accélérée du capitalisme, la liquidation du Parti communiste, le chauvinisme, etc. – conduisent à caractériser ce que nous appelons chez nous des forces de droite. C'est d'ailleurs bien ainsi que les reconnaissent la droite et l'extrême droite françaises.* [...] *C'est dans ce cadre que se déchaîne actuellement une violente offensive contre le Parti communiste français et de manière générale contre les idées de gauche et de progrès.* [...] *La droite se place en ordre de bataille afin de reconquérir le pouvoir pour elle-même. Le Parti socialiste est à la recherche des moyens de le conserver, y compris en élargissant son alliance avec une partie de la droite. Mais les uns et les autres envisagent la poursuite de la politique voulue par les forces du capital. Le Parti communiste français refuse le renoncement, la résignation à la politique actuelle, la capitulation devant le capitalisme.* [...] *Nous avons toutes les raisons de ne pas renoncer à nos objectifs transformateurs.* [...] *Bien sûr, les événements d'Union soviétique nous touchent profondément, ils font beaucoup réfléchir. Mais l'opinion du bureau politique est que ces événements ne contredisent en rien ce que notre parti est devenu et les objectifs qu'il poursuit. Je pourrais même dire qu'ils ne font que renforcer les choix que nous avons décidés.* [...] *La réalité de ce qu'est devenu notre parti n'a rien à voir avec ce que fut le Parti communiste en Union soviétique. »*

Non à un congrès extraordinaire

« D'ailleurs, a souligné M. Lajoinie, *les accusations contre le manque de démocratie dans le fonctionnement de notre parti sont contredites involontairement par les accusateurs eux-mêmes, qui donnent beaucoup de place dans les médias aux déclarations des communistes exprimant des désaccords sans que ceux-ci ne soient le moins du monde inquiétés ou mis de côté dans leur parti, leurs propos étant portés par* l'Humanité *à la connaissance de tous. En réalité, le fonctionnement du Parti communiste français s'est amélioré de façon considérable dans le sens de la démocratie. »*

Selon le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, *« l'offensive organisée contre notre parti, à partir de l'amalgame diffamatoire effectué entre lui et le Parti communiste de l'Union soviétique, ne repose sur aucune réalité.* [...] *On en comprend aisément la raison*, dit-il. *Il s'agit de tenter de tirer profit des événements pour porter des coups au parti qui propose à notre peuple de faire sien un projet politique de changement conforme à ses intérêts.* [...] *Cette agression prend pour prétexte une présentation falsifiée de ce qu'ont été les prises de position de notre parti lors des événements soviétiques.* [...] *Elle vise des objectifs qui n'ont que fort peu de rapport avec ces événements. Il s'agit d'attaquer le parti qui est résolument aux côtés de celles et ceux qui subissent les mauvais coups de la politique actuelle. »*

« Rien n'est donc plus urgent aujourd'hui que de faire reculer cette politique d'austérité, de chômage, d'injustices sociales et d'affaiblissement du pays menée de concert par le gouvernement et les forces du capital qui correspond aux objectifs de la droite, qui se frotte les mains, a déclaré M. Lajoinie. *Lorsque Mme Cresson est arrivée à la tête du gouvernement, nous avions pris acte de ses déclarations promettant de* « muscler l'économie », *de* « faire reculer les inégalités », *mais les actes n'ont pas tardé à démentir ces belles paroles, et aujourd'hui on peut dire non seulement qu'il y a poursuite de la politique précédente mais dans de nombreux domaines aggravation. Par conséquent les communistes feront tout pour que les événements que nous vivons ne détournent pas du nécessaire rassemblement dans l'action de tous ceux qui subissent à titres divers les coups de la politique actuelle.* [...] *Au moment où l'objectif des forces de droite et des milieux dirigeants est de profiter des événements d'Union soviétique pour porter de nouveaux coups à notre parti, il doit être clair que l'un des principaux handicaps de notre peuple, c'est celui de l'affaiblissement du PCF. »*

En conclusion de sa longue intervention, M. Lajoinie a également rejeté la demande de convocation d'un congrès extraordinaire formulée par certains contestataires, en estimant *« préférable que les communistes engagent le dialogue avec les non-communistes »*.

Un entretien avec Mme Thorez-Vermeersch

La veuve de l'ancien secrétaire général du PCF estime que M. Georges Marchais est « le premier responsable de la déchéance » de son parti

Figure emblématique du PCF jusqu'à ce qu'elle démissionne du bureau politique, en 1968, après que le comité central eut désapprouvé l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, âgée aujourd'hui de quatre-vingts ans, interrogée à Callian (Var), où elle vit retirée depuis plusieurs années, condamne « totalement » le coup d'Etat en URSS. Mais tout en faisant son autocritique, la veuve de Maurice Thorez – qui fut secrétaire général du PCF de 1930 à 1964 – proclame toujours sa foi dans le communisme et se montre très critique à l'égard des dirigeants du PCF.

« Quel jugement portez-vous sur le coup d'Etat avorté en URSS?

– Bien sûr, je le condamne totalement. On ne peut pas approuver un coup d'Etat dans quelque pays que ce soit. J'ai été soulagée qu'il échoue. Mais à vrai dire, je n'y ai pas cru. Les hommes qui l'ont fait étaient des imbéciles. Ou ils ont été manipulés. Nous ne savons pas encore tout. Il subsiste des zones d'ombre. Je constate que Gorbatchev n'était pas à son poste alors que son bras droit, Iakovlev, l'avait mis en garde contre les risques d'un putsch...

– Le communisme appartient-il aux poubelles de l'Histoire?

– Je ne le crois pas. Ce qui appartient aux poubelles de l'Histoire c'est la trahison du communisme, pas le communisme ni même les principes marxistes-léninistes. Le communisme a pris un coup terrible. Mais il n'est pas mort. Le capitalisme, lui, a deux siècles d'existence et le monde est toujours aussi injuste. Mais ce que l'on a appris sur l'URSS m'a donné beaucoup à réfléchir. C'est vrai, j'ai cru en Staline. Je l'ai admiré. Lorsqu'il y a eu des procès publics, j'ai cru de bonne foi que ces gens trahissaient la révolution. J'ignorais la réalité et j'ai donc beaucoup déchanté. Aujourd'hui, je ne crois plus à la dictature du prolétariat car le monde a changé, et la révolution socialiste est possible pacifiquement.

» Le parti unique, aussi, c'est fini. Il est devenu historiquement inutile. L'idéologie d'Etat, la même chose. L'Etat n'est qu'un passage dans la vie d'un peuple. Mais j'ai encore foi dans l'idéal communiste. La grande leçon à tirer de ce qui s'est passé en URSS c'est que le pouvoir est un danger permanent. Les dirigeants soviétiques se sont conduits comme des caïds. Ils ont fini par mépriser le peuple, qui, à leurs yeux, n'était bon qu'à obéir. J'ai salué l'arrivée de Gorbatchev comme une chose très positive car j'étais persuadée que des changements étaient nécessaires en Union soviétique. Il a eu le mérite de crever l'abcès.

» Ensuite, quand je l'ai entendu faire des excuses à l'Occident, il m'a déçu. Mon meilleur souvenir c'est Khrouchtchev. C'est lui qui a mis le couteau dans la plaie en dénonçant le stalinisme. Malheureusement il n'a pas été suivi. En fait, ni Gorbatchev ni Eltsine, que je considère comme dangereux, ne m'inspirent confiance.

– En 1982, vous parliez encore d'un « progrès économique et social continu en URSS »... Quel bilan dressez-vous, aujourd'hui, du communisme?

– Par rapport à ce que j'avais connu en 1929, j'étais bien obligée de constater que les choses avaient changé, en bien. J'accepte que l'on fasse le bilan du communisme. Mais il faut faire, aussi, celui du capitalisme.

– L'Union a-t-elle encore un avenir? Sous quelle forme?

– L'URSS centralisée a définitivement vécu. Cependant, je crois à la possibilité d'une Union libre entre Etats indépendants comme, d'ailleurs, Lénine l'avait préconisée. Je souhaite qu'il y ait un traité de l'Union, sur une base d'égalité. Ce serait une chose positive. Mais je n'approuve pas le passage à l'économie de marché, qui conduira au capitalisme, donc aux inégalités sociales, même s'il est tempéré d'un capitalisme d'Etat. L'économie collectiviste a échoué parce qu'on a confisqué le pouvoir au peuple. A-t-elle encore un avenir? Là est la question.

– Comment jugez-vous la réaction du PCF au coup d'Etat?

– Elle a été à son image car il ne sait plus, aujourd'hui, sur quel pied danser. Je déplore, bien sûr, qu'il n'ait pas condamné plus fermement le putsch et il aurait été plus raisonnable qu'il dissocie son jugement sur la perestroïka que, pourtant, je partage.

– Etes-vous favorable, comme Marcel Rigout, au « déboulonnage » de Georges Marchais?

– Tout le monde sait ce que je pense de Georges Marchais, qui est le premier responsable de la déchéance du parti. Mais la direction a toujours tout avalisé, à commencer par l'approbation de la force de frappe... Je lui reproche ses contradictions, ses volte-face, son parcours sinueux qui ont totalement désorienté nos électeurs. L'entrée du PCF dans le gouvernement, en 1981, c'était, par exemple, du Marchais tout craché. Il a d'abord fait du maximalisme et finalement, trois semaines avant les élections, il a même renoncé à un programme minimum. Il s'est conduit comme un piètre manœuvrier et il a nié l'histoire du parti.

» Je l'entends encore dire que ce que le PC avait obtenu en 1981 dépassait la victoire du Front populaire... Cela dit, je ne suis pas d'accord avec Rigout. De toute façon, à l'heure actuelle, Marchais est suivi par le comité central. Ce qui est fondamental c'est que la direction change de politique.

– Le PCF peut-il se réformer de l'intérieur? Sinon va-t-on vers une scission?

– Je le crois incapable de se réformer de lui-même. Mais je ne crois pas davantage à une scission. Les communistes critiques, quelle que soit leur étiquette, sont divisés entre eux. Et, de toute façon, il n'y a jamais eu de place, en France, pour un autre parti entre les communistes et les socialistes.

– Quelles seraient les réformes nécessaires? Etes-vous, en particulier, favorable à l'abandon du centralisme démocratique?

– Le Parti communiste ne peut pas être une boutique où tout le monde tire à hue et à dia car, à ce moment-là, on n'avance pas. Je suis donc contre les tendances organisées. Voyez le panier de crabes qu'est le PS... Je suis, en revanche, pour un véritable centralisme démocratique, c'est-à-dire pour un débat réel, en profondeur, totalement libre, à tous les échelons, précédant la prise de décision. Malgré ce qu'ils disent, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Je suis aussi contre l'élection des membres du comité central sur une liste unique et pour des candidatures libres à tous les niveaux, de la cellule jusqu'au congrès, même si on les combat politiquement.

» Je déplore également que l'on ait abandonné la formation des militants. Il faut la reprendre. La presse du parti, d'autre part, n'est pas à la hauteur de l'idéal que nous poursuivons. Jamais on n'a autant usé de la langue de bois que maintenant. Je regrette, enfin, qu'il n'y ait plus d'analyse du monde capitaliste. Comment peut-on proposer une autre politique sans une analyse approfondie du monde tel qu'il est aujourd'hui?

« Il n'y a pas de modèle »

– Croyez-vous à un modèle français du socialisme?

– Il n'y a pas de modèle. En tout cas, il n'y en a plus. Il y a eu un dévoiement du parti. Il y en aura, forcément, un autre, authentiquement communiste. Nous sommes, aujourd'hui, dans une période de recul de l'esprit de progrès. Mais pourquoi serions-nous voués, éternellement, à un tiers-monde de quatre milliards d'hommes qui crèvent de faim face à trois cents ou quatre cents millions d'Européens vivant dans l'opulence sur le dos des autres? Je crois que les jeunes générations seront placées devant des responsabilités à l'échelle de la planète et qu'elles trouveront leur chemin.

» Ce sera, sans doute, très long et je ne serai pas là pour le voir. Nous, nous l'avions trouvé, bien que la fin du parcours soit dramatique, très triste. Mais je ne regrette pas mon engagement. Je reste communiste et je suis persuadée que le communisme n'est pas mort. Ce n'est pas lui, comme l'a dit, autrefois, le pape Pie XI qui est « intrinsèquement pervers ». C'est le capitalisme... »

Propos recueillis par
GUY PORTE

Les découvertes d'un gorbatchévien à Aubervilliers

En guise de préambule à la réunion du comité central du PCF, le maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), M. Jack Ralite, ancien ministre de la santé, avait invité tous ceux qui s'intéressent à ce qui se passe en ce moment en Union soviétique et à ce qui peut en résulter pour les communistes français à débattre, lundi soir 2 septembre, à l'Espace-Libertés de sa commune, avec un fonctionnaire de la section internationale du PCUS, M. Alexis Kojemiakov, présenté comme un *« proche conseiller de M. Mikhaïl Gorbatchev »*. Près d'un millier de personnes avaient répondu à cette initiative, au premier rang desquelles figuraient les deux autres principaux porte-parole des communistes « refondateurs », MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors.

M. Kojemiakov, qui faisait en cette circonstance, en tant qu'apparatchik en situation de chômage technique, l'expérience de s'exprimer pour la première fois *« à titre personnel »* et *« sans mandat »*, parla sans fard. Il affirma que le coup d'Etat raté fomenté par les conservateurs de son parti contre M. Gorbatchev avait marqué *« la fin de la perestroïka telle qu'elle avait été conçue depuis 1985, c'est-à-dire comme une tentative de réformer le système par le compromis »*. Il indiqua que *« presque toute la direction »* du PCUS avait été *« partie prenante dans ce complot »*.

Il souligna qu'il ne pouvait, au demeurant, en être autrement puisque dans le système soviétique, fondé sur le dogme du parti unique, le PCUS *« n'avait pas été calculé pour céder le pouvoir à une autre force politique »*. Sans tirer de conclusions définitives pour l'avenir, il observa qu'au bout du compte le PCUS n'avait fait que consommer *« son démantèlement sur le plan moral, sur le plan des idées et sur le plan organisationnel »*.

« Le verdict de l'Histoire »

A quelques heures d'un comité central promis à une forte houle, tout cela était évidemment de nature à conforter ceux des communistes critiques qui, en France, ne se font plus guère d'illusions sur la possibilité de réformer leur propre parti de l'intérieur.

Mais la libre discussion qui suivit confirma que ce qui est devenu évident aux yeux mêmes des anciens apparatchiks soviétiques ne l'est toujours pas aux yeux de certains militants communistes français, et surtout de ceux qui, peut-être par peur du vide, ont tendance à se vouloir aujourd'hui plus communistes que leurs anciens « modèles ». Bien que l'auditoire fût en grande majorité acquis à la cause « refondatrice », le réquisitoire dressé par M. Kojemiakov suscita, en effet, plusieurs interpellations empreintes de doutes et de réticences émanant tantôt de militants ouvriers « orthodoxes » désireux de se montrer *« offensifs »* contre les contestataires – en application immédiate des directives confirmées le matin même, dans *l'Humanité*, au nom de la direction du PCF, par M. Roland Leroy – tantôt d'intellectuels refusant d'enterrer prématurément leurs idéaux.

Les uns dénièrent au diplomate le droit de parler au nom de la *« classe ouvrière »* de son pays, en l'accusant de s'inscrire désormais dans une logique capitaliste porteuse notamment de chômage, d'inégalités, d'injustices. Les autres lui reprochèrent de renier les enseignements du marxisme et de ne pas assez insister sur les risques de voir bientôt une dictature en remplacer une autre. Il y eut même un militant aux cheveux blanchis sous le harnais révolutionnaire qui fut assez furieux pour crier : *« Vive Staline ! »*, au nez d'un « orthodoxe » qui prétendait soutenir que les événements d'URSS ne signifiaient nullement la mort du communisme mais simplement celle de sa déviance stalinistе.

M. Kojemiakov apparut quelque peu surpris par ces réactions. Il s'étonna d'avoir dû *« faire 3 000 kilomètres pour retrouver des gens qui soutiennent les putschistes »* de Moscou et il conseilla ironiquement à ses contradicteurs *« de tenir ce genre de discours aux travailleurs soviétiques »* en leur garantissant des réactions *« très difficiles »*.

« Un devoir de réalisme »

« Pendant soixante-dix ans, le PCUS a vu le monde comme vous, en noir et blanc, répliqua-t-il simplement, *et cela n'a mené à rien. Vous pouvez continuer à rester enfermés dans ces clichés, mais chez nous l'Histoire a rendu son verdict et je ne veux pas discuter avec l'Histoire... »*

La conclusion revint naturellement à M. Fiterman, auquel un militant de Saint-Denis avait opportunément tendu la perche en souhaitant voir les signataires du manifeste Refondations s'organiser en *« tendance »*, autrement dit violer un nouveau tabou. L'ancien ministre des transports, très applaudi, évita de s'aventurer sur cette voie. Il préféra broder longuement sur l'argumentaire qu'il se proposait de développer devant le comité central pour contrer la tentative de l'état-major du PCF qui cherche à minimiser la controverse sur sa réaction initiale à la tentative de putsch en mettant en avant la nécessité de rassembler les forces militantes contre le prétendu « complot » de la droite.

« Voir déboulonner Lénine, ça ne me fait pas spécialement plaisir, dit-il, *mais il faut regarder la réalité en face : ce sont les Soviétiques eux-mêmes qui ne veulent plus ce qu'ils vivaient ! Nous ne pouvons pas leur contester ce droit ! Nous ne pouvons pas leur demander, au nom des intérêts de je ne sais quelle révolution mondiale de continuer à supporter ce qu'ils supportent ! Il y a un devoir de réalisme et de lucidité, mais cela n'implique pas des reniements ou des abandons touchant à des convictions profondes. Moi, je ne jette pas par-dessus bord des pans entiers de ma vie où j'étais du bon côté... Et je ne considère pas que l'écroulement du socialisme étatique, bureaucratique, centralisé, soit synonyme de triomphe du capitalisme pour l'éternité. Je ne le crois pas et ce combat contre le capitalisme, c'est d'abord à nous qu'il revient de le mener. Mais il faut construire d'autres types de solution parce que le type traditionnel de parti que nous connaissons en France, et notre propre parti, représentent des formes d'organisation, d'action, d'intervention politique qui ne correspondent plus à ce qu'attend la société. »*

Et quand le vieux militant du fond de la salle s'écria à nouveau : *« Vive Staline ! »*, M. Fiterman l'apostropha à son tour : *« Ici, le prolétariat, ce n'est pas vous et votre dictature, on ne l'accepte pas ! »*

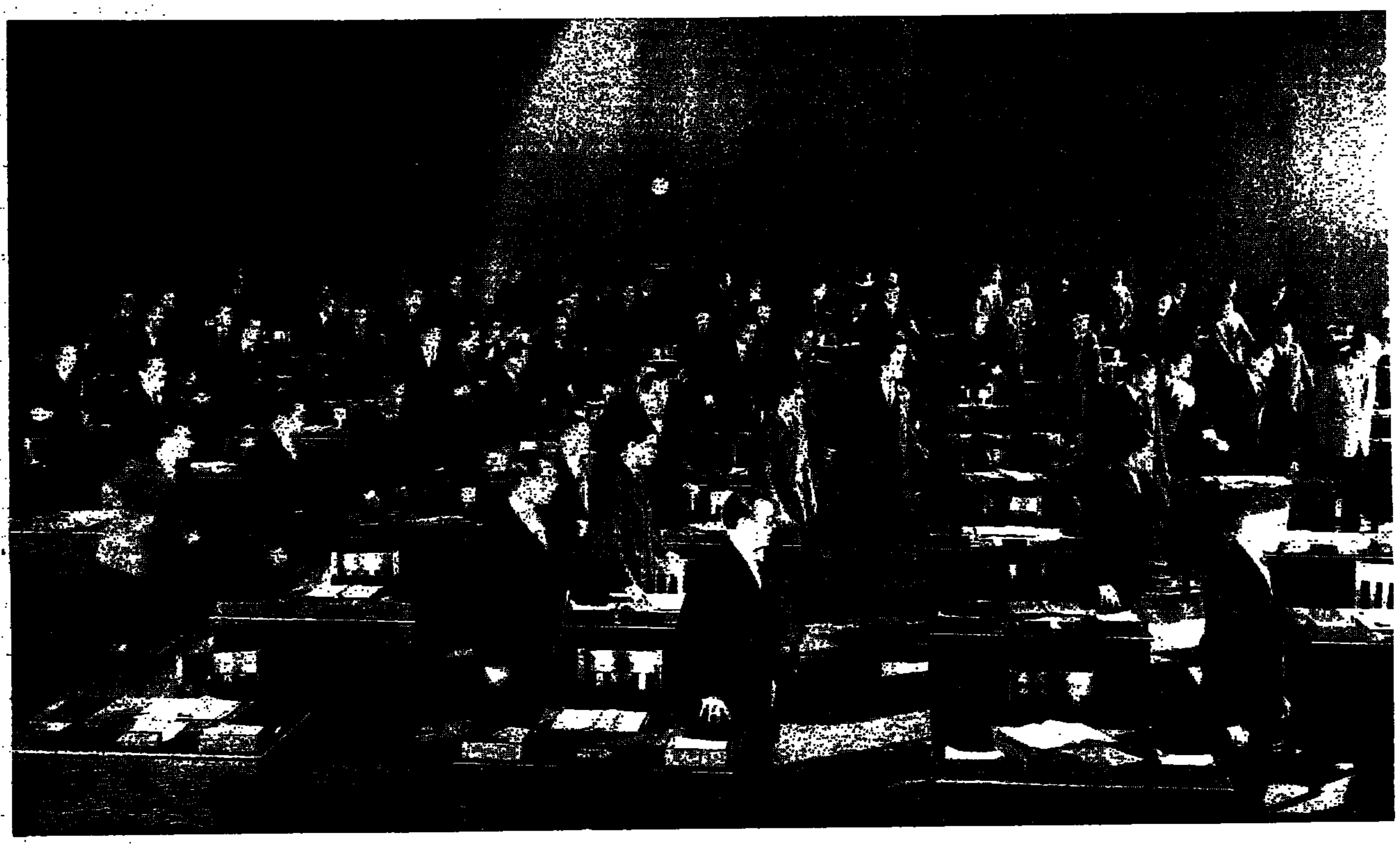
ALAIN ROLLAT

هكذا من الأصل

…sifier » ses positio…

…orbatchévien à Aubervillie…

“L’heure est venue, le moment est opportun, nous voulons tous aller à Eimu 91”.



En fait, c’est contradictoire: plus on passe de temps au bureau, moins on y pense. Par manque de temps: le travail, les clients, les échéances, le personnel. Que faire?

Rendez-vous à Eimu 91. Choisissez un jour compris entre le 19 et le 23 septembre prochains: toutes les meilleures entreprises italiennes et étrangères qui fabriquent des meubles de bureau exposeront leurs nouveautés lors de la 6ème Exposition Internationale Biennale des Meubles de Bureau (Milan, Enceinte de la Foire). Mais ce n’est pas tout: pour la première fois cette année, la manifestation s’ouvre à tous les autres secteurs commerciaux et techniques qui font partie de l’univers du bureau.

C’est une excellente occasion pour voir, comparer, demander des conseils et, pourquoi pas, les prix. Somme toute, la manière la moins stressante pour vous donner des idées pour rénover votre cadre de travail.

Eimu 91. Plus que le mobilier de bureau.
Milan, 19-23 septembre.

Promue conjointement par le Salon du Meuble Italien et par le Smau. Cosmit: 20123 Milano, Corso Magenta 96, Tél. 02/48008716. Téléfax 02/4813580.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Les religions ne meurent pas

Suite de la première page

Et le centralisme, il est vrai, est aussi une pratique d'Eglise. A les entendre, le parti a ses partisans de la messe en latin, qui ont cru le 19 août que le souci de l'ordre avait enfin prévalu à Moscou. Et ses théologiens de la libération, qui retournent aux sources révolutionnaires – et françaises – de 1789. Le parti, lui-même, est un sanctuaire. *«On se tait quand on y entre.»* La foi les a parfois aveuglés. Ce n'est pas une raison, plaident-ils, pour les sommer de toutes parts de la renier.

Il reste des communistes qui ne sont ni staliniens ni bornés. Certes, au Parti communiste français, on croise toujours des camarades poignée de fer. D'ailleurs, on les reconnaît facilement, il suffit de leur demander l'heure. Surdité totale : la réponse est un déluge sur l'économie bourgeoise, où seul Marx, peut-être, reconnaîtrait l'introduction de son *Capital*. Mais ces militants-là se font rares. Le PCF n'a pas eu son Gorbatchev. Il a évolué, à son rythme. Quand l'Histoire s'est précipitée du côté de Moscou, le parti en était au premier chapitre de la glasnost. On apprenait *«l'écoute mutuelle»*. On s'exerçait à *«examiner le problème soulevé»* par un militant bien qu'il ait tort d'être en désaccord.

Cet effort de communication a été essentiellement interne. Pas plus qu'hier, il ne faut actuellement compter sur le comité central, la fédération de Paris ou la section d'arrondissement, pour savoir où et quand va se dérouler la prochaine *«rencontre avec les salariés»* annoncée sans précision par *l'Humanité*. Mais en débarquant à l'improviste à la base, passées les premières réticences et les maladies psychosomatiques, on arrive, moyennant un petit coup de fil à la fédération, à rencontrer, dans leur travail de tous les jours, des communistes. Car il en reste, répétons-le, et notamment dans l'Est parisien.

Entre Aubervilliers et Pantin, il reste des gens qui distribuent des tracts le vendredi soir, à la croisée des Quatre-Chemins. Et depuis que le maire a réglé son problème de retraite il y a quinze ans, Georgette, soixante-neuf ans, ne refuse jamais une corvée. *«On l'aura quand même notre fête.»* A la tombée de la nuit, les militants ont des gestes un peu mécaniques. Mais l'essentiel est sauf. Ils préparent la Fête de *l'Humanité*, donc ils existent. Aux Quatre-Chemins, les passants ont tous les visages du monde. Et pas de jugements définitifs apparemment sur la mort des idéologies ou la résurrection des idéaux. Il y aura même une adhésion. Un jeune immigré venu de l'océan Indien.

La base y croyait, la base y croit toujours, et dit que le communisme, c'est une vie. On l'est en réunion de cellule comme au supermarché. Et Marcelle, adhérente avant même le droit de vote pour les femmes, n'a plus jamais eu le temps de faire des enfants. Marcelle, c'est une résistante, une militante du «parti des fusillés». Son premier voyage à Moscou ne lui a laissé que des impressions qui s'effacent devant les vingt millions de morts soviétiques de la guerre. C'est une histoire familiale. On n'y renonce pas d'un déboulonnage de statues. C'est un père réfugié espagnol qui aurait donc combattu pour rien. Un père maçon qui a eu le pied écrasé. Un père trop grand bourgeois. C'est une grand-mère qui a vu Lénine de loin et qui a raconté aux petits-enfants qu'il était *«beau»*. C'est un grand-oncle juif, fusillé sous Staline, mais l'oncle, malgré les témoignages, est resté *«un vrai stal»*.

Didier, aujourd'hui, n'en finit pas de prendre et de rendre sa carte. De chercher si *«la vraie douleur»* est de ne pas avoir vu le PCF être le premier à dénoncer ce qu'il savait ou de le voir régulièrement *«mis sur le même pied»* que le Front national.

Les escaliers d'immeubles

Et après toutes les «couleuvres» avalées *«depuis soixante-dix ans»*, c'est aujourd'hui un deuil, perceptible même si les militants ne le portent pas. Car aucun ne se déclare ébranlé. Mais tous ont un voisin de cellule qui a pris *«un coup sur le cigare»*. Sylvie, trente ans, pensait connaître de son vivant l'avènement d'une société *«juste et sociale»*. Elle est désormais plus modeste dans l'utopie. Petite-fille d'un émigré lituanien, elle a adhéré en 1984 pour défendre le pouvoir d'achat de son *«honnête salaire»*. Elle n'ignorait rien du socialisme totalitaire. Mais les militants de la famille n'étaient pas gens à se *«mettre à genoux»* devant l'Union soviétique. Elle n'a pas eu d'états d'âme.

De toute façon, tout le monde savait. De retour de voyage, les camarades – non pas les medias désinformateurs – avaient raconté que la réalité *«n'était pas comme ils pensaient»*. Les Soviétiques ne faisaient même pas semblant d'y croire. Aujourd'hui, les langues se délient. C'est presque un soulagement après tant de non-dit. Et on évoque avec commisération les ascenseurs qui ne marchaient pas. Voire même avec ressentiment. Car il se trouve quelques militants pour en vouloir aux Soviétiques de ce *«coup de Jarnac»* dans leur idéal. *«Ils pourraient tout de même regarder un peu au-dessus de la ceinture.»*

Il reste des communistes qui doutent. A la manière d'Aragon qui *«rendait sa carte tous les soirs et la reprenait tous les matins»*. Lorsqu'un communiste doute, il se prend pour un dinosaure. Mais vite, il s'arrête. Il a aperçu une injustice. Celle que le langage inflige depuis la nuit des temps aux dinosaures. Il s'y attellera dès qu'il en aura fini avec la fédération de parents d'élèves et avec la coordination de quartier, où la cellule du parti a organisé avec des chrétiens et des laïcs un débat sur le respect. Il doute sans voir d'alternative. *«C'est comme cela. Tu es réformiste ou révolutionnaire.»* Voilà pour le PS. Quant au capitalisme, il n'a jamais engendré de grands mysticismes...

Et quand la nuit tombe aux Quatre-Chemins, entre Aubervilliers et Pantin, il reste une culture faite d'une somme d'actions qui ne rapportent rien. Sabino, le secrétaire de section, prend son cartable pour faire la tournée des militants. Des immigrés qui n'ont même pas le droit de vote. Et le militantisme nouveau exige de connaître tous les codes des portes d'immeuble par cœur. Cinq étages, mais Cyrille le Zaïrois n'est pas revenu de «voyage». Un escalier fissuré entre la boucherie d'Orient et le café à l'accordéon. Mais Kenan le Kurde travaille à la pièce dans la confection, et il ne peut offrir qu'un dimanche au parti auquel il a adhéré après la guerre du Golfe. Le communisme ne mourra pas, dit-il. *«C'est un avocat.»* Entre Aubervilliers et Pantin, le Parti communiste français reste un facteur d'intégration. Rétif à la différence comme il l'est, ce n'est pas la moindre de ses contradictions.

CORINE LESNES

«Comme lorsqu'on voit sa femme partir avec un autre...»

Pour avoir passé trois ans dans la Tchécoslovaquie de l'après 68, et y avoir fait l'expérience du «socialisme réel», Pierre n'a pas été surpris de l'effondrement d'un régime qui n'avait plus de base sociale. Il y a quinze jours, il n'en est pas moins tombé des nues. *«Comme on tombe des nues lorsqu'on voit sa femme partir avec un autre. Tout d'un coup, tout vient, tout se révèle.»*

Aujourd'hui, ce militant du vingtième arrondissement ne s'estime cependant pas *«orphelin de ce régime»*. Au contraire. *«Cela va lever des hypothèques ici au sein du PCF. Il n'y a plus de référence, plus de place pour les fantasmes. Il faut rentrer dans une phase de construction et de reconstruction.»* Mort le communisme? *«Cela c'est le fantasme des autres. Cela n'a pas de sens. Est-ce que mes aspirations ont changé? On a appris que le socialisme n'est pas intrinsèquement bon. C'est une expérience douloureuse, mais elle est faite. Le capitalisme n'est pas non plus intrinsèquement pervers. Tout dépend de la façon dont les hommes utilisent les instruments.»*

Pierre ne cache pas que la première réaction de la direction du parti juste après le putsch l'a *«désagréablement surpris»*. *«On a manqué de fermeté. La direction n'a même pas été capable de réunir le comité central en vingt-quatre heures.»* Mais s'il n'a pas de tendresse particulière pour Georges Marchais, il ne réclame pas de «putsch». Il craint toutefois que les luttes actuelles d'influence au sein du parti ne tournent à la *«bataille de chefs»*. *«Et je ne veux pas avoir à choisir entre un courant sectaire et un courant opportuniste. Je suis pour une direction collégiale. Des soviets partout, des soviets élus.»* Quoi qu'il en soit, assure-t-il, *«le jour où le PCF disparaîtra, nous serons les meilleurs pour expliquer les raisons de sa disparition»*.

C. L.

Contre-offensive des socialistes après les attaques de l'opposition contre le chef de l'État

M. Dumas affirme que le général de Gaulle a abandonné les pays baltes à Staline

L'université d'été du PS à Ramatuelle a été l'occasion, lundi 2 septembre, d'une violente contre-offensive socialiste en direction de l'opposition, qui avait attaqué la diplomatie de M. Mitterrand (*le Monde* du 3 septembre). MM. Roland Dumas, Jacques Delors et Lionel Jospin ont tour à tour défendu avec passion la politique internationale de la France. Le plus virulent a été le ministre des affaires étrangères, qui s'en est pris non seulement à MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et François Léotard – ce dernier a été notamment traité de *«Savonarole de banlieue»* – mais a aussi accusé le général de Gaulle d'avoir abandonné les pays baltes à Staline à la fin de la guerre.

RAMATUELLE

de notre envoyé spécial

La mine réjouie, M. Roland Dumas jette un regard gourmand du côté des bancs de la presse. Les militants socialistes présents à l'université d'été de leur parti, debout, lui font une ovation. Il vient de leur offrir une belle plaidoirie, ayant estimé que le moment était venu de retrouver ses talents d'avocat pour défendre M. Mitterrand, son ami de toujours. Comme il sait que la meilleure défense c'est l'attaque, il s'en est pris avec passion, parfois avec hargne, à ceux qui contestent l'action diplomatique du chef de l'Etat.

L'ancien avocat a trop l'habitude des prétoires pour ne pas savoir qu'avant de défendre son client, avant de s'en prendre aux procureurs, il faut présenter le dossier. Il a donc commencé par dresser une vaste fresque des causes et des conséquences de l'effondrement du communisme. Mais souligner la complexité de l'évolution en cours lui a vite permis d'égratigner ses adversaires : *«Ils sont bien présomptueux, ceux qui se parent de quelques certitudes artificielles et tranchent de tout en vingt-quatre heures»*. Ainsi, quand il a souligné qu'il faut tenir compte de deux principes *«parfois inconciliables»* : *«Le droit des peuples à l'autodétermination»* et le constat qu'un *«ordre international ne peut reposer sur un désordre constant»*, il s'est empressé d'ajouter que cette politique *«semblait échapper dans ses finesses à bon nombre des membres de l'opposition.»*

«Esprits irresponsables»

Les précisions qu'il a apportées sur la position de la France lui ont aussi permis de commencer à enfoncer le clou. Ainsi, à propos de l'entrée des pays de l'Europe centrale dans la Communauté économique européenne, il a déclaré : *«Je dis, au nom de mon pays, que si telle est la donnée essentielle de l'équation qui nous est présentée, le gouvernement de la République ne s'y opposera pas»*, précisant que souligner *«les difficultés de cette intégration»* ne permet pas que l'*«on nous fasse de faux procès.»*. De même l'évocation des *«dangers»* de la situation actuelle lui a donné l'occasion de commencer à mettre la salle de son côté en parlant des *«tentations hégémoniques de la seule superpuissance qui reste»*, et d'insister sur la nécessité pour les pays riches d'aider ceux du tiers-monde.

Tout cela en fait n'était qu'amuse-gueule. La seule raison de son déplacement à Ramatuelle est apparue lorsque le ministre des affaires étrangères a commencé à s'en prendre aux *«esprits irresponsables»* qui ont reproché au gouvernement d'avoir tardé à reconnaître l'indépendance des pays baltes. D'un coup, le ton est monté d'un cran : *«C'est le gouvernement du général de Gaulle qui a remis les clefs des légations des pays baltes à la Russie de Staline. Faut-il que je rappelle qu'à l'occasion du premier voyage à Moscou du gouvernement de Gaulle – cela figure dans les archives du Quai d'Orsay – celui-ci proposait à Staline, moyennant des arrangements sur la frontière du Rhin, qu'on ferme les yeux sur l'annexion des pays baltes?»*

Ce rappel du passé ne sert qu'à expliquer les accusations présentes, car, comme le dit M. Dumas *«les chiens ne font pas des chats»*! *«Je constate aujourd'hui que le maire de Paris vient mielleusement proposer des locaux pour les futures ambassades de ces pays, croyant que j'avais oublié qu'en 1974 le gouvernement de M. Giscard d'Estaing et de M. Chirac avait donné le permis de démolition de ces ambassades ici à Paris»*.

«J'ai trouvé, a ajouté le ministre des affaires étrangères, *vraiment dérisoires, pour ne pas dire désobligeantes, les attaques qui sont portées en ce moment contre la politique étrangère de la France.»* M. Dumas a alors parlé du *«comportement de ceux qui prennent des airs de Savonarole de banlieue (...) comme ces temps derniers à Cabourg»*, où étaient réunis, le week-end dernier, les principaux chefs de file de l'opposition. Il a aussi qualifié de *«dérisoire»*, *«sot»*, *«ridicule»*, le procès fait au président de la République lors de la réunification allemande.

Un «plan de partage» du Liban

Le Liban lui a donné l'occasion d'une nouvelle charge puisqu'on lui reproche d'avoir *«traité avec les Syriens»* : *«Les Syriens sont au Liban depuis 1974. Ce n'est pas nous qui les avons laissés entrer! C'était M. Giscard d'Estaing, c'était la majorité de l'époque qui recevait (...), en grande pompe, tout de suite après l'invasion du Liban (...), le président syrien à Paris. Il était reçu par le président de la République de l'époque (...). Et aujourd'hui j'entends dire que nous abandonnerions les chrétiens du Liban. Quels chrétiens du Liban? Ceux qui considèrent peut-être que l'on est mieux placé dans le seizième arrondissement pour défendre Beyrouth que dans la capitale du Liban lui-même?»*

Une fois encore, le ministre a plongé dans les archives du Quai d'Orsay. Il y a trouvé, assure-t-il, un *«plan de partage du Liban qui prévoyait un petit canton élargi dans lequel on aurait entassé les quelques chrétiens et maronites que l'on pouvait sauver, tout le reste étant abandonné à l'influence syrienne»*. Et il a assuré que ce plan *«datait de 1977 et était signé Valéry Giscard d'Estaing»*.

L'attaque s'est alors faite encore plus brutale, M. Dumas déclarant que l'ancien président de la République *«ferait bien de réfléchir à la mauvaise action qu'il commet en ce moment contre non pas la politique étrangère de la France, mais contre la France elle-même sur la scène internationale»*. *«La France*, a-t-il ajouté, *n'a pas l'opposition qui serait digne d'elle»*.

De la scène internationale à la scène intérieure, il n'y a qu'un pas. Il fut vite franchi puisque le ministre d'Etat a fait remarquer que *«ceux qui s'avancent le plus et se découvrent par là sur l'avant-scène sont précisément ceux qui ont des prétentions électorales ou présidentielles»*. Evoquant clairement MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Léotard, il a assuré qu'ils imaginaient que *«le mandat présidentiel pourrait être réduit, que l'élection présidentielle pourrait être précipitée (...), que ce serait en quelque sorte l'hallali»*. Mais il les a prévenus : *«Ils perdent leur temps»*.

La plaidoirie accusatrice s'est achevée sur *«un petit conseil»* à ces opposants : *«S'ils sont si sûrs de leur fait (...), qu'ils aient le courage de déposer une motion de censure à l'Assemblée nationale contre le gouvernement sur la politique étrangère. Nous verrons bien ce qui se passera!»*

Le triomphe de M. Delors

Le ton de la journée était donné. Les militants socialistes attendaient tant cette contre-offensive qu'ils ont aussi fait un triomphe à M. Jacques Delors. Le président de la Commission de Bruxelles a affirmé, à propos de la Communauté européenne, que, si *«son approfondissement était vital, son élargissement était souhaitable»*, même si pour ce dernier point *«il ne fallait pas précipiter le mouvement»*.

M. Delors s'est dit *«heureux de la mise au point de Roland Dumas sur la politique étrangère de la France»*. Il a expliqué que *«se faire plaisir est une chose, mais exercer une action responsable est parfois mal compris»*. Il a précisé que l'idée d'une Confédération de toute l'Europe était *«la meilleure idée»* pour donner *«un signal politique»* et qu'il allait donc *«s'employer à la relancer»*.

Dans un tel climat, M. Lionel Jospin n'avait plus qu'à apporter d'ultimes arguments de contre-offensive. Il s'est moqué de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Léotard, *«qui se croisent sans se rencontrer»*. *«C'est un gage d'unité* [de l'opposition] *qui nous promet pour l'avenir quelque réconfort...»* Il a accusé la droite de courir derrière M. Le Pen, et lui a reproché de s'emparer de ce qu'elle prétend combattre dans le communisme, c'est-à-dire d'avoir la prétention qu'un courant politique peut représenter toute la société. Il a lancé : *«Giscard ne va tout de même pas inventer le parti unique!»* Les trois cent cinquante militants réunis à Ramatuelle avaient reçu tout au long de la journée de quoi nourrir cet espoir de M. Jospin : *«Si je suis préoccupé à court terme, je ne suis en rien pessimiste à moyen terme.»* Il leur reste à se persuader que l'heure de ce moyen terme prometteur sonnera avant les élections législatives.

THIERRY BRÉHIER

□ **M. Gérard Longuet (PR) : *«Une motion de censure, de bon cœur!»*** – En réponse aux propos de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, qui avait mis l'opposition au défi de déposer une motion de censure sur la politique étrangère de la France, M. Gérard Longuet, député (UDF) de la Meuse et président du Parti républicain, a déclaré, mardi 3 septembre sur Europe 1 : *«Si M. Roland Dumas veut absolument rappeler à l'opinion française et internationale que son gouvernement est le seul à gouverner grâce aux communistes, nous déposerons de bon cœur une motion de censure.»*

Le voyage à Moscou

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, s'est référé aux archives du Quai d'Orsay pour justifier son affirmation selon laquelle le général de Gaulle aurait accepté, à l'occasion de son premier voyage à Moscou, en 1944, de fermer les yeux, *«moyennant des arrangements sur la frontière du Rhin»*, sur l'annexion des pays baltes. Faute, jusqu'à présent, de connaître précisément le contenu de ces archives, on peut trouver une relation de conversation entre de Gaulle et Staline dans le troisième volume des mémoires de guerre du général, *le Salut*. Dans ce voyage au terme duquel fut conclu un traité entre les deux pays, le général voyait l'occasion pour la France de *«reprendre son rang»*, précisant : *«J'envisageais même le projet d'un pacte en vertu duquel la France et la Russie s'engageraient en commun s'il devait arriver qu'un jour l'Allemagne redevînt menaçante.»*

Parti de Paris le 24 novembre 1944, en compagnie de Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, le général est demeuré huit jours à Moscou où il eut quinze heures d'entretiens avec Staline au cours desquels, disait-il, *«il a perçu sa politique grandiose et dissimulée»*. Dans la relation particulièrement imagée des conversations du Kremlin en décembre 1944, de Gaulle n'évoque à aucun moment le problème des pays baltes.

Les discussions portent en revanche sur les garanties que souhaitait la France à l'ouest de l'Europe, c'est-à-dire concernant la Sarre et la Ruhr sur la rive droite du Rhin (et non sur la rive gauche, comme le dit M. Dumas). Staline lui a répondu que cette question *«ne pouvait être étudiée que dans une conversation à quatre»*, c'est-à-dire avec également les Britanniques et les Américains.

Mais l'essentiel de la négociation à Moscou a concerné la Pologne et notamment la fixation des frontières de ce pays que les Soviétiques venaient de conquérir. C'est à cette occasion que Staline a indiqué à de Gaulle que la limite se trouverait désormais le long des rivières Oder et Neisse. Mais le «maréchal», comme l'a toujours qualifié le général de Gaulle, a surtout insisté pour que la France reconnaisse le comité de Lublin contrôlé par les Soviétiques et non le comité des Polonais en exil à Londres, ce que de Gaulle a obstinément refusé. Ce n'est que le 10 décembre à 4 heures du matin que Staline, en définitive, a accepté malgré cela de signer le pacte franco-soviétique.

Dans un ouvrage qui vient de paraître sous le titre *le Relèvement*, dû à M. Pierre Gorbet, et édité par l'Imprimerie nationale, un compte rendu de la rencontre du Kremlin est publié dans lequel aucune mention n'est faite non plus du sort des Etats baltes.

ANDRÉ PASSERON

□ **Une réplique de *La Lettre de la nation*.** – Dans *La lettre de la nation*, organe officiel du RPR, Georges Broussine écrit, mardi 3 septembre : *«En 1944 et 1945 les socialistes faisaient partie du gouvernement du général de Gaulle. Un certain François Mitterrand en était membre. A-t-on entendu de ce côté-là la moindre protestation, la moindre observation sur* «l'attribution à l'URSS des clés des légations des Républiques baltes»? *Aucune à notre connaissance. Cela signifie qu'à l'époque, à tort ou à raison, personne ne contestait l'état de choses hérité d'une guerre atroce qui venait de prendre fin. L'Histoire est d'ailleurs un peu plus compliquée que le dit M. Dumas. C'est Vichy qui en 1940 a laissé les Soviétiques s'emparer des locaux de ces légations des Républiques baltes annexées par l'URSS en vertu des accords Staline-Hitler. En juin 1941 ces immeubles furent occupés par les Allemands. A la Libération de Paris ces propriétés ont été restituées au pays qui paraissait avoir été dépossédé par l'Allemagne nazie.»*

N.D.L.R. – M. Mitterrand a été secrétaire général aux prisonniers de guerre en août-septembre 1944.

Effondrement du communisme
Nouveaux nationalismes
Montée des intolérances

"POPULISME OU DÉMOCRATIE ?"
à LORIENT, les 7 et 8 septembre 1991, DÉMOCRATIE 2000 vous invite à débattre

Quelle Démocratie pour demain?
Quelle Gauche reconstruire?
Quelle Europe inventer?

Avec Jacques Delors, Michel Delebarre et les signataires du Manifeste des 21.

Informations et inscriptions au (1) 43-06-99-61 ou à Lorient au 16-97-02-22-00

هكذا من الأصل

JUSTICE

Dopage au grand galop

Des entraîneurs et des pharmaciens inculpés pour avoir utilisé ou vendu des médicaments interdits sur les champs de courses

Une vague d'inculpations déferle sur le Gotha des courses de galop et de l'élevage de pur-sang. Le 23 août, M. Nicolas Clément, l'un des entraîneurs de la famille Almaktoum de l'émirat de Dubaï, a été le dernier en date des inculpés pour « infractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites » par Mme Catherine Samet, juge d'instruction au tribunal de Senlis (Oise). En outre, le parquet de Senlis a récemment pris des réquisitions pour inculper M. François Boutin, entraîneur des écuries de MM. Stavros Niarchos, un armateur grec, et Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Hachette.

Sur les champs de courses et dans les écuries de Chantilly, sa casaque de commis voyageur était devenue presque aussi célèbre que celle de l'Aga Khan. Pharmacien sans officine, M. Jean-Louis Clanché s'était spécialisé dans les produits dopants et les médicaments interdits. Son florissant commerce s'était attiré une clientèle d'entraîneurs et de vétérinaires parmi les plus célèbres du petit monde des professionnels du galop.

Inquiets du succès de M. Clanché, et furieux de perdre d'aussi bons clients, plusieurs pharmaciens-vétérinaires de la région finirent par alerter les services de répression compétents. Les enquêteurs débusquèrent sans peine les employeurs de M. Clanché : d'abord, un couple de pharmaciens d'Ezanville (Val-d'Oise), M. et Mme Van der Gucht, qui lui ouvraient leur arrière-boutique et leurs stocks de médicaments ; puis, après leur retraite, depuis 1991, un confrère de La Chapelle-en-Serval (Oise), M. Henri Panigaï, à qui le VRP des champs de courses avait promis que son chiffre d'affaires ferait un bond de 2 millions de francs dans l'années. Tous furent interpellés les 22 et 23 mai par les policiers de la sous-direction des courses et jeux des renseignements généraux (RG), et inculpés. La ligne téléphonique de M. Clanché était alors placée sur écoute, surprenant plus d'un entraîneur en train de commander des substances illicites.

Résultat des « courses » : le ban et l'arrière-ban des hippodromes de Chantilly et de Maisons-Laffitte ont vu vingt-cinq de leurs membres placés en garde à vue. Huit d'entre eux, et non des moindres, ont été inculpés après que les perquisitions eurent permis de découvrir des produits illicites dans les pharmacies de leurs écuries ou à leurs domiciles.

L'un des plus fameux entraîneurs de Chantilly, M. Bernard Sécly, chargé notamment de l'écurie de galop du comte de Montesson, qui est par ailleurs président des courses au trot, est ainsi soupçonné d'avoir « gonflé » des chevaux âgés de deux ans en leur injectant de la Boldone (un produit donnant une musculature artificielle).

Sur la sellette

Dans l'Orne, haut-lieu de l'élevage des pur-sang, MM. Didier Besnouin, éleveur vétérinaire près d'Argentan, Patrick Chédeville, directeur de haras et gérant du domaine du Verbois, et Christian Desplanques, cadre dans ce domaine, se sont vu reprocher des excès dans l'usage du Ventipulmin (un médicament augmentant la capacité respiratoire des chevaux). Un quatrième homme, M. Patrick Biancone, criblé de dettes et associé à M. Chédeville pour la gestion de son haras du Verbois, n'avait pas attendu la police et avait fui, dès 1990, vers les hippodromes de Hongkong. Il n'a pas été inculpé.

Egalement placé sur la sellette, un spécialiste de médecine vétérinaire, le docteur Jean-Marie Pitavy, a été, lui, interpellé pour n'avoir pas respecté le code de la santé publique. Celui-ci impose des normes drastiques pour l'établissement des ordonnances, obligeant notamment à indiquer le nom de chaque cheval ainsi que celui des produits prescrits. Autant de règles oubliées par le vétérinaire, notamment pour la Boldone délivrée à l'écurie de M. Sécly. Ce qui a valu au docteur d'Ourasi, quadruple vainqueur du Prix d'Amérique, d'être incarcéré pendant neuf jours, avant d'être libéré pour problèmes de santé.

Aux terrasses de Chantilly

Face à tant de sommités du monde des courses, les enquêteurs des RG ont su faire preuve de beaucoup de savoir-vivre. Plus d'une audition en garde à vue s'est ainsi déroulée aux terrasses les plus réputées de Chantilly, pour éviter un passage moins confortable dans les locaux de la gendarmerie. L'enquête diligentée au tribunal de Senlis ne devrait pas pour autant s'arrêter en chemin : d'autres inculpations sont attendues, puisque M. Clanché aurait reconnu avoir fourni une cinquantaine d'entraîneurs dans l'ensemble de l'Hexagone.

Nul doute, à considérer la liste qui lui tenait lieu de catalogue, que la plupart des produits vendus tombent sous le coup de la loi. On y trouve des médicaments répertoriés sur les listes « rouges » (1 et 2) du Dictionnaire des produits vétérinaires.

Certains, comme le Furazon, ont été importés des Etats-Unis (où ils sont en vente libre), au nez et à la barbe des douaniers. D'autres sont connus pour agir sur le système nerveux, cardio-vasculaire ou respiratoire du cheval, avec des effets dopants ou anabolisants, à l'instar du Ventipulmin, de la Boldone et du Nacadan. D'autrs produits sont toujours soumis à l'analyse afin d'évaluer leurs vertus dopantes.

Laver les casaques sales en famille

L'affaire prendrait une tout autre tournure si l'enquête devait établir que des chevaux « positifs » appartenant aux écuries suspectes ont bien participé à des courses. On passerait alors à une inculpation pour « escroquerie ». De quoi irriter les huit millions de parieurs du PMU, qui supporteraient très mal que des chevaux gagnants aient été traités avec un « va-vite ».

L'enquête en cours ne néglige d'ailleurs pas cette piste : des policiers, agissant sur commission rogatoire de Mme Samet, ont récemment saisi des prélèvements – quatre éprouvettes plombées ont été mises sous scellés – effectués peu auparavant sur certains chevaux et entreposés au laboratoire de Châtenay-Malabry, qui dépend de la Fédération nationale des sociétés de courses. Ces prélèvements sont à l'heure actuelle soumis à des expertises au laboratoire de la police scientifique de Paris.

« Avec un système de courses qui recueille, grâce au PMU, 36 milliards de francs d'enjeux par an, il faut tout faire pour être au-dessus de tout soupçon », commente M. Bernard Le Quellec, président de la fédération, qui a mis en œuvre une réforme améliorant sensiblement le contrôle anti-dopage (*le Monde* du 12 février). Cette marche vers la transparence n'est pas un luxe dans un microcosme où ce sont de simples associations – les sociétés de courses – qui brassent des sommes considérables. Où l'on considère généralement que le code des courses – un simple règlement intérieur – a une valeur supérieure au code pénal ou au code de la santé publique. Et où le sérail est prompt à étouffer les scandales, persuadé qu'il vaut toujours mieux laver ses casaques sales en famille.

Aujourd'hui encore, certains s'étonnent de l'absence d'un dépistage systématique avant chaque épreuve, se demandent pourquoi la loi Bambuck, adoptée le 28 juin 1989 pour lutter contre le dopage en milieu sportif, ne s'applique pas au cheval de course. Et ils ne manquent pas de déplorer que le code des courses se contente de prohiber l'usage des médicaments au moment des épreuves. A condition d'arrêter le traitement suffisamment avant la course, rien n'interdit l'usage intensif d'anabolisants ou d'autres produits dopants.

Potion magique

Dans les grandes écuries, des vétérinaires ou des entraîneurs sont passés maîtres dans l'usage des molécules. Certains se contentent du suivi médical des fragiles athlètes que sont les chevaux de course. D'autres mitonnent des « soupes » de substances interdites, utilisant au besoin des mixeurs et des ustensiles ménagers.

En règle générale, les ingrédients entrant dans la composition de ces potions magiques ne disposent pas d'autorisation de vente sur le marché français. Leurs préparateurs cherchent à se procurer les plus recherchées des molécules de chimie fine en passant par des réseaux d'importation clandestine que la Direction nationale des enquêtes de la répression des fraudes, au ministère de l'économie et des finances, essaie de cerner au plus près.

D'où une contrebande internationale, assimilée au trafic de stupéfiants mais pénalement moins risquée, qui vient alimenter le monde des courses hippiques au même titre que les milieux de l'élevage des animaux de boucherie. Un gramme de clenbutérol, le « clen », s'achète environ 500 francs chez un grossiste.

ERICH INCIYAN

Un peu de poudre dans l'avoine

Avec le mois d'août revient la saison des ventes aux enchères à Deauville, le temps des *gentlemen-riders* et des courtiers en chevaux. Sous le toit de l'établissement de ventes Elie de Brignac, les plus grosses fortunes internationales achèteront, au choix, des toiles de maître ou des pur-sang âgés d'un an. Seuls les tableaux font l'objet d'une expertise avant la vente. Rien de tel pour les yearlings, acquis – pour un prix moyen de 250 000 F – sur leur pedigree et sur leur bonne mine.

Ces poulains sont-ils à l'abri d'un dopage ? Sous le sceau de l'anonymat, des courtiers en chevaux confient que plusieurs haras, y compris parmi les plus grands, sont connus pour muscler artificiellement leurs chevaux. Leurs foals, âgés de zéro à un an, acquerront une allure superbe grâce aux anabolisants. Ce qui sera du meilleur effet au moment des ventes.

Un peu de poudre dans l'avoine permet d'obtenir des *baby-buildings*. Leur masse musculaire enflera d'autant plus qu'on les fera nager en piscine ou marcher sur des tapis roulants. Ce n'est qu'après la vente que la supercherie pourra être découverte, lorsque les chevaux perdront leur musculature d'artifice après quelques semaines d'entraînement. Mais certains entraîneurs, qui perçoivent une commission de 5 % sur le prix d'achat lorsqu'ils interviennent comme intermédiaire, dans la vente d'un yearling aux enchères, sont tentés de continuer un traitement dopant, afin que le nouveau propriétaire ne s'aperçoive pas que son investissement ne tient pas ses promesses. A la tête de l'Agence française de vente du pur-sang, qui organise la vente à Deauville d'un millier de yearlings dans l'année, M. Philippe Augier n'en démord pas : il ne voit pas la nécessité d'imposer un dépistage systématique du dopage avant la mise aux enchères. Ce contrôle est pourtant souhaité par certains éleveurs-entraîneurs qui, en privé, avouent qu'ils apprécieraient une plus grande transparence. *« Si tous les acheteurs demandaient, un jour, le contrôle systématique des yearlings, nous le ferions »*, promet M. Augier, qui affirme n'avoir *« jamais vu, en vingt ans de métier, de réclamation émanant d'un acheteur qui aurait trouvé des substances prohibées dans le corps d'un cheval acheté à Deauville »*.

Double escroquerie

Le dopage enferme finalement les milieux hippiques dans une double escroquerie. Sur les champs de courses, le dopage s'apparente à une escroquerie à la surperformance. Et dans les haras, le dopage devient une escroquerie à la génétique. Les meilleurs chevaux, ceux qui ont gagné les grands prix du Jockey-Club, d'Amérique ou de l'Arc de Triomphe, sont dirigés vers les haras pour une seconde carrière d'étalon. La philosophie du monde hippique ne proclame-t-elle pas l'amélioration de la race chevaline comme valeur suprême ? Quand on sait qu'une saillie d'étalon fameux sera vendue 200 000 F, on comprend que les qualités prêtées à tel ou tel cheval ont intérêt à être incontestables.

E. In.

En Haute-Savoie

Des hôteliers inculpés pour emploi de main-d'œuvre clandestine

ANNECY

de notre correspondant

Un couple d'hôteliers des Houches, près de Chamonix (Haute-Savoie), propriétaire et gérant du Bellevarde, a été inculpé par le juge d'instruction de Bonneville, M. Michel Turk, de recours au travail clandestin et complicité d'escroquerie aux ASSEDIC. Laissés en liberté, ils ont été placés sous contrôle judiciaire avec interdiction d'exercer la gérance d'un établissement hôtelier en attendant les conclusions de l'enquête.

Au pays du Mont-Blanc, le Bellevarde est l'un des douze hôtels rescapés d'une époque florissante. Il y a une douzaine d'années, la station des Houches comptait trente-cinq hôtels. En 1990, le Bellevarde avait connu un été difficile, contraignant ses nouveaux propriétaires à procéder au licenciement économique de huit de leurs employés.

Uu contrôle de gendarmerie, le 25 août dernier, a permis de découvrir que le propriétaire et directeur du Bellevarde, M. Bernard Weissen, quarante-huit ans, et sa sœur, Mme Aline Munoz, quarante-neuf ans, gérante de fait, avaient recours à des travailleurs non déclarés, huit employés tunisiens, marocains et réunionnais. Certains, en situation irrégulière, ont été interpellés. Deux d'entre eux cumulaient en outre une rémunération mensuelle d'environ 8 000 F et une allocation-chômage de 5 000 F. Ils sont poursuivis pour travail clandestin et escroquerie aux ASSEDIC.

Les hôteliers de la station se sont répartis en catastrophe les clients du Bellevarde « chassés » par le scandale. Depuis, l'hôtel a néanmoins rouvert ses portes avec une direction provisoire.

G. R.

Douze ans après la mort de l'ancien ministre

Le parquet requiert un non-lieu dans l'affaire Boulin

Le parquet de Paris a requis, vendredi 31 août, un *« non-lieu à poursuivre »* dans l'information judiciaire pour *« homicide volontaire »* ouverte le 7 juin 1983 à la demande de la famille de Robert Boulin, qui conteste la thèse du suicide de l'ancien ministre, dont le corps avait été découvert, le 30 octobre 1979, à demi immergé dans l'étang Rompu, en forêt de Rambouillet (Yvelines).

Il y a douze ans mourait Robert Boulin, alors ministre du travail et de la participation. D'emblée, l'enquête envisageait l'hypothèse la plus plausible : celle du suicide. L'ancien ministre avait été vu, peu avant sa mort, à Montfort-l'Amaury (Yvelines), en train de poster plusieurs lettres adressées à des organes de presse et à diverses personnes, dont le commissaire de Neuilly. Il s'agissait en fait de la même missive photocopiée, dont l'original était adressé à l'Agence France-Presse. Elle commençait par la formule : *« Messieurs, j'ai décidé de mettre fin à mes jours... »*.

Puis Robert Boulin racontait en détail ses relations avec l'homme d'affaires Henri Tournet, qui lui avait vendu, en 1974, un terrain à Ramatuelle dont il n'était plus propriétaire, plaçant ainsi l'ancien ministre dans la situation d'un complice d'une série d'escroqueries. Mis en cause dans plusieurs articles de presse, menacé de poursuites judiciaires, Robert Boulin terminait sa lettre en écrivant : *« Un ministre en exercice ne peut être soupçonné, encore moins un ancien ministre du général de Gaulle. Je préfère la mort à la suspicion... »*.

Des mentions manuscrites étaient ajoutées à certains destinataires, et les expertises ont établi qu'elles étaient bien de la main de Robert Boulin, qui avait même précisé de cette manière le lieu de son suicide. Par ailleurs, des témoins ont vu les enveloppes timbrées portant l'adresse des journaux sur son bureau, le matin même de sa mort. Quant à l'expertise médicale, elle concluait à un décès par noyade précédé d'une forte absorption de diazepam (Valium). La famille de Robert Boulin elle-même en était convaincue. Dans un livre publié en 1980, sous le titre *Ma vérité sur mon père*, Bertrand Boulin décrit méthodiquement les circonstances ayant amené son père au suicide.

Une plainte tardive

Pourtant, en mai 1983, M. Bertrand Boulin, sa sœur Fabienne et sa mère, Mme Colette Boulin, déposaient une plainte avec constitution de partie civile pour homicide volontaire. Pour eux, désormais, l'ancien ministre avait été victime d'un *« complot »*. Certes, la première enquête comportait de nombreuses lacunes, dont certaines n'ont pu être comblées par l'information judiciaire menée par trois juges successifs pendant huit ans. Ainsi, comme dans bien d'autres affaires, des bocaux de viscères ont été perdus.

Un élément plus sérieux est constitué par une petite fracture sous le nez qui n'avait pas été constatée lors de la première expertise. S'agit-il d'une trace de lutte ? Le parquet penche plutôt pour un choc provoqué lors de la récupération du corps ou le résultat des opérations d'embaumement. Il y a aussi cet étrange témoin qui affirme avoir assisté à une altercation à Montfort-l'Amaury entre trois ministres venus en voiture officielle. Mais le parquet s'étonne des trois versions différentes que cet homme a successivement proposées aux enquêteurs.

En définitive, pour le parquet, rien ne vient conforter, de manière sérieuse, la thèse criminelle. Aussi, il a invité le juge d'instruction, Mme Laurence Vichnievsky, à rendre une ordonnance de non-lieu. Le magistrat instructeur devra apprécier, au vu du dossier, s'il y a lieu de suivre les réquisitions du parquet ou d'ordonner un complément d'information.

MAURICE PEYROT

ENVIRONNEMENT

Intempéries

Lourds dégâts dans les vignobles bordelais

De violents orages ont à nouveau éclaté dans le Sud-Ouest lundi 2 septembre, provoquant inondations et coulées de boue sur la côte basque. Mais les trombes d'eau tombées samedi sur les Landes, la Gironde et la Dordogne ont fait beaucoup plus de dégâts, notamment dans le vignoble.

Ce sont les côtes de Bordeaux Saint-Macaire, dans le sud de la Gironde, qui ont le plus souffert. D'après leur syndicat viticole, près de 3 000 hectares de vigne ont été endommagés ou détruits, soit environ la moitié du vignoble qui produit l'appellation.

D'autre part, les villes de Mont-de-Marsan (Landes) et Langon (Gironde), où la voirie, l'éclairage public et des habitations ont été sérieusement endommagés, ont demandé leur classement en zone sinistrée.

Les quelque 115 000 abonnés coupés samedi du réseau EDF ont pu être reconnectés dimanche. Mais 1 800 foyers restaient toujours privés de téléphone lundi.

DÉFENSE

□ **Le contre-amiral Lecointre chef du cabinet militaire à Matignon.** – Le contre-amiral Patrick Lecointre a été nommé chef du cabinet militaire du premier ministre, Mme Edith Cresson, en remplacement du général de division aérienne Jean-Marie Menu qui occupait ces fonctions depuis deux ans et qui devient conseiller militaire du président du groupe Aérospatiale.

[Agé de cinquante et un ans, le contre-amiral Lecointre était, depuis juin 1990, l'adjoint du général Menu à Matignon. Il a notamment commandé le chasseur de mines Cybèle (1972), l'aviso-escorteur Destroyat (1977), l'escorteur lance-missiles Kersaint (1983) et la frégate De Grasse (1987). Entre-temps, au ministère de la défense, il a animé la cellule des relations internationales au cabinet de M. Yvon Bourges et de M. Charles Hernu (1979-1982).]

(Publicité)

Nouveauté de la Suisse

L'OBSESSION DE LA CHEVELURE

BALE - Ceux qui perdent leurs cheveux (en France c'est une véritable multitude) deviennent bientôt, et presque toujours, des obsédés de la chevelure. Pour eux, trouver une solution équivaut à vider l'océan avec une cuillère: impossible, malgré toute la bonne volonté.

Il semble que ce soit la Suisse la patrie destinée à apporter une aide concrète à ceux qui sont le plus hantés par ce problème.

C'est de là-bas qu'arrive la nouvelle d'une récente découverte des chercheurs des laboratoires d'une société de Bâle (Cosprophar Labo). Telle découverte paraît destinée à ramener la sérénité à ceux qui aujourd'hui vivent l'angoisse de la chevelure. La nouveauté est une préparation cosmétique à base de Nicoténil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique).

La préparation, testée par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute de Erlangen sur des volontaires qui en ont fait usage pendant trois mois, a donné des résultats positifs pour la plupart des sujets traités. Le seul effet négatif a été une légère rougeur, qui dure à peu près une heure, au point d'application.

Cette découverte de la chimie suisse, commercialisée sous le nom de Labo, après l'extraordinaire accueil reçu des pharmaciens des bords du lac Léman, arrive aussi dans quelques pharmacies françaises.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès de M. Jean Oltra à Nice

Une peine de deux ans de prison est requise contre l'ex-bras droit de M. Médecin

M. Jean Oltra, ancien directeur général de l'association Nice-Communication et du comité des fêtes de Nice, incarcéré depuis le 18 février 1991, a comparu, lundi 2 et mardi 3 septembre, devant la 5e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice, sous l'inculpation d'abus de confiance, en compagnie de l'ancien directeur financier de ces deux organismes, M. Robert Losco. Il est reproché à M. Oltra, ex-bras droit de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, d'avoir détourné une somme d'un peu plus de 1 million de francs. Le substitut, M. Pierre-Claude Scholem, a requis contre lui une peine de deux ans de prison ferme et 1 million de francs d'amende, ainsi que deux ans de prison avec sursis contre M. Losco.

NICE

de notre correspondant régional

Dans le contexte de laxisme qui caractérisait le fonctionnement des nombreuses associations paramunicipales niçoises, l'affaire qui a amené M. Oltra en correctionnelle est relativement simple. Au cours de la dernière année d'exercice de ses fonctions, entre 1989 et 1990, deux comptes de régie d'avance, avaient été ouverts, à son nom, dans la comptabilité de chacune des deux associations qu'il dirigeait. Ces deux comptes étaient destinés à suivre les avances de caisse qui lui étaient consenties, sous forme de retraits en espèces, en paiement de ses divers frais de mission.

Pour les nécessités de la communication, de l'animation et de la promotion de la ville de Nice, M. Oltra effectuait, en effet, de nombreux voyages à l'étranger, le plus souvent à la tête de délégations dont il réglait l'ensemble des dépenses. A charge, pour lui, de présenter les pièces justificatives de ses débours. Cette pratique, qui lui était exclusive, n'avait, en soi, rien de répréhensible. Mais elle a connu des ratés.

D'une manière générale, il n'a pas été possible, sur le plan comptable, de rattracher les avances consenties à M. Oltra à tel ou tel de ces déplacements, une grande confusion régnant entre les budgets des deux associations. L'enquête a également permis d'établir qu'au titre de ces avances Nice-Communication avait procédé au paiement des impôts personnels sur le revenu et des taxes d'habitation de M. Oltra pour une somme de 453 720 francs dont, seulement, 126 000 francs ont été remboursés par l'intéressé. Ces versements avaient été effectués par des chèques au profit du Trésor sur lesquels M. Losco avait contrefait la signature du trésorier de l'association, M. Michel Falicon. Aussi bien, il est apparu que les deux comptes de régie d'avances présentaient, *in fine*, un solde débiteur de 541 225 francs pour la comptabilité de Nice-Communication et de 507 224 francs pour celle du comité des fêtes.

La « vache à lait » du système

Pour sa défense, M. Oltra, soutenu, à l'audience, par une foule d'amis, d'anciens collaborateurs et de fonctionnaires ou élus de la ville, a expliqué qu'il ne *« s'occupait pas de la gestion quotidienne »* et qu'il avait fait confiance à ses collaborateurs. Bien que démenti par M. Losco et par le caissier des deux associations, il a également affirmé qu'il n'était pas au courant de l'existence des comptes de régie d'avances. Quant au paiement de ses impôts par Nice-Communication, il a admis qu'il s'agissait d'un procédé *« anormal et même malhonnête »* en plaidant, cependant, sa *« bonne foi »*. *« J'étais extrêmement négligent dans mes affaires personnelles »*, a-t-il reconnu en indiquant qu'il avait confié la solution de ses problèmes au conseiller fiscal de Nice-Communication sans s'en soucier davantage.

« Si l'on m'avait demandé d'apurer les comptes des régies d'avances, a-t-il protesté, *je me serais exécuté immédiatement. Mais on ne m'a rien dit »*. Quant à M. Losco, il a fait preuve d'une singulière apathie à l'égard d'agissements qui auraient dû, professionnellement, le heurter. Il n'a pas davantage bronché lorsque le salaire de M. Oltra a été augmenté, d'un coup, en août 1990, de 33 %, pour être porté, mensuellement, à 103 000 francs (soit plus du double de l'indemnité du premier ministre, a souligné le président du tribunal, M. Jean-Pierre Ferry), alors qu'il lui était apparu que *« c'était prendre de l'argent dans la caisse pour rembourser la caisse »*. Son excuse : les liens de surbordination auxquels il était soumis à l'égard de son supérieur et, surtout, du maire de Nice.

Il est vrai, aussi, que Nice-Communication, qui ne rémunérait pas moins de cent soixante-douze personnes, était une véritable « vache à lait » du système médeciniste. La ville, comme les deux associations, n'ont pas jugé utile, au demeurant, de se constituer partie civile, ce que n'ont pas manqué de souligner les deux défenseurs de M. Oltra, Me Yves-Bernard Gabay (Paris) et Me Pierre Pasquini (Nice). Me Gabay, un spécialiste en la matière, s'est attaché à démontrer que la comptabilité des deux associations était *« aléatoire et non probante »*, car fondée sur nombre d'écritures *« douteuses »*.

Me Pasquini, a contesté de son côté, le délit d'abus de confiance reproché à M. Oltra, puisque celui-ci n'a pas agi clandestinement (les comptes d'avances ont été ouverts à la seule initiative du chef comptable), ni manifesté d'intention frauduleuse.

GUY PORTE

RELIGIONS

Pour préparer un voyage du pape

Le cardinal Etchegaray va se rendre à Moscou

Jean-Paul II a reçu, lundi 2 septembre, Mgr Tadeusz Kondrusiewicz, administrateur apostolique de Moscou, nommé en mai dernier, pour discuter avec lui des derniers développements de la situation en Union soviétique et des relations entre les Eglises catholique et orthodoxe, devenues laborieuses depuis quelques mois *(le Monde* du 8 août).

Le cardinal Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix, se rendra le 22 septembre à Moscou, à la demande du pape. La précédente visite d'un représentant du Saint-Siège à ce niveau remonte aux célébrations du millénaire du christianisme en Russie et en Ukraine en juin 1988.

La nouvelle situation en URSS ne change pas, pour le moment, les dispositions envisagées pour un voyage du pape dans ce pays, où Jean-Paul II avait été invité par M. Mikhaïl Gorbatchev. M. Joaquin Navarro-Valls, directeur de la salle de presse du Vatican, vient de confirmer les propos que le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, avait tenus en mai dernier, selon lequel, avant un pèlerinage plus complet en Lituanie et en Ukraine, où se trouvent les plus grosses communautés catholiques d'Union soviétique, le pape préférait réaliser un *« voyage-éclair »* à Moscou et dans l'une des Républiques soviétiques, le Kazakhstan. Ce *« voyage-éclair »* pourrait avoir lieu plus tôt que prévu, dit-on aujourd'hui à Rome.

Le Saint-Siège a par ailleurs fait savoir qu'il envisagerait favorablement l'ouverture d'une représentation diplomatique en Lituanie, en Lettonie et en Estonie. Il n'a jamais reconnu l'annexion des pays baltes par l'Union soviétique et la légation de la Lituanie au Vatican n'a jamais été fermée.

En raison d'un déficit de près d'un million de francs

Bordeaux menace de fermer symboliquement son asile de nuit

BORDEAUX

de notre correspondante

La ville de Bordeaux menace de fermer le foyer Leydet, l'unique « asile de nuit » de l'agglomération bordelaise. Mme Simone Noailles, adjointe aux affaires sociales de M. Jacques Chaban-Delmas, en a averti la préfecture et la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de Gironde. Elle annonçait au minimum une *« fermeture symbolique »* pendant une semaine. Relayée par le maire, l'adjointe affirmait que la ville pourrait ensuite dénoncer fin septembre la convention qui lie à l'État, à propos de ce foyer, le centre communal d'action sociale. Cette menace inquiète les quatre-vingt-onze personnes sans domicile fixe qui sont actuellement hébergées au foyer Leydet.

A l'origine du coup d'éclat de Mme Noailles, un déficit cumulé, évalué à 638 000 F. Il devrait atteindre 1 million de francs à la fin de l'année. *« C'est à l'Etat de combler ce déficit*, affirme Mme Noailles. *Le centre communal d'action sociale ne peut plus consentir d'avances de trésorerie comme il le fait depuis trois ans. »* Une convention lie l'Etat et la ville de Bordeaux depuis janvier 1981. L'Etat a confié au centre communal d'action sociale la gestion du centre d'hébergement de nuit, dont il prend en charge le financement. L'adjointe de M. Chaban-Delmas affirme que l'argent arrive de plus en plus tard. Selon elle, le foyer coûte également de plus en plus cher, alors que sa population est désormais presque aussi importante l'été que l'hiver. Cependant la dotation d'Etat n'augmente pas dans des proportions suffisantes. En 1991, elle sera de 5 millions de francs, alors que le budget vrai est évalué à 5 441 000 F. *« L'Etat comblera le déficit après vérification qu'il n'y a pas de dérapage »*, assurait M. Prax, le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale.

Il reconnaissait cependant que la menace de la mairie de Bordeaux mettait en lumière un vrai problème : il faut trouver des solutions pour pallier *« l'insuffisance de trésorerie »* chronique dont souffre le foyer Leydet. A défaut d'augmenter la dotation de l'État, les pistes envisagées dans le cadre d'un *« plan départemental de diversification de l'hébergement consistent à réduire le nombre de places à l'asile de nuit et à instaurer une rotation plus rapide des hébergés »*. Jusqu'en juin 1991, la capacité d'accueil du foyer était de cent cinquante personnes. Ce chiffre est déjà descendu à cent par décision de Mme Noailles. Il devrait donc diminuer encore.

GINETTE DE MATHA

REPÈRES

ÉDUCATION

Une directive sur l'enseignement de l'histoire de l'URSS

Le ministre de l'éducation nationale a demandé à l'inspection générale de réfléchir aux dispositions à prendre, dès la rentrée, pour tenir compte des événements actuels en Union soviétique, dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie. L'URSS est au programme des classes de troisième et surtout de terminale et peut donc faire l'objet de sujets au brevet des collèges ou au baccalauréat. A l'inspection générale, on estime qu'il faut être *« prudent par rapport au bac et préserver l'équité de l'examen »* et l'on rappelle que, déjà l'an dernier, des *« allégements »* avaient été décidés : en particulier, les chapitres portant sur les structures politiques, l'évolution et les formes du pouvoir du monde socialiste ne pouvaient donner lieu à aucun sujet d'examen.

MÉDECINE

Manifestation à Paris des infirmières de Franche-Comté

Les infirmiers et infirmières de Franche-Comté, dont le diplôme obtenu en juin a été déclaré nul à la suite d'un *« vice de procédure »*, vont manifester, mercredi 4 septembre à Paris, pour protester contre cette décision. Ils ont également décidé, lundi 2 septembre, lors d'une assemblée générale à Besançon, de ne pas renvoyer leur diplôme et de ne pas repasser l'examen fixé le 2 octobre. Le préfet de région, M. Jean-Louis Dufeigneux, avait assuré que ces infirmiers et infirmières pourraient rester en poste jusqu'au 2 octobre, en qualité de *« faisant fonction d'infirmières »*.

PARIS

Le délai a expiré pour les mal-logés du quai de la Gare

Le mardi 3 septembre, à 6 heures, a expiré le délai fixé par le tribunal de Paris pour l'évacuation du 133, quai de la Gare, dans le 13e arrondissement de Paris. Quelque cent familles sans abri occupaient toujours à cette heure le terrain, voisin du chantier de la Très Grande Bibliothèque. Les avocats des familles, lundi 2 septembre, ne craignaient pas l'expulsion : *« Les propositions de relogement de M. Christian Sautter, le préfet, nécessitent un mois au minimum de travaux, ce qui n'est pas autre chose qu'une demande implicite de délai »*, estimait Me Sylvia Laussinotte. Les représentants des familles sont prêts à accepter les propositions d'hébergement temporaire (*le Monde* daté 1er-2 septembre) – à l'exception des foyers et des hôtels – *« sous condition d'un hébergement définitif ensuite »*.

En Seine-Saint-Denis

Les deux policiers accusés de viol ont été inculpés et écroués

Les deux fonctionnaires de police accusés d'avoir violé, samedi 31 août dans le commissariat de Sevran, une jeune femme de vingt-cinq ans (*le Monde* du 3 septembre) ont été inculpés de viol – pour le brigadier, – de non-assistance à personne en danger – pour le standardiste – par M. Gérard Caddéo, juge d'instruction au tribunal de Bobigny, lundi soir 2 septembre. La mise en détention du brigadier Philippe Gagnon et du standardiste Jean-Louis Maxime a été décidée après plus d'une heure de débat contradictoire.

Interpellée vendredi soir alors qu'elle se trouvait en compagnie de sa cousine dans un hôtel de Sevran, après un cambriolage commis au préjudice d'un proche de la famille de l'une d'elles, la jeune femme avait été mise en cause dans une affaire d'escroquerie aux chèques volés.

Vers 6 heures du matin, profitant de l'absence de ses collègues, le brigadier aurait violé la jeune femme, après l'avoir fait sortir de sa cellule et entraîné dans une salle isolée. Présent au commissariat au moment des faits, le standardiste ne serait pas intervenu pour s'interposer.

Le policier a reconnu avoir eu un rapport sexuel avec la jeune femme, apprend-on de source judiciaire, mais affirme que celle-ci était consentante. Rien ne permet, ajoute-t-on de source judiciaire, d'affirmer que la jeune femme était une prostituée « occasionnelle », contrairement à ce qu'avaient spontanément affirmé les policiers en guise de justification.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 19 SEPTEMBRE 1991 à 14 heures, en un seul lot,

LOGEMENT à GENNEVILLIERS (92)

9, avenue Louis-Roche

au premier étage, cave no 23 au sous-sol

MISE A PRIX : 72 000 F

S'ad. pr rens. à Me GUILBERTEAU, avocat à la Cour, 14-14 *bis*, rue Marie-Doffe à CLAMART (92) Tél. 42-60-48-09 au Trib. gde inst. de NANTERRE.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 19 SEPTEMBRE 1991, à 14 heures,

UNE MAISON D'HABITATION

à ANTONY (92) - 17, rue du Val-Fleury

de huit pièces principales, élevée sur s/sol d'un rez-de-chaussée et d'un étage JARDIN - Sur un terrain d'une superficie de 360 m²

MISE A PRIX : 200 000 F

S'adresser pour tous renseignements à Maître DENNERY-HALPHEN, avocat à BOULOGNE (92), 12, rue de Paris - Tél. 46-05-36-94 - Maître Denis TALON, avocat à Paris 1er, 20, quai de la Mégisserie - Tél. 42-36-59-25 à ts avocats près le Trib. gde ins. de NANTERRE, sur les lieux pour visiter.

Après la mise hors de cause de deux inculpés

Un nouveau suspect arrêté après le meurtre d'un vigile à Lyon-Perrache

LYON

de notre bureau régional

La section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon avait rapidement arrêté deux suspects après la double agression à l'arme blanche commise, mardi 20 août, au centre d'échange de la gare de Lyon-Perrache. Cette agression avait causé la mort de Christophe Rousset, vingt ans, vigile à la société Eurosécurité, tandis que son collègue, Manuel Esposito, cinquante-huit ans, était gravement blessé dans le dos. Les deux suspects étaient présentés au parquet dès le 23 août, inculpés d'assassinat et de complicité d'assassinat et écroués (*le Monde* du 24 août).

MM. Driss El Morabiti, vingt-deux ans, et Miloud Rezgua, vingt-sept ans, protestaient de leur innocence, et le premier – principal inculpé – disposait d'un alibi. Or il paraît aujourd'hui établi qu'ils ne sont pas les auteurs de l'agression, même si, selon les enquêteurs, plusieurs témoins les avaient *« formellement identifiés »*.

L'enquête, sur commission rogatoire délivrée par M. Gilles Raguin, juge d'instruction chargé du dossier, a permis d'interpeller un nouveau supect, M. Mustapha Bey, vingt-quatre ans, qui a été inculpé, jeudi 29 août, d'assassinat et de tentative d'assassinat. Sa ressemblance avec M. El Morabiti serait, paraît-il, *« extraordinaire »*. En outre, l'alibi de ce dernier – un ticket de caisse pour des achats effectués dans un autre quartier de Lyon, à l'heure du crime – a pu être vérifié et recoupé. Tirant les conséquences de cette nouvelle phase de l'enquête, le juge d'instruction a délivré, lundi 2 septembre, des levées de mandat de dépôt pour MM. El Morabiti et Rezgua, qui ont de bonnes chances de bénéficier, ultérieurement, d'un non-lieu.

R. B.

ÉDUCATION

Co-auteur des célèbres manuels d'orthographe

Odette Bled est morte

Odette Bled est décédée le 31 août à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), à l'âge de quatre-vingt-cinq ans *(voir carnet page 24)*. Avec son mari, elle était l'auteur de célèbres manuels de grammaire qui avaient finir par se confondre avec leur nom pour des générations d'écoliers.

La récente querelle de l'orthographe avait remis ces ouvrages à l'honneur, malgré des critiques quant à leur caractère désuet et leurs exemples empruntés à la France paysanne.

Edouard et Odette Bled, auteurs de manuels vendus à vingt-trois millions d'exemplaires, adaptés pour Haïti et pour l'Afrique francophone, fiers de leur Cours supérieur pour le brevet traduit en Braille, étaient inséparables depuis soixante ans, unis dans un culte méticuleux de l'accent circonflexe, des doubles consonnes et des traits d'union.

Au sommaire du *Monde de l'éducation* de septembre

Ecole primaire : la grande réforme

Une fois n'est pas coutume : l'école primaire tient la vedette en cette rentrée de 1991. Jusqu'à présent épargnée par les tourbillons qui agitent régulièrement le système éducatif, elle fait l'objet, cette année, d'une profonde réorganisation.

Toutes les écoles maternelles et élémentaires de l'Hexagone doivent en effet adapter leur pédagogie à la « nouvelle politique » annoncée par la loi d'orientation de 1989. Requis, en somme, de se mettre à leur tour au service de l'objectif de *« 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat »*, institutrices et instituteurs sont invités à *« travailler autrement »*, afin de mieux prendre en compte les rythmes d'acquisition de chaque enfant. La scolarité est désormais divisée en trois cycles de trois ans, sans rupture brutale entre l'école maternelle et l'école élémentaire. Et le redoublement, cette spécialité bien française, doit quasiment disparaître.

Cette réforme, expérimentée l'an dernier dans trente-trois départements, ne s'est pas engagée sans douleur, a contasté Sylvie Kerviel, auteur de l'enquête centrale de septembre du *Monde de l'éducation* (« Ecole primaire, la grande réforme »). Sa généralisation, cette année, s'effectue dans un climat de préoccupation : si les enseignants, dans leur majorité, approuvent les principes de la réforme, ils se sentent peu armés pour la mettre rapidement en œuvre. Les parents, eux, sont perplexes, mais apparemment prêts à tenter l'aventure.

Egalement au sommaire du *Monde de l'éducation* de septembre :

- **Dans l'actualité :**

– Confidentiel : le déplorable accueil réservé aux nouveaux professeurs dans les collèges et les lycées, dénoncé dans un rapport accablant de l'Inspection générale ;

– La formation des professionnels de faible qualification, ou le bel avenir du CAP.

- **Deux enquêtes :**

– La scolarisation des enfants malades à l'hôpital ;

– Comment l'histoire est-elle enseignée en Allemagne, en Angleterre, en Italie et en France ?

- **Le dossier du mois :**

Préparer le bac 1992 en français et en philo. Tous les sujets des épreuves de juin 1991 ; avec des commentaires et des exercices proposés par des professeurs.

صورة من الأصل

SCIENCES • MEDECINE

La très grande bibliothèque des gènes humains

La cartographie du génome humain, qui permet aujourd'hui d'identifier l'origine de plusieurs centaines de maladies héréditaires soulève d'importantes questions éthiques et politiques

LONDRES

de notre envoyé spécial

VOILA bien l'une des manifestations scientifiques les plus importantes pour la compréhension moléculaire et sans doute l'avenir de l'espèce humaine; et l'une des moins spectaculaires parmi celles qui, à échéance régulière, regroupent en un point ou un autre du monde le Gotha international de la génétique contemporaine (1). Ils étaient sept cents, réunis à Londres, du 18 au 22 août dernier, dans un respectable immeuble de Great Queen Street, dont les vastes salles avaient pour l'occasion été rebaptisées, associant ainsi de façon quelque peu surréaliste l'architecture britannique au patrimoine chromosomique humain. Une trentaine d'espaces avaient été définis, un pour chacun des chromosomes numérotés de un à vingt deux, pour le chromosome X, l'Y, ainsi que pour divers comités chargés de sujets médicaux et scientifiques en liaison directe avec la génétique moléculaire.

Groupes épars affairés autour d'écrans informatisés, communications présentées sans fard sous forme de «posters», ambiance caractéristique de ces groupes apparemment sans protocole que constituent les universitaires dans la force de l'âge, rien pour le spectateur non informé n'indiquait ici l'importance du sujet, l'ampleur des enjeux. Le onzième séminaire international sur la carte génétique humaine n'était, il est vrai, guère différent des éditions précédentes. Cette manifestation organisée tous les deux ans permet aux meilleurs spécialistes de la génétique humaine de contrôler, chromosome par chromosome, les dernières acquisitions fondamentales, d'en exclure les données perçues comme aberrantes et ensuite d'intégrer les résultats dans GDB (Genome Database) une base de données centrée à Baltimore (Johns Hopkins University) et qui contient tout ce qui est actuellement connu sur la structure moléculaire du génome humain.

Cinq cents maladies

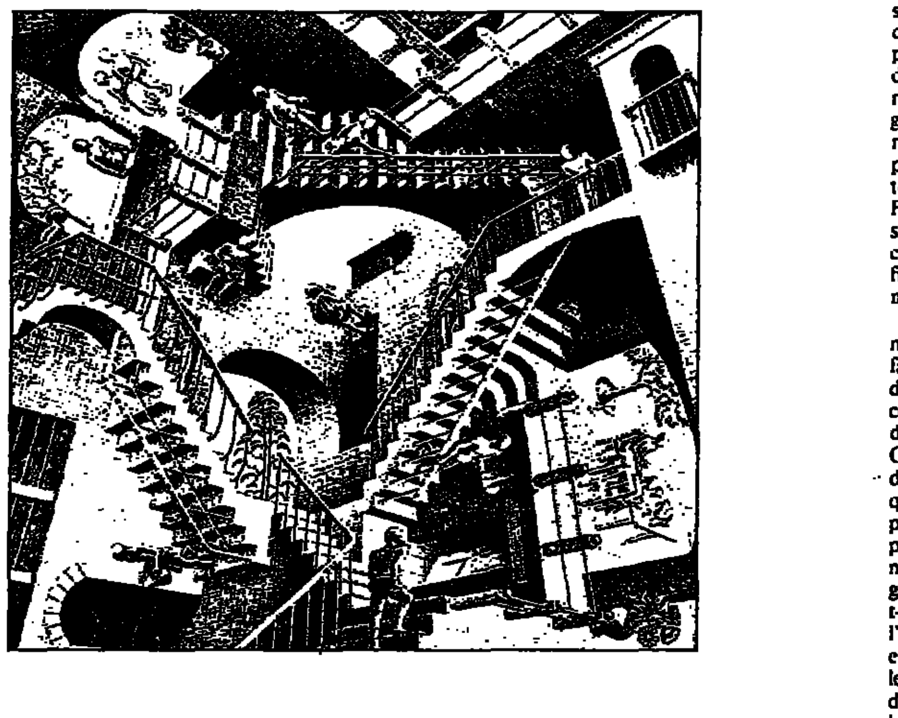
Cette onzième édition sera-t-elle la dernière? Plusieurs spécialistes ne cachent pas leur inquiétude devant la «monstruosité» de telles réunions, conséquence immédiate de l'ampleur prise ces dernières années par cette activité. Certes, depuis les géniales déductions du botaniste-religieux Mendel, les progrès n'ont dans ce domaine jamais cessé. Bénéficiant au cours du vingtième siècle de la découverte de la structure et de la fonction universelles du chromosome et de l'ADN, ils progressent à grande vitesse depuis une quinzaine d'années, grâce à l'apport des concepts et des techniques de la biologie moléculaire. Le mouvement est tout à fait spectaculaire dans sa dimension médicale. En un an, quatre-vingts affections d'origine génétique ont bénéficié de ces travaux qui permettent de localiser avec précision le gène à l'origine de la maladie transmise de manière héréditaire. Au total, la liste des pathologies dont la cause première, moléculaire, a, de la sorte, pu être élucidée, dépassera bientôt les cinq cents. Or, il ne s'agit pas ici que de pathologies rares. Ainsi, après la myopathie de Duchenne de Boulogne, l'une des plus fréquentes des affections neuromusculaires héréditaires, a-t-on appris ces derniers mois l'isolement des gènes de la mucoviscidose, de la neurofibromatose et tout dernièrement, de la maladie de Marfan, du syndrome dit de l'X fragile et d'une affection directement à l'origine des cancers du côlon et du rectum.

Ces deux dernières maladies illustrent pleinement les espoirs mais aussi les difficultés techniques et éthiques soulevées par de tels progrès. Les cancers du côlon et du rectum constituent l'une des principales causes de mortalité cancéreuse chez l'homme. On sait qu'une fraction de ces cancers est directement liée à l'existence de la polypose adénomateuse familiale, maladie transmise sur un mode héréditaire. Depuis 1987, on supposait que le gène à l'origine de cette polypose était situé sur le chromosome numéro cinq *(le Monde* du 15 août 1987).

Les choses se sont brutalement accélérées ces derniers mois grâce à deux collaborations, l'une franco-américaine, l'autre américano-japonaise. Grâce à une série d'études menées sur le génome de malades présentant d'importantes anomalies du chromosome numéro 5, et grâce à l'analyse de génétique moléculaire effectuée sur des cellules tumorales (prélevées sur des cancers coliques non héréditaires) on a pu isoler et séquencer le gène responsable et déterminer les mutations de sa structure qui induisent les phénomènes cancéreux. L'annonce de cette importante découverte, longuement présentée et commentée à Londres, a été faite, le 9 août dernier, de manière conjointe dans les colonnes des revues *Science* et *Cell*.

Selon un scénario parfaitement codifié depuis quelques années déjà, les chercheurs vont maintenant s'attacher à décrypter la protéine synthétisée par le gène et ainsi élucider les mécanismes physiopathologiques directement à l'origine de cette affection cancéreuse. Dans l'attente, la découverte du gène permettra à très court terme de disposer d'un test génétique identifiant la présence ou l'absence de la prédisposition génétique à la maladie. Dans quelles conditions mettra-t-on en place un tel dépistage? Faut-il imaginer que l'on proposera ici un diagnostic anténatal du cancer du côlon et du rectum, alors même que l'on dispose pour cette affection d'un arsenal préventif et thérapeutique souvent efficace?

A cet égard, la mise au point de ce test modifie notablement les données habituelles puisque, dans ce domaine, les travaux concernaient le plus souvent des affections incurables pour lesquelles le diagnostic prénatal suivi de la proposition d'une interruption de grossesse ne soulevait, du moins chez les partisans de l'avortement, guère de problèmes. *«On peut penser ici que le dépistage de l'anomalie génétique pourra être proposé chez des adultes et qu'il permettra de réduire le nombre de personnes supposées à risque devant effectivement bénéficier d'examens réguliers par coloscopies»*, explique le docteur Daniel Cohen, (centre d'étude du polymorphisme humain. Paris), l'un des signataires de l'étude publiée dans *Cell*. *«Peut-être également pourra-t-on proposer ce test en période anténatale chez les femmes enceintes appartenant à des familles se sachant à risques. En pratique, un tel test pourrait être très rapidement proposé. Malheureusement, en France, différents phénomènes d'inertie font qu'il ne sera sans doute pas disponible avant un ou deux ans. L'exemple de la mucoviscidose est tout à fait parlant puisque en dépit des possibilités actuelles de dépistage, rien n'est mis en place de manière systématique»*.



M.C. Escher : La relativité (1953) (in « Le Monde de M.C. Escher », Chêne éditeur).

« L'X fragile »

Un autre exemple – celui du syndrome dit de l'X fragile – vient également illustrer de manière exemplaire les difficultés éthiques et le hiatus qui peut ici exister entre la découverte scientifique fondamentale et son utilisation généralisée en médecine. Plus que «d'X fragile», sans doute conviendrait-il de parler de retard mental lié à la fragilité du chromosome X. Ce syndrome associe un tableau clinique caractérisé par une altération profonde des facultés intellectuelles à certaines caractéristiques chromosomiques. Longtemps considéré comme une entité mystérieuse dont la transmission héréditaire semblait répondre à des règles quelque peu atypiques, le syndrome de «l'X fragile» a, depuis peu, rejoint la liste des affections génétiques dont on connait l'origine moléculaire (2).

Cette découverte *(le Monde* des 17-18 février et 25 mai) est pour beaucoup le fruit du travail d'une équipe de généticiens et de biologistes français dirigée par le professeur Jean-Louis Mandel (INSERM, université de Strasbourg). Cette équipe a notamment élucidé les mécanismes complexes de transmission et permis – là encore – de proposer une méthode de dépistage anténatale de l'affection.

On dispose ainsi dès maintenant d'un procédé permettant de déterminer l'existence chez un individu donné d'une pré-mutation ou d'une mutation complète du gène correspondant à ce syndrome. Or la maladie n'apparaît dans le sexe masculin que dans le cas d'une mutation complète; en cas de pré-mutation seuls les petits-enfants pourront être atteints. Dans le sexe féminin, la situation est un peu plus complexe encore car la présence de la mutation complète peut, soit correspondre à une situation normale, soit au contraire à l'existence de futures anomalies importantes de l'intellect. En d'autres termes, chez une femme enceinte et connue pour être vectrice potentielle de la tare génétique, le diagnostic prénatal soulèvera une série de questions difficiles autant qu'inédites.

Quelle conduite tenir, par exemple, dans le cas d'un fœtus masculin porteur de la pré-mutation pour lequel l'expression de la maladie ne concernera que sa descendance? Quelle attitude adopter vis-à-vis d'un fœtus féminin porteur de la mutation pour lequel on n'a aucune certitude quant à l'avenir intellectuel? Au-delà de ces questions, il faut imaginer la somme des problèmes que posera l'identification d'un « X fragile » dans une famille, l'enquête génétique devant en toute logique permettre de déterminer quels sont les autres porteurs «muets» de l'anomalie, quelles sont les femmes vectrices et quand proposer un diagnostic prénatal.

Interruptions de grossesse

«Je pense qu'il faudra dans un premier temps lancer des expériences pilotes dans certaines régions, explique le professeur Jean-Louis Mandel. *Mais il faudra également former des médecins intéressés par ce sujet, qui seront chargés de mettre en œuvre auprès des familles concernées un conseil génétique. Il s'agit là d'un acte très délicat qui réclame du temps, une bonne compréhension de la génétique et une très bonne approche des familles. Il ne faut pas non plus oublier que le conseil génétique a aussi comme fonction de rassurer ceux qui croyaient être en situation de transmettre la maladie alors que ce n'est pas le cas.»*

La possibilité de dépister un retard d'origine mentale n'ira pas non plus sans mal au plan collectif. Selon des statisques australiennes, dix pour cent des retards mentaux observés dans la population générale correspondent à des « X fragiles » et la proportion de retards mentaux dans la population générale est par ailleurs estimée à environ deux pour cent. On situe d'autre part à 1 000 francs le coût unitaire des tests de dépistage génétique. En France, ces derniers sont jusqu'à présent réalisés à Strasbourg grâce à des crédits de recherche et avec l'aide financière indirecte de la Caisse nationale d'assurance maladie.

Il ne s'agit toutefois là que d'un montage temporaire et tout reste à faire pour organiser la diffusion d'un dépistage dont la prise en charge par la collectivité risque fort de se heurter à différents obstacles, financiers ou non. Osera-t-on par exemple lancer dans ce domaine des études «coût-bénéfice» qui pourront immanquablement être perçues comme cherchant à organiser pour des raisons économiques l'élimination des porteurs de cette anomalie génétique? Et quelle attitude adoptera-t-on face aux familles porteuses de l'anomalie et qui, comme c'est le cas en Australie, ayant des facultés intellectuelles très réduites sont incapables de comprendre ceux qui cherchent à leur prodiguer un conseil génétique?

Tous ces problèmes éthiques, exemplaires dans le cas de l'« X fragile », surviendront immanquablement dès lors que l'on avancera dans la construction de la très grande bibliothèque des gènes humains. Ils se poseront avec d'autant plus d'acuité que – comme c'est encore malheureusement très souvent le cas – l'identification de l'origine moléculaire de l'affection ne coïncide nullement avec la découverte d'une thérapeutique efficace et renvoit à tout coup vers la problématique de l'interruption de grossesse. Mais ils se poseront aussi sous une autre forme lorsque l'affection est soit curable, soit jugée peu handicapante.

Ces difficultés à venir sauraient-elles être de nature à interrompre l'énorme et prodigieux travail de cartographie en cours? Sans doute pas. Elles imposent néanmoins que les enjeux soient clairement exposés et que, comme l'a fort justement souligné Baronness Warnock – l'une des principales autorités éthiques britanniques – en clôture de la réunion de Londres, des mesures soient prises pour que la loi protège au plus vite l'individu contre ce qui pourrait rapidement apparaître comme une forme moderne et perverse de colonisation du génome humain.

JEAN-YVES NAU

(1) Eleven International Workshop on Human Gene Mapping. Londres, 18-22 août 1991.

(2) L'INSERM a organisé il y a peu de temps, en Alsace, un important colloque sur les retards mentaux liés au chromosome X, Renseignements : professeur Jean-Louis Mandel, INSERM unite 184, CNRS-LGME, tél : 88-37-12-55.

La France sans voix

La France pourra-t-elle demain encore tenir le rôle qui est aujourd'hui le sien dans le grand concert international de la cartographie du génome humain? Les principaux spécialistes français de cette discipline présents à Londres expriment sur ce point les plus vives inquiétudes.

Tout, pourtant, semblait sinon acquis du moins en bonne voie. Ainsi, après les premiers et importants résultats français dans ce domaine, et alors qu'à l'initiative des Etats-Unis venait d'être lancé un projet international «génome humain», le gouvernement s'était exprimé, pensait-on, sans équivoque. En octobre dernier, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, annonçait, lors d'un conseil des ministres, le lancement d'un programme national de recherche sur le génome humain. *«Pour acquérir la taille critique, le programme «génome» doit atteindre avant 1992 un niveau de dépenses nouvelles de 100 millions de francs par an»*, précisait alors M. Curien *(le Monde* du 19 octobre 1990). Dès cette date, on pensait que dans les deux ans à venir le budget français consacré à ce projet devrait quasiment doubler.

Or, dans les rangs français, l'heure est à l'inquiétude et parfois au réel désenchantement. A tel point que, dans un contexte international totalement déséquilibré au profit des équipes américaines, certains en viennent à douter de l'avenir. *«Il y a aujourd'hui d'énormes problèmes de financement dans la plupart des pays européens et en particulier en France, où les équipes engagées sont nettement désavantagées*, déclare le professeur Jean Weissenbach (Institut Pasteur de Paris). *Nous espérions que le programme national démarre comme prévu cette année; or ce ne sera pas le cas.»*

En pratique, la seule source d'argent non structurel – et qui a tendance à le devenir – provient actuellement de la charité publique, *via* le Téléthon et l'Association française de lutte contre les myopathies. *«Cette situation ne pourra pas durer*, estime le professeur Weissenbach, *ou alors les équipes françaises ne devront plus s'engager dans l'étude du génome humain. Mais si tel était le cas, il faudrait le dire.»*

«Il existe actuellement un programme américain qui marche très fort, avec de l'argent – 130 millions de dollars cette année – bien distribué, ajoute le professeur Jean-Louis Mandel (INSERM, université de Strasbourg). *Il existe également un programme britannique sérieux. La Communauté européenne n'a pu, quant à elle, dégager que 15 millions d'écus sur deux ans. Quant au programme français, je ne suis pas sûr qu'il existe, ou alors il est dans les limbes.»*

Une hégémonie américaine croissante

De manière plus générale, le professeur Jean Frézal (hôpital Necker-Enfants malades, Paris), l'un des meilleurs spécialistes internationaux de la génétique médicale, dénonce avec vigueur l'hégémonie américaine croissante au sein de HUGO (Human Genome Organisation) et l'absence de voix française dans ce concert. *«Il est essentiel que la France, où plusieurs équipes obtiennent des résultats très honorables, ait aujourd'hui un vrai projet*, souligne le professeur Frézal. *On sait que le génome n'est pas la priorité personnelle de l'actuel ministre de la recherche. Je comprends très bien qu'il y ait des arbitrages à faire, mais je pense que, pour notre pays, il serait tout à fait déplorable de ne pas soutenir l'effort de la communauté scientifique française, de ne pas assumer toute notre place au sein de la communauté européenne et internationale.»*

Compte tenu du potentiel national et des retombées incalculables – médicales d'abord, industrielles ensuite – d'une telle aventure, on comprendrait difficilement que l'effort des équipes françaises en compétition ne soit pas mieux soutenu, mieux financé. Le propos ne vaut d'ailleurs pas que pour l'Hexagone, personne, au fond, n'ayant intérêt à ce que, dans les premières années du vingt et unième siècle une seule bannière, étoilée, flotte sur les vastes terres enfin découvertes du génome humain.

J.-Y. N.

LE MONDE diplomatique

Septembre 1991

- LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE EN URSS : Reconstruire, par *Ignacio Ramonet*. – Les batailles à venir, par *Jean-Marie Chauvier*. – M. Gorbatchev et l'essence de la perestroïka, par *Moshe Lewin*. – M. Boris Eltsine et l'ordre nouveau, par *Amnon Kapeliouk*. – Le chaudron des nationalismes, par *Marc Ferro*. – Sous l'œil de Washington, par *Paul-Marie de La Gorce*.
- PROCHE-ORIENT : Dangereuses colères nées de la dominance, par *Jacques Berque*. – La Turquie s'embourbe au Kurdistan, par *Kendal Nezan*.
- CORNE DE L'AFRIQUE : Une région en voie d'éclatement, par *Philippe Leymarie*. – En Éthiopie, des rivalités ethniques si anciennes, si profondes..., par *Gérard Prunier*.
- AFRIQUE DU SUD : Le Congrès de l'ANC fait confiance à M. Mandela, par *Pierre Beaudet*.
- AMÉRIQUE LATINE : L'Initiative pour les Amériques fait des inquiets, par *Jean-Marie Caroit*.
- SOCIÉTÉ : Alerte, immigrés !, par *Philippe Videlier*.

En vente chez votre marchand de journaux · 18 F

هكذا من الأصل

Un grand pas vers l'infiniment petit

Un commutateur fabriqué à l'aide d'un seul atome. Cette expérience d'un chercheur américain préfigure peut-être l'électronique des années 2000

« *TOUT à coup, vous êtes devant quelque chose que personne n'a vu avant vous. Cela n'arrive que très rarement dans la vie d'un scientifique* », dit-il. Donald Eigler vient de réussir à faire fonctionner un « commutateur » dont la « pièce principale » est constituée d'un unique atome de xénon (un gaz rare). Une incursion aux frontières ultimes de la miniaturisation, suffisamment spectaculaire pour avoir *fait récemment* la une de la revue scientifique *Nature* (1).

L'expérience de ce chercheur des laboratoires IBM d'Almaden à San-Jose (Californie) et de son équipe (Christopher Lutz et William Rudge) représente le dernier en date des exploits réalisés aux Etats-Unis, au Japon et en Europe grâce au microscope électronique à effet tunnel, le STM (scanning tunnelling microscope) pour les spécialistes. Inventé au début des années 80 par Gerd Binnig et Henrich Rohrer (laboratoires IBM de Zurich), qui reçurent pour cela, le prix Nobel de physique 1986 (2), le STM permet de voir des détails à l'échelle de l'atome. Mais, à la lumière d'expériences récentes, cet *appareil s'est aussi révélé capable* d'intervenir au niveau de l'infiniment petit, en déplaçant les atomes un à un.

Les premiers à le démontrer furent des chercheurs de la firme américaine ATT-Bell qui, en 1987, réussissent à transférer un atome de germanium depuis la pointe ultrafine qui sert d' « œil » au STM jusqu'à une plaque de germanium située quelques *angströms* (un angström vaut un dix-millionnième de millimètre). Dans le monde entier, les équipes disposant de STM performants se lancent immédiatement sur cette piste. En avril 1990, Eigler lui-même arrive à contrôler suffisamment le phénomène pour écrire le sigle « IBM » à l'aide de ... 35 atomes de xénon seulement !

Il s'agit, pour ces scientifiques naturellement tournés vers les appli*cations potentielles de leurs décou*vertes, d'ouvrir la voie à d'éventuels composants ultraminiaturisés du futur, dont les circuits seraient impri*més grâce à cette technique*. C'est ainsi que des chercheurs japonais de chez Hitachi parviennent à « dessiner » des traits d'un seul atome d'épaisseur. En France, des scientifiques toulousains (Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales, dépendant du CNRS) ont pu tracer des lignes de 500 angströms.

Yo-yo *atomique*

C'était aussi la démarche de Donald Eigler. Il s'efforcait de fabriquer de *la même manière sur du sili*cium des composants expérimentaux qui ressembleraient, en beaucoup plus petit, aux transistors actuels, quand il découvrit que ce qu'il cherchait résidait, tout simplement, dans ... l'outil lui-même. En envoyant une impulsion électrique très faible (plus ou moins huit dizièmes de volt) à la pointe du microscope d'une part, et à une électrode monocristalline de nickel distante de 5 angströms d'autre part, l'expérimentateur peut déplacer un atome de xénon et le faire se coller, au choix, sur l'une ou l'autre des deux pointes. Mais ce mouvement de Yo-yo, qui est à la base de la technique de transfert des atomes, fait, par la même occasion, varier le courant qui passe ensuite entre les deux électrodes. L'ensemble constitue donc un « élément bi-stable », équivalent, en électronique, aux interrupteurs qui servent à allumer et à éteindre la lumière.

Le « commutateur atomique » était né. Une naissance toute théorique, pourtant. En effet, si la « pièce mobile » de cet interrupteur est extraordinairement miniaturisée, il n'en est pas de même du reste. *Donald* Eigler *a utilisé pour cette* manipulation un microscope électronique à effet tunnel fonctionnant sous vide et refroidi à moins 269 degrés centigrades à l'aide d'hélium liquide. Un éléphant technologique bien éloigné des « puces » électroniques les plus grossières. En outre, explique un expert, le commutateur atomique d'Eigler est très lent : il lui faut, dans le meilleur des cas, vingt fois plus de temps pour réagir que les composants actuellement sur le marché, et qui répondent couramment au milliardième de seconde.

« *Il n'est absolument pas certain que l'on puisse construire à partir de ce principe des commutateurs ou des composants atomiques utilisables commercialement* », reconnaît spontanément Donald Eigler. « *Mais j'espère*, ajoute-t-il, *que nos recherches fondamentales ouvriront la voie à des générations futures de composants électroniques extrêmement miniaturisés.* » Une solution éventuelle pourrait se trouver, avance Eigler en conclusion de la présentation des ses travaux dans le magazine *Nature*, dans « *des molécules en forme de cage qui présenteraient une fonction de commutation grâce à un atome emprisonné en leur centre* ». On pense immédiatement aux « fullerènes », ces molécules de carbone en forme de ballon de football découvertes récemment et qui excitent tant les électroniciens (*le Monde* du 12 juin). Ou aux « cryptates », les molécules en forme de grotte qui valurent le prix Nobel de chimie 1987 au Français Jean-Marie Lehn (3). « *Les cryptates semblent de meilleurs candidats que les fullerènes, molécules totalement fermées au sein desquelles on n'a pas encore réussi à introduire quoi que ce soit*, estime Jean-Marie Lehn. *On peut modifier à la demande la cavité des cryptates, et donc imaginer d'y placer plusieurs ions* [atomes épluchés de leurs électrons], *ce qui augmente d'autant les possibilités de stockage de l'information. Mais de là à arriver à un résultat exploitable commercialement...* »

Manipuler les molécules

C'est pourtant l'un des buts de l'électronique moléculaire : sauter le mur qui sépare l'ultraminiaturisation de l'infiniment petit. En réalisant, par exemple, des films ou des fils d'un seul atome d'épaisseur ou de diamètre. *Mais aussi en manipulant* les molécules pour les transformer en composants électroniques. C'est ainsi, explique M. Christian Joachim, directeur du groupe électronique moléculaire au centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales de Toulouse (CNRS), qu'il est possible de synthétiser des molécules qui se déforment, ou dont une partie pivote comme une bascule d'interrupteur sous l'action d'un courant électrique ou d'une excitation chimique ou optique.

Cette discipline, dont on imagine sans peine les enjeux industriels, est toute récente. La Grande-Bretagne fut le premier pays à s'y intéresser en lançant, dès 1980, un programme national. Elle fut suivie par le Japon (1982), les Etats-Unis (1983), l'Allemagne (1984), et la France (1987). Le Japon veut accentuer son effort, et s'apprête à lancer le « Projet technologique angström », que le gouvernement compte financer à hauteur de 25 milliards de yens (plus de 1 milliard de francs) sur dix ans. En France, le CNRS a complété l'effort français en créant, en 1989, le Groupement de recherche sur l'électronique moléculaire, dirigé par Jean-Pierre Launay, qui rassemble huit équipes parmi lesquelles celles de Jean-Marie Lehn et de Christian Joachim.

« *Sur le plan des résultats expérimentaux, nous sommes plutôt bien placés*, estime Jean-Marie Lehn, *mais pour le nombre des équipes, c'est moins évident.* » Afin d'atteindre la « masse critique » qui nous permettra de résister à la pression des Etats-Unis et du Japon, il faut, ajoute le Prix Nobel français, « *un plan d'urgence, un comité de salut public européen* » en matière d'électronique moléculaire, mais aussi dans toutes les technologies de pointe qui préparent l'électronique de demain.

Il est peut-être encore temps. Pour Alain Croisier, responsable des produits technologiques chez IBM à Paris, les travaux de Donald Eigler comme les recherches en électronique moléculaire ne constituent que « *des pistes de recherche* » qui n'ont « *pas de perspectives crédibles d'application* » avant les années 2000. Les dernières percées en matière de fabrication des « puces » électroniques ont redonné une nouvelle jeunesse au bon vieux silicium qui, contrairement aux prévisions, égale et même surpasse dans certains cas l'arséniure de gallium ou les nouveaux matériaux supraconducteurs. « *Pour les dix ou quinze prochaines années, les circuits intégrés au silicium continueront à être la technologie quasi unique de l'informatique. Ils progresseront encore d'au moins trois ordres de grandeur en performance, mais ils atteindront un jour leur limite physique* », estime M. Croisier.

Cette limite, on la connaît déjà : c'est l'apparition des « bruits quantiques ». En dessous d'une certaine taille des circuits, correspondant probablement – à surface équivalente – à une capacité cent fois supérieure à celle des puces actuelles, les électrons n'obéissent plus aux mêmes lois. Si l'on en croit certains travaux américains, il n'est peut-être pas impossible de maîtriser ces phénomènes nouveaux pour aboutir à la fabrication de « composants quantiques ». Mais en attendant, souligne M. Croisier, « *il nous faut explorer toutes les pistes* ». L'électronique moléculaire en est une, mais il en est d'autres tout aussi étonnantes, comme, par exemple, l'enregistrement holographique dans des cristaux qui se déforment sous l'effet d'une lumière forte !

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) *Nature*, volume 352, n° 6336 du 15 août 1991.

(2) Conjointement avec Ernst Ruska, constructeur du premier microscope électronique en 1932 (*le Monde* du 17 octobre 1986).

(3) Conjointement avec les Américains Donald Cram et Charles Pedersen.

La magie des carrés

Deux ans de travail et la collaboration de plus de dix corporations sont nécessaires à la création de chaque nouveau foulard d'Hermès

UNE sorte de mini-pont roulant portant un cadre vient se placer au-dessus d'une bande de pure soie blanche parfaitement lisse. Le pont roulant est abaissé. Tout le long d'un des côtés du « tamis » tendu dans le cadre est versé un long boudin de *pâte noire dont la consistance fait* penser à celle d'un chocolat chaud de nappage d'une pâtisserie. L'opérateur prend son « racle », un outil semblable à un essuie-glace, mais un essuie-glace long de près d'un mètre. Il installe celui-ci dans le boudin de pâte, le pousse sur toute la largeur du « tamis », puis le tire vers lui. Ce qui fait faire à la pâte noire un aller et retour sur le « *tamis* ». *Il met de côté le* « *racle* », soulève le cadre et fait glisser le pont roulant sur le côté. La soie blanche porte alors en noir un dessin au trait.

Un deuxième cadre remplace le premier dans le pont roulant et est amené au-dessus de la soie. L'opérateur vérifie que la superposition des dessins est bonne à la fraction de millimètre près. Il verse un boudin de pâte d'une autre couleur et fait faire à celle-ci un aller et retour sur le « tamis » grâce à un « racle » propre. Après que le pont roulant a été mis de côté, on voit que de petites parties du dessin imprimé *sur la soie sont maintenant colorées* en brun.

Mêmes manœuvres avec un troisième cadre. Cette fois, du jaune remplit une partie du dessin, recouvrant par endroits le brun mis précédemment et donnant ainsi la sensation de relief.

Le temps manque au démonstrateur. Il passe donc directement à la couleur du fond, qui, normalement, *devrait être appliquée en avant-dernière* position. Un aller et retour, puis un aller supplémentaire. Et une bonne partie du dessin est alors recouverte d'un rouge éclatant.

La maison Hermès a montré à Paris pendant le mois d'août comment sont fabriqués ses célèbres carrés. Les installations « normales » sont toutes situées dans la région lyonnaise et la fabrication se fait, là, sur une échelle beaucoup plus grande grâce à des tables qui peuvent avoir jusqu'à 150 mètres de long, et à une certaine automati*sation qui n'exclut pourtant* pas la vérification constante de l'œil exercé des opérateurs. On arrive ici à produire de 15 000 à 20 000 (40 000 en période de pointe) carrés par semaine.

A Paris, la table ne portait qu'une bande de soie de deux carrés, et toutes les opérations étaient faites à la main. Mais il s'agissait de la même méthode de « technique du cadre à plat », vieux procédé lyonnais, qui seul permet une précision et une qualité parfaites de l'impression de motifs fort compliqués.

Une palette de 52 000 couleurs

Tout commence par le travail des créateurs, qui composent les motifs des nouveaux carrés (une douzaine par an). Chaque maquette, due au talent et à l'inventivité de ces artistes, est livrée en taille réelle (90 cm sur 90 cm) et peinte à la gouache ou à l'aquarelle dans les coloris originaux. Intervient alors l'*incroyable* « *mise en gravure* », c'est-à-dire la décomposition de la maquette en autant de couleurs et donc de dessins sur feuille de rhodoïd *(matériau particulièrement* stable) qui sont jugés nécessaires pour que l'impression rende parfaitement la maquette du créateur. *Bien entendu, il* faut de longs essais pour parvenir à définir le nombre de dessins nécessaires et à choisir les couleurs (40 au maximum) qui seront utilisées pour *l'*impression. Bien entendu aussi, les carrés sont souvent tirés en plusieurs versions de coloris différents : les coloristes de l'atelier d'impression attribuent alors à chacun des dessins la couleur qui convient pour créer une harmonie complètement nouvelle.

Les effets de dégradé, d'ombre, de relief, de poudré sont obtenus par la superposition de plusieurs couleurs. Ainsi la figure de l'Indien emplumé ornant un des carrés a-t-elle été rendue grâce à 14 couleurs imprimées les unes après les autres.

Les couleurs d'impression sont faites de colorants chimiques et de gomme végétale plus ou moins dilués à l'eau. Il en existe actuelle*ment quelque 52 000 dont la for*mule est soigneusement gardée de façon que les mêmes carrés puissent être refaits à l'identique au long des *années. Depuis 1937*, année où sont apparus les premiers carrés Hermès, une bonne partie des 870 modèles qui ont vu successivement le jour est, en effet, constamment réimprimée.

Pour le tissu de support, on utilise de la soie d'origine chinoise qui est tissée à Lyon le plus souvent comme un twill (en biais), mais parfois en brochage. Tel le carré « Daymio », *qui porte des fleurs* blanches brochées et des fleurs de couleurs imprimées. Après son tissage, la soie est lavée (les spécia*listes parlent de* « *décreusage* »), pour la débarrasser des fragments de bourre et autres impuretés éventuelles qui y sont restés et être ainsi *assouplie. Lorsqu'elle* est prête pour l'impression, elle est étendue sur de très longues tables autocollantes et aplatie parfaitement pour que n'y subsistent ni faux pli ni vaguelette intempestive.

Alors peut commencer l'impression proprement dite. Chaque planche (rappelons qu'une planche = une couleur) dessinée lors de la « mise en gravure » a été transférée par photo sur un tamis *fait d'une gaze de polyester (plus* solide que la gaze de soie utilisée autrefois) recouverte d'une couche de gélatine sensible à la lumière. Après *insolation*, la gélatine qui a été exposée à la lumière durcit alors qu'elle reste molle là où le dessin porté sur la planche l'a mise à l'abri de la lumière. Par lavage, la gélatine molle disparaît. Ainsi la gaze tendue dans le cadre manœuvré par le pont roulant est-elle occultée sauf pour le dessin qu'elle porte en sorte de fenêtres laissant passer la couleur concernée. D'où le nom de « *tamis* ». *La couleur, lors du pas*sage du « racle », ne s'imprime donc sur la soie qu'aux endroits voulus.

Les différentes couleurs sont imprimées dans un ordre très précis. Le premier cadre dessine, en noir presque toujours, les lignes et contours dans lesquels viendront s'insérer toutes les autres couleurs. Ce noir, dont la pâte est plus épaisse que celle des autres couleurs, *servira de garde-fou : ses* lignes empêcheront les couleurs suivantes de se diffuser hors de leurs stricts emplacements. D'où ses *noms de* « *finesse* » ou de « serti ».

L'ennoblissement

Pour les autres couleurs, on commence toujours par celles qui occupent les surfaces les plus petites. Une application prématurée des couleurs, forcément humides, couvrant les vastes surfaces des fonds et des bordures (les « listes ») ferait rétracter le tissu et nuirait au cadrage précis des couleurs suivantes. Quand deux ou plusieurs couleurs sont superposées (on dit « remâtées »), on commence tou*jours par les plus foncées pour* terminer par les plus claires.

Après l'impression, viennent les opérations d' « ennoblissement ». Le « fixage » est essentiel. Il s'agit d'une véritable cuisson à la vapeur (à 103 °C ou 105 °C) faite pendant un *temps plus ou moins long dans* une sorte d'énorme cocotte-minute. Ce « fixage » enlève la gomme et permet aux pigments de pénétrer dans le tissu. Les carrés sont ensuite lavés pour enlever les éventuels excès de couleurs et restants de gomme. Ils sont séchés à chaud, puis traités avec un apprêt qui leur rend l'aspect et le toucher soyeux que les opérations précédentes, *impressions comprises, leur ont fait* perdre. Rappelons qu'en dépit de l'« ennoblissement », les carrés ne sont jamais garantis à l'eau, que celle-ci soit de pluie ou de lavage.

Enfin interviennent les « roulotteuses », qui découpent chaque carré en suivant *rigoureusement le* droit-fil et font sur les quatre côtés les délicats ourlets roulottés. A la main, bien sûr, et en quarante ou *qarante-cinq minutes*, performance qu'apprécieront toutes les couturières amateurs...

Des créateurs aux roulotteuses, plus de dix corporations appartenant à plusieurs sociétés travaillant toutes dans la région lyonnaise auront participé pendant deux ans à la fabrication de chaque nouveau modèle de carré. Tous ces artisans-artistes très hautement qualifiés ayant appris leur *métier* « *sur le tas* ».

YVONNE REBEYROL

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Septembre 1991 8 F
L'HOPITAL EN CRISE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ACCES DIRECT 2,19 F LA MINUTE
SIRÈNE MINITEL
36.27.36.44
L'identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement :
Adresse complète, code APE, date de création, n° SIRET...
■ Plusieurs clés d'accès
■ Grande souplesse de recherche
insee INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

هكذا من الأصل

SCIENCES • MEDECINE

Naissances multirisques

En quinze ans, le nombre de naissances de triplés a été multiplié par trois. Un véritable problème de santé publique

LES progrès dans les traitements de la stérilité, avec l'apparition de médicaments inducteurs de l'ovulation à la fin des années 60 et de la fécondation *in vitro* au début des années 80, sont les principaux responsables de l'augmentation importante des grossesses multiples. Pour les mères d'enfants multiples, jumeaux mais surtout triplés, quadruplés ou quintuplés, les joies de la maternité cèdent la place à des difficultés de toutes sortes, médicales, psychologiques, matérielles ou sociales. Dans un ouvrage collectif (1), le professeur Emile Papiernik (clinique universitaire Baudelocque, Paris) et le docteur Jean-Claude Pons (hôpital Antoine-Béclère, Clamart) abordent les multiples aspects de ce qu'ils considèrent comme un véritable problème de santé publique.

Entre 1971 et 1986, le nombre de naissances de triplés, en France, est passé de 74 à 207, soit presque trois fois plus, et celui de quadruplés de 0 à 19. Dans le même temps, les grossesses gémellaires ont faiblement augmenté, en passant de 8 035 à 8 118. Une étude rétrospective sur deux ans (1987-1988) portant sur 156 grossesses triples dans 76 hôpitaux français a montré que 26,3 % d'entre elles étaient spontanées. En revanche, 41,6 % de ces grossesses étaient consécutives à un traitement par inducteur d'ovulation et 32 % à une technique de procréation médicalement assistée, qu'il s'agisse de fécondation *in vitro* ou de GIFT (2).

Une autre enquête, réalisée avec la collaboration de l'Association nationale d'entraide des parents de naissances multiples (ANEPNM), a porté, cette fois-ci, sur 65 des 210 grossesses quadruples survenues en France entre 1972 et 1988. Seules cinq d'entre elles étaient spontanées avec, dans tous les cas, des antécédents familiaux de naissances multiples. 58, soit 92,3 %, sont imputables à un traitement par inducteur d'ovulation. Une seule est survenue après GIFT. Naturellement, on estime à 1 sur 80 la fréquence des grossesses gémellaires, à 1 sur 80 puissance 2 celle des grossesses triples, 1 sur 80 puissance 3 celle des grossesses quadruples, et ainsi de suite.

Ces grossesses multiples ne sont pas sans risque. Près de la moitié des patientes enceintes de jumeaux présentent un risque d'accouchement prématuré, c'est-à-dire avant 37 semaines d'aménorrhée. Ce risque s'accentue avec les grossesses triples, quadruples et quintuples. La durée moyenne de la grossesse pour les triplés est de de 34 semaines et de 31 semaines pour les quadruplés. *« La plus grande particularité des grossesses multiples est leur taux élevé de prématurité grave (avant 31 semaines) qui explique les chiffres élevés de mort néonatale, de transfert en réanimation néonatale, de long séjour hospitalier et le nombre non négligeable de handicaps graves liés à la prématurité »*, note le professeur Papiernik.

Plus les grossesses multiples sont diagnostiquées tôt, plus les mesures de prévention de la prématurité ont de chances d'être efficaces, comme la réduction précoce de l'activité maternelle, la prescription de médicaments qui stoppent les contractions utérines, voire l'hospitalisation et un traitement à base de corticoïdes pour prévenir la maladie des membranes hyalines (détresse respiratoire du nouveau-né) en cas de menaces d'accouchement prématuré.

Des réactions de panique

La multiplication des grossesses multiples pose le problème des limites à mettre en œuvre dans les traitements de la stérilité. *« Les moyens de prévenir ce phénomène reposent sur une utilisation correcte des traitements inducteurs d'ovulation*, note le docteur Jean-Claude Pons, *et, en cas de fécondation* in vitro, *sur le replacement dans l'utérus d'un nombre d'embryons ne dépassant pas trois. »* Une surveillance hormonale et des échographies (pour suivre le nombre de follicules qui entrent en croissance) permettent de mieux maîtriser les traitements par induction de l'ovulation. Pour la fécondation *in vitro*, les recommandations récentes du Comité national d'éthique (pas plus de trois embryons lors d'une réimplantation) devraient, si elles sont respectées, limiter les grossesses multiples (*le Monde* du 26 juin).

Car les chances de grossesse augmentent avec le nombre d'embryons transférés. Selon des statistiques effectuées à partir d'une série de 3 335 ponctions d'ovocytes, le taux de grossesse par transfert de deux embryons est de 23,63 % avec un pourcentage de grossesse gémellaire de 3,77 % et pas de naissances triples. Pour un transfert de trois embryons, on passe à un taux de grossesses de 34,75 % avec 5,79 % de grossesses gémellaires et 1,16 % de grossesses triples. Pour un transfert de quatre embryons, le taux de grossesse passe à 41,67 % avec 10,28 % de grossesses gémellaires et 4,76 % de grossesses triples.

L'annonce d'une grossesse de plus de deux enfants provoque souvent, chez les parents, des réactions de panique. C'est un événement vécu comme extraordinaire mais rarement enthousiasmant. Plongées dès les premiers mois dans une ambiance très médicalisée, les futures mères sont submergées par des inquiétudes liées à la santé de leurs enfants et à leur avenir. Seront-ils normaux, comment vont-elles pouvoir faire face à cette situation ? L'accouchement, le plus souvent par césarienne, est suivi fréquemment d'un séjour d'un ou plusieurs enfants en service de réanimation néonatale, ce qui ne facilite pas l'établissement de la relation mère-enfant.

Un « sentiment d'anormalité »

Une étude portant sur le suivi psychologique de quatorze femmes ayant accouché de triplés à la maternité de l'hôpital Antoine-Béclère met en évidence leurs difficultés à faire face à ces naissances. *« C'est un événement traumatique au même titre qu'un accident ou qu'une maladie grave »*, estime Mme Monique Robin, chercheur en psychologie à l'unité INSERM 187. Les entretiens avec les mères, quatre mois après l'accouchement, et l'observation des interactions mère-bébés l'ont conduit à dresser un bilan plutôt sombre. *« L'absence de plaisir et la souffrance psychologique sont fréquentes chez ces mères qui, au lieu de vivre la relation de maternage qu'elles souhaitaient, se trouvent transformées en pourvoyeuses de soins. »*

Les mères sont assaillies d'un *« sentiment d'anormalité »* qui peut être renforcé par la réaction de l'entourage. *« Certaines se sentent honteuses d'avoir mis au monde plusieurs enfants*, souligne la psychologue. *Elles ont le fantasme d'être assimilées à une espèce animale. »* Ces réactions concernent principalement les mères de plus de deux enfants. Celles qui ont donné naissance à des jumeaux parviennent à trouver dans cette maternité une *« valorisation narcissique »*.

Les mères d'enfants multiples arrivent d'autant mieux à surmonter leurs angoisses que leur entourage (père, famille élargie, amis) leur apporte un soutien de qualité. Une enquête réalisée par l'ANEPNM (3), qui regroupe 3 000 familles, met en évidence les préoccupations médicales, familiales, financières et sociales qui assaillent les parents d'enfants multiples. La fatigue des mères liée *« au maternage intensif »* figure au premier rang des préoccupations. Débordées par les tâches maternelles, elles éprouvent un sentiment de frustration et de culpabilité envers leurs enfants. *« Il est difficile de trouver un équilibre entre ce que l'on doit à l'individualité de chaque enfant, encore plus s'il y a des aînés, et les sollicitations de la fratrie multiple »*, note Mme Chantal Lebatard, présidente de l'ANEPNM et mère de cinq enfants dont des triplés. Les relations du couple sont mises à rude épreuve. Selon l'enquête à laquelle ont répondu 457 familles, un couple sur trois éprouve des difficultés dans la vie commune. Les familles signalent incompréhension ou même abandon de leurs propres parents et plus rarement appui moral et financier. Plus généralement, elles signalent un isolement d'ordre social – le tissu de relations s'étiole, – une incompréhension de la part des travailleurs sociaux ou même des enseignants, qui ne saisissent pas la spécificité des familles d'enfants multiples par rapport aux familles nombreuses.

Les préoccupations pécuniaires figurent, elles aussi, en première ligne dans les soucis de ces familles. Il faut envisager un changement de logement, de voiture, se procurer les équipements de puériculture en double, triple ou quadruple exemplaire. *« Ces problèmes financiers se retrouvent principalement dans les catégories socioprofessionnelles moyennes et non pas chez les plus défavorisés*, note Mme Lebatard. *Cela tient certainement au fait que certaines prestations légales, comme l'allocation logement, le complément familial ou les tarifs de cantine, sont fonction des ressources des familles. »*

Face à ces difficultés multiples, l'Association nationale d'entraide des parents de naissances multiples revendique l'instauration d'une aide à domicile systématique et gratuite, l'établissement d'un barème particulier pour le calcul de leurs aides. Elle réclame également une révision du quotient familial, qui détermine l'accès à certaines aides, et une priorité d'accès à la scolarisation.

MARTINE LARONCHE

(1) *Les Grossesses multiples*, par Emile Papiernik-Berkhauer et Jean-Claude Pons. Editions Doin, 427 p., 580 F.

(2) Le GIFT, ou *gamet intra-fallopian transfert*, est une technique dérivée de la fécondation *in vitro*. Elle consiste à placer, après prélèvement, ovules et spermatozoïdes dans les trompes utérines, où a lieu normalement la fécondation.

(3) ANEPNM, 8, place Sisley, 95430 Auvers-sur-Oise. Tél. : 30-36-19-67.

(Publicité)

ENVIRONNEMENT

L'initiative d'un lessivier

Eco-Wisk met l'emballage à la Une du recyclage

Photo Elise Rebiffé

Pour répondre aux attentes des consommateurs, voire les anticiper, certains industriels innovent en matière de protection de l'environnement. La société Lever, avec son nouvel emballage de lessive liquide, compte parmi ceux-là.

Tandis que les experts de Bruxelles préparent des textes réglementant les normes en matière de recyclage des emballages industriels, la société Lever innove en lançant une lessive dont l'emballage répond déjà à ce que seront sans doute ces futures exigences. Son nom : Eco-Wisk. Eco, pour économie et pour écologie. Car la société Lever a conçu un emballage inédit qui combine plastique allégé et carton. Résultat, ces deux matériaux sont facilement séparables et donc aisément recyclables. Le contenu : 1,5 litre de lessive liquide. Le contenant : un étui carton 80 % recyclé, 100 % recyclable qui assure sa stabilité; un flacon réalisé avec 60 % de plastique en *moins qu'un flacon ordinaire de* taille égale. Un produit efficace pour un gain écologique significatif.

Une attitude nouvelle

Cette performance répond à l'attente d'un nombre de plus en plus élevé de consommateurs. Pour preuve, selon une étude Secodip récente, 77 % des ménagères se déclarent *«prêtes à dépenser plus pour acheter des produits ou des emballages sans danger pour l'environnement»*, et autant affirment *«qu'elles ont tendance à utiliser dans leur foyer moins de produits dangereux pour l'environnement que par le passé»*. Ces résultats traduisent une attitude nouvelle qui tend à concilier efficacité et respect de l'environnement. Le terme d'«écolo consommateur» fait même son apparition dans le vocabulaire des spécialistes.

La société Lever avait déjà introduit les lessives concentrées, dites «micro», Skip, Omo et Persil. Pour laver autant et aussi bien, deux fois moins de poudre, c'est-à-dire deux fois moins d'énergie pour les fabriquer et deux fois moins de rejets dans l'environnement. Une utilisation exclusive de ces lessives «micro» éviterait le rejet de 250 000 tonnes de produits chimiques et de 20 000 *tonnes de plastique et de carton* d'emballage.

Toujours à l'actif de la société Lever, le test de dureté de l'eau offert aux consommateurs : une *languette qui permet de déter*miner la teneur en calcaire de l'eau utilisée et d'adapter en conséquence la quantité de lessive nécessaire. Une juste adéquation qui évite les rejets superflus de produit.

Une prise de conscience globale

En entamant sa «marche verte», la France emboîte le pas – avec une dizaine d'années de retard – aux pays de l'Europe du Nord qui ont ouvert la voie : stations d'épuration d'eau, généralisation du recyclage des ordures ménagères, instauration de labels *«verts», par exemple, y ont tra*duit peu à peu une prise de conscience globale. Eco-Wisk, avec son emballage recyclable, représente un grand pas dans ce sens.

Reste aux infrastructures locales à assurer sur le terrain la mise en place de telles initiatives. Car à quoi servira un emballage techniquement recyclable si les moyens de le recycler n'existent pas ?

L'action des municipalités

Certaines municipalités se sont *lancées dans l'aventure*. Après des tentatives à Bruay-en-Artois et à La Rochelle, la communauté urbaine de Dunkerque a su mener à bien un projet original *baptisé «la Nouvelle Bleue»*. 45000 «éco-poubelles» destinées à recueillir les déchets recyclables ont été distribuées aux habitants. Ces matériaux recyclables - verre, plastique, carton, certains papiers -sont collectés régulièrement, triés, puis revendus aux recycleurs. L'objectif, à terme, est de recycler 11 000 tonnes de déchets par an. Cette expérience montre que les municipalités, si elles s'en donnent les moyens, peuvent agir efficacement pour la protection de l'environnement.

Assumer sa part de responsabilité

L'arrivée d'Eco-Wisk et de son emballage particulier marque la volonté de la société Lever d'œuvrer dans cette direction et d'assumer sa part de responsabilité dans la préservation du milieu naturel. Les consommateurs, quant à eux, devraient également se sentir plus impliqués dans une telle démarche. Car c'est la conjugaison des efforts des pouvoirs publics, des industriels et des consommateurs qui assurera le succès de la «marche verte»

Germain Doret

L'ÉCOLOGIE À DOMICILE",
c'est un livret plein de bons conseils pour votre environnement.
Pour l'obtenir gracieusement, un simple appel au (1) 45 32 32 32

ECO-WISK :
UN GESTE PLUS VERT
La lessive liquide tous textiles Eco-Wisk, mise au point par la *société Lever*, reprend la formule lavante de Wisk, connue pour son efficacité.
Eco-Wisk, c'est 1,5 litre de lessive dans un flacon plastique très léger entouré d'un étui de carton qui garantit sa stabilité, facilite la prise en main et le rangement.
Son goulot est conçu pour verser aisément le liquide dans le bac de la machine à laver, et son bouchon se revisse après utilisation.
Mieux encore : au moment de mettre votre flacon vide à la poubelle, un geste suffit pour séparer carton et plastique.
Un pli à prendre pour que le recyclage ne soit plus seulement une belle promesse pour l'environnement.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE S.A.
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Régie Presse SA.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par **MINITEL : 36-15 LEMONDE** code d'accès **ABO**

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur *numéro d'abonné*.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP.Paris RP

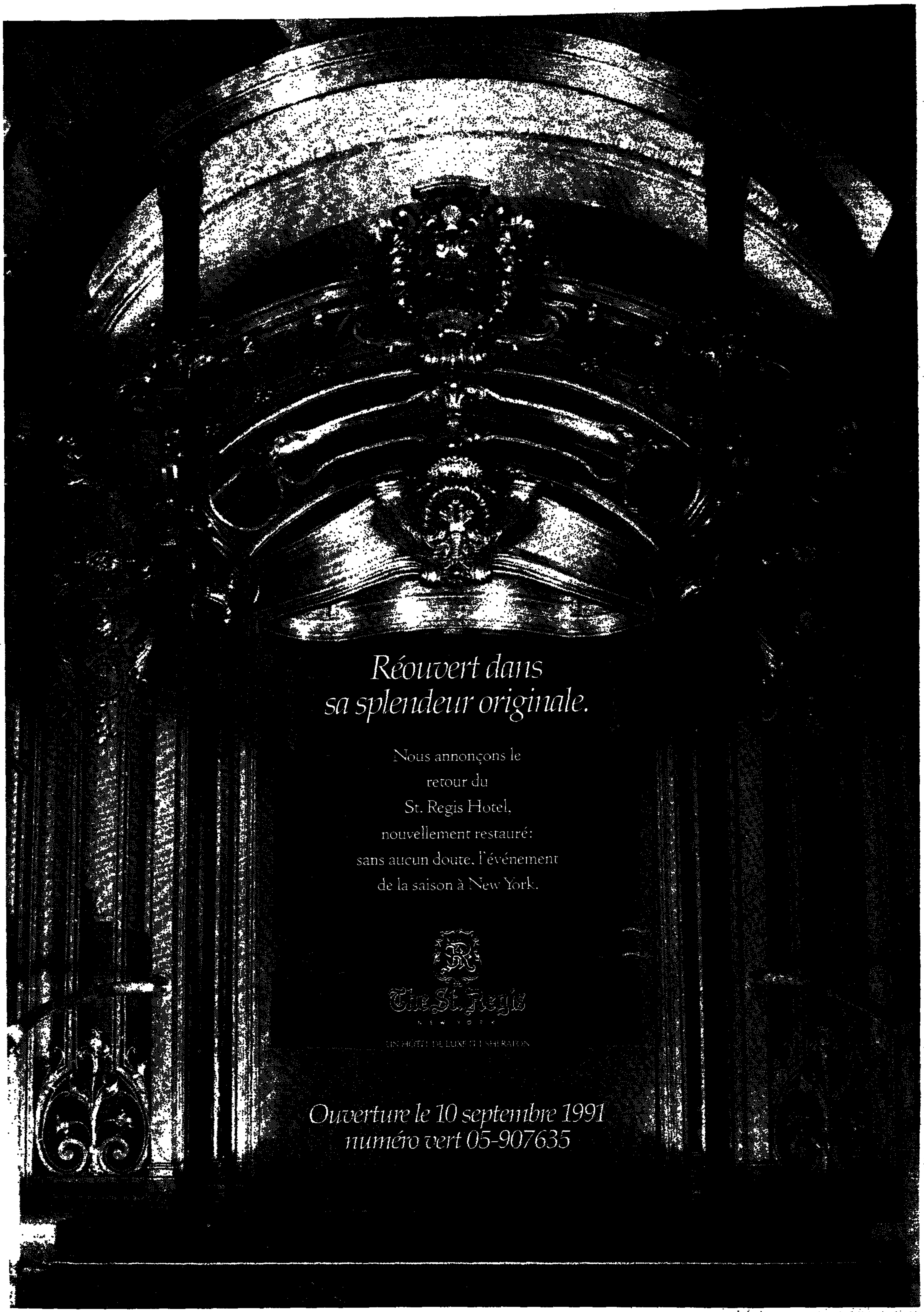
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03

هكذا من الأصل



FIFTH AVENUE ET FIFTY-FIFTH STREET, NEW YORK, NEW YORK 10022 • TÉLÉPHONE 212.753.4500 • FAX 212.541.4736

هكذا من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

La Montagne magique

Pays de cocagne de la musique de chambre, le Festival de Marlboro fête ses quarante et un ans et songe à son avenir

MARLBORO (VERMONT)

correspondance

Le panneau est toujours là. Son message n'a pas changé : *« Silence, les musiciens travaillent ».* A l'ombre des mêmes arbres, les moutons les plus mélomanes du monde sont toujours aux premières loges des répétitions privées. Du matin jusqu'au *soir, sept jours sur sept*, des immuables baraques de bois disséminées dans la verdure se déversent inlassablement des vagues de notes sans cesse interrompues par de brefs échanges de propos.

Malgré la disparition de Rudolf Serkin en mai dernier (*le Monde* du 11 mai 1991), Marlboro est donc toujours Marlboro. Un lieu unique pour des artistes en quête de perfection, une retraite hors de tout remous médiatique, où le culte de la musique ne souffre aucune concession. Sans celui qui fut l'un de ses pères fondateurs mais surtout son Pygmalion et directeur artistique pendant quatre décennies, le Festival a continué d'appliquer les règles que celui-ci considérait comme intangibles : des répétitions jusqu'à plus soif, des œuvres abordées d'abord pour elles-mêmes et jamais dans la perspective d'une exécution publique, quel que soit leur degré d'achèvement (*le Monde* du 18 août 1987).

Bien plus que les autres concerts que lui ont dédiés les musiciens, ce respect, cette continuité, sont les plus beaux hommages qu'il pouvait recevoir d'une communauté qu'il chérissait tant.

Si le pilier central du temple de la musique de chambre est tombé, tous les autres sont toujours en place. Fidèles parmi les fidèles, Philipp Naegele, David Soyer, Peter Wiley, Samuel Rhodes, Felix Galimir, Isidore Cohenont [illegible] chaque été leur [illegible], accompagnés des pianistes [illegible] et Bruno Canino. C'est ce comité d'anciens, mis en place depuis de nombreuses années par Rudolf Serkin, qui a assuré de façon collégiale la direction artistique du Festival.

Depuis deux ans, alors que la maladie ne permettait au chef d'assurer que très épisodiquement ses responsabilités, ce comité faisait tourner les « boîtes à musique » que deviennent, sept semaines durant, les baraques de bois du collège de Marlboro.

La logique des années passées a donc prévalu quand, quelques semaines avant son ouverture, les membres du conseil d'administration, la direction générale et les membres du comité se sont réunis *pour décider comment allait s'organiser* et être dirigé le premier Festival de l'après-Serkin.

« La décision que nous avons prise est de fonctionner comme l'année dernière, affirme Irving Moskovitz, président du conseil d'administration. *Avec ou sans Rudolf Serkin, Marlboro doit rester Marlboro. Et, dans l'immédiat, les personnes les plus à même de préserver et de transmettre son « esprit » sont les hommes qui, depuis de nombreuses années, se dévouent totalement à cette aventure artistique qui, avant d'être un festival, est avant tout un centre d'études de très haut niveau réservé à quelques dizaines de jeunes musiciens pleins d'avenir. »*

Mais cette direction collégiale ne durera pas. Aucune des parties en présence ne souhaite en effet que l'exception devienne la règle. Pour des raisons artistiques autant qu'économiques, le Festival de Marlboro a besoin d'un successeur à Rudolf Serkin. *« Une direction collégiale n'est qu'une solution de transition*, précise l'altiste Philipp Naegele. *Quand, chaque semaine, les anciens se réunissent pour choisir les œuvres qui seront mises en répétition, former les ensembles, choisir les pièces jouées en concert, il faut qu'à la fin de longues discussions quelqu'un tranche. »* Pour le violoncelliste David Soyer, la nomination d'un directeur *« pas trop jeune mais pas trop vieux »* est un moyen d'enrayer ce qu'il nomme le *« syndrome de Marlboro »*, à savoir des seniors de plus en plus vieux et des juniors de plus en plus jeunes.

ALAIN LOMPECH

Les raisons économiques jouent également. A Marlboro, tout culte de la personnalité a, certes, été remplacé par celui de la musique. Mais dans le *« real world »*, appellation marlboréenne pour désigner ce qui est hors des limites du collège, *la personnalité* et le prestige d'un musicien comme Rudolf Serkin ont été déterminants pour la reconnaissance et le rayonnement international du Festival et pour assurer un équilibre financier longtemps en danger : un million de dollars sont nécessaires, chaque année, pour permettre à une soixantaine de musiciens de répéter beaucoup et de se produire un petit peu. Même si les concerts affichent complet, leurs recettes ne représentent que 15 % de cette somme. *« Avec plus de 60 % de nos ressources en provenance de donateurs privés, nous sommes conscients que notre institution a besoin à terme d'un porte-drapeau connu et reconnu de tous*, reconnaît Irving Moskovitz. *Les donateurs sont plus sensibles à l'aura d'un grand artiste qu'à la somme de talents multiples moins connus du public. »*

PIERRE-YVES GRAVIER

Cailloux blancs

CBS a bien fait de planter ses micros à Marlboro. Les quelques disques que l'éditeur *américain y a produits ont* bénéficié des longues répétitions propres à ce festival-académie, puis du filtre imposé par les musiciens eux-mêmes : ne se produisent en concert et n'enregistrent (éventuellement !) que les équipes qui pensent pouvoir présenter des interprétations vraiment abouties au public et à leurs confrères. Mis en boîte dans la foulée des concerts, à Marlboro ou dans les studios new-yorkais de CBS, chacun de ces disques est donc le résultat d'un approfondissement technique et musical plus rare qu'on ne l'imagine.

Sony, le nouveau propriétaire de CBS, vient de reporter douze microsillons de cette série sur disques compacts. Huit proviennent de son fonds propre. Quatre sont des enregistrements produits par le festival lui-même. Six sont des nouveautés car ils n'avaient été publiés que dans une collection hors commerce. Il est vraiment difficile de faire son choix : si l'investissement financier n'était *si lourd, nous les recommande*rions tous. Les plus étonnants restent tout de même ceux de Pablo Casals chef d'orchestre. Les puristes seront sans doute étonnés par ses phrasés très libres, son rubato presque aussi fluctuant que ceux du pianiste Alfred Cortot ou de Wilhelm Furtwangler, mais l'énergie, la vie rythmique dont témoignent ses interprétations de Mendelssohn, de Beethoven ou de *Schubert ne se rattachent à* aucun modèle connu. Ces disques ne feront pas double emploi avec ceux des grands chefs du passé ou d'aujourd'hui. Il faudrait également distinguer l'interprétation si apaisée du *Quintette en ut D.965 de Schubert. Sur le même dis*que, Rudolf Serkin et le clarinettiste Harold Wright « accompagnent » la soprano Benita Valente dans l'interprétation la plus aérienne et innocente qui se puisse imaginer du *Pâtre sur le rocher*, la dernière composition de Schubert.

ALAIN LOMPECH

▶ Edition Marlboro Sony Music. Beethoven : Quatrième Symphonie ; Schubert : *Cinquième Symphonie* (SMK 46246, nouveauté). Beethoven : Deuxième Symphonie ; Brahms : Variations Haydn (46247, nouveauté). Mendelssohn : *Symphonie « Italienne »* et Octuor à cordes (46251). Beethoven : Première et Sixième Symphonie (45891, nouveauté) ; Septième et Huitième Symphonie (45893). Schoenberg : Sérénade op. 24 et Symphonie de chambre op. 9 (45894, nouveauté). Schubert : Quintette D. 965 et le *Pâtre sur le rocher* (45901, nouveauté). Mozart : Sérénade KV 292 et Sonate pour basson et violoncelle KV 292 (46248) : Concerto pour deux pianos et Concerto pour piano n° 12 (46255). Brahms : Sextuor n° 2 et Trio avec cor (46249). Schubert : la Truite ; Mozart : Quintette avec clarinette (46252). Barber et Nilsen : Quintettes à vent ; Hindemith : Octuor pour vents et cordes (46250, nouveauté). A paraître fin septembre. *Mozart : Symphonies* n°s 35, 40, 41 (47294). Une petite musique de nuit, Sérénades n°s 11 et 12 (47295). Beethoven : Trio op.11, Quintette pour piano et vents (47296) ; Huitième Symphonie (47297). Boccherini : quatuors et quintette pour guitare et cordes (47298).

LE MATIN DES MUSICIENS
Emission et concert du lundi au vendredi, de 9h à 12h
sur France Musique

SEPTEMBRE
Besancon, ville musicale
Grandes batailles de la Musique
Les Inachevés
Schubert
Moussorgski
Mozart Mildred Clary
Bach Jacques Merlet
Puccini Sergio Segalini
OCTOBRE
Alban Berg*
Le fantastique à l'opéra
Debussy avant Pelléas
Prokofiev* Georges Boyer
NOVEMBRE
L'orgue français* Jacques Merlet
Charles Munch
Stravinsky / Schœnberg
Ces maudits Italiens
Les Sonates de Beethoven*
DÉCEMBRE
Alkan et son temps*
Mozart post-mortem*
Bruckner*
Carmen

*RETROUVEZ CES THÈMES AVEC LES CONCERTS DE RADIO FRANCE
42 30 26 33
Radio France

ARTS

Le bon disciple

Sérusier fut le premier élève de Gauguin. Le plus fidèle. Il n'en finit pas moins par trahir

PONT-AVEN

de notre envoyé spécial

L'histoire a été contée cent fois : à l'été 1888, un jeune homme de vingt-quatre ans, massier de l'atelier Bouguereau, *nommé Paul Sérusier, séjourne à* Pont-Aven, comme y avaient séjourné avant lui bien des peintres en quête de pittoresque bretonnant.

Alors qu'il s'épuise sur un paysage, un rapin vient à passer, observe ses efforts, lui conseille d'user de couleurs plus franches et de formes plus ramassées et, pour finir, l'aide à achever sa pochade. Le rapin, tête de forban photogénique, verbe péremptoire, est Paul Gauguin, qui loge alors *à la pension Gloanec en compagnie* d'Emile Bernard.

De retour à Paris, Sérusier exhibe son paysage gauguinisé, qu'il baptise pieusement *le Talisman*. Stupeur à l'Académie Julian. Sérusier réunit autour de lui Bonnard, Denis et quelques autres, les premiers nabis, et s'institue sinon *chef d'école*, du moins exégète autorisé de l'esthétique et de la pensée de Gauguin.

Il n'a cessé sa vie durant d'avouer sa dette et de rendre hommage à son grand homme. Après la mort de Gauguin, en 1903, il fut de ceux qui réclamèrent une part de l'héritage esthétique de l'exilé des Marquises. Prétention excessive et indiscrète. Si Sérusier fut l'un des premiers, avec Bernard, à adopter la manière de Gauguin, il n'en trahit pas moins son mentor dix ans après, trahison picturale et intellectuelle à la fois.

L'inspirateur unique et révéré

Il commença cependant par l'imiter avec une stupéfiante docilité. Quoique le fameux *Talisman* ne soit pas dans la rétrospective – assez mal accrochée du reste, dans un désordre de dates et de sujets qui nuit gravement à l'intelligence de l'exposition, – tout dans les années 1888-1892, jusqu'aux plus simples dessins et aux signatures en rouge, *dénonce la marque de* l'inspirateur unique et révéré.

Les vues de Bretagne exécutées à Pont-Aven, au Pouldu et dans l'intérieur des terres doivent à Gauguin leurs constructions japonisantes, leurs courbes « synthétiques », leurs harmonies en vert et orange et, naturellement, leurs sujets rustiques, cochons dans leur porcherie, vaches dans leurs prés.

Unique différence, mais décisive : dès 1889, Gauguin reconnaît que ni Pont-Aven ni Le Pouldu ne sont des paradis préservés de candeur et de pureté et ses tableaux se font mélancoliques, puis sévères. Sérusier, lui, donne volontiers dans l'angélisme bretonnant. Ses paysannes prennent des poses de saintes femmes, tiennent leurs faucilles *comme des encensoirs et s'émeu*vent d'on ne sait quelles visions célestes. Les tableaux ont alors pour titres *l'Incantation*, *le Bois sacré* et *l'Apparition de la Vierge*, cette dernière n'étant qu'un faible et dévôt pastiche de *la Vision après le sermon*, exécutée par Gauguin en 1888.

Jusque vers la fin des années 90, cette imagerie ne règne pas seule, cependant. Elle alterne avec des toiles plus fortes, d'une observation plus froide et *d'un style plus ferme*, effigies de porteuses d'eau et de vieillardes encapuchonnées de noir qui écaillent des poissons, l'air renfrogné, le regard hébété. Avec des gris, des bruns, des ocres et des rouges éteints, Sérusier portraiture ses voisines sans complaisance, préfigurant les scènes de genre de Cottet. Pour augmenter l'effet de rusticité, il s'interdit les perspectives trop savantes, privilégie la pose de profil et les teintes plates. Il pastiche un peu les primitifs, tous les primitifs, les Italiens et les sculpteurs de calvaires de granit. Gauguinisme encore que ces références inconnues à l'Ecole des beaux-arts et cette prédilection pour le rudimentaire, mais gauguinisme vérifié sur le motif et très préférable *au style symbolard qui envahit* toute l'œuvre quand Sérusier prétend renouveler l'art sacré.

Les leçons de Maurice Denis

Gauguin parti pour Tahiti, son bon élève se cherche un nouveau directeur de conscience et écoute les leçons de Maurice Denis, fort amateur de théories néoclassiques. A partir de 1898, il séjourne volontiers au monastère de Beuron, où un ancien de Pont-Aven, Verkade, s'est fait bénédictin. Commence alors la période des « saintes mesures », qui dure jusqu'à la mort de l'artiste, en 1927.

Le bon Sérusier cherche comment composer selon une géométrie sacrée, combine Puvis de Chavannes et Fra Angelico, imite alternativement les Egyptiens et les Byzantins et tombe dans l'artifice. Il est navrant de le voir glisser à la mièvrerie d'un sulpicianisme hiératique et plagier les icônes, lui qui, de temps en temps, réussit encore des paysages heureusement composés. *N'en déplaise à Maurice Denis*, qui l'admirait fort, l'autoportrait de Sérusier dit *à la barbe rutilante* est d'un cabotinage déplaisant.

L'ermite de Chateauneuf-du-Faou est un demi-habile qui joue trop adroitement à l'âme simple et connaît l'heure du train de Paris. Quant à sa *Vierge aux anges* de 1910, elle justifie le jugement que Huysmans portait sur l'école de Beuron : *« Débiles images de pieusarderie fabriquées par des convers »*. On frémit à la pensée de ce que Gauguin, qui n'était guère charitable et encore moins pieux, aurait vociféré à la vue de ces œuvres signées par le plus ancien de ses disciples.

PHILIPPE DAGEN

▶ Musée de Pont-Aven, Place de l'Hôtel de Ville, 29930 Pont-Aven. Tel. : 98-06-14-43. Jusqu'au 30 septembre.

□ ***Nomination d'un directeur général au Centre Georges-Pompidou.*** – M. Bruno Ory-Lavollée, conseiller à la Cour des comptes, ancien chef du bureau emploi, formation professionnelle, immigration au ministère des finances, a été nommé directeur général du Centre Georges-Pompidou, un poste nouvellement créé. Le nouveau président du Centre, M. Dominique Bozo, qui a succédé à la fin du mois d'août à Mme Hélène Ahrweiler, n'abandonne pas pour l'instant ses fonctions à la tête du Musée national d'art moderne et du Centre de création industrielle.

DANSE
THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS
DU 10 AU 21 SEPT. 20H30
MERCE CUNNINGHAM
2 PROGRAMMES
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4e

PREMIERE LE 4 SEPTEMBRE – LOCATION OUVERTE
THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE
26, RUE DE LA GAITE PARIS 14e LOC. 43 22 16 18
JEAN-PAUL FARRÉ JEAN-LUC MOREAU
VOLTAIRE ROUSSEAU
UN SPECTACLE DE JEAN-FRANCOIS PREVAND
DECOR ET COSTUMES DE CHARLIE MANGEL

هكذا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

Les deux visages de l'Amérique

Au festival de Deauville, Hollywood et les ghettos

DEAUVILLE
de notre envoyé spécial

Un homme bizarrement accoutré comme dans les bandes dessinées de *Flash Gordon* et le visage entièrement dissimulé par un casque de gladiateur était la première attraction du Festival de Deauville. Il annonçait *Rocketeer*, le film de Joe Johnston, où un jeune cascadeur aérien (Bill Campbell), pilotant un coucou de 1938, découvre par hasard une fusée dorsale inventée par Howard Hughes, qui lui permet de se transformer en homme volant. Ce personnage rétro pourrait en fait avoir été imaginé par Spielberg. *Rocketeer*, qui a mis le public en joie, abonde d'ailleurs en références de toutes sortes.

Hollywood se survit en plongeant dans son passé, ses légendes et ses rumeurs. En réinventant des héros et des aventures qui ont déjà servi. On a déjà vu ailleurs des personnages semblables aux trois copains de City Slickers, cadres stressés approchant la quarantaine. Le changement, dans ce film de Ron Underwood auquel on a donné comme titre français *la Vie, l'Amour... les Vaches* (sortie nationale le 4 septembre), c'est que la grande ville – New York – soit vite laissée de côté.

Les trois copains vont se retremper dans un ranch du Nouveau-Mexique. Avec d'autres vacanciers ils doivent convoyer un troupeau de bovins jusqu'au Colorado. Ils prennent cela comme un jeu parce qu'ils sont encadrés par de vrais cow-boys mais ils sont obligés d'affronter seuls toute une série d'épreuves. Trop long, alourdi par un numéro envahissant de Billy Crystal, comique venu de la télévision, le film, qui fait un carton aux États-Unis, semble prôner une «morale» propre à l'Amérique de George Bush. « Retrempez-vous au mythe des pionniers fondateurs et retrouvez le sens des valeurs individuelles».

Mais le spectacle hollywoodien par excellence, on le trouve dans *Backdraft* de Ron Howard, film musclé, nerveux, trépidant, qui combine très habilement une histoire de famille, une intrigue policière (dans laquelle Robert De Niro tient remarquablement un rôle secondaire) et une magouille politique. Cela se passe à Chicago et l'on voit en action le corps des sapeurs-pompiers dans d'immenses décors de studio et des séquences d'incendie encore plus impressionnantes que celles de *la Tour infernale*.

Un auteur de dix-neuf ans

Si l'on cherche une production qui aille plus loin que le grand spectacle et fasse découvrir certains aspects de la vie contemporaine aux Etats-Unis alors, pas d'hésitation, c'est *City of hope*, de John Sayles, réalisateur indépendant auquel le festival consacre, d'autre part, une de ses rétrospectives. *City of hope* raconte, sous la forme d'un récit unanimiste, les manœuvres d'hommes politiques, de constructeurs et de promoteurs immobiliers cherchant à mettre la main sur une ville du New-Jersey, Hudson-City.

Ici, s'opposent, s'affrontent, des hommes qui profitent du système ou veulent s'y faire une place, les communautés noire et blanche, chacune avec ses préjugés, l'ancienne société et la nouvelle avec ses marginaux. La mise en scène réunit, avec une belle maîtrise narrative, les fils de plusieurs intrigues et de nombreux personnages au comportement et au caractère complexes. Le ton de critique sociale à propos des conflits personnels et raciaux est nouveau. Il amorce une réflexion sur l'Amérique des années 90 qu'on découvre également dans deux films indépendants à très petits budgets, écrits et réalisés par des Noirs.

Matty Rich, auteur de *Straight out of Brooklyn*, a dix-neuf ans. Il a emprunté de l'argent à sa famille pour tourner huit minutes de film à partir desquelles il a réussi à réunir 70 000 dollars. Puis il a filmé. *Straight out of Brooklyn* était au montage sous une forme imparfaite lorsque Jonathan Demme, qui montait à côté *le Silence des agneaux*, l'a vu, s'est enthousiasmé et a trouvé des producteurs pour aider Matty Rich à continuer et terminer dans de meilleures conditions.

Résultat : un grand succès critique aux Etats-Unis, une chronique pour nous suprenante de la misère dans une cité-dortoir de Brooklyn où les Noirs sont encasernés, et des aspirations à l'éducation comme moteur de l'égalité et de relations normales entre les êtres. Utopiste, Matty Rich? Ce n'est pas l'impression qu'il donne en conférence de presse. Sa jeunesse, sa sincérité, sa passion apportent une force de conviction supplémentaire à un film sans doute un peu fruste mais qui se démarque du cinéma « black » américain façon Spike Lee.

Il en est de même pour Joseph B. Vasquez, Noir portoricain, auteur de *Hangin'out with the homeboys (Une virée d'enfer)*. Chronique d'une nuit d'errance, de drague et, d'une certaine manière, de réveil à la vie dans New-York, par quatre garçons du Bronx-Sud. Là passent – parfois avec beaucoup d'humour – des souvenirs personnels et la vision d'une Amérique urbaine où les problèmes des individus défavorisés s'expriment par la volonté de s'affirmer et de se changer soi-même par l'éducation. Curieuse tentative, à suivre...

JACQUES SICLIER

Du plomb pour l'Irlande

Un portrait sans nuance de la colonisation anglaise de l'Ulster

SECRET DÉFENSE
de Ken Loach

Qu'est-il arrivé à Paul? Membre d'une organisation de défense des droits de l'homme en mission en Irlande du Nord, il est retrouvé mort. Sa compagne et ses amis ne croient pas à l'explication donnée par la police. L'inspecteur anglais Kerrigan mène l'enquête, elle va le mener loin de ses certitudes démocratiques quant à la police dont il fait partie et à l'Etat qu'il sert.

Dans le rôle de Kerrigan, le massif et paisible Brian Cox fait de méritoires efforts pour montrer cet itinéraire du doute. Mais, de doutes, le spectateur n'en aura guère, informé avant le flic de la vilenie des Anglais et des collabos protestants, sommé d'adhérer pieds et poings liés au «juste combat» de l'IRA et consorts. Le procédé est quelque peu déplaisant, même administré avec l'aide d'une ballade irlandaise fougueusement chantée au fond d'un pub républicain – toujours efficaces, les ballades irlandaises.

Qu'est-il arrivé à Ken Loach? Le cinéaste sensible de *Kes* et de *Family Life*, l'homme au regard acéré et compatissant des admirables *Pas de larmes pour Joy* et *Regards et sourires*, chausse ici les sabots de plomb d'un réalisme socialiste d'un autre âge pour dénoncer un complot fasciste risible à force de grossièreté. Si, dans les quartiers pauvres de Belfast, il retrouve un peu de ses talents de documentariste, l'intrigue s'engonce vite dans les artifices d'une caricature qui dessert la cause qu'elle prétend soutenir.

Il est vrai que son précédent film, *Fatherland*, empruntait déjà de telles ornières. Mais le réalisateur anglais s'est, depuis, ressaisi. Son nouveau film, *Riff-Raff*, qui sortira cet automne, en témoigne éloquemment. Il est conseillé de l'attendre calmement.

JEAN-MICHEL FRODON

Fragiles certitudes

Un professeur communiste à la retraite une jeune femme rebelle : la fin des années 70 en Italie

DANS LA SOIRÉE
de Francesca Archibugi

En 1977, l'Italie vivait une période troublée : renversement des idéologies, contestation étudiante prolongée, terorisme menaçant pour la démocratie. Il faut s'en souvenir en voyant le film de Francesca Archibugi, *Dans la soirée*, situé ces années-là. Le «conflit des générations» qui semble en être le sujet, n'a rien à voir avec les oppositions entre familles bourgeoises et soixante-huitardes attardées, que nous avons pu connaître en France.

D'autant que Franceca Archibugi – auteur de *Mignon est partie* – a pris du recul pour parler d'une famille italienne soumise aux contradictions et aux affrontements de l'époque. En 1977 donc, le professeur Ludovico Bruschi, universitaire communiste, profite de sa retraite dans sa villa du Pariolo, à Rome. Son fils, Oliviero, un grand dadais passé de la révolution à l'écologie, vient pleurer dans son gilet. Sa femme, Stella, est partie. Il confie à Ludovico sa petite fille, Papere, quatre ans, élevée en hippy et qui s'est inventée un double. Le professeur découvre la joie d'être grand-père, et s'applique à donner à la fillette une vraie bonne éducation.

Un jour, Stella surgit. Elle reprend l'enfant, puis la ramène. Pendant une année, Stella va entretenir avec son beau-père une relation de conflit et d'estime réciproque. Et il ne verra plus en elle que la femme, jeune, ardente.

Il désire la former, elle aussi, mais plus par amour non avoué que pour se raccrocher à ses principes. C'est une histoire de sentiments davantage que d'idéologie et de poliique, même si la politique existe à l'arrière-plan. C'est l'histoire d'un homme qui n'est plus très sûr de détenir la vérité, mais a besoin de se faire aimer. Et celle d'une jeune femme, chez qui la rebellion et le militantisme n'ont pas étouffé la sensibilité. Dommage que le rôle de Papere perde, en cours de film, de son importance. Reste essentiellement un face-à-face Mastroianni-Bonnaire. On comprend que Francesca Archibugi ait été fascinée par ces deux-là. Matroianni, comme chez Scola, semble engager sa vie dans ce qu'il joue, et la Bonnaire italianisée garde sa nature de feu et de pierre qui veut résister aux élans du cœur.

J. S.

□ **Trois prix pour Xavier Beauvois à Montréal.** – Le jury du Festival des films du monde de Montréal qui s'est tenu du 22 août au 2 septembre a décerné ses prix. *Nord* de Xavier Beauvois (France) a reçu trois récompenses : le grand prix spécial du jury, le prix de la critique internationale et le prix des Montréalais pour le meilleur premier long-métrage (exaequo). Voici le reste du palmarès : Grand prix des Amériques : *Salmonberries* de Percy Adlon (Allemagne); meilleure réalisation : *Volere volare* de Maurizio Nichetti (Italie); interprétation féminine (exaequo) : Laura Dern pour *Rambling Rose* de Martha Coolidge (USA) et Lee Hyesuk pour *l'Etalon d'argent* de Chang Kil-soo (Corée-du-Sud); interprétation masculine : Francisco Rabal pour *l'Homme qui a perdu son ombre* d'Alain Tanner (Espagne-Suisse-France); meilleur scénario : *l'Etalon d'argent*; prix des Montréalais 1991 (50 000 dollars) pour le meilleur premier long-métrage : *La Mujer de Benjamin* de Carolos Carrera (Mexique), exaequo avec *Nord*, de Xavier Beauvois.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

COMMUNICATION

La grève dans l'audiovisuel public

Faible mobilisation à Antenne 2 inquiétude à FR 3

La grève lancée lundi 2 septembre à Antenne 2 par cinq syndicats de journalistes, techniciens et employés pour protester contre les suppressions de postes prévus dans le plan de restructuration n'aura guère pu entamer la sérénité observée par la direction. Votée sans enthousiasme et faiblement suivie, elle n'a que très peu perturbé l'antenne, comme l'avait d'ailleurs annoncé le matin même le PDG d' A2- FR 3, M. Hervé Bourges, assurant sur France-Inter qu' *« une grève n'est pas le meilleur moyen de faire entendre ses revendications (...) Nous avons changé d'époque, il faut changer de méthode»* .

Les seules perturbations observées ont concerné les émissions d'information. *Télématin* a été supprimée, remplacée par des dessins animés, les autres journaux ayant été diffusés en direct de la régie finale au lieu du studio habituel. Plus difficile en revanche est l'appréciation du taux de participation. La direction de la chaîne estimait lundi matin à 9,3 % des effectifs prévus pour la journée (6,7 % de l'ensemble du personnel) le pourcentage de grévistes. Un pourcentage en hausse toutefois au cours de la journée et estimé finalement à 8,5 % des effectifs totaux d' Antenne 2.

Les syndicats affirmaient de leur côté que la participation atteignait 95 % chez les techniciens, 55 % chez les journalistes, 20 % chez les administratifs. Une nouvelle assemblée générale devait décider, mardi matin, de la reconduction ou non du mouvement.

Calme pour le moment, la situation de FR 3 pourrait à son tour évoluer. La seconde réunion du comité central d'entreprise extraordinaire, qui avait commencé vendredi sous la présidence de M. Hervé Bourges, s'est terminée le 2 septembre; une troisième réuion réunion est annoncée pour le 1er octobre, la première consultation des comités d'établissement de région devant avoir lieu le 17 septembre. Cependant, les représentants du personnel ont adopté lundi à l'unanimité une motion demandant la suspension de la procédure en cours.

Elle *« refuse la notion de gestion du présent fondée sur des paramètres budgétaires et comptables »* et *« propose la mise en place d'une expertise contradictoire et la poursuite de discussions sérieuses avec les élus»*. La mobilisation du personnel, traditionnellement mieux organisée sur FR 3 que sur Antenne 2, pourrait s'avérer plus efficace que sur la Deux.

Préparé par TF 1 et Canal Plus

Le projet de chaîne française d'information bute sur les difficultés du câble

Le succès de la chaîne américaine d'information CNN (Cable News Network) fait des émules. En Grande-Bretagne, le groupe Murdoch accomplit une remarquable percée avec Skynews, que la BBC s'apprête à concurrencer. En Allemagne, le groupe de communication Bertelsmann peaufine un projet, en association avec le groupe américain Time Warner. La télévision publique japonaise NHK veut lancer, dès l'an prochain, une chaîne mondiale d'information, Global News Network (GNN), réalisée en partenariat avec des opérateurs locaux, en Europe et en Asie, mais aussi aux Etats-Unis.

Dans l'Hexagone même, le grand public semble séduit. Plus d'un Français sur deux (53 % exactement) serait *« très intéressé »* ou *« assez intéressé »* par la création d'une chaîne française d'information continue, si l'on en croit un récent sondage d'PSOS-Médias (1). Et 63 % de ces « accros de l'info » accepteraient, pour la recevoir, de payer un abonnement (de 19 francs par mois en moyenne). Des chiffres encourageants, qui devraient inciter les groupes de communication à se pencher sur ce nouveau marché.

Pourtant, à l'exception de Canal Infos – chaîne de télétexte sans image, – aucun projet français n'a encore vu le jour. *« Nous sommes prêts »*, corrige le directeur délégué à l'information de TF 1, Sylvain Gouz. *Un protocole d'accord a même été signé entre Patrick Le Lay et André Rousselet »*, les PDG de TF 1 et de Canal Plus. Après une première approche européenne, le concept retenu est résolument national, *« le concept européen s'étant révélé creux »*. Les grandes lignes de la grille – un « journal » télévisé de 18 heures par jour – sont arrêtées, la technique est définie, la décoration du studio choisie et les équipes facilement mobilisables. *« Avec un feu vert, nous sommes capables de démarrer en six mois »*, renchérit la directrice de l'information de TF 1, Michèle Cotta.

Les câblo-opérateurs ne sont pas pressés

Pourtant, le feu vert ne vient pas. TF 1, qui a fait et refait ses comptes, évalue entre 200 et 250 millions de francs le budget annuel de la nouvelle chaîne. Un investissement difficile à rentabiliser sur un marché du câble – 675 000 abonnés environ contre plus de 8 millions en Allemagne – particulièrement étroit. La Une demande donc aux trois grands câblo-opérateurs, la Caisse des dépôts, la Générale des eaux et Lyonnaise-communication, d'assumer l'essentiel du fardeau. Et d'accepter de reverser, pour la reprise de la future chaîne, 10 à 12 francs par abonné et par mois, contre 1 à 2 francs seulement pour la diffusion d'une chaîne étrangère et 5 à 6 francs pour celle d'une télévision thématique. A cette demande, les trois câblo-opérateurs opposent, jusqu'ici, un refus catégorique.

« Nous n'en avons pas les moyens, explique M. Jean-Pierre Paoli, directeur général adjoint de communication-développement, la filiale spécialisée de la Caisse des dépôts. *Nous en sommes arrivés au stade paradoxal où chaque abonné supplémentaire nous coûte de l'argent. »* Sur les 140 francs mensuels versés en moyenne par les abonnés, 40 seulement vont aux programmes (dont 12 au profit des deux chaînes Canal J et Canal Jimmy). Les câblo-opérateurs estiment n'avoir plus aucune marge de manœuvre.

Et sont d'autant moins pressés que Canal Infos leur permet d'attendre le... lancement d'Euronews, le projet de chaîne d'information continue et multilingue préparée au sein de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Prévue pour le printemps 1992, Euronews devrait être financée à 54 % par les douze chaînes publiques fondatrices (*le Monde* daté 5-6 mai 1991) et à 24 % par des fonds publics européens (le reste provenant du parrainage et de la publicité). Autant dire que la chaîne européenne sera proposée aux câblo-opérateurs gratuitement. Ceux-ci joueraient-ils la montre?

P.-A. G.

(1) Sondage réalisé entre le 29 juillet et le 1er août 1991 auprès d'un échantillon de mille personnes à l'occasion des 2es Rencontres internationales des chaînes d'information à l'université d'été de Carcans-Maubuisson.

Malgré la hausse du prix de vente

« L'Evénement du jeudi » poursuit son développement

En augmentant, début juillet, son prix de vente de 50 % – de 20 à 30 francs, – l'hebdomadaire *l'Evénement du jeudi* avait conscience d'engager un pari (*le Monde* du 5 juillet). La période estivale, traditionnellement maigre pour la presse écrite, rendait ce pari risqué. A la fin de l'été, le journal de Jean-François Kahn peut dresser un premier bilan relativement positif. A Paris, en juillet, selon les chiffres des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), *l'Evénement* a réalisé une vente au numéro de 127 324 exemplaires soit une baisse de 3,5 % par rapport à juillet 1990 (131 892).

Mais cette légère baisse est compensée par deux facteurs . D'une part, le marché parisien des hebdomadaires d'informations politiques et générales est déprimé (il a enregistré une baisse de 6 % en juillet par rapport au mois de juillet 1990) ; d'autre part, *l'Evénement* peut se targuer d'avoir devancé, en juillet, sur Paris, *le Nouvel Observateur* (90 284 exemplaires), *l'Express* (85 536 exemplaires, un chiffre qui lui permet cependant d'augmenter de 0,4 % sa vente au numéro par rapport à juillet 90) et *le Point* (60 600). En outre, la baisse est rattrapée par une forte hausse des abonnements à *l'Evénement* (45 261 en juillet 1990, 70 232 en juillet de cette année), résultat d'importantes campagnes lancées au printemps.

Le mois d'août fait davantage souffrir les news magazines. Le marché parisien avec ses nombreux kiosques fermés chute de 15,9 % par rapport à août 1990 et les trois premières semaines font « plonger » la bande des quatre : *l'Express* enregistre une baisse de 36,4 % par rapport à août 1990, *le Point* chute de 19,3 %, *l'Evénement* de 11,7 % et *le Nouvel Observateur* de 5,7 %.

Mais *l'Evénement*, tout en se gardant de *« tout triomphalisme »*, considère que l'augmentation de son prix de vente a bien été acceptée et lui permet de se développer. Contrairement à ses concurrents, le journal a coutume de proposer une forte pagination pendant l'été, en se fondant sur l'idée que le temps de lecture est plus important. Enfin, son lien avec ses lecteurs (dont 20 000 sont actionnaires du journal) demeure fort, voire « militant ». L'hebdomadaire compte donc passer le cap des 200 000 exemplaires diffusés en moyenne en 1991 (contre 195 506 l'an dernier), developper son pôle photocomposition en fabriquant des journaux et des bilans d'entreprise. Cet automne, *l'Evénement* va relancer son mensuel *Sciences et Technologies* et lancer, en remplacement de *Paroles et musique*, suspendu il y a un an et demi, un magazine trimestriel, *l'Evénement de la musique* (en partenariat avec Europe 1 et Europe 2), destiné aux vingt-quarante-cinq ans.

Y.-M. L.

EN BREF

□ **Eurosport bientôt diffusée en français.** – La chaîne sportive Eurosport sera diffusée en français sur les réseaux câblés à partir du 15 octobre. Reprise récemment par TF 1, Eurosport n'était jusqu'à présent disponible qu'en anglais, allemand ou néerlandais. Cette diffusion en français va mettre en concurrence deux chaînes sportives francophones : Eurosport et TV Sport (contrôlée par Canal Plus).

□ **Le groupe Hersant cède 2,5 % du capital de la Cinq au GAN.** – Le groupe Hersant, qui détenait 10 % du capital de la Cinq, a cédé pour un montant de 43 millions de francs 2,5 % de la chaîne à la société Confitex Quatre, une filiale du groupe d'assurances GAN. Ce désengagement partiel, selon la chaîne, n'aurait rien de signicatif. Autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, cette cession serait intervenue depuis plus de deux mois et place désormais le groupe Hersant au cinquième rang des actionnaires de la chaîne, derrière Hachette (25 %), le groupe Berlusconi (25 %), Clinvest (groupe Crédit lyonnais, 10 %) et le groupe CCF (8 %).

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

هكذا من الأصل

…NICATION

…on à Antenne 2

…de à FR 3

…française d'informat…

…ficultés du câble

SPECTACLES

Programmes du mercredi 4 au mardi 10 septembre

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Les Archives du film présentent : le Mariage de Melle Beulemans (1927), de Julien Duvivier, 16 h ; les Étudiants de la FEMIS présentent : : les Liens (1990), d'Anna Benhaiem, De l'histoire ancienne, d'Orso Miret, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI

Les Quarante Ans des Cahiers du *cinéma* : *Vidéodrome (1982, v.o.)*, de David Cronenberg, 18 h ; le Retour de l'Inspecteur Harry (1983, v.o. s.t.f.), de Clint Eastwood, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles. (40-26-34-30)

MERCREDI

Paris la nuit : Nuit de mystère : Zazous dans le métro (1987) d'Antoine de Maximy, le Minotaure (1989) de Raphaël Caussimon, Rouge Gorge (1984) de Pierre Zucca; 14 h 30 ; Travail de nuit : De 4 heures à 8 heures (1970), Coup de balai à l'ORTF (1971) de Jacques Davila, *les Matinales (1967) de J. Krier*, 16 h 30 ; Carte blanche : : Gilles Grangier : le Désordre et la Nuit (1958) de Gilles Grangier, 18 h 30 ; Nuit et Jour : Elle fond au soleil (1987) d'Ann Chakraverty, Simone Barbès ou la vertu (1980) de Marie Claude Treilhou, 20 h 30 ; Montmartre nocturne (1954) de J.-C. Bernard, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ALICE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ATLANTIS *(Fr.) : Gaumont Les Halles*, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LA CHAIR (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet *Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont* Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

CHEB (Fr.-Alg.) : *Epée de Bois*, 5e (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; *La Pagode*, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; *Pathé Montparnasse*, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DANS LA SOIRÉE *(It., v.o.) : Ciné Beaubourg*, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

DELICATESSEN (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e *(43-26-48-18) ; Gaumont Parnasse*, 14e (43-35-30-40).

L'EMBROUILLE EST DANS LE SAC (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE FER ET LA SOIE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

HOMICIDE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LUNE FROIDE (**) (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MARTHA ET MOI (All., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Montpar*nasse, 14e (43-20-12-06)*.

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NEW JACK CITY (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

NIKITA (Fr.) : *Elysées Lincoln, 8e* (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

POINT BREAK (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

REVENGE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; v.f. : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES ***VOLEURS*** *(A., v.o.) : Forum Horizon, 1er* (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-La*zare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, *20e* (46-36-10-96).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) . Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont *Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Mont*parnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

STRADA BLUES (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, *8e (45-62-20-40)*.

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

37°2 LE MATIN (*) *(Fr.)* : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN DIEU REBELLE (Fr.-All.-Suis.-Sov.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UN TYPE BIEN (Fr.-Bel.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LA VALSE DES PIGEONS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio *Galande, 5e (43-54-72-71)*.

LA VIE DES MORTS (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.

Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BELLE NOISEUSE. Film français de Jacques Rivette : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

BOYZ'N THE HOOD. (*) Film américain de John Singleton, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JAMAIS SANS MA FILLE. *Film* américain de Brian Gilbert, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Mail*lot, 17e (40-68-00-16)* ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC *Convention, 15e (45-74-93-40)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LOS ANGELES STORY. Film américain de Mick Jackson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; v.f. : *UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95)*.

LE PROCÈS DU ROI. Film portugais de Joao Mario Grilo, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

THE VOYAGER. Film allemand-français-grec de Volker Schlöndorff, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; *UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES. Film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e *(43-57-90-81) ; Sept Parnas*siens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Pathé Wepler II*, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES SÉANCES SPÉCIALES

LES AILES DE LA RENOMMÉE (Hol., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 45.

ALEXANDRE NEVSKI *(Sov., v.o.)* : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) 14 h.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lam*bert, 15e (45-32-91-68) 17 h*.

BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 50.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

CASANOVA DE FELLINI (*) (It., v.o.) : *Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09)* 19 h 30.

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 17 h 30.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 20 h.

EASY RIDER (A., v.o.) : Epée de Bois, *5e (43-37-57-47) 22 h*.

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 11 h, 13 h.

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 45.

LES FOURMIS TISSERANDES (Fr.) La Géode, 19e (40-05-80-00) 11 h 13 h.

LES FRÈRES KRAYS (*) (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) 22 h.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 20.

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

INDIA SONG (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h.

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 10 h, 12 h.

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 30.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 21 h 10.

LOS OLVIDADOS (Mex.) : Latina, 4e (42-78-47-86) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARA*GOSSE* *(Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e* (42-71-52-36) 10 h 40.

1984 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 16 h.

MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA **TÊTE** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.

PICKPOCKET (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h 15.

LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, *21 h, 22 h*.

LE PROCÈS (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h.

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 20 h.

SALE COMME UN ANGE *(Fr.) : Studio* des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 12 h.

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (43-25-72-07) 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

STRANGER THAN PARADISE *(A.-All., v.o.)* : Utopia, 5e (43-26-84-65) 22 h 10.

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.

TOM WAITS BIG TIME (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h 45.

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05.

UN CHIEN ANDALOU (Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) .

UN COEUR QUI BAT (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

LA VILLE DORÉE *(All., v.o.) : Studio* Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00) 10 h, 21 h 40.

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 55.

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ARIANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er *(42-33-42-26)* ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxem*bourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Bal*zac, 8e (45-61-10-60).

LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA PRISONNIÈRE (Fr.-It.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

QUAI DES ORFÈVRES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong Kong, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

37-2 LE MATIN (*) (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

LES CAFÉS-THÉATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Ceux d'la nuit : 19 h. Faux rêveur forever : 22 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Costa-Vagnon : 21 h 30. J'dois pas être normal : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Finissez les melons je vais chercher le rôti : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Falila dans son premier fatma-show : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, *22 h et 24 h*.

LE GRENIER (43-80-68-01). Salade Sissoise : 22 h.

MOVIE'S (42-74-14-22). Festival du rire : 20 h 15.

PETIT CASINO (42-78-36-50). Qu'est-ce que je trinque ! : 21 h. Ils nous prennent pour des bœufs, faites passer : 22 h 30.

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Si j'ose : 20 h 15. Gens D'Ellerie nationale : 21 h 30.

SUNSET (40-26-46-60). On peut tout se dire, non ? : 20 h.

RÉGION PARISIENNE

EXPOSITION-SPECTACLE SUR PLAN **D'EAU** (05-00-92-00). Universeine : 18 h 40.

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-59). Le Mémorial de Sainte-Hélène : 20 h 45.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 SEPTEMBRE

« Jardins et cités d'artistes de Montsouris », 14 h 30, RER Cité universitaire (Paris pittoresque et insolite).

« Les retables d'or des Primitifs italiens », 14 h 30, musée du Louvre, à la *« Victoire de Samothrace »* (Le Cavalier bleu).

« Versailles : le musée Lambinet », 14 h 30, 54, boulevard de la Reine (Office de tourisme).

« Hôtels et jardins du Marais. Place *des vosges »*, 14 h 30, sortie *métro* Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les Halles d'hier et d'aujourd'hui : la Bourse du commerce et les nouveaux aménagements observés depuis la Bourse », 15 h, entrée de la Bourse du commerce, *rue* Viarmes.

« L'ancienne abbaye du Val-de-Grâce, fondation de la reine Anne d'Autriche », 15 h, 277 *bis*, rue Saint-Jacques (Monuments historiques).

« La pyramide et le Louvre souterrain de Philippe Auguste », 15 h, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (M. Hager).

« Le cimetière de Passy », 15 h, entrée, 2, rue du Commandant-Schloesing (Paris et son histoire).

« Promenade insolite dans le Marais », 15 h, métro Rambuteau, *côté Horloge (Approche de l'Art)*.

CONFÉRENCES

11 *bis*, rue Keppler, 19 h 30 : « Karma et la maîtrise du destin ». Entrée gratuite (Loge unie des Théosophes).

Le Monde
EDITIONS

R E V U E
D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

Le N° 15 est paru
"Le financement de l'économie mondiale : les perspectives"

Après avoir analysé, dans une perspective historique, la dynamique du financement de l'économie mondiale*, la *Revue d'Économie Financière* présente les contradictions financières actuelles et futures.

Au moment même où l'on observe un gonflement artificiel des marchés financiers, les besoins de financement nationaux et internationaux — y compris de l'Est et du Sud — n'ont jamais été si cruciaux.

Comment seront réglés les mécanismes de l'allocation de l'épargne ? Quels sont les rôles dévolus aux institutions publiques et privées, nationales et internationales ? Le dernier numéro de la *REF* expose les analyses et les suggestions des experts universitaires et professionnels internationalement reconnus.

*REF N°14 : *Le financement de l'économie mondiale L'Expérience historique*

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

BILLET

Chères petites têtes blondes

L'ardoise de la rentrée est salée pour les parents : après avoir été sages en 1990 (+ 1,6 %), les prix ont tendance à déraper cet automne. Toutes les enquêtes montrent qu'ils ont augmenté plus vite que l'inflation (+ 3,4 %) : que ce soit celle du ministère de l'artisanat, du commerce et de la consommation (+ 4,1 %), de la Confédération syndicale du cadre de vie (+ 4,4 %) ou de la Confédération syndicale des familles (+ 4,9 %).

Bien sûr, les comparaisons sont difficiles, compte tenu de l'effet mode qui fait brusquement grimper le prix de tel ou tel article sans lequel aucun élève digne de ce nom n'envisage de se présenter devant ses petits camarades de classe. C'est ainsi que le fourre-tout augmente de 21 % alors que la trousse classique renchérit de 1,4 % seulement ou que le stylo plume affiche une hausse de 0,7 % à comparer avec 10,6 % pour le feutre couleur et 14 % pour le crayon bille. On peut le déplorer mais comment, en toute honnêteté, s'étonner que la rentrée soit le prétexte d'une débauche de consommation pour des écoliers conditionnés depuis leur plus jeune âge à grand renfort de publicité à désirer une poupée et pas une autre, un jeu électronique bien précis, telle ou telle salopette américaine ?

Pour des parents, bousculés dans des magasins surpeuplés dans lesquels ils doivent acheter très vite une liste d'articles, septembre tourne généralement au cauchemar : déjà « fauchés » après les congés, avec la perspective d'un tiers provisionnel à payer au milieu du mois, ils doivent débourser en moyenne 362 francs en livres et fournitures pour leur enfant en cours élémentaire ou moyen (chiffres Confédération syndicale de cadre de vie), plus de 545 francs en sixième et 975 francs en seconde. Chiffres moyens – auxquels il faut ajouter les assurances, la demi-pension, le transport... – qui cachent des disparités énormes entre les familles Groseille et Duquesnoy : les parents qui achètent le moins cher possible ne déboursent, selon la Fédération des familles de France, que 313 francs, à comparer avec les 2 646 francs réglés par ceux qui choisiraient systématiquement le plus onéreux. Il n'y a pas que pour les écoliers que la rentrée des classes n'est pas drôle !

FRANÇOISE VAYSSE

L'enquête semestrielle du Crédit d'équipement des PME

Les dirigeants des petites et moyennes entreprises prévoient une reprise en 1992

Le ralentissement de l'activité en 1991, qui a touché l'ensemble des PME, devrait se traduire par le simple maintien du nombre de salariés par rapport à la fin 1990, mais les patrons espèrent une amélioration en 1992, grâce à une nette reprise d'ici à la fin de l'année, révèle l'enquête semestrielle du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises. Tous secteurs confondus, moins d'un patron de PME sur deux, contre deux sur trois au cours des quatre années passées, s'attend à une progression de son chiffre d'affaires en 1991. En francs courants, les ventes de 1991 pourraient progresser de 5 % environ, après 11 % en 1989 et 1990, et 14 % en 1988. Ce ralentissement concerne toutes les PME, quelle que soit leur taille : 40 % de celles employant moins de 10 salariés comptent améliorer leur chiffre d'affaires en 1991 (elles étaient 54 % il y a un an) contre 55 % des entreprises de plus de 50 salariés (71 % l'an passé).

Le fléchissement de l'activité devrait peser sur l'emploi et l'investissement. Alors qu'en 1989 et 1990, les créations nettes d'emplois dans les PME sont estimées à 200 000 environ, 1991 se solderait par le simple maintien des effectifs employés à la fin de l'année dernière.

Les PME espèrent néanmoins une amélioration de la situation en 1992, un dirigeant sur dix seulement s'attendant à de nouvelles difficultés en 1992, les patrons de l'industrie et des services étant nettement plus optimistes. Ainsi, 53 % des industriels s'attendent à un renouveau de l'activité dès le début de l'année prochaine, et très peu (6 %) à une poursuite de la crise.

Selon la SOFRES

Entre 5,5 et 6 millions de Français sont actionnaires

La France comptait au début de l'année entre 5,5 et 6 millions de détenteurs d'actions, selon un sondage réalisé en mars et avril par la SOFRES auprès d'un échantillon de 6 000 personnes pour le compte de la Banque de France et de la Commission des opérations de Bourse (COB). Le nombre de Français «actionnaires» est en légère diminution par rapport au dernier chiffre connu, qui était de 6 millions à la fin de l'année 1988, à l'issue des privatisations menée par le gouvernement Chirac.

Près de la moitié de ces actionnaires détiennent uniquement des actions de sociétés privatisées, et parmi ceux-ci, un quart ne possèdent que des actions d'une seule société. Le nombre de détenteurs d'obligations est d'environ 4 millions, tandis que celui des détenteurs de titres d'OPCVM (organisme de placement collectif de valeurs mobilières), SICAV ou FCP (fonds commun de placement), est d'environ 11 millions. Ces derniers se répartissent entre 5,5 millions possédant des titres d'OPCVM «actions», 4 millions pour les OPCVM « obligations» et autant pour les OPCVM « monétaires ». Au total, environ quatorze millions de Français sont porteurs de valeurs mobilières (actions, obligations, certificats d'investissement, titre de créances, emprunts d'Etat, etc.).

Début des embauches pour le parc de Marne-la-Vallée

Euro Disney recrute dans une ambiance feutrée

Euro Disney Resort a, en bonne entreprise américaine, le sens du spectacle. Jusque dans le recrutement – commencé lundi 2 septembre – des quelque 9 500 employés appelés à travailler, à partir du 12 avril 1992, sur le site de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne).

D'abord, l'immeuble Vendôme III, avenue du Rempart à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), n'a pas été transformé, pour la circonstance, en un simple bureau de placement : il est dénommé *casting center* et les personnes embauchées ne seront pas de banals salariés, mais des cast *members*. « *Walt Disney*, lit-on dans le dossier de presse, *savait que le casting* (distribution) *jouerait un rôle vital pour assurer le succès de Disneyland, tout comme le choix des acteurs est essentiel pour le succès d'un film ou d'une pièce de théâtre.* »

Ensuite, le staff d'accueil des candidats à l'emploi ressemble à celui d'un hôtel de luxe : hôtesses en chemisier blanc, foulard et jupe marine, «réceptionnistes» en costume strict ou en chemise blanche et gilet rouge. De quoi donner aux agents de l'ANPE l'envie de réclamer au moins une prime d'habillement. Accueil peut-être intimidant : il régnait, lundi, dans les locaux du Vendôme III une ambiance feutrée, malgré une affluence appréciable.

Du monde, certes – plusieurs centaines de personnes, peut-être un millier, – mais pas un monde fou, même si M. Nicolas de Schonen, responsable de la communication institutionnelle, affirmait que «*tous nos quotas ont été dépassés* ». Il s'agissait, il est vrai, du premier jour de recrutement, au retour des vacances, et cette opération doit durer sept mois, pratiquement jusqu'à la date de l'inauguration, et six jours sur sept.

Pourtant, compte tenu de l'ampleur du chômage en France, des informations données ici et là, de la fiabilité des emplois proposés et du fait que les candidats à l'embauche doivent se présenter sans rendez-vous, on pensait que l'immeuble de Noisy-le-Grand serait pris d'assaut. Pour des raisons matérielles évidentes – les 37 recruteurs présents lundi auraient été débordés, – la direction de la société américaine ne le souhaitait pas : sans doute est-ce pour cette raison qu'elle n'a pas fait, avant le début de cette opération, une véritable campagne de publicité, sauf dans le métro parisien.

Barbus et moustachus s'abstenir

3 000 postes dans la restauration : 1 500 dans l'hôtellerie autant pour le fonctionnement du parc Euro Disneyland et dans la maintenance; 500 emplois dans les boutiques, ainsi que dans l'administration, etc. Avec un salaire de base de 6 000 à 7 000 francs par mois (les salaires moyens, assure-t-on, seront nettement plus élevés) sur treize mois et des avantages comme l'entrée gratuite à toutes les attractions et des ristournes sur les achats effectués dans les boutiques, les offres sont *a priori* alléchantes, dans une entreprise originale, cosmopolite, créée *ex nihilo* et appelée à un développement permanent jusqu'en... 2017 (25 000 à 30 000 emplois prévus en l'an 2000).

Aussi les critères de sélection sont-ils sévères et parfois, penseront certains, discriminatoires, même si Euro Disney a conclu avec l'Etat tous les accords, notamment sociaux, possible. Selon les estimations faites par la société américaine, 700 à 1 000 personnes vont se présenter, chaque jour, à Vendôme III : il n'en sera retenu, toujours en moyenne, que 60 à 70. Après un petit parcours du combattant qui dure environ deux heures (moments d'attente compris...) entre l'accueil, le remplissage d'un questionnaire, la vision d'un court film vantant les ressources de l'entreprise, un premier entretien psychologique et, si l'on y satisfait, un second, professionnel celui-là.

Pour plaire au recruteur, il convient avant tout d'être très motivé. « *Walt voulait,* dit encore le dossier de presse, *une équipe de personnes courtoises qui non seulement prennent leur travail à cœur, mais aient aussi le sourire facile et se soucient réellement des autres. Euro Disney Resort perpétuera cette tradition.* » Profil valable pour la majorité des *cast members* qui seront en contact avec un public international et qui devront, en dehors du français et de l'anglais, parler au moins une troisième langue, comme l'allemand, l'italien ou l'espagnol (des stages de formation ont lieu sous l'égide de l'ANPE).

Le candidat à l'embauche doit aussi avoir une présentation impeccable, selon des canons typiquement américains, lisses, *clean* : *ni moustache ni barbe pour* les hommes, un maquillage très discret pour les femmes et, pour tout le monde, une seule bague à chaque *main*, pas de tatouages apparents, etc. Pour l'instant, ces conditions n'ont pas soulevé de contestations, excepté dans *l'Humanité* de ce mardi 3 septembre, qui consacre une page critique au lancement du recrutement : jusqu'à présent, seuls les cadres (au nombre d'environ 2 500) ont été embauchés. Les seuls syndicats actuellement représentés sont la CSL et la CGC.

MICHEL CASTAING

Le retour des privatisations

Suite de la première page

Il s'agit *grosso modo* d'actions sans droit de vote (les certificats d'investissement, les titres participatifs ou les titres subordonnés à durée indéterminée). En 1989, une loi a fixé à 25 % la part maximum du capital que les actionnaires privés peuvent détenir dans une société publique d'assurances. Tout ce petit jeu semble aujourd'hui ne plus suffire. Deux facteurs, l'un politique, l'autre financier, expliquent cette évolution du pouvoir en faveur des privatisations partielles.

Pourquoi conserver des entreprises dans le secteur public si elles ne se différencient en rien de celles du secteur privé? Cet argument a été évoqué notamment par le député PS de l'Essonne, M. Julien Dray (*le Monde* du 6 juillet). Il n'y a, il est vrai, guère de différence, ni en matière sociale ni en termes de stratégie industrielle, entre Pechiney (public) et Saint-Gobain (privé), entre Rhône-Poulenc (public) et BSN (privé). Tout au plus peut-on relever que les groupes nationalisés sont régulièrement perturbés, à leur tête, par la vie politique : en cette rentrée, les présidents de plusieurs grandes sociétés publiques, craignant de ne pas être reconduits dans leurs fonctions en juin prochain – de nombreux mandats s'achèvent à cette date, – sont déjà entrés en campagne électorale. Eux aussi.

Le facteur-clé de l'évolution du gouvernement a cependant été budgétaire. Comment un ménage – ou une entreprise – très endetté peut-il retrouver des marges de manœuvre? Il vend une partie de son patrimoine pour réduire son endettement. Il réduit ainsi ses charges et accroît ses revenus : il élargit ses marges d'action. L'Etat se trouve aujourd'hui dans une situation de ce type. L'endettement public a considérablement crû. Pour 1991, la charge de la dette devrait dépasser les 140 milliards de francs (le troisième budget de l'Etat) et croître encore de plus de 10 % l'an prochain. Le gouvernement souhaite avoir une gestion plus dynamique de son patrimoine. Il veut «*valoriser le capital dormant pour en faire un capital actif* », selon l'expression d'un proche de Mme Cresson.

L'Etat a, dans ce domaine, un handicap par rapport aux entreprises : il ne dispose pas d'un bilan patrimonial qui recenserait tous ses biens. Vendre des actifs qui ne servent pas aux grands desseins du gouvernement pour utiliser les fonds dans des activités plus conformes à ses ambitions, notamment industrielles : tel est le but affiché des privatisations partielles envisagées par Bercy.

Des cessions dans le secteur public financier

Encore faudrait-il que les conditions de ces cessions d'actifs existent. Compte tenu de la qualité de l'entreprise, la vente de 20 % du Crédit local de France (pour 1,5 à 2 milliards de francs environ), déjà annoncée, ne devrait pas poser de problème majeur. Audelà, on peut s'interroger : qu'est-ce-que l'Etat peut vendre, à qui et dans quelles conditions? Le secteur public industriel et financier est certes encore très large. Bercy a planché cet été sur la recherche des joyaux immédiatement commercialisables : ils ne sont pas très nombreux. Les obstacles sont multiples.

Impossible naturellement d'envisager la vente d'actions de sociétés stratégiques... et en situation financière difficile comme Bull, Thomson ou Air France. Difficile d'imaginer la cession de titres de sociétés dont le bilan est déséquilibré, pour cause d'endettement par exemple, comme Rhône-Poulenc. A la Bourse de Paris, on parle beaucoup d'un retour prochain d'Usinor-Sacilor (une capitalisation actuelle d'environ 25 milliards de francs). Le redressement du groupe sidérurgique public a été spectaculaire depuis 1988, mais le souvenir des petits actionnaires privés qui avaient perdu leurs économies lors de la restructuration du capital d'Usinor, à l'hiver 1986, reste vivace au Palais Brongniart.

L'Etat pourrait vendre des actions de la Cogema, d'Elf ou de Total. Il risquerait de mettre en cause son emprise sur ces groupes, en particulier sur le dernier, dans lequel il ne possède plus qu'une minorité de blocage.

Insuffisamment mobilisé au service de l'industrie aux yeux des proches de Mme Cresson, le secteur financier de l'Etat (banques et assurances) pourrait être partiellement cédé. Là encore, les difficultés sont multiples. Pour les assurances, la loi limite à 25 % la part que le privé peut détenir, un seuil pratiquement atteint à l'UAP et assez proché au GAN et aux AGF. Compte tenu des perspectives du secteur, l'appréciation actuelle des banques par les investisseurs n'est guère favorable sur les marchés financiers internationaux.

Pour l'instant, le gouvernement réfléchit davantage à des petites opérations ponctuelles. La cession de 5 % de l'UAP ou de 8 % des AGF – au cours actuel des actions – lui rapporterait environ 2,5 milliards de francs. L'Etat conserverait directement plus de 50 % de ces groupes publics d'assurances. Des techniques plus sophistiquées – la transformation des certificats d'investissement de la BNP ou du Crédit lyonnais en actions par la vente d'un droit de vote associé à ces titres – seraient une autre méthode de privatisation partielle.

Vendre à qui? Depuis 1987, les chocs successifs (le krach de 1987, le krach larvé de 1988, la guerre du Golfe, la crise soviétique...) auxquels la Bourse parisienne – comme les autres places financières – a été soumise ont réduit le nombre des petits porteurs encore intéressés directement par le marché.

La réforme financière et le comportement des intermédiaires – les banques et les sociétés de Bourse – l'ont définitivement assommé. Même s'il y a encore, d'après les chiffres d'une enquête réalisée pour la Banque de France et la COB (Commission des opérations de Bourse), entre 5,5 et 6 millions d'actionnaires en France, on imagine difficilement la gauche socialiste menant de grandes opérations de mise sur le marché «à la Balladur».

Vendre à des étrangers : ce peut être l'une des ambitions de ces privatisations partielles. La Rue de Bercy aimerait voir les capitaux étrangers s'orienter non seulement sur les bons d'Etat, très rémunérateurs, mais aussi sur les actions des entreprises françaises. Les investisseurs hésitent, compte tenu de l'étroitesse du marché, de la faible liquidité des titres, etc. Mais la vente à des capitalistes étrangers pourrait poser des problèmes politiques. En fait, pour réamorcer la pompe de l'épargne à long terme et réanimer le marché parisien, la création de nouveaux instruments de gestion collective serait aujourd'hui nécessaire : c'est l'un des thèmes de la réflexion engagée par le ministère des finances sur les fonds salariaux d'épargne et sur les fonds de pension.

Vendre l'argenterie pour financer les dépenses courantes?

Comment organiser la vente de ces actions ? Les dirigeants des entreprises publiques ne cachent pas qu'ils préféreraient que ces privatisations partielles soient réalisées à l'occasion d'augmentations de capital. M. François Hollande, député PS, est aussi partisan d'une telle solution. L'Etat, qui souhaite même s'il s'en défend voir entrer dans ses propres caisses quelques recettes sonnantes et trébuchantes, ne voit pas les choses de la même manière. L'évaluation de la valeur des entreprises publiques constituerait un autre casse-tête. Pour celles qui sont déjà cotées en Bourse (Elf, Total, UAP, AGF...), cela ne pose pas de problème majeur. Mais pour les autres, faudra-t-il réanimer la commission des privatisations de M. Balladur?

Que faire enfin des recettes tirées d'éventuelles privatisations partielles? Désendetter l'Etat, doter de fonds les entreprises industrielles ou financer des dépenses courantes. Le débat est ouvert au sein du gouvernement. Anticipant la critique, le premier ministre a d'ores et déjà indiqué, dimanche 1er septembre à Ramatuelle, que les gains tirés des cessions d'actifs ne serviraient pas à boucler le budget. Mme Cresson ne sera pas Mme Thatcher : elle ne vendra pas l'argenterie de l'Etat pour financer ses dépenses courantes. Sain principe de gestion.

L'argent devrait servir à lutter contre le chômage et à renforcer la compétitivité industrielle du pays, a-t-elle expliqué ce qui peut paraître contradictoire. Selon M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie, ces sommes devraient permettre d'accroître les dotations au capital des entreprises restant publiques dans les secteurs considérés comme essentiels par le gouvernement (électronique, TVHD...). Pour l'instant, six milliards de francs sont prévus à ce titre dans le projet de budget pour 1992.

Malgré tous ces obstacles, la vente de quelques paquets d'actions de sociétés d'assurances et celle de l'un ou l'autre des grands groupes industriels permettraient à l'Etat, selon des sources bancaires, de percevoir rapidement entre 10 et 20 milliards de francs sans perturber à l'excès le marché, une préoccupation à laquelle M. Bérégovoy est très attachée. M. Hollande en escompte, en gros, 4 ou 5 milliards de francs par an. Les échanges de participations en capital entre la BNP et la Dresdner Bank d'une part, entre le Lyonnais et la Commerzbank d'autre part, autoriseraient les deux groupes bancaires français à mieux s'armer dans la perspective de 1992.

La décision relève maintenant de M. François Mitterrand. Le président peut-il attendre encore alors que les grandes banques nationales comme la BNP – dirigée par M. René Thomas, l'un de ses proches – cherchent activement, à l'Est comme dans certains pays du Sud, à jouer les intermédiaires dans les privatisations? Peut-il hésiter alors que son conseiller spécial à l'Elysée pendant dix ans, aujourd'hui président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), M. Jacques Attali, aide les gouvernements de l'Est à privatiser leurs firmes d'Etat?

ÉRIK IZRAELEWICZ

B P&F BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
• Domaine du Château de Beaune •
• 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus •
Documentation LM sur demande à Maison
Bouchard Père et Fils au Château
Boite Postale 70 - 21202 BEAUNE CEDEX
Tél. 80-22-14-41 - Télex Bouchar 350830F
« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé »

Peugeot-Citroën rationalise le développement de ses nouveaux modèles

S'opposer aux Japonais n'empêche pas d'adopter leurs méthodes. Peugeot SA a rendu publique, lundi 2 septembre, sa volonté de fusionner les bureaux chargés de la conception et du développement des nouveaux modèles Peugeot et Citroën.

Jusqu'ici, seule la première année de conception était sous la responsabilité du groupe, qui transférait les étapes suivantes de développement et d'industrialisation aux directions des études et des méthodes des deux constructeurs. Désormais, la définition et la ligne ainsi que la préparation technique en vue de la production seront regroupés sous un commandement unique.

La nouvelle organisation devrait réduire le temps de développement d'un nouveau modèle de 5 ans dans les années 1980 à 4 ans en 1994 et 3 ans en 1999 pour rejoindre la productivité des Japonais en la matière. L'annonce de cette réorganisation aura lieu le 9 septembre devant les comités centraux d'entreprise des deux marques, le jour même où la direction de Citroën examinera le projet de suppression de 1 800 emplois dans l'usine de Rennes et de 155 emplois au siège social de Neuilly (*le Monde* daté 1er-2 septembre).

Air France : l'entrée de la BNP ratifiée

Une assemblée générale des actionnaires d'Air France (contrôlée à 99,8 % par l'Etat) a ratifié lundi 2 septembre le projet, préparé par son président, M. Bernard Attali, d'ouverture et d'augmentation modulée du capital de la compagnie. Elle a autorisé le conseil d'administration à augmenter de 3 milliards de francs le capital social dans l'année qui vient, pour le porter à 6,156 milliards, et à y faire entrer la BNP (*le Monde* du 18 juillet). Tandis que l'Etat verse 2 milliards de francs de dotation en capital en 1991 dans le cadre du contrat de plan, la BNP, banque nationalisée, avec 1 milliard, va acquérir un peu moins de 10 % du capital de la compagnie aérienne, la banque payant une prime d'émission dont le montant doit encore être fixé. D'autre part, Air France va émettre pour 2 milliards de francs de titres supplémentaires, assurant des quasi-fonds propres.

هكذا من الأصل

Un entretien avec le secrétaire général de FO

M. Marc Blondel veut engager avec les autres syndicats « une action dure, problablement brève mais généralisée »

Critiquant vivement la politique économique du gouvernement de Mme Cresson, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, souhaite que les organisations syndicales engagent une action d'avertissement « dure, probablement brève mais généralisée ». *Refusant la perspective d'une* « économie de rentiers », *il estime inévitable une augmentation des cotisations d'allocation-chômage.*

« Comment une organisation comme FO, qui s'est fondée sur l'anticommunisme, réagit-elle à l'effondrement du communisme en URSS? Quels effets ces événements peuvent-ils avoir sur le paysage politique et syndical français?

– FO a été créée pour sauver le syndicalisme de tradition française que les communistes étaient en train de pervertir et de domestiquer. Ils nous ont contraints à faire la scission. Cela étant, ma réaction tient à la fois de la jubilation et de l'interrogation. Ces événements prouvent que ceux qui ont constitué FO avaient raison. Un système basé sur la courroie de transmission, l'intégration du syndicat dans le parti, n'a pas été capable de subsister. Je m'en félicite.

» Je n'ai jamais été d'un enthousiasme délirant à l'égard de la perestroïka, car je ne crois pas que l'on modifie soixante-dix ans de régime et de culture communistes simplement par les déclarations de quelques leaders. L'évolution se fera au moins sur une génération. La démocratie existera en URSS le jour où il y aura des syndicats indépendants qui agiront en contrepoids. Mon rôle est de les aider, et j'ai demandé à la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) de faire de même.

» Sur le plan français, je m'interroge. Comment va se comporter l'organisation syndicale qui était la projection de la conception soviétique en France? Il n'y a guère d'illusions à se faire. La CGT entend bien garder ses relations avec le Parti communiste, même affaibli et réduit à sa plus simple expression. Il faut faire en sorte que les adhérents de la CGT ne soient pas perdus pour le mouvement ouvrier. A chaque fois que ce sera possible, j'essaierai d'en récupérer, dès lors qu'ils acceptent les principes de FO. Mais je crains qu'une partie soit perdue pour le mouvement syndical. Cependant, ne tombons pas dans l'excès contraire. Si le collectivisme intégral a démontré sa faillite, ce n'est pas pour autant qu'en France on doit contester le rôle de l'action collective et considérer qu'il n'y a plus que l'individualisme pour s'en sortir.

– Les rapports entre FO et le gouvernement de M. Michel Rocard ont toujours été difficiles. Ils ne paraissent guère meilleurs avec celui de Mme Edith Cresson. Dans quel sens Mme Cresson doit-elle selon vous infléchir sa politique économique?

– Les rapports avec le gouvernement Rocard ont été difficiles parce que son habitude était de rechercher le consensus. Il voulait effacer, y compris de manière artificielle, des tensions normales dans un régime démocratique. M. Rocard était persuadé qu'il représentait les intérêts des travailleurs. Or ce n'est pas possible. Lorsque Mme Edith Cresson est arrivée, nous avons eu le sentiment que, sur ce plan, elle avait une vision différente. Et elle se montrait plutôt partisane d'une politique volontariste. Assez rapidement, nous nous sommes rendu compte qu'à son tour elle était victime de la pesée de l'économisme et des règles générales néo-libérales et monétaristes dans le cadre européen. »

Le ministre de l'industrie, un auxiliaire des finances

» Par une sorte de déformation naturelle, on accuse M. Bérégovoy de tous les maux car il était là précédemment. Mais c'est quand même la politique du gouvernement. On nous oppose sans cesse le respect des grands équilibres et la rigueur budgétaire. Nous ne pouvons pas nous installer dans une France qui serait une économie de rentiers. Il faut donc une action volontariste, car c'est notre potentiel industriel, aujourd'hui insuffisant, qui déterminera notre capacité à créer des emplois. Or le ministre de l'industrie ne nous a sollicités, en dehors du dossier de Carmaux, que pour établir des succédanés aux fonds salariaux que nous contestons. Il se comporte plus comme un auxiliaire du ministre des finances que comme un ministre de l'industrie.

– Estimez-vous encore possible de conclure un accord salarial dans la fonction publique pour 1991 et 1992?

– Un tel accord est indispensable. Dans la fonction publique, nous avons vécu raté sur raté, à commencer par la réforme de la grille, dont je revendique la paternité mais dont je ne suis pas fier du résultat. A l'heure actuelle, les fonctionnaires n'ont plus confiance en leur propre patron. Si l'on ne rétablit pas une négociation salariale, on n'aura pas d'autre négociation en périphérie,

qu'il s'agisse des conditions de travail, de l'hygiène et la sécurité, de la mobilité. Le ministre de la fonction publique fait beaucoup d'efforts. Mais, à moins de changer de politique, je vois mal comment on trouvera la marge nécessaire pour négocier convenablement un accord. Celui-ci devrait absorber le contentieux 1988-1989 et pourrait aller jusqu'à 1992.

– Etes-vous favorable à des privatisations partielles, dans la limite de 49 %, des entreprises nationalisées?

– Je ne vois pas ce que cela amènerait au budget. Cela ne règle pas les problèmes de fond. Procéder ainsi, n'est-ce pas, d'une certaine façon, vendre les meubles? N'est-ce pas encore de l'économie de rentiers? Je répugne un peu à engager cette conversation. Ce n'est pas de l'action syndicale. C'est un débat économique qui doit avoir lieu au sein du gouvernement.

– Mme Martine Aubry, le ministre du travail, vous paraît-elle capable d'endiguer la dégradation de l'emploi? Mise à part la relance de l'économie, quelles mesures faudrait-il, selon vous, mettre en œuvre?

– Mme Aubry a l'avantage de prendre ces dossiers avec sérénité. Elle a parfaitement compris les limites du traitement social du chômage. Ce qui ne signifie pas qu'il faille le passer par-dessus bord. Elle essaie de créer des emplois de proximité qui pourraient satisfaire des besoins. Je n'ai rien contre, à condition qu'il s'agisse de vrais emplois et non de petits boulots avec des salariés qui ne seraient pas rétribués convenablement. On ne peut que l'encourager, mais ce n'est pas facile à mettre en place.

» Elle est confrontée à des chiffres du chômage désastreux. Je crains un alourdissement du chômage de salariés qualifiés et des cadres, dans le secteur industriel notamment. Je ne vois pas comment remédier autrement que par un infléchissement de la politique économique. Actuellement, on ne sait plus très bien lorsqu'il y a licenciement ou pas. Les entreprises intègrent dans leur gestion du personnel le système UNEDIC. D'une certaine façon, elles font payer à l'assurance-chômage une partie de leurs suppressions d'effectifs. Elles discutent avec les salariés, parfois avec l'aide de l'organisation syndicale, pour que le départ – il ne s'agit pas d'un licenciement – se passe dans les conditions les plus indolores. Ce qui m'inquiète, c'est que l'UNEDIC va être de plus en plus consacrée aux plus de cinquante ans, qui reçoivent déjà 35 % des fonds du régime d'assurance-chômage.

– N'y a-t-il pas en l'occurrence une sorte de complicité syndicale?

– Ce n'est pas une complicité, c'est une contradiction de notre action. Il y a d'un côté nos préoccupations de gestionnaires de l'UNEDIC et de l'autre que le rôle du délégué syndical, qui est de faire en sorte que ceux qui partent bénéficient des meilleures conditions.

– Le déficit de l'UNEDIC ne rend-il pas inéluctable une hausse de la cotisation d'assurance-chômage?

– M. Bernard Boisson a confondu ses fonctions de président de l'UNEDIC et celles de secrétaire général de la commission sociale du CNPF. Il n'est pas normal qu'il ait annoncé un déficit pour 1991 en le complétant par une projection pour 1992, en affichant en cumulé un chiffre de l'ordre de 12 milliards de francs. Ainsi, il ne laisse aucun espoir quant à une amélioration de la situation.

» Il n'est pas du tout question de remettre en cause les prestations. Nous avons besoin de 5 à 6 milliards de francs pour passer cette année, ce qui correspond au minimum à une augmentation de 0,4 point des cotisations. La règle veut que l'on partage à 50/50 l'effort entre les salariés et les entreprises. Je ne vois pas ce que l'on peut faire d'autre. »

Le problème principal, le chômage

– Des rencontres entre centrales syndicales se sont engagées à l'occasion de cette rentrée sociale. Quelle signification donnez-vous à ces contacts, au-delà du débat sur la recomposition syndicale?

– J'ai mis à profit les vacances pour multiplier les contacts internes dans l'organisation. J'en ai tiré deux constats. Le premier est que, si les gens ne sont pas révoltés, ils sont mécontents. Le deuxième est que, lorsque l'on demande à un jeune ce qu'il a l'intention de faire, il répond comment il va se débrouiller dans les trois mois qui viennent. Aucun n'a une vision d'espoir à moyen terme. Cela veut dire que le problème principal, c'est le chômage. J'ai senti une revendication partagée sur les salaires. Et puis, pourquoi ne pas le dire, même si l'inflation devait être un peu plus importante, elle concourrait à alléger un peu les problèmes d'équilibre des régimes sociaux. Je ressens la nécessité d'une action plus large. Il ne faut pas laisser d'espace aux velléités poujadistes, qu'il s'agisse des coordinations ou des actions catégorielles.

» Je ne cache pas que j'ai l'intention à FO de promouvoir l'idée d'une action dure, probablement brève mais généralisée. A partir de ce constat, j'ai pris contact avec la CFE-CGC pour discuter et voir si nous avions une vision comparable des choses. Sur les trois problèmes – chômage et conjoncture économique, salaires, protection sociale – nous avons une appréciation qui, dans l'ensemble, est concordante. Nous aurons prochainement une réunion avec la CFTC. Je sais que mes propos sont regardés avec intérêt par les autres. Dans une étape ultérieure, après consultation des instances internes et en fonction des conversations que nous aurons, je verrai s'il y a lieu d'aller plus loin avec quelque chance de succès. Aller plus loin, ce serait essayer, avec ceux qui sont les partisans de la politique contractuelle, de mobiliser pour organiser une action d'avertissement. Il n'est pas question de réaliser un programme commun, car c'est toujours perdre une partie de son identité. Mon souhait serait d'aller à une forme d'action parallèle, le même jour.

– Vous ne craignez pas un échec? Entre le mécontentement et la mobilisation, il y a un pas.

– Cela fait partie des données du problème. Le risque, ce serait l'absence du mouvement syndical dans le débat. Il y a des moments où il doit prendre ses responsabilités. Nous sommes arrivés à l'un de ces moments. Je ne dis pas que toutes les conditions sont encore réunies pour que cela soit réussi. Mais FO s'y emploiera.

– M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, souhaite vous rencontrer. Allez-vous donner suite à cette proposition?

– Elle sera soumise à nos instances, comme d'habitude. La volonté affirmée de recomposition syndicale de la CFDT a fait que des contacts qui auraient dû être naturels en d'autres temps n'ont pas eu lieu.

– Le congrès de FO se tiendra en avril. Quel bilan dressez-vous de votre premier mandat?

– Ce congrès sera moins dramatique que le précédent dans la mesure où, selon moi, il n'y aura pas de problème de succession. Il y aura, par définition, des rééquilibrages. Depuis que je suis élu, j'ai essayé – et je pense avoir à peu près réussi – à apaiser les divergences internes de l'organisation. Il est possible qu'au moment de mon élection certains aient cru que j'étais un déviant. Je suis un militant syndical, donc revendicatif avant tout. D'aucuns nous avaient fait le procès de ne plus pratiquer la politique conventionnelle. Je peux démontrer que je n'ai pas à rougir de ce que nous avons fait et des résultats obtenus. Nous restons un des fers de lance de celle-ci. Nous avons démontré qu'il valait mieux que FO soit d'accord pour que cela marche. Démonstration est faite que FO est indispensable à la vie sociale de ce pays.

» Sur le plan interne, nous avons gagné 10 % en deux ans en effectifs syndiqués et élargi notre implantation, mis à part deux secteurs – le Livre et les dockers – qui sont en situation de *closed shop*. J'entends d'ailleurs faire bientôt éclater le monopole de la CGT chez les dockers. Après le congrès, notre première tâche sera d'examiner nos propres structures. Il faudra activer notre caractère international, notamment dans le cadre européen – il faut que nos organisations aient leurs propres structures d'accueil extra-nationales, – et revoir nos structures professionnelles, car certains secteurs professionnels ont complètement changé. Dans l'ensemble, j'ai bon espoir. »

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT
et JEAN-MICHEL NORMAND

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sicav CONVERTIMMO
Valeurs foncières et immobilières

Dividende 1991 :
16,50 F, mis en paiement le 23 juillet 1991 (+ crédit d'impôt de 1,70 F pour les personnes physiques ou de 1,73 F pour les personnes morales).

Réinvestissement du coupon :
En exonération de la commission de souscription jusqu'au 22 octobre 1991.

Performance au 28/06/1991 :
+ 7,12 % par an, sur 3 ans, coupon net réinvesti.

Objectifs de placement :
Recherche d'une protection du capital et d'une régularité du dividende grâce à des investissements en valeurs foncières et immobilières et en obligations convertibles françaises et étrangères, l'ensemble des valeurs françaises représentant au moins 50 % de l'actif.

GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

EURO

CE SIMPLE NUMÉRO

VOUS PERMET DE CONNAITRE LE BILAN DE VOS CLIENTS, LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RÉSULTAT NET DE VOS CONCURRENTS.

Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :
- *extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,*
- *bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),*
- *chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),*
- *renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation des paiements.*

Vous pouvez aussi commander copies des bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pourrez recevoir un extrait Kbis sans écrire ou vous déranger, sans frais particulier.

Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE

CIE INFOGREFFE TELEMATIQUE 1, quai de Corse 75181 PARIS Cedex 04 Tél. (1) 43 29 06 75

Quelques modèles 91 encore disponibles à des prix très préférentiels !

- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Graffic (5p.)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Alors que l'activité se ralentit dans la partie occidentale du pays

Le gouvernement allemand limite à 15 % le taux maximum de TVA en 1993

Le gouvernement allemand a décidé, lundi 2 septembre, de limiter à 15 % le taux maximum de la TVA au 1er janvier 1993. Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, avait indiqué à plusieurs reprises qu'il défendrait cette position face au ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, qui laissait jusqu'alors entendre une possible hausse du taux de TVA jusqu'à 16 %. Certains élus démocrates-chrétiens voulaient même utiliser le 1 % supplémentaire pour financer des aides à l'URSS. Le taux maximum actuellement appliqué en Allemagne est de 14 %.

Cette mesure, qui s'inscrit dans la perspective de l'unification européenne, fait partie du projet de budget pour 1992 qui devait être débattu à partir de ce mardi 3 septembre au Bundestag. Selon le projet du ministère des finances, le déficit budgétaire devrait être réduit à 50 milliards de deutschemarks (170 milliards de francs) contre 66,4 milliards de DM prévus en 1991.

D'autre part, les statistiques publiées mardi 3 septembre dans la matinée confirment le ralentissement de l'activité dans la partie occidentale de l'Allemagne. D'après les chiffres provisoires corrigés des variations saisonnières communiqués par le ministère de l'économie, la production industrielle y a reculé de 1 % en juillet par rapport à juin. L'indice de la production industrielle s'est établi à 122,9 points en juillet contre 124,4 en juin (base 100 en 1985). Après la forte croissance du second trimestre, les experts attendent un ralentissement de l'activité dans la partie occidentale de l'Allemagne au second semestre.

REPÈRES

ARMEMENT

La Grande-Bretagne commande à Westland et à IBM son hélicoptère anti-sous-marin

De préférence à une association General Electric Company (GEC)-British Aerospace, le gouvernement britannique a choisi, lundi 2 septembre, le tandem Westland-International Business Machines (IBM) pour la construction de 44 hélicoptères EH 101 Merlin destinés à remplacer les Sea King embarqués à bord de bâtiments de la marine royale et chargés de la lutte anti-sous-marine. Ce contrat, auquel il faut ajouter une dépense de 8 milliards de francs déjà effectuée par l'Etat pour développer ce programme, est estimé à l'équivalent de 15 milliards de francs.

Le ministre de la défense, M. Tom King, a reconnu que ce programme, auquel participe l'Italie par le biais du groupe Agusta, était onéreux (quelque 520 millions de francs l'exemplaire), puisque le Merlin devrait coûter deux fois et demie plus cher qu'un avion Tornado. Mais ce prix à l'unité serait réduit si Westland et IBM dérivaient du Merlin un hélicoptère de transport pour l'armée de l'air britannique et une version civile pour un marché de 700 appareils.

Deux sociétés françaises : Thomson CSF et Turboméca, sont associées à ce programme qui fournira du travail, au total, à sept mille salariés. Thomson CSF coréalisera (avec Ferranti) le système de détection acoustique et Turboméca cofabriquera (avec Rolls Royce) les turbines de propulsion RTM-322. Le Royaume-Uni s'était retiré du programme NH 90 d'un hélicoptère logistique et embarqué, pour l'armée de terre et la marine, que la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie – à raison de 720 exemplaires – ont prévu de mener à bien en dépit de leurs restrictions budgétaires.

ÉNERGIE

Le Koweït retrouve son autosuffisance pétrolière

A l'occasion d'une conférence de presse donnée le 1er septembre pour la réouverture d'une unité de la grande raffinerie d'Ahmadi, le ministre koweïtien du pétrole, M. Al-Raqba, a indiqué que l'émirat pourrait incessamment stopper ses importations de brut et reprendre *« de temps en temps »* ses exportations. Au cours de la première semaine de septembre, une cargaison d'un million de barils sera ainsi vendue. L'unité remise en marche devrait permettre au Koweït de raffiner les 170 000 à 180 000 barils qu'il produit chaque jour.

D'après M. Al-Raqba, la production devrait atteindre 400 000 barils par jour à la fin de l'année et environ 800 000 en juillet 1992. Le ministre a cependant précisé que la qualité de brut actuellement extrait dans les champs pétroliers koweïtiens était inférieure à celle d'avant l'invasion irakienne. Sur les 732 puits sabotés par l'armée de Saddam Hussein, 345 ont jusqu'à présent été obturés.

EN BREF

□ **British Telecom : 1 000 suppressions d'emplois supplémentaires.** – La direction de British Telecom, la compagnie de télécommunications britannique privatisée en 1984, a annoncé lundi 2 septembre à Londres que près de 1 000 emplois seront supprimés dans les dix-huit mois à venir, chez les opérateurs et dans les services de renseignement téléphonique. La compagnie a notamment décidé de fermer dix-sept centres de renseignement à la suite d'une baisse de 25 % du nombre de demandes depuis la fin de la gratuité de ce service en avril dernier. Ce plan de licenciements s'ajoute aux 6 500 suppressions d'emplois décidées par la direction depuis deux ans.

□ **La BCCI a abandonné une créance de 150 000 dollars en faveur de M. Andrew Young.** – M. Andrew Young, ancien ambassadeur américain auprès des Nations unies installé aujourd'hui comme consultant, a reconnu que la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) avait consenti en faveur de la société qu'il dirige un abandon de créance d'une valeur de 150 000 dollars. Selon M. Young, cette faveur doit être comprise comme un troc. *« La BCCI avait le droit d'utiliser nos services en permanence »*, a-t-il déclaré. Les enquêteurs de l'administration fédérale n'ont pas la preuve d'agissements illégaux de M. Young en faveur de la BCCI.

□ **M. Lacombe (FNSEA) reçu par le premier ministre.** – M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), reçu lundi 2 septembre à déjeuner par le premier ministre, Mme Edith Cresson, lui a demandé des mesures avant la fin de l'année en faveur des éleveurs. Il a rappelé ses objections aux propositions de la Commission européenne sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) et souhaité *« de nouveaux équilibres »* entre les pays de l'Est, l'URSS et la CEE.

□ **Lait : les indemnités pour cessation d'activité.** – Un décret publié au *Journal officiel* du 1er septembre fixe les indemnités des agriculteurs cessant leur activité laitière à 2,91 F par litre pour les 30 000 premiers litres, 2,2 F jusqu'à 60 000 litres, 1,5 F jusqu'à 100 000, 0,8 F ensuite jusqu'à 150 000 litres et 0,5 F au-delà. Ces indemnités seront versées pendant cinq ans à compter de 1992. Les fonds (3 milliards de francs au total) sont répartis entre les départements en fonction de l'importance de la production laitière dans l'agriculture, les zones de montagne et les zones défavorisées bénéficiant d'un traitement privilégié.

□ **L'hyperinflation au Pérou.** – L'inflation a atteint 7,2 % en août au Pérou, ce qui porte à 230,4 % le taux d'inflation en glissement annuel. D'après le responsable de l'institut national des statistiques péruvien, M. Felix Murillo, ce résultat à trois chiffres, et non plus à quatre comme lors des années précédentes, pourrait marquer la fin de l'hyperinflation. L'inflation cumulée de janvier à août s'élève à 102,1 %, selon l'institut, un nombre légèrement différent de celui fourni par les instituts privés de calculs économiques. – *(AFP.)*

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 2 septembre

Clos

Les marchés financiers américains étaient fermés lundi 2 septembre en raison du « Labour Day ».

LONDRES, 2 septembre ↑

Euphorie

Euphorie lundi 2 septembre à la Bourse de Londres, qui amorçait un nouveau terme boursier dans les meilleures conditions, deux enquêtes de conjoncture indiquant que la récession est pratiquement terminée tandis que, pour la première fois depuis longtemps, un sondage d'opinion donne les conservateurs en tête des intentions de vote *(le Monde* du 3 septembre).

Diverses rumeurs d'OPA et une forte progression du marché à terme ont aussi soutenu la tendance et un nouveau record a été inscrit en clôture pour la deuxième séance consécutive.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 33,9 points (1,3 %) par rapport à son record de vendredi à 2 679,6, après être grimpé jusqu'à 2 680,4 en cours de séance. Auparavant, il n'avait jamais dépassé 2 648,2, son sommet du 27 août. Tous les compartiments ont profité de la hausse, en particulier les alimentaires et les brasseries, toujours soutenues par des rumeurs d'OPA. Allied-Lyons a gagné 21 pence à 617 sur des rumeurs d'OPA de Philip Morris, le groupe américain que les boursiers ont déjà donné comme un prédateur potentiel de Cadbury-Schweppes et Grand Metropolitan.

Le constructeur d'hélicoptères Westland Group s'est envolé après l'octroi d'un contrat de 1,5 milliard de livres de la Royal Navy en sa faveur. Rolls Royce a gagné 2,5 pence à 139,5 après des informations de presse pronostiquant une augmentation de la participation détenue par BMW.

Bientôt une Bourse dans les émirats

Les Emirats arabes unis vont, à l'instar des autres pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), créer leur propre Bourse de valeurs pour attirer les investissements et mettre fin aux manipulations financières. *« Les autorités doivent aller de l'avant dans leur projet de création d'une place financière officielle pour attirer les investissements nationaux et relancer l'économie »,* souligne le directeur de la chambre du commerce et de l'industrie de l'émirat de Charjah, M. Saïd Al-Jarwan. Actuellement, les cotations se font par téléphone par l'entremise de courtiers, mais des manipulations ont été signalées. Selon M. Al-Jarwan, le marché potentiel des actions dans les émirats est passé cette année à 30 milliards de dirhams (48 milliards de francs) contre 21 milliards (35 milliards) en 1990. L'échange de titres dans les émirats reste actuellement limité aux nationaux, mais le CCG a décidé il y a deux ans d'autoriser les ressortissants des six pays membres à participer aux transactions sur tous les marchés nationaux.

PARIS, 2 septembre =

Marché calme

La rentrée de septembre s'est faite dans le calme lundi à la Bourse de Paris, privée d'indications en provenance des Etats-Unis, les marchés américains étant clos lundi en raison du Labour Day.

En repli de 0,24 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi une hausse de 0,20 %. Il revenait à – 0,04 % en fin de journée.

Cette séance s'est déroulée dans un marché calme, le volume des échanges étant faible.

Les yeux rivés sur les écrans, les opérateurs se posaient de multiples questions à l'aube de cette rentrée, concernant notamment l'évolution des taux d'intérêt, en France en particulier. Seule une baisse sensible pourrait relancer durablement un mouvement de hausse, affirment-ils. Les investisseurs s'interrogent également sur la vigueur de la reprise américaine après les dernières statistiques économiques.

Enfin, de nombreux analystes redoutent que la rentrée sociale soit « chaude ».

Même si elle est largement évoquée dans les salles de marché, la privatisation partielle du capital d'entreprises publiques ne suscite pas une vague d'enthousiasme.

Si une opération de ce genre était menée, elle risque de porter de l'ombre à la Bourse qui, depuis quelques mois, a déjà du mal à drainer des liquidités. En effet, les SICAV monétaires restent un redoutable concurrent aux placements à risque.

Quelques titres participatifs comme celui du Crédit lyonnais ont néanmoins progressé. Au Printemps était bien orienté dans un marché qui reste agité par les difficultés financières de l'actionnaire principal, la famille Maus.

En revanche, le marché de CMB Packaging était plus calme alors que les analystes sont à présent convaincus du départ du groupe du PDG, M. Descarpentries.

TOKYO, 3 septembre =

Stabilité

La Bourse de Tokyo n'a pratiquement pas varié mardi 3 septembre, l'indice Nikkei clôturant à 22 469,80 yens, en hausse négligeable de 0,79 yen. Le marché était ferme à l'ouverture, avec une hausse de 123,26 yens dans le premier quart d'heure de la séance. Il réduisait ses gains une demi-heure plus tard, pour revenir à la mi-séance très légèrement au-dessus du niveau de clôture de lundi. Les candidats aux prises de bénéfices étaient nombreux après trois séances consécutives de hausse. Mais les chasseurs de bonnes affaires étaient également actifs, caressant l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt très prochaine, selon les courtiers.

VALEURS	Cours du 2 sept	Cours du 3 sept
Akai	1 090	1 070
Bridgestone	980	989
Canon	1 500	1 490
Fuji Bank	2 540	2 630
Honda Motors	1 490	1 480
Matsushita Electric	1 620	1 590
Mitsubishi Heavy	721	725
Sony Corp.	5 730	5 730
Toyota Motors	1 560	1 520

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Quadral annonce une OPA sur la CSEE.** – La société d'investissements Quadral a annoncé lundi 2 septembre un projet d'OPA visant la totalité des actions anciennes et nouvelles de la Compagnie des signaux et équipements électroniques (CSEE), dont il est déjà le premier actionnaire. Dans un communiqué, la Société des Bourses françaises (SBF) a précisé que la Banque Indosuez, agissant pour le compte de Quadral, déposerait son projet *« au plus tard le 6 septembre »*. Dans l'attente de ce dépôt, la Société des Bourses françaises a décidé de suspendre jusqu'à nouvel avis la cotation des actions ordinaires sur le marché à règlement mensuel et celles des actions à dividende prioritaire et des obligations convertibles 1986 sur le marché officiel au comptant.

□ **BSN prend une participation de 10 % dans Papadopoulos.** – Le groupe agroalimentaire BSN a annoncé lundi 2 septembre l'acquisition de 10 % du capital de la société grecque Papadopoulos, qui produira sous licence des produits de la gamme LU et distribuera les biscuits, les confitures et les produits pour enfants du groupe français. Société familiale, Papadopoulos a réalisé un chiffre d'affaires de 240 millions de francs en 1990. Cette société détient plus de 50 % du marché grec des biscuits et possède un réseau performant de distribution dans le domaine des produits alimentaires.

□ **Les Docks de France (Mammouth) achètent sept magasins Montlaur.** – Le groupe de distribution Docks de France (Mammouth) a confirmé lundi 2 septembre l'acquisition, par trois de ses filiales, de sept magasins Montlaur totalisant 20 000 m² de surface de vente *(le Monde* du 23 août). Il s'agit d'établissements dans le sud de la France : quatre hypermarchés situés à Cavaillon, Manosque, Mazamet et Castres qui seront exploités sous l'enseigne Mammouth et trois supermarchés situés à Apt, Graulhet et Aumont-Aubrac qui le seront sous l'enseigne Atac. Les Docks de France (les magasins Mammouth, Atac, Super Pakbo, Miami, 7 J, Eco service) précisent que l'apport de chiffre d'affaires supplémentaire sera de l'ordre de 1,2 milliard de francs. La mise aux normes sous les deux enseignes sera réalisée dans un délai de trois mois.

□ **LVMH : une action gratuite pour dix anciennes dès le 5 septembre.** – Les actionnaires détenant au moins dix actions LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) vont disposer d'une action nouvelle dès jeudi 5 septembre, date du début de l'opération. En juin dernier, M. Bernard Arnault, président du groupe de luxe, avait décidé de récompenser la fidélité de ses actionnaires et d'allouer une action nouvelle contre dix anciennes.

□ **MB Electronique : suspension de cotation.** – La cotation des actions MB Electronique a été suspendue lundi 2 septembre sur le second marché de la Bourse de Paris dans l'attente d'un communiqué. En mai, MB Electronique, société de distribution de matériel de tests et mesures, avait fait l'objet d'un projet de rachat d'entreprise par ses salariés (RES). Cette opération était menée par MM. Michel Guérin et Jean-Pierre Martenot, respectivement directeur général adjoint et directeur commercial de MB Electronique, en accord avec le président et principal actionnaire (57 %) de la société, M. Michel Brunswick.

□ **Duménil-Leblé (Belgique) prend 15,6 % de la BZCE (Zaïre).** – La banque belge Duménil-Leblé Bank a annoncé lundi 2 septembre qu'elle prenait une participation de 15,6 % dans la Banque zaïroise de commerce extérieur (BZCE), une des premières banques du Zaïre. Cette décision a été prise *« à l'initiative de la République du Zaïre et dans le cadre de sa stratégie d'ouverture de son économie à des partenaires privés »*.

□ **Alcatel Câble cède la division informatique de CGE composant à Digital.** – Alcatel Câble (groupe Alcatel) a cédé à Digital Equipment France, la division informatique de CGE Composants (CGE-SIS). Cetyte, firme spécialisée dans la vente de systèmes informatiques et de périphériques aux PME-PMI, *« est un partenaire actif de Digital depuis une dizaine d'années »*, explique la filiale du groupe américain qui précise que cette acquisition s'inscrit dans sa stratégie de *« renforcement des activités sur le marché des PMI-PME »*. CGE-SIS a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 90 millions de francs.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3780	3784	Immob. Hôtelière	844	839
Arnault Associés	289 50	....	Internt. Computer	180	....
B.A.C.	137	139	I.P.B.M.	80	83 20 d
Bque Vernes	805	801	Loca Investis.	250	246
Boiron (Ly)	365	368	Locamic	73 50	....
Boisset (Lyon)	219	....	Matra Comm.	119	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	987	962	Molex	167	...
Calberson	384	399 40 d	Publ.Filipacchi	410	....
Cardif	718	....	Razel	710	628 o
C.E.G.E.P.	131	136 20 d	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	321	....
C.F.P.I.	280	280	S.H.M.	189	189
C.N.I.M.	900	....	Select Invest (Ly)	100	88 50 o
Codetour	265 80	265	Serbo	408 50	....
Conforama	659	686 d	S.M.T. Goupil	130	....
Creeks	199	191 o	Sopra	270	....
Dauphin	415	431 60 d	TF1	345 50	343 50
Delmas	1150	1150	Thermador H. (Ly)	275	....
Demachy Worms Cie	395	....	Unilog	202	200
Devanlay	900	918	Viel et Cie	87	87
Deville	336	....	Y. St-Laurent Groupe	774	771
Dolisos	139	139			
Editions Belfond	230	239 20 d			
Europ. Propulsion	281	....			
Finacor	120	....			
Frankoparis	130	....			
GFF (group.fon.f.)	177 10	175			
Grand Livre	408	409			
Gravograph	187	187			
Groupe Origny	715	725			
Guimoli	950	....			
I.C.C.	210	206			
Idianova	124 90	125			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 2 septembre 1991
Nombre de contrats : 59 831

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,24	106,32	106,20
Précédent	106,06	106,16	106,14

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
102	4,30	4,27	0,06	0,23

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 4 700

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 879	1 891	1 904
Précédent	1 871	1 886	–

CHANGES

Dollar : 5,9090 F ↓

Le dollar était en baisse mardi 3 septembre, ouvrant à 5,9090 F lors des premiers échanges entre banques contre 5,9335 à la clôture la veille. Au lendemain du Labour Day (jour du travail) aux Etats-Unis, le marché était très calme dans l'attente des prochaines statistiques sur le chômage.

FRANCFORT	2 sept	3 sept
Dollar (en DM)	1,7460	1,7390
TOKYO	2 sept	3 sept
Dollar (en yens)	136,84	136,40

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (3 sept)	9-9 1/8 %
New-York (29 août)	5 3/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 28-12-90)*

	30 août	2 sept
Valeurs françaises	120,6	120,4
Valeurs étrangères	117,1	117,6
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	486,7	488,38
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 864,26	1 863,52

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	30 août	2 sept
Industrielles	3 043,60	Clos

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	30 août	2 sept
100 valeurs	2 645,7	2 679,6
30 valeurs	2 079,3	2 108,3
Mines d'or	149,5	158,5
Fonds d'État	85,96	86,16

FRANCFORT

	30 août	2 sept
Dax	1 650,58	1 650,46

TOKYO

	2 sept	3 sept
Nikkei Dow Jones	22 469,01	22 469,80
Indice général	1 749,70	1 744,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,9085	5,9100	+ 181	+ 191	+ 353	+ 373	+ 1035	+ 1095
$ can.	5,1788	5,1824	+ 27	+ 45	+ 66	+ 90	+ 201	+ 266
Yen (100)	4,3286	4,3328	+ 64	+ 73	+ 146	+ 163	+ 530	+ 581
DM	3,3971	3,3989	– 3	+ 12	–	+ 21	– 1	+ 52
Florin	3,0165	3,0178	+ 92	+ 98	+ 180	+ 190	+ 528	+ 559
FB (100)	16,5040	16,5130	+ 10	+ 60	+ 20	+ 120	+ 10	+ 310
FS	3,8711	3,8746	+ 30	+ 44	+ 66	+ 87	+ 244	+ 303
L (1 000)	4,5511	4,5540	– 105	– 81	– 180	– 155	– 553	– 476
£	9,9913	9,9997	– 144	– 116	– 229	– 184	– 474	– 344

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	5 1/2	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	5 3/4	5 7/8
Yen	7 3/8	7 1/2	7 1/2	7 9/16	7 5/16	7 3/8	6 15/16	7 1/4
DM	8 7/8	9 1/8	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 3/8	9 1/2
Florin	9 1/16	9 5/16	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 3/8	9 1/4	9 3/8
FB (100)	8 3/4	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9 1/16	9 5/16	9 1/4	9 1/2
FS	8	8 1/4	8 1/16	8 3/16	8	8 1/8	7 7/8	8
L (1 000)	11	12	11 1/4	11 5/8	11 3/8	11 3/4	11 1/2	11 7/8
£	10 3/4	11	10 15/16	11 13/16	10 3/4	11 5/8	10 1/2	11 3/8
Franc	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 5/16	9 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mardi 3 septembre
Serge Vallemont,
directeur du personnel du ministère de l'équipement et conseiller du ministre.
Le Monde du 4 septembre publie dans son supplément « Initiatives » une enquête sur la modernisation de l'administration de l'équipement.

Mercredi 4 septembre
M. Yves du Petit-Thouars,
directeur général de la compagnie des Cristalleries de Baccarat.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 SEPTEMBRE

Cours relevés à 10 h 20

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3990	C.N.E 3%	4000	4090	4090	+ 2 25
835	B.N.P. T.P.	830	811	811	− 2 29
830	Cr.Lyon. T.P.	840	839	839	− 0 12
1265	Renault T.P.	1320	1320	1320	....
1507	Rhone Poul. T.P.	1570	1580	1580	− 0 64
1049	Saint Gobain T.P.	1045	1042	1042	− 0 29
860	Thomson T.P.	846	....	....	....
745	ACCOR	797	799	801	+ 0 50
690	Air Liquide	696	697	700	+ 0 57
575	Alcatel-Alsthom	589	594	594	+ 0 85
1650	Als.Superm.	1685	1692	1692	+ 0 42
380	A.L.S.P.I.	385	390	390	+ 1 30
2290	Arjom. Prioux	2349	2350	2350	+ 0 04
495	AGF Sté Consolo.	495	500	500	+ 1 01
1000	Aux. Entrepr.	996	996	996	....
210	Avenir H. Média	206 20	206	206	− 0 10
960	Axa (ex Cie Midi)	960	972	972	+ 1 25
235	Axa Midi Ass.	266	265	264 30	− 0 64
165	Bafip	162 10	....	....	....
113	Bail-Equipem.	118	120	120	+ 1 69
760	Bail Investiss.	767	765	765	− 0 26
515	Bancaire	524	525	525	+ 0 19
675	Bazar H.-V.	690	....	....	....
575	Beghin-Say	607	609	609	+ 0 33
1040	Berger (M)	1030	....	....	....
330	Bertrand Faure	340	....	....	....
720	Bic	763	775	775	+ 1 57
950	B.I.P.	975	980	980	+ 0 51
320	BIS	359	359	359	....
265	B N P (Cl)	291	300	300	+ 3 09
795	Bollore Tech.	825	810	810	− 1 82
2300	Bongrain	2400	2400	2400	....
810	Bon-Marché	845	849	849	+ 0 47
540	Bouygues	574	580	580	+ 1 05
113	BP France	114	113	113	− 0 88
905	B S N	924	929	924	....
1060	Canal Plus	1105	1116	1130	+ 2 26
350	Cap Gem.S.	353 90	354	353 80	− 0 03
2050	Carrefour	2096	2095	2095	− 0 05
138	Casino	139 70	141 20	141 20	+ 1 07
86	Casino ADP	88 15	89	89	+ 0 96
1290	Castorama D.L.	1350	....	....	....
165	C.C.F.	170 70	171 20	172 20	+ 0 88
58	CCMC Ly.	60	59 90	59 90	− 0 17
270	C.D.M.E.	318 50	320	320	+ 0 47
220	C.E.G.I.D.	230	223	223	− 3 04
230	Centrest (Ny)	225	....	....	....
435	C.E.P. Comm.	457	457 50	457 50	+ 0 11
121	Cerus	129 40	129	129	− 0 31
720	Cetelem	860	840	840	− 2 33
320	CF Inc.	333 20	327 10	327 10	− 1 83
300	CGI Info	315	316	316	+ 0 32
1090	C G I P	1131	1135	1136	+ 0 44
625	CSP	643	843	843	....
790	Chargeurs S A.	825	828	829	+ 0 48
475	C I C A (M)	500	508	508	+ 1 60
300	Ciments Inloc.	322	318 50	316 50	− 1 71
815	Clarins	858	880	880	+ 0 23
435	Club Méditer.	444	442 60	445 90	+ 0 43
147	CMB Packa.	156 10	155 50	155 50	− 0 38
525	Colas	573	566	570	− 0 52

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

SICAV (sélection) 2/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
U.A.P. Investiss.	460 59	443 94
U.A.P. Act. F.	582 05	561 01
U.A.P. Act. Sél.	640 53	617 38
U.A.P. Aedifi.	582 44	561 39
U.A.P. Alizé	206 14	198 69
U.A.P. Alto	160 84	155 03
UAP Moyen Terme	130 09	125 39
UAP Prem. Catég.	10816 40	10425 45
Uni-Associations	125 56	125 56
Uni-Foncier	1281 14	1249 89
Unifrance	576 43	562 37
Uni-Garantie	1357 26	1333 26
Uni Régions	1397 29	1363 21
Unirente	2671 36	2606 20
Univar	222 56	222 56
Univers Actions	1280 81	1249 57
Univers-Obligation	1845 21	1800 20
Valorg	1931 60	1929 67
Valrea	49813 99	49789 10
Vasbro	26969 60	26942 63•

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 928	.....	5 700	6 200
Ecu	6 974	.....	.....	.....
Allemagne (100 dm)	339 580	.....	328	348
Belgique (100 F)	16 506	.....	16	17
Pays-Bas (100 fl)	301 510	.....	290	310
Italie (1000 lires)	4 550	.....	4 300	4 800
Danemark (100 krd)	86 030	.....	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 987	.....	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 075	.....	2 800	3 500
Suisse (100 f)	387 320	.....	377	397
Suède (100 krs)	93 560	.....	90	98
Norvège (100 k)	86 930	.....	83	91
Autriche (100 sch)	48 258	.....	46 900	49 900
Espagne (100 pes)	5 457	.....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 967	.....	3 600	4 400
Canada (1 $ can)	5 153	.....	4 950	5 350
Japon (100 yens)	4 334	.....	4 190	4 390

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/9
Or fin (kilo en barre)	68500	.....
Or fin (en lingot)	67250	.....
Napoléon (20f)	381	.....
Pièce Fr (10 f)	390	.....
Pièce Suisse (20 f)	387	.....
Pièce Latine (20 f)	375	.....
Souverain	487	.....
Pièce 20 dollars	2100	.....
Pièce 10 dollars	1050	.....
Pièce 5 dollars	561 25	.....
Pièce 50 pesos	2480	.....
Pièce 10 florins	395	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ◘ : marché continu

هكذا من الأصل

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Trente-neuf bougies et des étincelles pour Connors

Le jour de son trente-neuvième anniversaire, lundi 2 septembre, l'Américain Jimmy Connors s'est qualifié pour les quarts de finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis en battant, avec le soutien de quelque vingt mille spectateurs, son compatriote Aaron Krickstein, de quinze ans son cadet, au terme d'un match en cinq manches conclu au tie-break après 4 h 41 min de jeu.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

New-York s'était donné lundi 2 septembre un jour de congé, avant de mieux replonger dans le travail. Mais Jimmy Connors n'a pas profité de ce jour férié pour chômer. Il a, tout au contraire, abattu un travail de romain, c'est-à-dire élevé un nouveau monument de tennis, bel ouvrage de fureur et de sueur, avant de déguster le gâteau d'anniversaire de ses trente-neuf ans. Et les quelque vingt mille spectateurs de Flushing Meadows en ont été proprement époustouflés. Car même s'il l'avait souhaité de tout cœur et appelé à pleine gorge, le public n'a pas cru vraiment que l'exploit fût encore possible.

Comment aurait-elle pu le croire, cette foule pourtant avide de sensations fortes? L'Américain avait fait son show au premier tour contre Patrick McEnroe, le jeune frère de John. Mais après avoir gagné en cinq sets ce premier match qu'il aurait dû perdre en trois manches (il était mené 6-4, 7-6, 3-0 et 0-40), puis enchaîné deux victoires faciles face à Michael Schappers et Karel Novacek, Connors semblait avoir atteint son point-limite contre son compatriote Aaron Krickstein, de quinze ans son cadet.

Une nouvelle raquette

En début d'après-midi, les spectateurs new-yorkais s'apprêtaient donc à faire comme ceux de Roland-Garros et de Wimbledon qui avaient réservé de formidables ovations à Jimmy Connors quand il avait quitté leur central, contraint à l'abandon contre Michael Chang à Paris, battu par Derek Rostagno au troisième tour à Londres. Mais, au fur et à mesure que le temps s'écoulait, que le court glissait du soleil brûlant à l'ombre fraîche, ils assistèrent, de plus en plus survoltés, à l'incroyable renversement de situation, à l'oxydation du jeu de Krickstein jusqu'à la détérioration ultime, la défaite.

Cela s'est passé en deux temps. Tout d'abord, Krickstein a eu deux balles de deux sets à rien qu'il n'a pas concrétisées, et Connors a fini par s'adjuger le jeu décisif de la deuxième manche (10-8). Ensuite, dans la cinquième manche, Krickstein a servi pour le gain du match après avoir remporté de haute lutte le sixième jeu, mais il manifesta alors une nervosité extrême : il écrasa notamment un smash hors des limites et donna ainsi l'occasion à Connors de revenir à 5-4, puis 5-5. Devenu inéluctable, le tie-break ne fut plus alors qu'une formalité.

On chercha et trouva *a posteriori* quelque logique à l'événement, puisque Krickstein avait été battu cinq fois par Connors au cours de leurs cinq précédentes rencontres. Mais la performance n'en tenait pas moins du prodige. Il suffisait, pour s'en convaincre, d'avoir vu Connors marcher en rond comme un automate pendant une bonne demi-heure sur un court annexe pour chasser les crampes. Comment a-t-il fait? Comment a-t-il pu supporter de tels efforts, de telles douleurs?

Il a beau dire qu'il est en forme parce qu'il s'entretient physiquement depuis toujours, qu'il mène une vie saine, sans excès d'aucune sorte, que son plaisir de jouer est intact, il a beau noter que les jeunes n'ont qu'à faire comme lui, on se demande parfois si, petit, il n'est pas tombé comme Obélix dans une marmite de potion magique. Il reconnaît au demeurant que les clameurs de la foule agissent sur lui comme le plus puissant des stimulants : *« Depuis dix ans, elles me poussent et elles m'ont sûrement fait gagner deux finales »*. Et comme la faveur du public n'a sans doute jamais été aussi puissante...

L'effet passion! Cela serait-il suffisant pour que Connors joue mieux, comme s'accordent à le dire ses adversaires malheureux? Il avait fait corps pendant tellement longtemps avec une raquette à cadre métallique qu'on avait pensé qu'il mettrait un terme à sa carrière lorsqu'il jetterait la dernière utilisable. Mais il faut bien reconnaître que son nouveau tamis en matière composite lui procure une puissance et une précision qu'il n'avait jamais eues en coup droit. A telle enseigne que Krickstein a pu constater, à ses dépens, que cet ancien point faible est devenu un coup d'attaque redoutablement précis. A telle enseigne encore que, du statut d'outsider, Connors est passé en une semaine au rang de favori potentiel.

L'an dernier, pour la première fois de sa carrière, il avait assisté au tournoi des tribunes de la télévision. Incapable de tenir une raquette à la suite d'une opératon du poignet, il s'était rabattu sur un micro. Au début de l'année, il ne comptait plus que trois points au classement mondial et figurait aux alentours de la millième place. Huit mois après, il est au niveau des dix meilleurs. Rêverait-il maintenant d'une huitième finale, d'un sixième titre à New-York?

Que pourrait-il lui arriver de mieux ou de pire? Le voilà déjà statufié par l'exploit quand tout le monde le croyait enterré. Le voilà au moins qualifié pour les quarts de finale de ces Internationaux des Etats-Unis à l'âge où d'autres sont grands-pères. Et il sait bien qu'à chaque jour suffit sa peine.

ALAIN GIRAUDO

Résultats du 2 septembre

SIMPLES MESSIEURS
(Huitièmes de finale)

P. Haarhuis (P-B) b. C.-U. Steeb (All.), 6-2, 6-3, 6-4; J. Connors (E-U) b. A. Krickstein (E-U), 3-6, 7-6, 1-6, 6-3, 7-6 ; P. Sampras (E-U, nº 6) b. D. Wheaton (E-U, nº 11), 3-6, 6-2, 6-2, 6-4; J. Courier (E-U, nº 4) b. E. Sanchez (Esp., nº 14), 6-4, 6-4, 6-3.

SIMPLES DAMES
(Huitièmes da finale)

C. Martinez (Esp., nº 8) b. Z. Garrison (E-U, nº 12), 6-4, 6-4; A. Sanchez-Vicario (Esp., nº 4) b. N. Zvereva (URSS), 6-3, 7-6 ; M. Navratilova (E-U, nº 6) b. M. Maleeva-Fragnière (Sui., nº 10), 7-6, 1-6, 6-2; S. Graff (All., nº 1) b. J. Wiesner (Aut.) 7-5, 6-4.

La France a déposé son dossier de candidature pour la Coupe du monde de football 1998

Une délégation du comité français de candidature à l'organisation de la Coupe du monde de football 1998 a remis, lundi 2 septembre, à Zurich, son dossier à MM. Joao Havelange, président de la Fédération internationale (FIFA) et Joseph Blatter, secrétaire général.

Les membres des commissions techniques de la FIFA vérifieront, avant mai 1992, la fiabilité des documents figurant au dossier et le comité exécutif de la FIFA prendra sa décision le 2 juillet 1992.

La France est le premier pays à avoir déposé son dossier à la FIFA, la date limite étant fixée au 27 septembre. A ce jour, après les retraits annoncés de la Grande-Bretagne et du Portugal, restent en lice cinq pays : Brésil, Inde, Maroc, Suisse et France.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5599

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III				■					
IV			■				■		
V						■			
VI					■				
VII								■	
VIII					■				
IX		■				■			
X			■					■	
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. Moyen de se donner de l'air. – II. Dit des choses pour rire. – III. Corvidé voleur. Sont à porter ou bien à voir. – IV. Fait partie de la vie. Ne reste pas silencieux. Article. – V. Mal servis. Période de libre action. – VI. Fut victime de son beau-père. Mieux vaut qu'il demeure en nous. – VII. Voile aérien. – VIII. Exclu du rassemblement. Est de feu. – IX. Est sur le sable. Passe inaperçu. – X. Note. Amateur d'ancien. – XI. Une chose d'intérieur. Va au tapis.

VERTICALEMENT

1. Vérité qui n'est pas bonne à dire. – 2. Loin d'être pauvre. Pronom. – 3. Est parfois sujette à la baisse. Echappe à un certain durcissement. – 4. Préposition. Trouvera nécessaire d'en rajouter. – 5. Lieux de chasse. Fait avancer le monde. – 6. Porteur de segments. Est peut-être en train de cuire. Se « mettent » en quatre. – 7. Fait cesser le dérangement. Accompagne des glaces. – 8. Feuille de routes. Est à voir ou à entendre. – 9. Fait des travaux de culture.

Solution du problème nº 5598

Horizontalement

I. Préfixes. – II. Eurêka. Eu. – III. Se. Lentes. – IV. Té. Obtus. – V. Nahe. – VI. Foi. Nô. Ce. – VII. Encrassés. – VIII. Au. Uri. – IX. Ecrivains. – X. Saine. Têt. – XI. Réer. Ere.

Verticalement

1. Pestiférés. – 2. Ruée. On. Car. – 3. Er. Icarie. 4. Félon. Ruine. – 5. Ikebana. Ver. – 6. Xanthos. – 7. Tua. Suite. – 8. Sées. Cerner. – 9. Us. Résiste.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

– Sylvie et Bruno CHETAILLE,
Amélie et Marine,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathilde,

à Paris, le 19 août.

128, rue Saint-Maur,
75011 Paris.

Décès

– Les familles Bled et Setton,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Odette BLED,
née Beray,
institutrice honoraire,
grammairien-écrivain,
lauréate de l'Académie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre des Arts
et des lettres,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 31 août 1991, à Saint-Nazaire, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 5 septembre, à 15 h 30.

Condoléances sur registre.

Inhumation au cimetière de Saint-Maur-des-Fossés, Rabelais.

(Lire page 12.)

– Jean-Guy Dubernat,
Sa famille,
font part avec émotion de la disparition subite du

médecin-général
Pierre-Claude DUBERNAT,

survenue le 25 août 1991, dans sa propriété d'Hossegor.

Les obsèques ont été célébrées le 28 août à Casteljaloux.

Beaurivage,
3, allée des Terrasses,
56270 Loméner-en-Ploemeur.

– **Gordon HEATH,**
acteur et chanteur américain,
installé en France depuis 1948,

est décédé le 28 août 1991, à Paris.

Il avait soixante-treize ans.

– Les docteurs Michel et Nicole Horassius,
Olivier, Agnès et David,
ont la douleur de faire part du décès de

Jane HORASSIUS,

leur mère et grand-mère, le 31 août 1991, à La Rochelle (Charente-Maritime), dans sa quatre-vingt-huitième année.

Villa Réole,
10, rue Paul-Beltçaguy,
13100 Aix-en-Provence.

– M. et Mme Philippe Jullian Gaufres,
Sopharith, Sita, Seila, Soriya et Pierre,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Maurice
JULLIAN GAUFRES,
née Edith Bonniot de Ruisselet,

survenu à Nîmes (Gard), le 24 août 1991.

L'inhumation a eu lieu à Uzès, le 26 août.

Esprit qui les fit vivre
anime leurs enfants
pour qu'ils sachent les suivre.
(La Cévenole).

20, rue Bonaparte,
75006 Paris.

– Mme André Jacob,
M. et Mme Laurent Jacob,
M. et Mme François-Olivier Jacob,
M. et Mme Maxime Jacob
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Paris, le 24 août 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année, du

docteur André JACOB,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre,
médaille de la Résistance.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Marc Janodet,
née Masgrau,
sa mère,
M. Jean-Marc Janodet,
son frère,
et Mme Jean-Marc Janodet,
née Bilon,
M. Thierry Janodet
et Mlle Sylvie Janodet,
ses neveux,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Anne-Marie JANODET,
inspectrice interdiocésaine
de l'enseignement catholique,

le 1er septembre 1991, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 septembre, à 10 h 30, en l'église de Varennes-Saint-Sauveur.

La cérémonie sera suivie de l'inhumation, dans l'intimité, dans le caveau familial à Varennes-Saint-Sauveur.

Place Paul-Guimet,
71480 Varennes-Saint-Sauveur.

– Jean-Pierre Joudrier,
son époux,
Thierry, Coralie, Luc, Stéphanie,
ses enfants,
Françoise Löchen,
sa mère,
Geneviève et Pierre Joudrier,
ses beaux-parents,
Les familles Löchen et Joudrier,
ont la profonde tristesse de faire savoir que

France JOUDRIER,
née Löchen,
médecin du travail,

s'est endormie dans la paix du Seigneur le 6 août 1991, des suites d'une longue maladie, dans sa cinquantième année.

L'inhumation a eu lieu à Nantes, dans l'intimité familiale.

Un culte d'action de grâces sera célébré au temple de Versailles, 3, rue Hoche, le samedi 7 septembre 1991, à 14 h 30.

« Quand on tourne vers Lui les regards, on est rayonnant de joie. »
Ps. 34, v. 6.

7, rue Emmanuel-Chabrier,
78120 Rambouillet.

– Mme Jean Lafon,
son épouse,
Les docteurs Claire et Laurent Vaub,
ses enfants,
Edouard et Xavier,
ses petits-enfants,
Mme Pierre Lafon
et ses enfants,
Mme Jean Nallet
et ses enfants,
M. et Mme François Lafon
et leurs enfants,
Mme Elisabeth Souillac,
M. et Mme Marcel Souillac
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Henri Souillac
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Bécot
et leurs enfants,
Ses sœur, frère, belles-sœurs, beaux-frères, neveux
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LAFON,
professeur d'université honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre
des palmes académiques,

rappelé à Dieu le 31 août 1991 à l'âge de quatre-vingts ans.

Ses obsèques seront célébrées le mercredi 4 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Léon, Paris-15e. Inhumation à Saint-Palais-du-Né (Charente), le jeudi 5 septembre, à 14 h 30.

1, rue du Général-de-Larminat,
75015 Paris.
8, rue Dombasle,
75015 Paris.

– Plougasnou, Montmorency.

Dans la paix pour l'éternité,

François LÉON,
docteur en chirurgie dentaire,

nous a quittés le jeudi 22 août 1991, à l'âge de soixante-six ans.

De la part de
Mme Suzanne Léon,
sa mère,
Mme Marielle Léon,
son épouse,
Hervé, Christine, Sylvie, Jean-Pierre,
ses enfants,
Thomas, Bertrand, Juliette, Antoine,
ses petits-enfants,
Maguy et Jean Tourneur,
sa sœur et son beau-frère,
Vincent, Evelyn, François, Catherine, Jean-Pierre,
ses neveux,
Mathieu et Maud,
ses petits-neveux,
Et toute la famille.

Les obsèques ont été célébrées samedi 24 août, à 17 heures, en l'église de Plougasnou, dans l'intimité familiale.

– Sa famille,
Ses collaborateurs et amis,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Louis-Noël LEPAGE,

le 30 août 1991, dans sa quarante-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Sainte-Cécile à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le mercredi 4 septembre, à 14 heures.

– Mme Paul Lepetit,
son épouse,
Diane, Clothilde et Blanche,
ses filles,
Mme Lepetit,
sa mère,
Mme Copin,
sa belle-mère,
Mme Denise Lepetit,
Le docteur et Mme Perenchio
et leurs enfants,
Mme Bernard Lepetit
et ses filles,
Mme Marie Lepetit
et ses filles,
M. et Mme de Massé
et leur fils,
M. Jean-Etienne Lepetit
et ses enfants,
ses frères et sœurs,
M. et Mme Gérard Copin
et leurs enfants,
M. et Mme Louis Benedetti
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Paul LEPETIT,

survenu à Rennes le 1er septembre 1991, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Rennes, le mercredi 4 septembre, à 11 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Laurent de Rennes.

15, rue Saint-Amand,
75015 Paris.
1, rue Saint-Alphonse,
35000 Rennes.

– Mme Adrienne Mouls,
Le docteur Pierre Mouls
et ses enfants,
M. Jean-Claude Mouls
et ses enfants,
Les familles Valenti,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Victor MOULS,
ancien receveur principal des impôts,
médaillé de la Résistance,

survenu le 2 septembre 1991 dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées mardi 3 septembre, à Belmont-sur-Rance (Aveyron).

Rue de Labro,
12370 Belmont-sur-Rance.

– M. et Mme Gaston Paon,
ses parents,
M. Laurent Paon,
son frère,
Mlle Christine Paon,
sa sœur,
Mme Antoinette Boillet,
sa grand-mère,
Ses oncles, tantes, cousins, cousines et amis,
font part du décès de

M. Vincent PAON,

survenu à Paris, le 16 août 1991, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

5, rue des Acacias,
76510 Saint-Nicolas-d'Aliermont.

– Mme Evelyne Rafalovich,
sa mère,
Sybil et Marc Mamou,
ses sœur et beau-frère,
Stéphane et Adrien,
ses neveux,
Patrick et Francine Rafalovich,
ses frère et belle-sœur,
Alexandre,
son neveu,
ont la profonde tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Hilmar RAFALOVICH,
docteur en études germaniques,
maître de conférences
à l'université Paris-VI,
chargé de cours
à l'université Paris-I-Sorbonne,

survenu le 31 août 1991 après une lutte courageuse contre une longue et douloureuse maladie.

Le service religieux sera célébré le jeudi 5 septembre, à 16 heures, en l'église évangélique allemande, 25, rue Blanche, Paris-9e, suivi de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

122, boulevard de l'Hôpital,
75013 Paris.

– Mme Hélène Sans,
son épouse,
Jean Sans,
Alain et Nicole Sans,
ses enfants,
François, Nicolas, Antoine,
ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. René Pierre SANS,
retraité des Postes
et Télécommunications,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa soixante-dix-septième année, le 24 août 1991.

Les obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu le 27 août à Pléneuf-Val-André (Côtes-d'Armor).

– Alger. Paris.

M. et Mme Bernard Fichebin,
ses enfants,
Mme Valentine Abbou,
sa sœur,
M. et Mme Olivier Fichebin,
Jérémie et Ugo,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Le docteur Jean-Louis Busch et Mme,
Clara et Thomas,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Le docteur Marcel Amar et Mme,
Le docteur Léon Azoulay et Mme,
ses neveux et nièces,
parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice, Moïse SEBAOUN,

survenu le 1er septembre 1991, à Saint-Cloud,

qui a rejoint son épouse

Faustine SEBAOUN,
née Siarry,

décédée le 30 décembre 1969.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 3 septembre, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, parc de Béarn,
92210 Saint-Cloud.

Anniversaires

– Il y a un an, le 4 septembre 1990, nous quittait

Lucky FORSSE,
née Lucienne Emo.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

– Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Aimé MAEGHT,

une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le jeudi 5 septembre 1991, à 18 h 30.

Paule et Adrien Maeght,
leurs enfants et petits-enfants.

– En souvenir de

Louis TRUSSON,

décédé le 29 août 1990,

une messe sera célébrée le samedi 7 septembre, à 11 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles (chapelle du Sacré-Cœur).

Pensez fidèlement à lui.

La mort de May Vieillard-Troïekouroff

Carol Heitz, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre et membre de la Commission supérieure des monuments historiques, nous adresse le témoignage suivant sur Mme May Troïekouroff, décédée le 23 juillet (le Monde du 27 juillet).

En dehors des milieux spécialisés, peu de gens connaissaient le fruit d'un labeur patient et méthodique s'étendant sur plus de cinq décennies, voué tout entier à l'histoire de l'art du haut Moyen Age. Maître de recherches au CNRS, May Troïekouroff s'était, dès 1946, chargée, en collaboration avec Mme Denise Fossart et Elisabeth Châtel, d'établir le Recueil des monuments sculptés de l'époque préromane en France. Elle a accompli ce travail, exigeant un sens aigu de l'analyse et beaucoup de discernement, sous la direction éclairée de M. Jean Hubert membre de l'Institut.

Pour avoir été, pendant un bref laps de temps, le tuteur de cette entreprise, je voudrais témoigner du tenace effort accompli par May Troïekouroff, souvent dans des conditions difficiles et avec des moyens précaires. Plusieurs volumes, dont deux consacrés à Paris et à l'Ile-de-France, constituent des catalogues d'un rare prix que les chercheurs médiévistes de toute nation consultent avec profit.

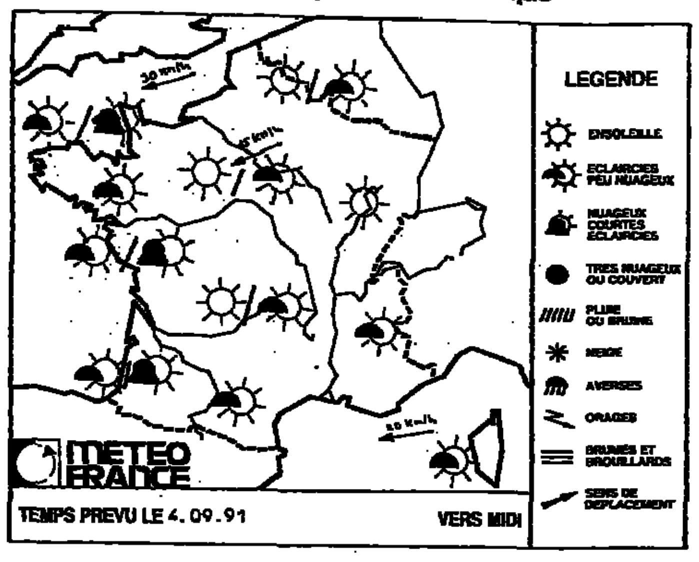
L'enregistrement systématique des sculptures haut-médiévales a conduit May Troïekouroff à distinguer le « vrai » du « faux ». Ainsi, de nombreux reliefs, chapiteaux et autres œuvres naguère considérées comme carolingiennes sont apparues plus récentes de deux, voire de trois siècles. Cela a permis à May Troïekouroff de définir un véritable mouvement de « Renaissance néocarolingienne », particulièrement présent en Bourgogne (abbayes de Cluny et de Flavigny) et en Champagne.

Ses nombreuses interventions dans les colloques nationaux comme internationaux – et notamment devant la Société des antiquaires de France dont Mme Troïekouroff était membre correspondant – ont apporté d'indispensables lumières à la science du haut Moyen Age occidental.

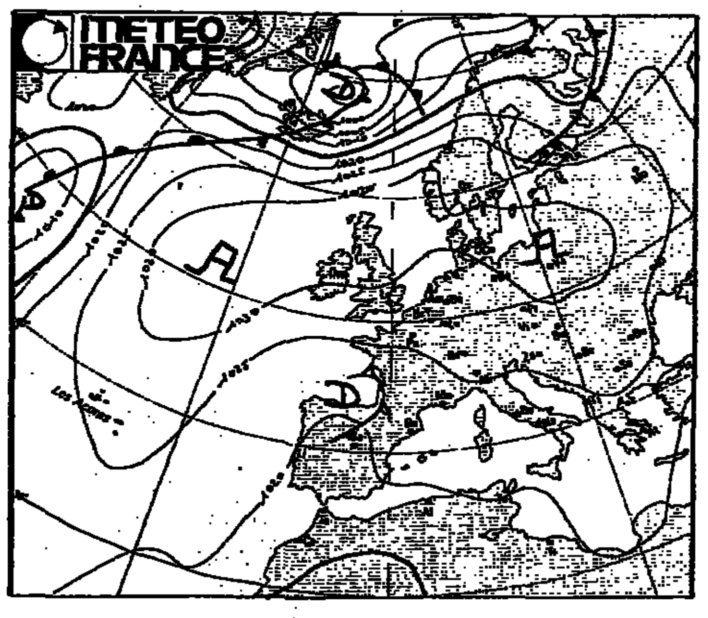
هكذا من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 4 septembre 1991
Temps chaud et sec
Plus nuageux près de l'Atlantique



SITUATION LE 3 SEPTEMBRE 1991 A 0 HEURE TU



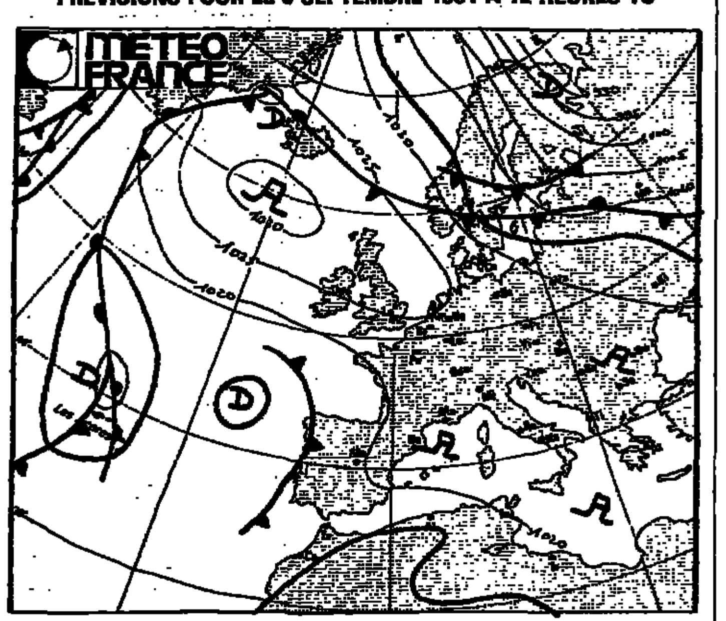
Jeudi 5 septembre : ensoleillé, quelques nuages près de l'Atlantique. – Sur la Bretagne, la Vendée, les Charentes et l'Aquitaine, le ciel sera voilé par moments, mais ces nuages élevés n'empêcheront pas le soleil de passer, et c'est tout de même l'impression de beau temps qui devrait dominer. Cependant, l'après-midi, une petite averse est possible sur l'Aquitaine.

Sur le reste de la France, après des brumes matinales, ce sera une journée ensoleillée.

Les températures matinales seront de 12 degrés à 15 degrés, 16 à 18 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, il fera de 25 à 28 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 5 SEPTEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 3-9-91
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-9-1991 à 18 heures TU et le 3-9-1991 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	27	19	D
BIARRITZ	24	18	N
BORDEAUX	24	19	P
BOURGES	23	18	N
BREST	20	16	D
CAEN	21	16	N
CHERBOURG	22	16	N
CLERMONT-FER.	24	16	C
DIJON	20	16	D
GRENOBLE	25	17	D
LILLE	24	18	D
LIMOGES	21	18	D
LYON	24	17	D
MARSEILLE	27	21	N
NANCY	21	16	D
NANTES	23	16	D
NICE	27	22	D
PARIS-MONTS.	21	18	D
PAU	24	18	N
PERPIGNAN	26	21	N
RENNES	20	17	N
ST-ÉTIENNE	24	18	D
STRASBOURG	25	17	D
TOULOUSE	24	19	N
TOURS	23	17	D
POINTE-A-PITRE	33	25	D
ÉTRANGER			
ALGER	32	23	D
AMSTERDAM	25	15	D
ATHÈNES	27	21	D
BANGKOK	34	26	C
BARCELONE	25	21	N
BELGRADE	25	14	D
BERLIN	16	16	D
BRUXELLES	24	16	D
LE CAIRE	30	21	D
COPENHAGUE	23	13	D
DAKAR	27	25	N
DELHI	33	27	P
DJERBA	32	28	P
GENÈVE	30	15	D
HONGKONG	32	27	N
ISTANBUL	26	17	A
JÉRUSALEM	25	16	D
LISBONNE	26	20	N
LONDRES	23	18	N
LOS ANGELES	26	17	N
LUXEMBOURG	24	17	D
MADRID	29	21	D
MARRAKECH	27	27	D
MEXICO	26	14	O
MILAN	24	19	N
MONTRÉAL	21	8	D
MOSCOU	16	8	D
NAIROBI	22	22	C
NEW-YORK	23	14	D
OSLO	23	14	D
PALMA-DE-MAJ.	22	22	N
PÉKIN	25	24	D
RIO-DE-JANEIRO	19	18	C
ROME	27	23	N
SINGAPOUR	29	24	C
STOCKHOLM	22	14	D
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	32	25	C
TUNIS	32	24	N
VARSOVIE	23	11	D
VENISE	25	18	D
VIENNE	25	15	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde ARTS et SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — PIERRE GEORGES

La vie en duo

C'est un couple, ou plutôt un duo. Béatrice Schönberg et Gilles Schneider, longue vie aux heureux présentateurs, ont conjointement présenté, lundi soir, leur premier journal télévisé commun sur la Cinq. L'enfant, pour autant qu'il soit nécessaire d'user de métaphore, est apparu bien né, vif, nerveux, plein de promesses, changeant agréablement du style parfois un rien m'as-tu-vu ou faussement désinvolte des monstres sacrés.

Béatrice Schönberg a bafouillé un instant, le trac probablement. Gilles Schneider s'est offert un superbe lapsus, ou une rature de prompteur, en parlant de la *« victoire »* d'un viol quand il s'agissait d'en évoquer la victime. Et puis, la première minute passée, la plus difficile, les deux complices dont on imagine volontiers qu'ils ont passé l'essentiel de l'été à roder leur entente, ont jonglé sans plus de faute.

Un journal télévisé écrit à quatre mains et récité à deux voix ne supporte pas l'erreur, l'hésitation, le blanc. Il ne supporte pas davantage que l'un des duettistes se serve de l'autre, du style pousse-toi-de-là-que-je-me-montre. C'est une fine alchimie que de marier ainsi deux voix et deux tempéraments. Et c'est un art périlleux que de voir l'un commencer les phrases et l'autre les finir, sans exténuer le téléspectateur ou l'agacer par ce numéro de trapèze verbal.

Les deux présentateurs, pour avoir beaucoup observé les virtuoses du genre aux Etats-Unis, ont parfaitement, du moins pour *cette première, évité l'écueil.* Cela tient aussi au style retenu, presque radiophonique, une économie de mots, des phrases concises pour lancer les sujets et s'effacer très vite au profit de l'image. Une justification de la télévision en somme. Et même le décor retenu pour le studio, ce gris calme, bien loin des pénombres méphistophéliques de l'information diabolisée, confirme la nature du pari engagé : informer, vite et bien.

La Cinq, en mal d'identité dit-on, pourrait avoir trouvé dans cette rupture de style un moyen intéressant de se singulariser. Un peu comme en d'autres temps, et ce n'est peut-être pas un hasard, Europe 1 avait su imposer son *style.*

Encore faudra-t-il pour tenir les promesses deux conditions. Que l'intendance, c'est-à-dire l'image suive. C'est bien le moins pour une télévision qui se souhaite nerveuse. Et deuxième impératif, que le couple tienne. Leur premier journal télévisé les y oblige désormais qui leur permit de surprendre Jacques Chirac à Moscou, en flagrant et hilarant délit de découchage politique !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 3 septembre

TF 1

20.50 Cinéma : Trop belle pour toi. ■■■
Film français de Bertrand Blier (1989).
22.25 Cinéma : Je ne sais rien, mais je dirai tout. ■
Film français de Pierre Richard (1973).
23.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Cinéma : L'Empire du Soleil. ■■
Film américain de Steven Spielberg (1988).
23.25 Téléfilm : Ruby et Oswald.
1.10 Journal et Météo.

FR 3

20.45 Téléfilm : Les Grenadines.
22.10 Journal et Météo.
22.30 Mardi en France.
Louisiane, un cœur entre deux mondes.
23.25 Magazine : Espace francophone.
23.55 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Family Business. ■
Film américain de Sidney Lumet (1989).
22.15 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : La Pie voleuse. ■
Film américain de Hugh Wilson (1987).
0.05 Sport : Tennis.
L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5

20.45 Cinéma : Magnum Force. ■■
Film américain de Ted Post (1973).
23.00 Cinéma : Madame Claude 2. □
Film français de François Mimet (1981).
0.40 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Téléfilm : A la recherche de l'oncle Jack.
22.15 Série : Equalizer.
23.10 Série : Le Voyageur.
23.35 Magazine : Culture pub.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Chroniques de France. D'un Nord à l'autre.
21.00 Documentaire : Du Kirov à l'Opéra.
Les Etoiles en herbe.
22.25 Danse : Tancrède, le croisé. Chorégraphie d'Angelin Prejlocaj.
23.00 Spectacle : Zizi Jeanmaire aux Bouffes du Nord.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Fanny Hensel, née Mendelssohn. 2. Les trois K.
20.30 Archipel science. Les vélins du Muséum, une collection unique au monde.
21.30 Les Folies-Bergère (rediff.).
22.40 Les Nuits magnétiques.
La Moskowa.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Luc Lang (Liverpool, marée haute).
0.50 Musique : Coda.
Les jazzmen qui chantent.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Haïku.
20.30 Concert (donné le 11 mai au Grand studio de la SFB) : Symphonie nº 4 en ré mineur op. 120, de Schumann ; Symphonie nº 10 en mi mineur op. 93, de Chostakovitch, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy.
23.07 Nuits chaudes. Le fragile, le ténu, l'impalpable aujourd'hui. Œuvres de Monk, C. P. E. Bach, Couperin, W. F. Bach, Dufault, Dufourt et anonyme.

Mercredi 4 septembre

TF 1

13.40 Série : Agences tous risques.
14.30 Club Dorothée vacances.
17.35 Série : 21 Jump Street.
18.25 Spécial sport : Football.
Coupe d'Europe des nations : Tchécoslovaquie-France, en direct de Bratislava.
20.25 Tirage du Loto.
20.30 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.55 Variétés : Sacrée soirée.
22.50 Divertissement : Guy Bedos ou l'humour libre.
Sketches et confidences.
0.20 Journal, Météo et Bourse.

A2

13.50 Feuilleton : Falcon Crest.
14.35 Série : Arsène Lupin joue et perd.
15.35 Série : Le Privé.
16.30 Série : Drôles de dames.
17.25 Magazine : Giga.
18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.30 Série : Maguy.
19.00 Jeu : *Question de charme.*
19.30 Feuilleton : Des jours et des vies.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Jeux sans frontières.
Thème : la princesse Branwen (conte gallois).
22.10 Divertissement : Rire A 2.
Coup de soleil à l'Olympia.
Guy Bedos, Michel Boujenah et Smaïn dans un chassé-croisé tragi-comique, le 4 février dernier.
23.20 Magazine : C'était Dim Dam Dom.
Le Trésor de l'orpheline ; Les collants montent l'escalier ; Les Concierges au tricot ; Tout sur le verbe « faire » ; Jouhandeau-Elise : drôle de couple ; La Journée d'une bouche ; L'Enterrement de la mode.
0.10 Journal et Météo.

FR 3

13.30 *Amuse 3 vacances.*
Les *Incollables* ; P'tit monstre ; Professeur Poopsnaggle ; Bonjour les bébés.
14.40 Série : Justiciers et hors-la-loi.
15.30 Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.
16.20 Magazine : Objectif Tintin.
La Grande Bleue, le fabuleux monde sous-marin.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Téléfilm : Billy le Kid.
Retour sur un adolescent légendaire.
22.20 Journal et Météo.
22.30 Opéra : La Khovantchina. ▶
Opéra de Modeste Moussorgski, mise en scène d'Alfred Kirchner, par les chœurs de l'Opéra de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Claudio Abbado.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Scandale au ministère.
15.00 Téléfilm : Un dimanche au tea-room.
15.35 Téléfilm : Jeanne de Lantern Hill.
17.30 Documentaire : Les Allumés...
Trevor et ses Animaux dans la pub.
18.00 Canaille peluche.
Babar.

En clair jusqu'à 21.00

18.30 Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : 260 chrono. □
Film américain de Peter Werner (1986). Avec Charlie Sheen, D.B. Sweeney, Randy Quaid.
22.40 Flash d'informations.
22.50 Sport : Rugby.
Pays de Galles-France, en différé de Cardiff.
0.20 Sport : Tennis.
L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
16.00 Série : L'Enquêteur.
16.55 Youpi ! Les vacances.
17.45 Série : Cap danger.
18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Téléfilm : Un combat inégal.
Une suite au film de Francis Coppola, The Outsiders.
22.25 Sport : Football.
Coupe d'Europe : Tottenham (Grande-Bretagne)-Stockerau (Autriche).
0.15 Journal de la nuit.

M 6

13.35 Série : Dis-donc, papa.
14.00 Série : L'Etalon noir.
14.30 Téléfilm : Police mécanique.
Un flic et un androïde biosynthétique.
15.45 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.50 *Jeu : Zygomusic.*
17.20 Série : L'Homme de fer.
18.10 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Très belle et trop naïve.
Chronique de mœurs dans l'Italie des années 40.
23.30 Six minutes d'informations.
23.35 Sexy clip.

LA SEPT

17.05 Contes et légendes du Louvre.
17.40 Magazine : Dynamo.
18.10 Magazine : Mégamix. Spécial Brésil.
19.05 Documentaire : Histoire parallèle.
20.00 Documentaire : Le Journal de Jules Renard. ▶
21.00 Documentaire : Best Boy. D'Ira Whol.
22.50 Cinéma : Grand'Rue. ■ Film espagnol de Juan Bardem (1956). Avec Betsy Blair, José Suarez.
0.25 Court métrage : Guernica.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Fanny Hensel, née Mendelssohn. 3. La grande sœur.
20.30 Tire ta langue. Actualité des livres, avec la chronique de Philippe Barthelet.
21.30 Communauté des radios publiques de langue française. Les chemins de la création (Histoire de la photo au Canada).
22.40 Les Nuits magnétiques.
Le temps de vieillir.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
Les jazzmen qui chantent.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Haïku.
20.30 Concert (donné le 6 juillet 1990 lors de l'été de Kissingen) : Quintette pour vents en mi bémol majeur op. 100, de Reicha ; Sonate pour violoncelle et contrebasse en fa majeur, de Brenda ; Variations pour flûte, violoncelle et basson sur « La ci darem la mano », de Beethoven ; Quatuor pour hautbois et cordes, de Gatti ; Fresken des Dyonisos, de Chtedrine ; Cinq épigrammes pour quatuor, de Ruzicka ; Hymne pour ensemble *de chambre, de Schnittke, par l'Ensemble* Musicavia de Dresde (Birgit Lich, flûte, Wolfgang Bemman, cor, Hans Detlev Loechner, clarinette, Mario Hendel, basson, Volker Kaufmann, cor, Karl Jungnickel, Gerald Becher, percussions, Ralf Carsten Broemsel, violon, Matthias Brautigam, violoncelle, Peter Kraus, contrebasse, Michael Ludiche, clavecin, Claudia Benkert, harpe.
22.30 Opéra (donné en 1990 à l'Opéra de Vienne) : La Khovantchina, de Moussorgski, mise en scène d'Alfred Kirchner, par le Chœur de l'Opéra de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Claudio Abbado ; sol. : Nicolaï Ghiaurov, Vladimir Atlantov, Jury Maruzin, Paata Burchuladze, Ludmila Semtschuk. Retransmis en simultané sur FR3.

هكذا من الأصل

Le Monde

A la Croix-Rouge française

L'ancien directeur du cabinet de Mme Dufoix est écroué pour une affaire de fausses factures

M. Michel Maurice, directeur jusqu'au 29 août du cabinet de Mme Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge française, a été inculpé et écroué mardi 3 septembre à Angers dans le cadre d'une affaire de fausses factures impliquant l'industriel nantais M. Trager. M. Maurice a été inculpé de complicité d'abus de confiance et de recel d'abus de biens sociaux, et écroué à la maison d'arrêt d'Angers. Cette procédure concerne le chantier d'une résidence de personnes âgées à Rezé, près de Nantes. Ce chantier repris par la société d'économie mixte de Rezé, dirigée par M. Serge de Sinéty, avait bénéficié de fonds de la part du Crédit local de France. Le maire de la ville, M. Jacques Floch, avait déposé une plainte avec constitution de partie civile car les fonds n'avaient finalement jamais été versés à la SEM. M. de Sinéty affirme que cet argent a été détourné par la société Ingésini, dirigée par M. Trager.

Au cours de la célébration de la fête nationale

Le Vietnam lance des appels à la défense du socialisme

Le Vietnam, l'un des derniers bastions du communisme, a célébré lundi 2 septembre sa fête nationale par des appels à la défense du socialisme publiés par le journal de l'armée, *Quan Doi Nhan Dan*, et l'organe du PC, *Nhan Dan*.

« *Jamais le socialisme ne s'est trouvé devant des épreuves aussi grandes que maintenant*, a affirmé le *Quan Doi Nhan Dan*. « *L'impérialisme et les forces réactionnaires lancent de violentes attaques contre le bastion du socialisme et ont pris pour cible notre révolution* (...) *Le plus important pour le moment est que tout le parti, tout le peuple et toute l'armée aient une confiance solide dans la direction du parti et qu'ils persévèrent jusqu'à l'achèvement de la revolution socialiste.* »

« *Par* « l'évolution pacifique » (terme mis en vogue par Pékin pour dénoncer l'influence délétère du capitalisme), *l'ennemi va attaquer violemment notre œuvre de renouveau et chercher par tous les moyens à semer la discorde entre le parti et les masses, entre l'armée et le peuple et à encourager le libéralisme bourgeois* », a poursuivi l'éditorialiste. « *C'est pourquoi, parallèlement aux efforts de développement économique, nous devons accroître notre vigilance.* (...) *L'armée, fer de lance de la dictature du prolétariat, doit être prête à combattre pour défendre l'indépendance et la liberté de la patrie, c'est-à-dire le régime socialiste.* »

Le *Nhan Dan* a, pour sa part, cité Lénine, selon lequel « *la révolution doit savoir se défendre* ». Ces commentaires surviennent après plus d'une semaine de silence officiel sur les événements en URSS, qui font du Vietnam, de la Chine, de la Corée du Nord et de Cuba les derniers pays communistes dans le monde. L'organe du PC chinois, *le Quotidien du peuple*, avait adopté dimanche un ton similaire à l'égard de l'Occident, accusé de vouloir renverser le communisme (*le Monde* du 3 septembre). – *(AFP.)*

M. Chirac en visite à Moscou

L'étonnement de M. Giscard d'Estaing

Accompagné de MM. François Léotard, Pierre Méhaignerie et Alain Juppé, M. Jacques Chirac est arrivé lundi 2 septembre dans la soirée à Moscou. « *Nous voulons apporter le soutien des forces démocratiques, que nous représentons en France, aux forces démocratiques de ce pays* », a déclaré à son arrivée le président du RPR, qui a décidé ce voyage mardi 27 août, après un entretien téléphonique avec M. Boris Eltsine.

MM. Léotard et Méhaignerie ont été mis dans la confidence jeudi 29 août. Ces personnalités de l'opposition devaient rencontrer le président de Russie mardi 3 septembre. D'autres entretiens étaient prévus, notamment avec l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevaradze, et avec M. Alexandre Iakovlev, ancien conseiller de M. Gorbatchev. Ce dernier a également accepté le principe d'une rencontre.

M. Valéry Giscard d'Estaing, en sa qualité de président de l'UDF, a fait connaître, lundi 2 septembre, son étonnement de n'avoir été, selon son entourage, « *ni invité ni prévenu* ». Selon la même source, M. Chirac, pour excuser son absence dimanche dernier à l'université d'été du PR à Cabourg (*le Monde* du 3 septembre), avait pourtant joint longuement au téléphone, le matin même, M. Giscard d'Estaing, qui se trouvait chez Mme Anne d'Ornano, maire de Deauville. Les deux hommes seraient convenus de respecter minutieusement le nouveau code de l'union de l'opposition et de ne plus prendre aucune initiative séparée, sans que M. Chirac informe son interlocuteur de son déplacement du lendemain.

MM. Méhaignerie et Léotard n'ayant pas, eux aussi, jugé utile de le faire, l'ancien président a été toutefois prévenu de leurs intentions par le président du PR, M. Gérard Longuet, qui l'a accueilli dimanche midi à Cabourg, mais qui, dit-on dans son entourage, n'était pas officiellement chargé de jouer ainsi le « petit télégraphiste ».

D. C.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Cachottier !

AH ! la claque ! Il en est resté sur le cul, M'sieur Valéry, en apprenant lundi matin à la radio que son Jacquot se tirait à Moscou dans l'après-midi pour une séance photo aux côtés de Boris et de Gorby. Sans un mot, sans rien, en catimini. Et avec qui ? Avec la Léo. Alors là, pas étonnant, toujours prête à aller au plus offrant, cette petite garce. En l'invitant, Chirac lui avait demandé le secret : Tu le dis pas à l'Ex, hein ! C'est pas tellement que ça le chagrinerait de savoir qu'on part ensemble, il a confiance en mon amour, mais bon, les présidents, c'est son truc, et en rater deux d'un coup, il va l'avoir amère. Tiens, tu sais ce que je vais faire, je vais l'appeler la veille du départ, histoire de brouiller les pistes.

– Allô ! mon cher président ? C'est moi, c'est Jacques. Comment ça va ? Bien ? J'espérais vous rencontrer à Cabourg pendant le week-end. Je vous ai cherché partout. Je comprends pas ce qui s'est passé. On a dû se croiser. Dommage qu'on se soit raté. Je voulais vous demander si ça tenait toujours, nos promesses.

– Lesquelles ? On s'en est fait tellement !

– Voyons, Président, de ne plus abîmer l'image de notre couple aux yeux de l'opinion à force de jalousies mesquines et de misérables entourloupes.

– Absolument, mon cher, absolument. Là, maintenant, ce serait inconvenant. Plus question de coups de canif dans le contrat. Nos amis ne comprendraient pas. J'irais même plus loin. Nous devons renoncer à faire chambre à part. Ne plus avoir de secret l'un pour l'autre. Ne plus prendre d'initiative qui puisse...

– Alors là, vous avez ma parole, Valéry. D'ailleurs, je l'ai dit dans mon discours, je regrette que vous ne soyez pas venu m'applaudir, j'ai dit que le rôle et l'honneur d'un homme politique c'était d'engager sa parole et de la respecter.

– Je suis ravi de l'entendre, mon petit Jacques. Figurez-vous qu'à Cabourg, justement de mauvaises langues ont prétendu que vous aviez l'intention d'aller vous faire voir chez les Russes. Derrière mon dos. Naturellement, je n'en ai pas cru un mot.

– Ben, voilà ! c'est tout ce que je voulais savoir. Allez, je vous quitte, cher grand ami. A très bientôt !

L'ESSENTIEL

DÉBATS

• La fin du communisme : « Derrière la porte », par Max Gallo • Le courrier de nos lecteurs 2

ÉTRANGER

Diagonale
Par Bertrand Poirot-Delpech : « Vide » 4

Les affrontements en Yougoslavie
Les Serbes de Croatie veulent participer aux négociations de paix 5

Le Congrès du Parti national en Afrique du Sud
M. De Klerk et le partage du pouvoir 6

POLITIQUE

Le comité central du PCF
M. Lajoinie accuse ceux qui critiquent les communistes de falsifier leur position 9

SOCIÉTÉ

Affaire Boulin
Un non-lieu requis par le parquet 11

Tennis
La qualification de Jimmy Connors à Flushing-Meadow . 12

SCIENCES ♦ MÉDECINE

• La très grande bibliothèque des gènes humains • Un grand pas vers l'infiniment petit • Naissances multirisques .... 13 à 15

CULTURE

Le Festival de Marlboro
Un pays de cocagne pour la musique de chambre 17

COMMUNICATION

La chaîne française d'informations piétine
TF 1 et Canal Plus face aux difficultés du câble 18

ÉCONOMIE

Euro Disney embauche
La firme garde le sens du spectacle jusque dans le recrutement 20

Services

Abonnements 15
Carnet 24
Marchés financiers 22
Météorologie 25
Mots croisés 24
Radio-Télévision 25
Spectacles 19

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un deuxième cahier « Initiatives » en pile séparée folioté de I à XXX

Le numéro du « Monde » daté 3 septembre 1991 a été tiré à 519 157 exemplaires.

A Jérusalem

Menaces de mort contre les Palestiniens qui vendent leurs biens à des juifs

Dans un communiqué en date du dimanche 1er septembre, la direction unifiée de l'Intifada a menacé de mort « *tous ceux dont il est prouvé qu'ils ont vendu à des juifs des biens qu'ils possèdent à Jérusalem* ». Le communiqué appelle les Palestiniens à résister à la « *judaïsation progressive à Jérusalem, dont l'objectif est l'élimination de la présence palestinienne dans la Ville sainte* ». « *Tous ceux qui possèdent des propriétés à Jérusalem et vivent en dehors de la ville doivent revenir s'y installer afin d'empêcher l'ennemi sioniste de les confisquer pour les donner à des colons.* »

Par ailleurs, le mouvement palestinien islamique Hamas a affirmé, lundi, détenir un soldat israélien disparu dans la bande de Gaza en mai 1989 et a proposé de l'inclure dans un éventuel échange d'otages et de prisonniers portant sur les Occidentaux aux mains de groupes terroristes au Liban, des Libanais détenus par les Israéliens et des militaires israéliens disparus au Liban. – *(AFP, Reuter.)*

L'archevêque catholique de New-York demande aux protestants de condamner l'avortement

L'archevêque catholique de New-York, le cardinal John O'Connor, a demandé par écrit aux responsables de l'Eglise luthérienne des Etats-Unis, la plus importante des Eglises protestantes américaines, de condamner l'avortement et de préciser leur choix en faveur de « *la protection de la vie humaine innocente, et spécialement en faveur de la protection des enfants à naître* ». Cet appel sans précédent a été lu le 2 septembre devant les délégués luthériens réunis à Orlando (Floride). Les délégués ont rejeté cette proposition d'origine catholique et l'assemblée de l'Eglise luthérienne a également repoussé un amendement stipulant que la vie commençait dès la conception. – *(AFP).*

M. Bérégovoy favorable à un « plan Marshall » pour l'URSS

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie a jugé, mardi 3 septembre à l'occasion de sa rencontre hebdomadaire avec la presse, nécessaire d'imager « *une sorte de plan Marshall* » pour l'Urss, afin de faciliter l'insertion de l'Union Soviétique dans l'économie mondiale. Le ministre d'Etat, qui devrait se rendre en fin de semaine à Moscou, a en outre indiqué que la France souhaite « *une adhésion rapide et à part entière* » de l'Urss au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Pour le ministre français, la question des quote-parts (la part du capital du Fonds) de l'Urss est, dans les circonstances actuelles, secondaire.

En visite à Paris

Le premier ministre de Namibie souhaite le développement de l'aide française

Après un séjour d'une semaine en France, le chef du gouvernement namibien, M. Hage Geingob, a expliqué, au cours d'une conférence de presse, lundi 2 septembre, que les relations franco-namibiennes prenaient désormais une tournure « *sérieuse* », puisque la Namibie venait de désigner un chargé d'affaires à Paris, en attendant l'installation de son ambassade. Il s'agissait de la première visite officielle d'un dirigeant namibien de ce rang, en dehors du continent africain, depuis l'accession du pays à l'indépendance. Evoquant les besoins matériels « *pressants* » de son pays, M. Geingob a déclaré : « *Si aucune aide n'est apportée pour le développement de la Namibie, c'est son processus démocratique qui est menacé* ». Soulignant qu'il était « *bon pour un pays comme la France de se tourner vers des pays anglophones* », il a indiqué qu'il avait demandé à la France un nouveau soutien financier de 25 à 35 millions de francs ainsi que des investissements d'entreprises françaises dans son pays.

Les royalistes et l'immigration

La Restauration nationale favorable aux regroupements communautaires

RENNES

de notre correspondant

Quelques têtes aux cheveux ras, beaucoup de jeunes filles, une moyenne d'âge à peine supérieure à vingt ans : dix jours durant, quatre-vingt-dix royalistes de la Nouvelle Action française se sont réunis en université d'été, au nord de l'Ille-et-Vilaine, dans un camp de tentes où ils ont notamment débattu des problèmes liés à l'immigration.

Le président de la fédération d'Ile-de-France de la Restauration nationale, M. Nicolas Portier, qui est l'un des théoriciens du mouvement monarchiste, a affirmé, notamment, que « *le modèle actuel d'assimilation des immigrés s'oriente vers un échec certain parce qu'il ne répond d'aucune manière à leur déracinement culturel* ». Selon lui, le pire danger, pour la France, serait de donner aux immigrés une identité de « *Français sans passé* ».

A preuve de son raisonnement, M. Portier a évoqué l'apparition « *d'un néo-tribalisme dans les banlieues, ces bandes organisées de jeunes qui ne sont autres que des communautés de substitution aux autorités légales dans lesquelles les jeunes des banlieues ne se reconnaissent pas. Il faut recréer un ordre là où la masse perd son identité*, a-t-il ajouté. *Chaque communauté, algérienne, portugaise, polonaise, etc., doit se regrouper autour d'une autorité sociale avec laquelle l'Etat pourra négocier* ».

Pour structurer les communautés, la Restauration nationale accepte donc la présence de mosquées dans les villes et le port du voile islamique à l'école. Le mouvement royaliste préconise aussi que les autorités reconnues des différentes communautés enseignent l'arabe ou d'autres langues aux beurs et aux immigrés de la seconde génération désireux de connaître la langue originelle de leur famille. Notamment pour contrer les risques de fondamentalisme inhérents au développement des particularismes religieux. La vitalité des cultures des immigrés « *leur donnera*, affirme M. Portier, *une chance supplémentaire à un éventuel retour dans leur pays d'origine* ». Cette thèse se situe aux antipodes des positions du Front national, dont le discours « *ne peut*, selon lui, *que conduire à la guerre civile* ». – (*Intérim.*)

EN BREF

□ **CHILI : fin du contentieux avec la France sur le timbre de l'île de Pâques.** – Le différend opposant le Chili à la France à propos de la mise en circulation d'un timbre incluant l'île de Pâques dans la Polynésie française est aplani, a déclaré lundi 2 septembre le ministre des affaires étrangères chilien, M. Enrique Silva Cimma. « *L'incident est clos* », a indiqué le ministre après avoir rencontré l'ambassadeur de France à Santiago, M. Daniel Lequertier, qui a indiqué que le timbre avait été retiré de la vente. – *(AFP.)*

□ **CHINE : des millions de prisonniers utilisés comme main-d'œuvre dans l'industrie textile.** – Entre seize et vingt millions de détenus, souvent politiques, sont utilisés comme main d'œuvre dans le secteur textile en Chine, a affirmé lundi 2 septembre à Bruxelles la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir. Cette dernière dénonce un tel « *esclavagisme* » qui, non seulement « *déshumanise la Chine, mais entraîne aussi des suppressions d'emplois dans des pays comme la Grande-Bretagne* » en raison du très faible coût des produits ainsi fabriqués. – *(AFP.)*

□ **Un diplomate chinois à Fidji a demandé l'asile politique.** – Le premier secrétaire de l'ambassade de Chine à Fidji, M. Wu Xiachun, qui tente depuis le 23 août d'obtenir l'asile politique auprès d'un pays tiers, a obtenu un permis de résidence de douze mois dans l'archipel du Pacifique sud. Le diplomate attend une réponse de la mission commerciale de Taïwan. L'ambassade des Etats-Unis a rejeté sa demande d'asile, sous prétexte qu'elle ne pouvait être accordée que sur le territoire américain. – *(AFP, Reuter.)*

□ **ISRAEL : visite du président roumain Ion Iliescu.** – Le président roumain Ion Iliescu est arrivé, lundi 2 septembre, en Israël pour une visite officielle de trois jours, la première effectuée dans ce pays par un chef de l'Etat roumain. Il s'est notamment entretenu avec le premier ministre Itzhak Shamir, qui a célébré « *l'amitié d'Israël envers la Roumanie* » mais a évoqué la question de la recrudescence de l'antisémitisme dans ce pays. M. Iliescu a assuré que le nouveau régime roumain comptait lutter contre toute manifestation antisémite. – *(AFP.)*

□ **M. Iouri Deriabine, nouveau vice-ministre des affaires étrangères.** – M. Iouri Deriabine a été nommé vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS, en charge des affaires européennes, a annoncé lundi 2 septembre l'agence Tass. Ancien sous chef d'un des services européens du ministère, M. Deriabine dirigeait ces dernières années le département chargé de la sécurité et de la coopération en Europe, dans le cadre de la CSCE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 septembre

Retour de la hausse

Après le léger repli de la veille (-0,04 %), le marché est reparti à la hausse mardi matin dès les premiers échanges. L'indice CAC 40 qui avait ouvert sur un gain de 0,53 % revenait à + 0,41 % en fin de matinée. Du côté des hausses figuraient la Sovac, la BNP et la Bafip. En baisse on notait Sodecco, Sfim et Sagem.

Le Monde EDITIONS
Les échos de la mémoire
Tabous et enseignement de la Seconde guerre mondiale
Georges Kantin et Gilles Manceron
Préface de Claude Julien

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
NOUVELLE COLLECTION
avec la garantie d'un grand maître tailleur
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

17, avenue Franklin-Roosevelt
LASSERRE EST OUVERT
43-59-53-43 – 43-59-67-45

CULTURE GENERALE
Les bases de votre réussite
Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale.
Documentation gratuite à :
Institut Culturel Français
Sce 7174, 35, rue Collange
92303 Paris Levallois
Tél. : (1) 42 70 73 63

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

PIRELLI
inclinable tête et pied
soutient bien la colonne vertébrale
CAPÉLOU
37, AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS · METRO PARMENTIER

هكذا من الأصل